# Avant-propos

Les Études qu’on lira dans ce volume ont été publiées, de 1861 à 1862, dans le journal le *Temps*. Elles y ont paru dans l’ordre où je les réimprime. Mon livre pourrait s’appeler : Une année de l’œuvre d’un critique.

Comment ces articles sont-ils arrivés à faire un livre ? Pourquoi l’auteur a-t-il cru devoir les réunir et les présenter de nouveau au public ? À vrai dire, je n’en sais trop rien. Peut-être faut-il regarder le besoin de produire et de se produire comme l’un des instincts fondamentaux de notre nature. Quant à analyser bien rigoureusement cette démangeaison, à distinguer, dans un auteur, la part du zèle pour les idées et celle d’une force qui cherche son exercice, celle aussi du moi qui cherche sa satisfaction, mon avis est qu’il est des choses en ce monde qu’il ne faut pas examiner de trop près.

Autre question, à laquelle je ne serais guère moins embarrassé de répondre. Que n’a-t-on pas dit pour ou contre l’usage de réunir en volume des essais écrits au jour le jour, des morceaux de critique surtout, qui ont souvent pour sujet des recueils de critiques, et qui, devenant un livre, vont être critiqués à leur tour, si bien que la littérature, à force de passer d’un alambic dans un autre, risque de se voir réduite à un insipide résidu ? Il semble, puisque je réunis mes articles, que je me sois formé une conviction à cet égard. Il n’en est rien. L’exemple général suffit pour me mettre la conscience en repos. Se tromper avec le gros du public, c’est encore une manière d’avoir raison, car tout le monde ne se trompe jamais tout à fait. Ces innombrables volumes, d’ailleurs, qui se composent d’idées sur des idées et de réflexions sur des réflexions, sont peut-être destinés à ramener la littérature, par quelque vigoureuse réaction, à des œuvres plus mûres, plus solides, de plus longue haleine. Qu’à cela ne tienne. Je serai charmé d’avoir contribué pour quelque chose à ce résultat ; il se trouvera ainsi que j’aurai servi la cause des lettres tout en paraissant la compromettre.

Ce qui m’embarrasse le plus, au reste, ce n’est pas mon livre, c’est la préface que je suis occupé à écrire. Le livre s’est fait tout seul ; mais l’avant-propos ! L’usage veut qu’un avant-propos résume les doctrines du livre. Et si le livre n’a pas de doctrines ? Voilà un cas qui ne me parait pas prévu.

Le fait est que je vois beaucoup de sujets traités dans les pages suivantes : philosophie et religion, littérature et histoire, politique et morale, il y a un peu de tout ; si je n’y remue pas des idées, je parle d’hommes qui en ont remué. Eh bien, au milieu de tout cela, j’ai beau chercher, je ne trouve pas la plus petite doctrine à dégager. Il y a pis : le livre me parait semé de disparates, d’autres diraient de contradictions. Oh ! que je ferais volontiers un article sur ce faiseur d’articles ! Qu’il me serait facile de le convaincre d’inconséquence ! Que je saurais bien lui demander pourquoi il est si indulgent pour celui-ci et si sévère pour celui-là, aujourd’hui tout largeur et demain tout indignation, tour à tour moraliste rigide et critique désintéressé, tolérant comme un philosophe, puis âpre comme un homme de parti ! On voit d’ici qu’il y aurait matière à d’assez beaux développements ; l’auteur, je crois, aurait de la peine à s’en relever.

Il lui resterait une réponse : ce serait d’accepter ce reproche d’inconséquence et, en l’acceptant, de le réduire à sa juste valeur. Au fond, et à le bien prendre, personne ne se contredit jamais. L’accusation de contradiction n’est qu’une manière de déguiser l’ignorance de celui qui l’intente. Nous ne connaissons pas les raisons secrètes, les instincts obscurs, les motifs confus dont celui même qui y obéit n’a point pleinement conscience, « — nous ne voyons pas ces choses, et nous concluons qu’un homme a changé lorsqu’il n’a fait que montrer ce qui était en lui. Il se peut que sa conduite traduise mal ses sentiments, parce que la conduite d’un individu est souvent déterminée par des circonstances qui échappent à sa volonté ; il se peut que ses idées expriment imparfaitement ce qu’il sait et ce qu’il veut, parce que les idées sont un tangage dont tout le monde n’est pas maitre ; mais ce qui fait véritablement un homme, ses penchants, ses affections, ses aspirations, tout cela ne change pas, ou, s’il y a changement, tout cela se modifie en vertu d’un développement strictement logique. Il a beau faire, sa nature restera toujours identique à elle-même.

À défaut de doctrines dans un écrit, il y a donc toujours un certain fond moral qui perce malgré tout. Ce fond de mon livre, son inspiration secrète, si j’ose me servir d’un si grand mot, je ne serais pas embarrassé de la définir : c’est le goût de la liberté. Liberté des esprits et des caractères, liberté des idées et, des actions, liberté pour tous sans autre limite que les intérêts mêmes de la liberté, voilà, si je ne me trompe, la passion que j’éprouve le plus profondément, et, par suite, sans doute, l’unité dernière de tout ce que j’écris.

Mais quoi ! la liberté est quelque chose de purement négatif. Elle n’est qu’une forme, un moyen. Personne, en définitive, ne l’aime pour elle-même, mais seulement comme la condition d’un autre bien. Les uns en attendent la satisfaction d’une ambition égoïste. D’autres s’imaginent qu’elle amènera le triomphe de leur système politique ou social. Tous y voient une manière d’arriver à quelque chose d’ultérieur, de réaliser ce qui leur semble le plus désirable. La liberté pour la liberté est donc une formule creuse. — Je l’avoue ; toutefois, j’ai besoin de faire ici une distinction.

Si je n’aime pas précisément la liberté pour elle-même, ce que j’aime en elle, ce n’est pas non plus la réalisation d’un petit idéal que je me serais fait pour mon usage particulier.

Faut-il le dire ? Je crois médiocrement aux vérités toutes faites. Tout dans la nature est mouvement, transition. L’homme et l’humanité n’existent qu’à la condition de mourir et de revivre sans cesse. L’univers n’est que le flux éternel des choses. Et il en est du beau, du vrai, du bien comme du reste : ils ne sont pas, ils se font ; ils sont moins le but vers lequel tend l’humanité, que la résultante mobile des efforts de tous les hommes et de tous les siècles.

De là le caractère essentiellement relatif de la vérité. Aucune vérité n’est vraie d’une manière absolue, mais seulement dans son enchaînement avec les autres et à l’état de perpétuel développement. Une vérité, pour rester vraie, a besoin d’être constamment renouvelée, d’être limitée par des exceptions, d’être complétée par ses contraires. Isolez-la, vous la faussez ; fixez-la, elle vous échappe, et vous ne tenez plus qu’un mensonge.

De là aussi la nécessité d’examiner les choses sous toutes leurs faces et sans se flatter d’en avoir jamais achevé le tour. Comme il n’est rien qui n’ait son envers et son endroit, comme les vérités et les erreurs ne sont vraies ou fausses qu’en partie, la tâche du penseur est de se remettre toujours de nouveau en contact avec la réalité, de serrer toujours les, faits de plus près, sans s’inquiéter des contradictions réelles ou apparentes dans lesquelles il pourra tomber. « Une grande âme, écrit Emerson (je dirais plus volontiers : un vrai philosophe), n’a absolument rien à faire avec la conséquence. Exprimez ce que vous pensez aujourd’hui avec des paroles rudes, et demain ce que vous penserez demain. »

De là aussi les bienfaits de la discussion. Il faut que les hommes jettent chacun leurs idées dans la grande mêlée, qu’ils les modifient sous le choc des idées contraires, qu’ils les façonnent au feu des controverses passionnées. Les luttes de la parole et de la plume, les opinions qui s’opposent et se rapprochent, les erreurs et les retours, les excès et les réactions, tout cela c’est la vérité qui se forme. La vérité, précisément parce qu’elle est relative, ne peut être que la direction générale résultant de tous les efforts individuels.

On comprend maintenant ce que la liberté est pour moi. Elle m’est chère comme la condition de ce travail de tous, qui est lui-même la condition du vrai. Je ne suis pas précisément de ceux qui, avec une confiance en quelque sorte mystique, pensent que le genre humain laissé à lui-même doit arriver fatalement à la plus grande somme de bien et de vérité. Le bien, au fond de ces rêves de perfectibilité, est toujours un peu conçu comme un baromètre à beau fixe. Pour moi, la vérité, c’est bien plutôt le perfectionnement lui-même, et la liberté, c’est presque un autre nom pour cette formation incessante.

Il ne manquera pas de gens qui taxeront ces vues de pyrrhonisme, comme si l’essence de la foi n’était pas de croire à l’efficacité de la liberté, à la puissance de l’idée, et, pour tout dire en un mot, au règne de l’esprit !

Après quoi, je l’avoue bien, il faut que le croyant, dans l’occasion, sache se séparer de sa foi même, et la considérer, elle aussi, comme une opinion dans la mêlée des opinions, comme un effort après tant d’autres pour faire tenir J’infini dans le fini de la pensée humaine.

Mars 1863

# I. Alexis de Tocqueville[[1]](#footnote-1)

L’impression des lettres de M de Tocqueville n’est pas une simple satisfaction accordée à l’attachement de ses amis, ou aux exigences de ses admirateurs. Ces volumes ont une valeur réelle. Il est vrai que beaucoup de lettres, les plus importantes, les plus attendues sans doute, n’ont pu y prendre place. L’écrivain était un homme politique ; il a longtemps siégé dans nos assemblées ; il a tenu le portefeuille d’un ministère : on comprend que la publication intégrale de sa correspondance ait dû être renvoyée à une époque où les noms propres seront devenus des noms historiques. À côté de ces lacunes inévitables, il y a bien aussi quelques longueurs dans les volumes que j’annonce. Ils offrent des pages telles qu’on en trouve dans toutes les correspondances, pleines d’intérêt pour Celui à qui elles étaient destinées dans l’origine, mais qui paraissent un peu insignifiantes lorsqu’elles arrivent, plus tard, sous les yeux du public. Une lettre est comme un discours : le discours n’est pas fait pour être lu, la lettre n’est pas faite pour être imprimée ; il en résulte que les correspondances qui subissent cette épreuve offrent des répétitions et du remplissage. On verra même, si l’on y réfléchit, qu’un homme doit avoir une supériorité bien réelle pour que les lettres qu’il griffonne dans l’épanchement de l’amitié, au milieu de ses occupations, la plupart du temps sans autre but que de répondre et parce qu’on attend de ses nouvelles, pour que ses lettres, dis-je, aient une importance qui les rende dignes d’être réunies et de former un livre. Celles de M de Tocqueville en étaient dignes. Les deux volumes qu’on nous en a donnés sont d’une lecture très attachante. Ils renferment beaucoup d’idées vraies, de jugements élevés. Toutefois, je ne crains pas de le dire, le charme de ces lettres vient surtout du caractère qui s’y peint.

M de Tocqueville est un homme facile à étudier. Il n’y a point en lui de ces enchevêtrements infinis, de ces contrastes bizarres qui font parfois d’un être humain une énigme indéchiffrable ; Sa personnalité est parfaitement transparente, parce qu’elle est parfaitement une. Un seul trait nous la donne tout entière, et nous donne avec elle le penseur et l’écrivain ; Tout en lui sort du même fond et se rapporte à un même principe.

M de Tocqueville est un talent au service d’un caractère ; ce qui domine en lui, c’est l’homme moral. Mais cette disposition fondamentale peut être elle-même ramenée à une autre ; elle peut être poursuivie plus loin. En descendant ainsi jusqu’au dernier fond que l’analyse puisse atteindre, je dirai que M de Tocqueville était une nature éminemment *individualiste*. Je m’explique.

Il y a bien décidément deux classes d’esprits. Les uns, partant d’un vif sentiment de leur existence personnelle, ne voient que l’homme dans la création. L’homme est, pour eux, le sens et la fin de tout ce qui subsiste. La nature entière est destinée à le servir ; elle n’a été créée que pour cela, et, comme c’est là son but, c’est là aussi son explication. Mais il y a plus : l’humanité elle-même, à les en croire, existe pour l’individu, ou plutôt, et à proprement parler, l’humanité n’existe pas : il ne faut voir, dans l’espèce, qu’un mot ; dans l’ensemble, qu’une collection : la réalité dernière ne réside pas ici dans le tout, mais dans la partie. La société, sans doute, a des fonctions ; les hommes sont destinés à vivre en commun, et, ainsi réunis, ils sont mieux en état d’atteindre les fins de la vie que s’ils restaient isolés ; mais la société n’est pas sur la terre pour elle-même ; elle n’a pas sa raison d’être en soi ; sa véritable vocation est de travailler pour l’individu, de le développer, de l’affranchir, de façonner en lui le maître souverain de la nature et le serviteur volontaire de Dieu. Cette fierté de la conscience individuelle, qui se subordonne ainsi le monde, a sa source dans le sentiment de la liberté, le sentiment le plus vif et le plus opiniâtre que nous éprouvions. Tandis que tout, ailleurs, s’enchaîne par le lien fatal de la cause et de l’effet, l’homme se soustrait à la nécessité ; il se croit, il se sait le maitre de ses actions. L’animal ne vit que dans l’espèce, il est une chose ; l’homme est un individu, une personne, parce qu’il est libre.

Telle est la conception de l’individualiste. Passons maintenant à celui que j’appellerai le *spéculatif.* Celui-ci est moins dominé par la conscience de sa personnalité. Il peut, au besoin, en faire abstraction, sortir de lui-même, considérer l’univers avec une espèce de désintéressement et comme une œuvre infinie, dans laquelle il figure en son rang et pour sa part. Il aime mieux comprendre le monde qu’y agir et le gouverner. Il y voit un problème à résoudre plutôt qu’une tâche à remplir. Comme il poursuit l’explication des choses, et comme les expliquer c’est les saisir dans leur enchaînement, les rattacher les unes aux autres par leurs causes et par leurs lois, il se soucie peu de la liberté humaine qui ne se laisse point ainsi expliquer. Je me trompe : notre philosophe explique la liberté comme tout le reste, et par là même il la nie ; car une liberté qui s’explique n’est plus qu’un fait semblable aux autres, elle n’est plus le grand mystère de la personnalité, elle n’est plus libre.

Voilà donc comment l’esprit spéculatif envisage l’univers : c’est un vaste et singulier phénomène, derrière lequel il n’y a rien que ses lois propres, où tout est bien par cela seul que cela est, où l’homme lui-même a la valeur d’un simple degré dans l’échelle des existences, et revendique, pour toute dignité, celle d’une question offerte parmi tant d’autres à l’insatiable curiosité des intelligences.

On ne saurait être dans le doute quant à la famille spirituelle à laquelle appartient M de Tocqueville. Il est individualiste au premier chef. C’est, je l’ai dit, essentiellement un caractère. Tout en lui est volonté. Il ne voit dans le monde que la tâche, dans la vie que le devoir. Il est dévoré d’activité. Dès sa jeunesse, je me sers de ses expressions, il a le diable au corps, et il aurait entrepris de sauter par-dessus les tours de Notre-Dame, s’il avait cru trouver de l’autre côté ce qu’il cherchait. Il a de la curiosité, non pas celle toutefois qui cherche à savoir pour savoir, mais celle qui s’attache à rassembler tout ce qui peut éclairer le jugement et diriger la conduite. Il ne possède pas le calme de l’observateur, loin de là : il éprouve sans cesse la vague inquiétude de l’effort, l’incohérente ardeur des désirs. Comme tous les hommes d’action, il a soif de certitude et de clarté : aussi manque-t-il de l’esprit critique. Il est mal à l’aise lorsqu’il se sent obligé de suspendre sa décision.

Il ne sait pas douter. « Le doute, écrit-il, m’a toujours paru le plus insupportable des maux de ce monde, et je l’ai constamment jugé pire que la mort. » Lui parle-t-on de sérénité, d’impartialité : « Morbleu ! s’écrie-t-il, ce n’est pas là de la politique. Nous avons un but honnête et grand, et comment y tendre sans un effort passionné ? » M de Tocqueville veut agir, agir sur les hommes, réformer la société, et pour cela il a besoin de la terre ferme, d’un parti pris, d’une solution claire et définitive de toutes les questions.

M. de Tocqueville est un admirable type de l’homme moral. Il a au plus haut degré le sentiment de la dignité humaine. Son existence est un modèle d’ordre, de tenue, de convenance. Il est essentiellement raisonnable, Que le curieux regarde la vie comme un spectacle, l’épicurien comme une fête, le pessimiste comme une ironie : pour lui, « c’est une affaire grave dont nous sommes chargés, et qu’il faut conduire et terminer à notre honneur. » À cinquante ans, il jette un regard en arrière, et il se rend ce témoignage que, « s’il avait à recommencer, il ne voudrait pas, à tout prendre, faire bien différemment qu’il n’a fait. » Magnifique récompense d’une existence bien ordonnée ! Et cependant, en présence de tant de sagesse et d’esprit de conduite, le lecteur est parfois tenté de regretter cette plénitude même de perfection. Il semble qu’un peu de faiblesse eût rendu cette vertu plus humaine. On soupçonne, malgré soi, quelque pauvreté de sang, quelque aridité de nature dans les hommes qui ne font jamais une sottise. Le fait est que le caractère de M de Tocqueville a quelque chose de tendu. Il tient du héros. Il ne sait ce que c’est que l’amusement, la distraction, le repos même. Il a trop de bon sens, et trop peu de poésie ; il manque, sinon d’esprit, au moins de gaieté dans l’esprit, de cet optimisme de bonne humeur qui suppose volontiers que les choses sont comme elles doivent être. Le désaccord entre le réel et l’idéal ne se résout pas pour lui dans cette joyeuse ironie de l’humoriste, qui se rit du monde et de lui-même, Les disparates de l’univers l’attristent, parce qu’il les considère exclusivement par le côté sérieux. L’homme moral est naturellement austère ; je dirai plus, il est inévitablement découragé, parce qu’il a un idéal très élevé, que n’atteint pas la société et dont il se sent lui-même infiniment éloigné. On ne s’étonnera donc pas de voir M de Tocqueville se plaindre de ses découragements. Il est habituellement monté sur un ton tragique. Au fond de son âme, dit-il, se trouve une grande et profonde tristesse, une de ces tristesses sans remède, parce que, bien qu’on en souffre, on ne voudrait pas en guérir. Noble douleur, assurément ; souffrance qui honore celui qui l’éprouve, et devant laquelle il n’y aurait qu’à s’incliner, s’il n’était permis de craindre que le jugement de l’auteur n’y ait perdu quelque chose de sa liberté.

Le caractère de l’homme, chez M de Tocqueville, fait à la fois le fort et le faible de son génie d’écrivain. C’est parce qu’il est individualiste qu’il est libéral. Le libéralisme, en effet, consiste essentiellement dans le respect de l’individu ; il se compose d’égards pour la personne humaine, en soi et dans les autres. Qu’on ne s’y trompe pas, le culte que notre auteur rendait à la liberté n’avait rien de commun avec ces besoins de turbulence à tout prix que l’on a trop souvent décorés de ce nom ; en pénétrant jusqu’à la racine de ses sentiments à cet égard, on reconnaît facilement que la liberté est à ses yeux un principe moral. Elle lui est chère, parce qu’il y voit la condition de la dignité et de la vertu. Il l’estime le premier des biens, parce que les autres biens, sans elle, ne sont que chair et que matière. « Ce qui jette le trouble et une sorte d’épouvante dans mon esprit, s’écrie-t-il, c’est de voir des gens qui semblent faire du goût de la servitude une sorte d’ingrédient pour la vertu. Je voudrais penser et sentir comme eux, que je ne le pourrais pas : ma nature y résiste plus encore que ma volonté. Un instinct indomptable me force d’être sur ce point ce que j’ai toujours été. » Voilà qui est admirablement beau, et l’on ne risque assurément pas de se tromper en s’abandonnant à de pareils instincts. Mais M de Tocqueville n’est pas seulement un citoyen, il est un écrivain, et je ne puis m’empêcher de demander si ses préoccupations individualistes n’ont pas parfois rétréci plus qu’il ne fallait l’horizon de sa pensée. L’opposition que j’ai signalée plus haut entre le moraliste et le spéculatif trouve ici sa place. Je pardonne facilement à M de Tocqueville de mettre plus de confiance dans le bon sens que dans la métaphysique, mais je m’inquiète quand je le vois embarrassé en présence de la question des races, ne sachant qu’en faire ni qu’y opposer, exigeant même qu’on l’écarté, sous prétexte qu’elle conduit au fatalisme. On reconnait là l’étroitesse du moraliste.

La science ne saurait se passer de désintéressement. Elle a pour devoir de contempler les faits, non comme il plairait qu’ils fussent, mais comme ils sont. Sa tâche consiste à disparaître derrière les choses pour les laisser arriver aux yeux du lecteur dans toute leur vérité et toute leur réalité. Or, les ouvrages de M de Tocqueville appartiennent à la science. Ils ont pour but d’instruire plutôt que de charmer. Ils éclairent vivement l’intelligence, mais ils flattent peu le goût. Ce qui y domine, c’est la connaissance des faits, l’art d’en tirer des idées générales, la sûreté du jugement. Le style en est sobre et austère comme l’auteur lui-même ; il ne se laisse jamais aller à la recherche du grand et du beau, mais aussi il ne les rencontre guère ; il n’a pour ainsi dire que les qualités morales : force, sincérité, virilité. En un mot, M de Tocqueville a fait œuvre de penseur. Eh bien, il lui a manqué pour cette œuvre quelques-unes des qualités nécessaires, et c’est ce qui fait qu’au lieu d’être un philosophe, il n’a été qu’un publiciste. Il est vrai que, dans cette classe, il a su se placer au premier rang. Notre siècle n’a aucun écrivain politique à lui comparer. La postérité lui érigera un buste aux pieds de la statue de Montesquieu.

M de Tocqueville a été singulièrement précoce. Il n’avait que vingt-cinq ans lorsqu’il partit pour les États-Unis, il n’en avait que trente lorsque parurent les deux premiers volumes de *la Démocratie en Amérique*, c’est-à-dire l’ouvrage qui a établi sa réputation, et qui en demeure la base la plus solide. On comprend la sensation que fit ce livre ; il posait une question qui avait à peine été entrevue, et qui renferme cependant les destinées de la société moderne. L’auteur a eu le mérite de nous donner à tous la conscience du mouvement qui nous entraîne, des dangers qui nous menacent, des devoirs qui nous incombent. On ne peut s’empêcher d’admirer la netteté avec laquelle il a conçu son sujet, la fermeté avec laquelle il a posé les termes du problème sur lequel il appelait les méditations de ses contemporains. On reconnaît encore là, j’ose le dire, la trempe de son caractère. Ce sont les fortes vertus de l’homme qui ont élevé le publiciste au-dessus des sphères inférieures de la politique, et lui ont donné l’intelligence des périls auxquels la civilisation est aujourd’hui exposée.

Il ne manque pas de personnes qui s’imaginent que M de Tocqueville s’est proposé d’écrire l’apologie de la démocratie, et d’offrir les États-Unis à la France comme un modèle à imiter, comme l’idéal auquel il faut tendre. Un écrivain inférieur, en effet, n’eût pas manqué d’opposer la démocratie à d’autres formes de gouvernement ou de la société, et d’examiner laquelle est préférable. D’autres se seraient empressés de nous recommander une constitution à l’américaine comme un remède pour tous nos maux. Cette manière abstraite et stérile n’est pas celle de notre écrivain. Il ne se dissimule aucun des dangers ou des inconvénients de l’égalité croissante des conditions. On voit même par sa correspondance qu’il les sentait vivement. Il se plaint de la vulgarité que la démocratie imprime partout en Amérique aux manières et aux idées. Il n’a garde d’oublier « *qu’il y a une certaine instruction qui ne peut jamais être le partage des masses, et qui cependant peut être nécessaire pour gouverner un État*. » Il aurait pu aller plus loin encore, et se demander s’il n’y a pas quelque chose de radicalement vicieux et, pour ainsi dire, de contradictoire, dans un régime qui met les destinées d’un pays à la merci du nombre, et par conséquent d’une force aveugle et passionnée. Mais la question pour lui n’est pas là : il ne s’agit pas de savoir si la démocratie est un mal ou un bien. Le mérite de M de Tocqueville est précisément d’avoir, dans les progrès de l’égalité, reconnu un fait, le fait capital de l’histoire moderne, fait contre lequel il serait inutile de lutter, et qu’il faut accepter comme tel, afin d’essayer ensuite de le régler et d’en tirer parti. L’écrivain s’élève tout d’abord, et par un seul effort de sa haute raison, dans la sphère où la politique revêt à la fois la fermeté de l’histoire et l’autorité de la morale.

Toutes les idées caractéristiques de M de Tocqueville tenaient ainsi aux vues fondamentales de son esprit, à celles-là mêmes que j’ai essayé plus haut de déterminer. Il voyait avant tout l’homme dans le citoyen, et, par-delà les avantages ou les inconvénients purement relatifs des formes politiques, il regardait aux mœurs comme à la substance et au principe vital de la société. S’il ne pouvait se passer de la liberté, on l’a déjà vu, c’est que la liberté lui semblait la condition de tout bien et de tout développement. S’il acceptait la démocratie et proclamait le devoir de l’accepter, ce n’est pas seulement qu’il y vît un fait providentiel, c’est aussi qu’il jugeait que les lumières, les vertus, les croyances pouvaient en détourner les périls, et, en pénétrant dans les masses, finir par s’assurer un règne nouveau et plus étendu.

Les deux derniers volumes de l’ouvrage sur la démocratie coûtèrent à l’auteur beaucoup plus de peine et plus de temps que les premiers, auxquels ils sont néanmoins très inférieurs en intérêt. La lecture en est fatigante, non pas précisément, comme le dit M de Beaumont, parce que ce sont des idées sur des idées, mais parce que l’unité y fait défaut. Il ne suffisait pas de faire passer devant nos yeux une multitude d’observations détachées sur les mœurs et l’esprit des Américains ; de signaler plus ou moins heureusement, dans chaque détail de leur vie sociale, l’influence des idées démocratiques ; il aurait fallu que ces détails formassent un ensemble, que tous ces traits divers se rattachassent les uns aux autres par un lien plus sensible que le principe très général auquel l’auteur les rapportait. Il y a dans ces volumes quelque chose de décousu, un éparpillement de vues et de points de vue qui devient véritablement pénible. Le sujet n’était pas moins beau que celui des premiers volumes ; c’était, dans tous les cas, une heureuse pensée que celle d’analyser les influences secrètes de cette démocratie, dont nous connaissions désormais l’organisation politique. Mais l’exécution était ici plus difficile, parce que l’écrivain ne trouvait plus pour texte de son commentaire des faits nettement caractérisés, comme le sont les institutions administratives, judiciaires ou gouvernementales d’un pays. Il aurait fallu décrire les mœurs des États-Unis avant d’y signaler l’empreinte de l’égalité, peindre cet état social au lieu de l’indiquer par de simples assertions. Je ne nie pas qu’un pareil travail ne présentât de grandes difficultés, et je ne saurais m’étonner des dégoûts que l’auteur éprouvait et qu’il exprimait fréquemment dans sa correspondance, pendant qu’il travaillait à un ouvrage dont il n’avait pas suffisamment entrevu toutes les conditions.

Le dernier travail de M de Tocqueville est resté inachevé. Nous n’avons que le premier volume d’un livre qui devait être considérable, et dont ce fragment donne à peine une idée. Après avoir étudié la démocratie dans les républiques des États-Unis, l’auteur s’était proposé d’étudier la révolution dans notre révolution. Il aurait appliqué à ce sujet la méthode qu’il avait suivie dans son premier ouvrage. Il devait moins écrire l’histoire des événements qui ont bouleversé la France de 1789 à 1815, qu’en dégager le sens, en indiquer les causes, la direction et la portée. Les morceaux posthumes que M de Beaumont vient de faire connaître au public ne laissent aucun doute sur ce point ; ils n’en laissent pas davantage sur les regrets qu’il convient d’éprouver en apprenant que le livre de M de Tocqueville n’a pas été achevé, et ne saurait être publié. La philosophie de la Révolution, magnifique sujet, bien digne de servir de pendant à une philosophie de la démocratie, sujet voisin de celui-ci, mais d’un intérêt plus pressant encore, plus prochain, plus national surtout ! L’auteur était trop sincèrement libéral pour ne pas craindre les révolutions. « Je ne crois pas, écrit-il, qu’il y ait en France un homme moins révolutionnaire que moi, ni qui ait une haine plus profonde pour ce qu’on appelle l’esprit révolutionnaire, lequel esprit, par parenthèse, se combine très aisément avec l’amour d’un gouvernement absolu. » D’un autre côté, on peut être sûr que l’illustre publiciste aurait jugé les événements de notre histoire comme il avait apprécié les institutions du nouveau monde, plus empressé à se laisser instruire par les faits qu’à exprimer les sympathies ou les antipathies qu’ils lui inspiraient.

Le travail projeté avait une préface et une conclusion naturelles. L’auteur se proposait de terminer par des considérations sur la société nouvelle, ses tendances, son avenir. Mais il ne pouvait aborder la Révolution elle-même sans en rechercher les origines, et c’est ainsi qu’il a été amené à écrire sur l’ancien régime le volume qu’il a publié en 1856. Ce volume devait être une simple introduction : grâce à la conscience que l’écrivain apportait à tous ses écrits, il est devenu un ouvrage capital. M de Tocqueville a eu cette gloire que, après avoir saisi en quelque sorte notre génération de la grande question sociale des destinées de la démocratie, il a jeté les bases d’une appréciation nouvelle de la Révolution française. Ce n’est pas tout. En révélant un fait inattendu pour les esprits moins instruits ou moins réfléchis que le sien, en montrant que la révolution, au lieu de donner la liberté à la France, y a fortifié la centralisation tyrannique de l’ancien régime, l’écrivain a fait mieux que d’établir une donnée historique méconnue, il a dévoilé le sophisme qui consiste à confondre le bouleversement avec le progrès. Il a appliqué à la Révolution française la même mesure qu’à la démocratie américaine, leur demandant compte à l’une et à l’autre de ce qu’elles ont fait pour les intérêts essentiels de la société, pour la dignité humaine, la liberté et la justice.

Telle est l’œuvre de M de Tocqueville. Il lui a été donné de toucher à de grands problèmes, de les faire naître en quelque sorte dans l’esprit de notre génération, d’en poser les termes avec cette précision qui équivaut à une solution ; il a su distinguer et mettre en présence les principes qui s’agitent au fond de nos débats ; enfin, il ne s’est pas lassé de signaler ce qui seul, dans le grand conflit, mérite d’attirer notre hommage et de décider notre choix. C’est un honneur sans doute pour un publiciste que d’attacher son nom à de pareilles questions ; mais c’est un bonheur aussi pour les questions que de trouver un pareil représentant.

# II. George Eliot [[2]](#footnote-2)

Peut-être y a-t-il plusieurs de mes lecteurs qui n’ont jamais entendu prononcer le nom de George Eliot ; et cependant, George Eliot est le premier romancier de l’Angleterre : ses ouvrages y sont attendus comme des événements, et son talent, bien loin de s’épuiser, semble, dans chaque production nouvelle, se montrer plus varié et plus vigoureux.

Il y a un singulier contraste entre la virilité générale des mœurs anglaises et le ton d’affectation qu’on y remarque souvent. Je suis également frappé, chez nos voisins, de la forte individualité des uns et de la prétentieuse puérilité des autres. On trouve toutes les affectations de l’autre côté de la Manche, l’affectation du militaire et celle du *sportsman*, l’affectation du dandy et celle de l’homme blasé, l’affectation du bon ton et celle du sans-gêne. Celui-ci a gravi tous les pics des Alpes, celui-là a chassé dans le Sahara. Voici des demoiselles qui ont fait toutes seules le voyage de l’Inde : ce seront les héroïnes de la saison, jusqu’à ce que M le major un tel vienne montrer la carabine avec laquelle il a descendu tant de Napolitains dans la campagne de Sicile. Il n’est pas jusqu’à la religion où le genre ne se glisse. La dissidence est mal portée, mais le puséisme est du dernier comme il faut. Je sais des dames qui, après avoir vécu à Rome, y ont embrassé le catholicisme et affichent leur confesseur et leur oratoire ; j’en sais d’autres qui se piquent d’être esprits forts, et qui prennent parti pour les *Essais et Revues*.

On comprend que le domaine des arts n’est pas resté à l’abri de cette invasion de la recherche. C’est un sculpteur anglais qui a imaginé de peindre ses statues ; et c’est en Angleterre qu’est né le préraphaélitisme, cette alliance burlesque de la naïveté des Byzantins et de la poétique de M. Courbet. Quant à la littérature anglaise, il en est d’elle comme d’une belle femme qui s’efforce de cacher les traces de l’âge sous les artifices de la toilette. Les écrivains ne se proposent plus qu’une chose : il s’agit pour eux de réveiller des sens émoussés. Style et composition, tout se ressent du besoin de frapper de grands coups. Il faut que l’esprit soit tenu dans un état continuel d’attente et de surprise. De là la recherche, la recherche qui engendre la prétention, la prétention qui conduit au charlatanisme. L’excentricité est devenue un moyen d’attirer le chaland. Les plus éloquents, les plus profonds même ne sont pas exempts de calcul. Il y a de l’intention, du procédé, il y a du parti pris dans les antithèses si savamment balancées de Macaulay, il y en a dans les paradoxes artistiques de Ruskin, il y en a dans le jargon de Carlyle ; il y en a surtout dans le roman.

Les romanciers anglais, malgré de grands talents, me font toujours l’effet de mineurs de la Californie à la recherche de quelque filon productif. Ils n’obéissent pas à une vocation, ils sont en quête d’une manière et d’un succès. Tout sera bon pour arriver. Nous aurons le roman fashionnable et le roman théologique, le roman prêcheur et le roman roué, l’imitation de Sterne et celle de Smollett, les prétentions réformistes de Dickens et le *clergyman* héroïque de Kingsley. Ce n’est pas la verve sans doute qui se fait désirer dans cette littérature ; on n’y voudrait pas moins de ressources ni de variété, on y voudrait seulement un peu moins de préoccupation de l’effet, quelque chose de plus simple et de plus sain.

Je ne doute pas que la lassitude produite par tant de raffinements n’ait été pour beaucoup dans le succès des *Scènes de la Vie cléricale*, le premier ouvrage de George Eliot, et dans celui *d’Adam Bede*, qui est resté son chef-d’œuvre. On passait de l’atmosphère embrasée d’une salle d’opéra à la fraîcheur du matin et de la campagne. On éprouvait je ne sais quelle douceur inaccoutumée devant une inspiration à la fois profonde et naïve. L’auteur, on le sentait, avait raconté à la manière des anciens chantres, sans s’écouter, sans se connaître, et comme cédant à la muse des créations immortelles. Quelle jouissance n’était-ce pas pour le goût et pour l’âme que de trouver enfin un artiste complétement sincère ! Quelle impression bienfaisante ne ressentait-on pas à la vue de ce génie vierge, en présence d’une maestria étrangère à tous les procédés de l’atelier, à toutes les ficelles de la coulisse !

La curiosité, il faut l’avouer, contribua aussi au succès de ces ouvrages. On reconnut bien vite un pseudonyme dans le nom qu’ils portaient ; on se demanda à quel sexe appartenait l’écrivain ; on fit à plusieurs des auteurs à la mode l’honneur de leur attribuer un livre qu’aucun d’entre eux, assurément, n’aurait été capable d’écrire. Les hypothèses se croisaient dans les colonnes des journaux. Un critique (il est vrai que celui-là était français) venait enfin, à grand renfort d’inductions, de prouver que l’auteur d’*Adam Bede* devait être un homme, et, qui plus est, un ministre de l’Église anglicane, lorsque le voile se déchira. L’enchanteur portait le nom de miss Evans. Mais voici qui redoublait le mystère, au moment même où on le croyait dissipé : miss Evans n’était pas entièrement inconnue dans le monde littéraire. Elle avait travaillé à un très grave recueil, la *Revue de Westminster* ; elle y avait inséré des articles de théologie ; on lui devait même une traduction du célèbre ouvrage de Strauss sur la vie de Jésus. Quelle réunion de contradictions et de surprises ! Ce n’était pas assez qu’il fallut reconnaître une femme pour le premier romancier de l’Angleterre : cette femme réunissait en outre des facultés que le monde n’avait jamais vues associées ; c’était une savante et un poète ; il y avait en elle le critique qui analyse et l’artiste qui crée. Que dis-je ? La plume qui avait servi d’interprète à Strauss, c’est-à-dire au plus impitoyable adversaire de la tradition chrétienne que le monde ait produit, cette plume venait de tracer le ravissant portrait de Dinah ; elle avait, sur les lèvres de la jeune méthodiste, placé le discours inspiré de Hayslope et la touchante prière de la prison !

Il est impossible de lire *Adam Bede* sans penser à *Jane Eyre*, et cependant il n’y a entre ces deux ouvrages d’autres points de ressemblance que le mystère dont ils ont été entourés à l’origine, et le sexe des auteurs auxquels nous les devons. Le roman de miss Brontë a plus d’élan, de vigueur, d’éloquence, et je ne sais si l’on trouverait rien dans les ouvrages de miss Evans qui égale la fuite de Jane Eyre, lorsqu’ayant quitté le château de Rochester, elle erre au hasard, livrée à un conflit de sentiments au milieu desquels domine l’inexorable autorité du devoir. Mais ici cesse la supériorité de miss Brontë ; son inexpérience se trahit bien vite ; elle a recours à des moyens de mélodrame ; ses créations sont plus fortes que vraies ; bref, ce qui reste du livre à une seconde lecture n’est pas considérable. Il en est autrement de miss Evans ; tout dans ses romans est simple, mûr, achevé, et on ne les relit guère sans y découvrir des beautés nouvelles.

D’ailleurs, Charlotte Brontë, après *Jane Eyre*, n’a fait que se répéter, tandis que sa rivale n’a pas encore donné de signe d’épuisement. J’ai dit les surprises que George Eliot avait fait éprouver au public, mais le public n’était pas encore au bout de ses étonnements. Dès qu’on se fut un peu remis de l’émotion causée par un grand mérite et un grand succès, le lecteur, qui se lasse vite d’admirer, se promit de prendre sa revanche. On attendait l’auteur, disait-on, à son prochain ouvrage. Cet ouvrage ne tarda pas à voir le jour : *le Moulin des bords de la Floss* parut un an après *Adam Bede*, et la critique la plus fastidieuse fut obligée de reconnaître que, s’il y avait peut-être un peu moins de fini dans le nouveau venu, la puissance de talent qui s’y montrait n’était pas moindre. Un an encore s’est écoulé, moins d’un an, et *Silas Marner* vient de prouver à son tour que l’auteur, parmi les autres secrets du génie, possède aussi celui de la fécondité.

*Silas Marner* est une histoire de village. Le héros est un pauvre tisserand, cœur ingénu, pieux, au fond duquel une condamnation injuste a tué la foi à la Providence, et qui, s’abandonnant dès lors aux soins matériels de l’existence, tourne à l’avarice, entasse ses gains, met son bonheur à contempler son trésor. Ce trésor lui est volé, et Silas tombe dans une espèce d’abrutissement désespéré. Il en est tiré par l’intérêt que lui inspire une petite fille, dont la mère expire de misère à sa porte, et à laquelle il s’est vu appelé à donner les premiers secours. Il se charge de cette enfant, la soigne, l’élève, et il renaît lui-même au bonheur en retrouvant ainsi du bien à faire et une créature à aimer. Autant avaient été sombres les journées solitaires du tisserand lorsqu’il travaillait pour amasser, autant sont sereines les dernières années du vieillard auprès de sa fille adoptive. C’est une seconde jeunesse, c’est une vie nouvelle, c’est la solution des pénibles problèmes qui avaient jadis courbé cette âme d’homme jusque dans la poussière.

Tout roman est une combinaison de trois éléments : le caractère, le dialogue et l’action. L’action est, dans un ouvrage de fiction, une condition à la fois capitale et inférieure ; il n’y a pas d’intérêt dans un roman dont l’intrigue est faible, et, d’un autre côté, nous en avons vu des exemples mémorables, l’action peut être conduite avec un savoir-faire consommé, sans qu’un récit prenne place pour cela parmi les œuvres littéraires. Il amusera, il aura la vogue, et au bout de quelques années il n’en restera plus que le souvenir.

Ce qui fait véritablement le roman, ce sont les caractères ; mais, en même temps, ce qui dessine les caractères, c’est le dialogue. Il s’est accompli à cet égard Une grande révolution dans le genre de littérature dont nous parlons. Autrefois, le romancier se contentait d’analyser ; il avait le privilège de lire dans l’âme de ses personnages, et il était chargé de nous faire part de ce qu’il y découvrait. Aujourd’hui (Walter-Scott est le principal auteur de cette innovation), chaque personnage se charge d’exprimer lui-même ce qu’il sent, et le dialogue au moyen duquel les personnages se font connaître est devenu la partie capitale, et, en quelque sorte, le tout du roman. Le roman moderne est un drame ; la description y tient la place des décorations, le récit y indique la mise en scène, mais ce sont les conversations qui composent le fond même et le tissu de l’ouvrage.

Le talent de George Eliot, s’accorde admirablement avec les exigences du genre que nous venons de définir. L’action dans ses livres est toujours simple, ingénieuse, à égale distance des lieux communs de la fiction et des recherches d’une invention romanesque. Toutefois, c’est dans la peinture des caractères que se manifeste surtout le génie de notre auteur ; c’est là qu’on trouve la précision des lignes, la vérité du coloris, la variété infinie, l’individualité soutenue, l’unité morale, qui marquent les œuvres de la nature et celles du génie. Quelles créations que Dinah et Hettie, que Maggie et Silas, que la vieille Lisbeth et la famille Dodson ! Quelque secondaire que soit leur rôle, quelque passagère que soit leur apparition, tous les personnages de George Eliot ont leur physionomie propre et leur langage caractéristique. Mais ceci nous ramène au dialogue.

Je l’ai dit, c’est le dialogue qui, dans le roman contemporain, est chargé de faire valoir les caractères ; en sorte que ces deux dons, le talent de créer un personnage et celui de le faire parler, ne peuvent plus se passer l’un de l’autre. Et cependant, ce sont deux talents distincts. On peut esquisser un caractère original et vrai, sans parvenir à lui prêter un langage intéressant et naturel. D’un autre côté, un dialogue piquant et ingénieux, ou élevé et profond, peut manquer de cette unité secrète qui constitue proprement le caractère. Les écrits de Dickens offrent un exemple de ce que je veux dire. Cet habile romancier excelle à modeler une physionomie risible ou repoussante, à appliquer ce masque sur un mannequin dont le costumé ne sera pas moins bizarre, puis à prêter au héros ainsi fait quelque redite burlesque, quelque repartie humoristique, laquelle, jetée à travers les scènes les plus diverses, produit un certain comique de bas aloi. Les êtres ainsi créés sont frappants, ils sont reconnaissables, mais ils ne vivent pas ; ils n’ont pas la consistance d’une individualité qui se reste fidèle à elle-même, tout en se manifestant sans cesse sous des aspects nouveaux. Il en est tout autrement des livres de George Eliot. Ici les personnages ne sont pas seulement infiniment divers, ils n’ont pas seulement chacun leur langage propre, mais ce langage est toujours, à la fois, semblable et différent, conforme au caractère qu’il exprime et animé de l’imprévu qui jaillit de la situation. Il y a plus : l’écrivain a jeté partout et à pleines mains le sel de la meilleure plaisanterie. Il n’est pas un de ses rustres, de ses ouvriers, de ses petits bourgeois ; il n’est pas une vieille fille, pas un enfant, dans ses pages, qui ne possède son originalité naïve, son humeur narquoise ou goguenarde, son fond charmant de drôlerie. Je ne crois pas qu’aucun romancier ait semé ses ouvrages d’autant d’esprit, d’un esprit aussi varié, aussi fécond en surprises, aussi abondant en saillies. Mrs. Poyser, dans *Adam Bede*, est à cet égard l’une des créations les plus extraordinaires du roman. Qu’on se figure une joyeuse fermière qui, parlant beaucoup, en toute occasion et avec tout venant, ne dit rien cependant sans assaisonner son discours d’un mot piquant, qui a pour chacun la repartie toute prête, dont l’inépuisable verve ne connaît aucune redite, dont les bons mots ont tous le relief et la saveur du proverbe populaire. Mrs. Poyser descend en droite ligne de Sancho Pança.

Au surplus, dialogue et caractère, invention et description, l’esprit qui amuse et l’imagination qui charme, — est-ce un paradoxe de le dire ? — ces éléments du roman, ces dons du génie, tout cela n’est que subordonné ; et si une œuvre durable ne peut s’en passer, ce n’est pas là, cependant, ce qui fait l’œuvre immortelle. Je laisse de côté l’abonné du cabinet de lecture, celui-là est incapable de goûter George Eliot ; je parle de celui qui relit, qui réfléchit et qui savoure. Oh ! pour celui-là, qu’il le sache ou l’ignore, ce qu’il cherche dans un roman, ce qui l’y attache ou l’y repousse, c’est, en dernière analyse, la philosophie qui s’y exprime. La philosophie, voilà ce dont un roman se passe le moins. S’il n’a pas de philosophie, il n’a pas de sens, et s’il n’a pas de sens, que nous veut-il ? L’homme est ainsi fait, qu’il se cherche partout. Dans la nature, il poursuit un mystère qui n’est autre que le sien propre. Dans l’histoire, il interroge sa destinée. Pour que les arts le touchent, il faut qu’ils l’entretiennent de lui. Le roman même n’est rien pour nous, s’il n’est une interprétation du monde et de la vie. Eh bien ! les livres de George Eliot sont pleins de ces leçons que renferme toujours l’œuvre du grand artiste. L’auteur, il est vrai, n’a guère peint que la vie moyenne : ses héros de prédilection sont des enfants, des artisans, des laboureurs ; ses sujets favoris, les ridicules de la vie bourgeoise, les préjugés de la petite ville, les superstitions de la campagne. Mais, sous ces dehors d’une existence prosaïque, l’écrivain nous fait assister à l’éternelle tragédie du cœur humain. Nous y retrouvons les défaillances de la volonté, les calculs de l’égoïsme, l’orgueil, la coquetterie, la haine, l’amour, toutes nos passions et nos faiblesses, toutes nos petitesses et nos égarements. Ce n’est pas tout : quelque chose se dégage de ces créations ; il en émane comme un parfum de sagesse ; il en découle comme un enseignement de l’expérience. George Eliot contemple les fautes des hommes avec tant de sympathie mêlée de tant d’élévation ; la condamnation qu’il passe sur le mal est si tempérée de support et d’intelligence ; le sourire sur son visage est si près des larmes ; il est si clairvoyant et si résigné ; il en sait si long sur nos misères ; il a lui-même tant souffert et tant vécu, qu’on ne peut lire ses pages sans se sentir gagné à cette haute tolérance ; on est ému et rasséréné ; il semble qu’il ait élargi nos idées du monde et de Dieu ; on se trouve, en fermant le volume, plus en paix avec soi-même, plus calme en face des problèmes de la destinée.

# III. M. Michelet[[3]](#footnote-3)

Les ouvrages de M. Michelet, depuis quelque temps, ont le privilège de provoquer la gaieté. La critique la plus bienveillante ne résiste pas au plaisir de raconter au public les excentricités croissantes de l’écrivain. À chaque nouveau volume, ce ne sont pendant un mois, dans la presse, que gorges chaudes et quolibets. On se dispute à qui citera le mot le plus étrange, la conception la plus baroque. L’un vous dira comment M. Michelet s’attriste sur les amours solitaires du poisson ; l’autre, comment il s’échauffe en décrivant les transports de deux limaces : « toutes deux, d’une grâce émue, ondulant de leur cou de cygne et s’adressant de vives caresses. » Quelle tentation pour un critique que celles d’égayer ses lecteurs en leur mettant toutes ces folles choses sous les yeux ! Et comment l’auteur pourrait-il se plaindre ? Il va volontairement au-devant des épigrammes. À qui la faute s’il a perdu le sentiment du ridicule, et si les Français n’ont pas tout à fait oublié la malice et le bon goût ?

Mais s’il n’est rien de plus naturel que de s’amuser des travers de M. Michelet, si, dans un sens, rien n’est plus juste ni même plus nécessaire, il faut bien reconnaître cependant que nous ne sommes pas quittes avec lui pour cela. Il y a autre chose dans cet écrivain que des bizarreries, et, dès lors, il y a sans doute autre chose à faire que de le persifler. Quant à moi, le laissant sans trop de pitié aux plumes acérées contre lesquelles il se précipite à l’étourdie, j’aimerais, je l’avoue, étudier ce talent dévoyé, me rendre compte de cet esprit vif et incomplet, qui jadis a promis un historien à la France, et qui menace aujourd’hui d’oublier tous ses engagements.

On se plaint que la poésie soit morte. Comme si la poésie pouvait mourir ! Je dirais volontiers qu’elle n’a jamais mieux montré sa puissance qu’aujourd’hui. Il est vrai, elle a abandonné ses anciennes formes ; mais si elle n’est plus dans les poèmes, elle est ailleurs ; si on ne la trouve plus dans les vers, c’est qu’elle est partout. M. Michelet, pour sa part, l’a mise jusque dans l’histoire naturelle.

Et quelle poésie ! Non pas celle de Buffon ou de Chateaubriand, mais une poésie toute nouvelle, intense, échevelée. Jamais on ne vit imagination à la fois si puissante et si bizarre. M. Michelet aime à contempler le grand tout, à se plonger dans l’élément universel. Il revêt la création d’un sens caché et sublime. Elle devient solennelle comme un temple. Lui-même nous apparaît alors comme le grand prêtre de la nature et de l’humanité. D’autres fois, au contraire, la nature se change pour lui en une personne vivante ; la terre et la mer deviennent des êtres animés qui ont leurs passions, leurs espoirs, leurs souffrances. Il prête ses pensées à tout, à la baleine, à l’huître, à l’infusoire ; il leur prête ses rêves surtout. « Oh ! s’écrie-t-il, qui me dirait le mystère de l’âme enfantine et charmante qui a fait cette féerie ! (Il s’agit d’une branche de corail.) On la sent circuler encore, cette âme libre et captive, mais d’une captivité aimée, qui rêve la liberté et n’en voudrait pas tout à fait. »

Mais il est un mot qui revient plus souvent encore sous la plume de M. Michelet que celui de rêve, c’est celui d’amour. Son esprit est comme hanté d’images que chez tout autre on n’hésiterait pas à qualifier de lubriques. Eh bien, non ; l’imagination de M. Michelet n’est ni impure, ni sensuelle ; seulement, elle est possédée du besoin de retrouver partout les mystères de la personnalité et de la vie. Le sérieux même de sa pensée l’empêche de comprendre l’étrangeté de ses descriptions. Il y met une espèce de naïveté. M. Michelet a beaucoup de l’enfant ; il est doux, humain, généreux ; il a les grands étonnements, les petits jeux, et surtout il n’a aucun sentiment des convenances.

Si M. Michelet voit en poète, il écrit aussi en poète. Sa manière de dire correspond à son imagination mystique et délirante. Il a un dialecte à lui, qui rend tout avec une force extraordinaire. Comme M. Victor Hugo, avec lequel il a des ressemblances incontestables, il demande à la langue des choses impossibles ; il la retourne, la bouleverse, il en refait la syntaxe, il l’enrichit de mots qui viennent on ne sait d’où, mais qui peignent et qui gravent. Il sacrifie l’harmonie à des effets nouveaux ; il est raboteux, tendu, fatigant. Point de beautés calmes chez lui, point de repos, tout est fiévreux. Sa phrase bat, fouette, déferle comme la vague ; elle donne le vertige, elle agite le sang. Le goût se révolte, mais en attendant on a reçu l’impression que l’écrivain voulait produire. Avec tous ses défauts, M. Michelet, il faut l’avouer, a le don de faire voir les choses. Il y a dans son *Histoire de France* une foule de portraits, de scènes qu’on ne peut oublier quand on les a entrevus. Quel est le lecteur de ses livres qui n’ait conservé devant les yeux les Galls, « au grand corps mou, blanc et blond, » les cathédrales du XIIIe siècle, les bruyantes et remuantes villes de Flandre, la majesté chrétienne de saint Louis, la virginale figure de Jeanne d’Arc, Luther traitant les rois avec un magnifique mépris d’eux et de Satan, ou buvant la bière avec son cher Mélanchthon ? Mais si l’on veut savoir à quel point notre écrivain possède le talent de montrer les choses, il faut lire, dans son nouveau volume, la description de la tempête d’octobre 1859. Qu’on n’y cherche ni ordre ni raison : tout y est bizarre, sauvage, désordonné comme la tempête même. Le lecteur se croit en proie à un cauchemar. Ainsi que l’auteur, il finit par ne plus entendre qu’un millier de dogues acharnés et aboyants ; il ne voit plus qu’apparitions exécrables et innommées, monstres qui demandent la mort universelle et le retour du chaos. On est, en fermant le livre, excédé, inquiet, comme lorsqu’on vient de lire une histoire de revenants. Ce qui est certain, c’est qu’on a assisté à la tempête, et qu’on n’en perdra jamais le souvenir.

Il est rare que l’imagination ne se venge pas de ses faveurs. M. Michelet a porté la poésie dans l’histoire et dans l’histoire naturelle, ce qui est légitime, ce qui, dans une certaine mesure, est indispensable pour donner à ces sciences une vie sans laquelle elles ne seraient pas tout à fait vraies ; mais si l’imagination a sa place dans la science, c’est à la condition de la servir et de rester subordonnée. Or, c’est le contraire qui est arrivé dans les livres de notre auteur. M. Michelet, je n’ai garde de le nier, est un érudit sagace ; il puise aux sources ; il sait interroger les textes ; il connait la valeur des faits. On pourrait supposer que, séduit par les considérations générales, il dédaigne de s’abaisser aux détails ; loin de là : il aime à observer un insecte, à fixer un chiffre, à noter une anecdote. En un mot, il a l’étoffe d’un historien exact et d’un naturaliste consciencieux. Malheureusement, l’imagination l’emporte chez lui sur les aptitudes du savant. Les livres de M. Michelet peuvent porter le nom qu’ils veulent, ce seront toujours avant tout des romans et des drames. Tous les faits s’y dénaturent. L’auteur les voit en relief, nets, vivants, mais il les voit plus grands et plus étranges qu’ils ne sont. Il en grossit les traits et en force les tons. Il les systématise, leur fait violence, y met la passion ou la caricature. Mystique, il cherche partout des symboles. Poète, il aime à personnifier les idées et les siècles. Dominé par une fantaisie puissante, il lui faut de l’extraordinaire à tout prix ; il prend la bizarrerie pour la grandeur et la grimace pour le caractère : aussi toutes ses créations ont-elles quelque chose de fantastique ; elles ont l’air d’avoir été conçues dans un rêve. Et, en effet, c’est bien dans un rêve que vit M. Michelet, entre la veille et le sommeil, dans un état de conscience indécise, ne sachant si ce qu’il voit est fantôme ou réalité, et, à dire vrai, ne s’en inquiétant guère. Il n’est aucun de ses personnages qui ne participe de cette nature équivoque. Ses sorciers, ses empoisonneurs, ses jésuites, ses prêtres, le peuple, la femme, la révolution, tout flotte dans un clair-obscur où l’on ne reconnaît plus les linéaments de la réalité. Tout devient tour à tour un monde et comme le centre autour duquel l’univers gravite. Tout a une physionomie à la fois accentuée et vague, parlante et menteuse, moins ressemblante qu’ayant l’air de ressembler. M. Michelet a créé un nouveau genre d’histoire. Il n’en a nullement banni l’étude, la critique ; mais il supplée aux imperfections de la science par l’intuition, à ses lents et prudents procédés par la seconde vue de l’imagination.

On comprend qu’il est difficile de juger cette manière de faire par les règles ordinaires. Il ne faut demander à l’auteur ni d’hésiter sur une opinion, ni de justifier ses vues, ni, en général, aucune sorte de preuve ou de discussion. Ses livres abondent en faits apocryphes, en formules ambitieuses, en généralisations hasardées. Vous voulez l’arrêter, il vous échappe ; vous parvenez à le saisir, il s’évanouit entre vos mains.

Je ne connais rien de plus caractéristique que les formules de M. Michelet. Veut-on savoir comment il résume un siècle ? Il s’agit du xviie : « C’est le moment, dit-il, de regarder les grands faits moraux de l’époque, plus importants qu’aucun fait politique. Ils sont tous dans ces trois mots : sorcellerie, couvents, casuistique ; et ces trois n’en font qu’un : ils signifient stérilité. » Qui ne se sentirait saisi d’un soupçon involontaire, en voyant toute une situation historique ramenée à un fait, exprimée par un mot, et quel mot !

Voici un autre exemple de généralisation, à la fois prétentieuse et inexacte. M. Michelet nous fait un sombre portrait des Anglais. Les Anglais, au dire de l’auteur, sont un peuple antichrétien, à jamais brouillé avec la Grâce. Leur littérature est satanique. « Je ne me rappelle pas, ajoute-t-il, avoir lu le nom de Dieu dans Shakespeare ; s’il y est, c’est bien rarement, par hasard et sans l’ombre d’un sentiment religieux. » J’avoue qu’en lisant ces lignes je fus d’abord étonné. Serait-il possible que Shakespeare, dans cette immense comédie humaine où toutes les émotions de l’âme ont trouvé leur expression, eût oublié le cri naturel de l’âme vers Dieu ? Que le poète n’ait nulle part trahi ses propres sentiments à cet égard, cela ne prouve rien, et je l’admets sans peine ; quel écrivain a jamais été plus impersonnel que lui ? Qui pourrait nous dire ce qu’il a été, ce qu’il a aimé, ce qu’il a pensé ? Mais qu’il ait représenté tant d’hommes dans des situations si diverses, sans jamais nous en montrer un seul élevant un regard, ou poussant un soupir vers le ciel : voilà ce qui me paraissait difficile à croire. Ma mémoire ne Larda pas à venir au secours de mon embarras. Je me rappelai le célèbre discours de Wolsey, d’autres encore, et j’étais en train de poursuivre mes recherches, lorsque je compris que j’avais été dupe ; j’avais vu une assertion, là où il ne fallait voir qu’une boutade ; de l’histoire, là où l’écrivain avait tout simplement voulu étonner le lecteur et risquer un aperçu.

Le talent de M. Michelet ne devient pas plus sobre en passant du moyen âge à l’histoire moderne. Ses jugements sur la Révolution française se distinguent par le besoin de l’effet et l’affectation de la profondeur. « L’idée vitale de la Révolution, s’écrie l’auteur, elle avait éclaté dans une incomparable lumière, de 89 à 92 : l’idée de justice. Et pour la première fois on avait su ce que c’est que justice. On avait fait jusque-là de cette vertu souveraine une sèche, une étroite vertu. Avant que la France l’eût révélée au monde, on n’en avait jamais soupçonné l’immensité. Justice large, généreuse, humaine, aimante, et jusqu’à la tendresse, pour la pauvre humanité. Toute la terre, avant septembre, avait adoré la justice de la France. On l’admirait, emportant comme en un pli de sa robe tout ce qu’eut de meilleur le principe du moyen âge. Une telle justice, large et douce, contenait la Grâce. Elle était la Grâce elle-même, moins l’arbitraire et le caprice ; la Grâce, selon celui qui ne varie pas, selon Dieu. Pour la première fois, en ce monde, la loi et la religion s’étaient embrassées, pénétrées et confondues. »

Quand on lit ce passage, on a d’abord un moment d’éblouissement ; on finit néanmoins par comprendre ce que l’écrivain a voulu dire. Selon lui, une idée a présidé à la révolution française dans sa première phase, l’idée du droit ou de l’égalité. Rien de plus vrai. Mais admirez en même temps avec quel art M. Michelet est parvenu à fausser la pensée qu’il se proposait de mettre en lumière ! Il commence par enlever au principe son nom exact, qui est l’égalité, et, avec son nom, sa physionomie historique. Ensuite, et comme si ce n’était pas assez, il représente la justice de la Révolution comme une vertu, et cette vertu comme généreuse, aimante, allant jusqu’à la tendresse, et il achève ainsi de dénaturer le principe de la Révolution, lequel, loin d’être un sentiment tendre, fut une idée très abstraite. Cependant M. Michelet n’est pas encore content ; du faux, il ira jusqu’à l’extravagant ; la justice va devenir la Grâce, la Révolution va consommer le mariage de la loi et de la religion, — verbiage mystique, dans lequel notre écrivain se complaît, mais qui remplit ses lecteurs de défiance, quelquefois même d’irritation.

Tous les défauts de l’écrivain se retrouvent dans son dernier ouvrage, et l’on ne saurait trouver un exemple plus caractéristique de sa manière.

La mer de M. Michelet n’est pas une chose, c’est une personne ; elle est un être animé ; elle a un cœur, un pouls, des artères. Il faut y voir un animal arrêté à un premier degré d’organisation. Ailleurs le monde est un grand animal et la mer est sa femelle. Ailleurs encore (il ne faut pas demander au poète trop de suite dans l’emploi de ses métaphores), la mer n’est pas seulement une femelle ; elle est un ferment de vie. Son *mucus* est l’élément universel. Elle offre la matière animalisable. Son eau visqueuse, substance mystérieuse que l’analyse chimique n’atteint pas, aspire à une organisation toujours plus complète, et ces aspirations constituent la Genèse du monde.

Les plantes marines sont l’ébauche de la création, un simple flot solidifié. Prenez une goutte d’eau de la mer, elle va s’épaissir et devenir un filet végétal ; première et timide tentative de la vie, être qui flotte entre deux règnes, plante qui tend à devenir animal. Cependant, la chaleur volcanique du globe y aidant, le mucus marin s’électrise, la gélatine prend, se fixe, fermente, les éléments créateurs de l’Océan se combinent, la vie paraît ; l’animalité vient au jour. C’est d’abord l’infusoire, la monade primitive. En s’agitant, en vibrant, elle devient vibrion. Les siècles passent, le vibrion monte en rang, il devient polype, corail. Le polype est encore à la limite des deux règnes ; c’est une équivoque entre la plante et l’animal. Toutefois, la vie s’y soulève obscurément de son sommeil de pierre. On y voit poindre la pensée, la volonté, mais sous la forme de rêve. Heureusement que tout polype n’est pas résigné à rester polype ; il s’en trouvera bien un qui, inquiet, peu satisfait de sa vie végétative, rêvant une autre destinée, se détachera de son banc de corail et se mettra à naviguer vers l’inconnu. Celui-là deviendra méduse. La méduse, à son tour, entrera dans la carrière de l’émancipation. La nécessité est mère de l’invention ; de la méduse elle fera l’oursin, « ce piqueur de pierres » si joliment décrit par M. Michelet. Or, l’oursin, c’est le dernier des rayonnes, leur plus haut développement, c’est la fin d’un monde. Ici la chaîne se rompt. Notre auteur n’a pas su passer du rayonné au mollusque. Il s’est donc vu obligé de revenir à l’embryon élémentaire. Celui-ci, pas bonheur, a donné le mollusque en même temps que le polype. Pour le coup, le mollusque devient le chef d’une série qui va jusqu’à l’homme. Il commence par exsuder une gelée qui lui fait une maison, sa coquille. Il veut ensuite s’attacher au rocher, et l’effort de la sécrétion produit un câble d’attache, lequel, avec le temps, deviendra une nageoire, puis un pied. D’ailleurs il a d’autres éducateurs, l’air, la lumière, qui affermiront ce corps trop mou, l’aideront à se faire des organes, lui donneront l’ouïe, l’odorat, l’œil, et, qui plus est, la respiration. « La nature, ainsi pressée, fait remarquer l’écrivain, est terriblement inventive. » La mer ne l’est pas moins. Elle doit tôt ou tard créer un être à sa ressemblance, libre, glissant, onduleux, coulant comme un flot. Qui n’a reconnu le poisson ? Le poisson est un immense progrès. Ce sont les mammifères marins, en effet, qui ébauchent la série des races terrestres. De la baleine on arrive au phoque, et du phoque au triton, à la sirène, amphibies développés, tout semblables à l’homme, et dont on a eu bien tort de révoquer l’existence en doute. « On mentionne une femme marine qui vécut de longues années en habit de religieuse, dans un couvent, où tous pouvaient la voir. Elle ne parlait pas, mais travaillait et filait. Seulement, elle ne pouvait se corriger d’aimer l’eau et de faire effort pour y revenir. » M. Michelet aurait pu ajouter qu’une sirène a fait la fortune de Barnum. Quoi qu’il en soit, nous voici arrivés à l’homme. Non pas que les tritons soient précisément nos aïeux ; la mer a tout commencé, sans doute, mais les hommes, au lieu de sortir des plus hauts animaux de mer, proviennent vraisemblablement d’une série parallèle, de quelque cadet obscur : nous ne sommes pas les descendants de la baleine, mais seulement ses cousins éloignés, une branche collatérale.

Que d’autres s’amusent des fantaisies de l’auteur, pour moi, ce que j’admire en tout ceci, c’est la naïveté avec laquelle se trahit son procédé. M. Michelet s’approprie ce qu’il y a de plus aventureux dans la science moderne ; il a l’air de le tenir pour établi, il bâtit là-dessus, mais, au fond, il n’est pas si dupe qu’on pourrait croire. Il sait très bien que la génération spontanée n’est pas encore démontrée. Il accorde que l’ordre logique des choses diffère à bien des égards de l’ordre historique. Il reconnaît explicitement que l’idée d’une chaîne des êtres constituée par une métamorphose, d’une série ascendante de la vie, développée, créée en quelque sorte par le besoin et l’effort, n’est qu’une supposition ; et, cependant, cela ne l’empêche pas d’adopter cette supposition, de la prendre pour fil conducteur, de lui demander la solution de tous les problèmes, si bien que l’on ne pourrait supprimer l’hypothèse sans enlever au livre tout sens et toute consistance. Comment expliquer cette contradiction ? Par l’ascendant du génie poétique. M. Michelet est trop dominé par sa conception des choses ; son imagination lui impose trop impérieusement l’idée d’un ensemble harmonique, d’une unité vivante, pour qu’il puisse s’en affranchir, et rester sur le terrain des faits acquis. Le savant a bien vu, le critique a eu son moment, mais il s’est hâté d’abdiquer, et l’artiste seul est resté. M. Michelet a besoin d’enchaîner les scènes de son drame ; il ne peut reconnaître de lacune, il ne peut admettre de doute. Si le monde lui manque, il refera le monde. Au fond, il se soucie moins de connaitre que de créer à son tour et pour son compte.

On voit quel est M. Michelet, et comment il faut le lire. La science, chez lui, n’est qu’un tissu brodé par la fantaisie. Je veux bien qu’on s’amuse des jeux et des feux de son imagination ; je comprends qu’on cherche dans ses écrits des peintures vigoureuses, des conjectures hardies, des vues nouvelles ; j’admets qu’on y trouve du plaisir et même de l’instruction ; je suis le premier à éprouver une sympathie sincère pour un esprit si actif, si pénétrant, si généreux ; et cependant, qu’on me permette de le dire, il serait puéril de prendre tout à fait M. Michelet au sérieux.

# IV. À propos du Parthénon [[4]](#footnote-4)

Bien que le livre de M. Cherbuliez ait été fort remarqué, il ne l’a pas été peut-être autant qu’il le méritait. Il y a fort longtemps qu’il n’a rien paru chez nous d’aussi neuf, et tout ensemble d’aussi piquant et d’aussi solide. On peut affirmer, sans crainte de se tromper, que notre littérature compte désormais un écrivain de plus.

La position dans laquelle je me trouve, à l’égard de l’auteur, ne laisse pas que d’être singulière. Je suis en dissentiment avec lui sur plusieurs des procédés de son art et sur plusieurs de ses opinions, et je suis en même temps pénétré, pour un si beau talent et une si vive intelligence, d’une admiration à laquelle ces dissentiments n’enlèvent absolument rien. Il en est de M. Cherbuliez comme de ces hommes avec lesquels on tombe vite dans la discussion, mais avec lesquels aussi on aime à discuter, et cela non seulement parce qu’ils intéressent et instruisent, mais surtout parce qu’on peut tout leur dire. On se sent libre avec eux, parce que ce sont des esprits libres. J’entends par esprit libre celui qui ne se fait point d’illusion sur la part d’à peu près et de provisoire que renferment ses thèses les plus affirmatives. Ou je me trompe fort, ou M. Cherbuliez est de ces gens-là.

Il y a bien des choses à distinguer dans le volume de notre écrivain, et, pour ainsi parler, plusieurs livres dans son livre. Essayons de les faire tous connaître.

Il y a d’abord une étude de style. Mais le style même de l’auteur n’est pas un. Il est quelquefois spontané, coulant de source, portant le sceau d’une inspiration toute personnelle ; d’autres fois, et le plus souvent peut-être, il trahit des intentions, des réminiscences : c’est une manière et un pastiche. M. Cherbuliez, formé à l’école des Grecs et à celle des écrivains français du xviie siècle, reproduit, dans un mélange qui n’est pas sans grâce, la phrase ample et flottante des uns, le tour à la fois naïf et recherché des autres. Il s’exhale de ses pages comme un parfum où se confondent Platon et madame de la Fayette. Il a repris la tentative de Courier. On croit parfois, en lisant ses causeries, se retrouver dans le salon de la comtesse d’Albany.

Ce n’est pas tout cependant. Sous la syntaxe, il y a le vocabulaire. Le double pastiche dont je viens de parler se complique d’une étude lexicologique. L’écrivain s’est plu à bigarrer son livre d’une multitude de mots insolites. Et je ne parle pas seulement des termes techniques qu’il prodigue çà et là avec trop de complaisance : il aime en toute circonstance à étonner son lecteur d’une expression imprévue. L’homme superficiel méconnaît-il le mérite supérieur, ce sera « le grain de rassade bien serti qui dédaigne le cabochon ! » Il est telle partie du volume qui exige le secours du dictionnaire. Les vastes lectures de M. Cherbuliez, sa grande mémoire, l’ont bien servi dans cette fantaisie. Car il n’y faut voir qu’une fantaisie. Il est impossible qu’un écrivain aussi admirablement doué que celui dont nous parlons donne définitivement dans la manière, et dans une pareille manière ; il est trop puissant et trop sincère pour cela. Il a voulu s’amuser, et il se gardera de recommencer. Il se contentera, à l’avenir, de nous donner des dialogues pleins de trait et de vivacité, des paysages aux lignes gracieuses et aux couleurs éclatantes, des dissertations qui tour à tour pétillent d’esprit et étincellent de verve. Il laissera là Paul-Louis Courier : il sera lui.

Le prétexte du livre est un petit roman, d’un intérêt suffisant, sans prétention, bien mené, et qui sert à introduire les causeries et à grouper les interlocuteurs. Ceux-ci, il faut l’avouer, composent une singulière galerie d’originaux. L’observation, dans ces portraits, se mêle à une certaine exagération humoristique. Pour ma part, j’aime assez cette marquise enthousiaste, éprise du ciel et des arts de la Grèce, au demeurant femme et fantasque. J’aime encore mieux ceux qui l’entourent : son oncle, Anglais pur-sang, plus préoccupé des conforts de la vie que du beau et du vrai ; le docteur, égoïste renforcé, souple et sensuel, mais qui possède son Hamilton, et qui, au besoin, continuera *les Quatre Facardins* ; le hobereau polonais ; attaché à la légation russe d’Athènes, pédant au nez crochu, qui fait ses délices de l’*Esthétique* de Vischer, et monte son cheval à cru pour se rapprocher des Grecs ; Nanni, le jeune peintre vénitien, au cou blanc et aux cheveux blonds, être naïf et passionné, l’une de ces figures, j’imagine, qui occupent la jolie toile de Cabanel ; l’abbé, enfin, un abbé comme il y en a peu, qui s’est fait un bréviaire à son, usage, et qui marie sans embarras Spinoza avec Fénelon, Platon avec les mystiques de Saint-Victor. On le voit, nous flottons ici entre la réalité et l’imagination. On a sous les yeux une scène du Décaméron ou, mieux encore, une *estravaganza* dans le goût de la *Princesse de Tennyson*, quelque chose qui ressemble au style même de l’auteur, mélange de fantaisie et de vérité, d’originalité et de recherche.

Le portrait des personnages, l’action qui les rapproche, les splendeurs du paysage grec qui s’étend autour d’eux, ne sont, après tout, que le cadre des causeries auxquelles le volume a emprunté son titre. Mais ces causeries elles-mêmes sont moins des dialogues que des discours. Seulement, l’écrivain a eu soin de jeter à la traverse toute espèce de saillies des assistants. Il est de ces saillies qui sont singulièrement amusantes par leur brusquerie et leur gaieté. Voici, par exemple, en quels termes la marquise donne la parole au chevalier :

« Je m’aperçois, monsieur, que vous avez grande envie de parler. Parlez donc, c’est moi qui vous y convie. Seulement, je vous en conjure, fuyez le bel esprit, l’emphase, la déclamation, les tours ambitieux, les expressions ambiguës, le style imagé et pittoresque, le nébuleux, le vague, le phébus et l’amphigouri. Soyez net, précis ; dites tout juste ce que vous voulez dire, sans chercher midi à quatorze heures, à l’exemple de notre cher docteur. Ce sont là les recommandations que me faisait ma grand’mère quand je m’apprêtais à lui faire un petit récit. Je la vois encore avec sa grande coiffe à dentelles et ses rubans jaunes. Elle adorait le jaune, et prétendait que les bons styles avaient la couleur de la jonquille. Aussi écrivait-elle sur la première page de tous les livres qui lui plaisaient cette sentence d’un poète favori :

……………………Et la jonquille encor

Offre à mon œil ravi la pâleur de son or.

  En revanche, les styles rouges et les styles arc-en-ciel lui donnaient des attaques de nerfs. Elle était charmante, ma grand’mère ; elle avait dans l’esprit un tour romanesque qui m’enchantait. Dans mon enfance, j’allais la voir tous les jours entre chien et loup. Son grand plaisir était de me faire conter des histoires pendant qu’elle me coiffait à la chinoise. Elle faisait placer un écran devant la lampe et chantonnait :

Si près de douce bergère,

Beau pastoureau parle d’amour,

Dérobe un instant la lumière :

Il leur suffit d’un demi-jour.

  Puis, retroussant mes cheveux, elle me disait : « Conte, petite, et mets des jonquilles dans ton histoire. »

Puisque j’ai cité une page, j’en citerai d’autres. En voici une dans laquelle le caractère, et comme la saveur propre des artistes les plus célèbres, sont sentis avec finesse et rendus avec bonheur :

« Quand vous avez lu Shakespeare, vous sentez en vous cette ironie suprême qui se joue librement de toutes choses ; l’Arioste nous communique ces joies folles de sylphe et de lutin qui l’animaient lui-même ; le Tasse nous plonge dans une émotion voluptueuse ; Aristophane laisse sur nos lèvres le rire étincelant d’un Silène qui a bu l’ivresse dans la coupe d’or des dieux, et Molière nous remplit d’une mâle gaieté, mêlée d’une certaine amertume bienfaisante qui fortifie le cœur. Des toiles de Poussin se dégage je ne sais quelle rêverie majestueuse, et Claude Lorrain, dont le pinceau célébra les fêtes de la lumière, enveloppe nos pensées comme nos regards de cette vapeur dorée qui inonde ses paysages. L’admirable morceau de Haydn, que nous exécutâmes hier sur votre piano, vous laissa dans l’âme, disiez-vous, comme une facilité de vivre qui vous charmait, tandis que telle sonate de Beethoven fait naître en vous comme le sentiment du grand apaisement qui suit une lutte et d’un éclatant triomphe remporté sur les contradictions douloureuses dont l’histoire abonde aux époques de tourmentes révolutionnaires. »

Mais voici le chef-d’œuvre de M. Cherbuliez. Entre plusieurs morceaux où la vérité de la pensée et la beauté du langage se tiennent, pour ainsi dire, dans un parfait équilibre, je n’en saurais citer de plus achevé que celui-ci sur l’éducation athénienne et le génie des Grecs. Il y a dans notre littérature moderne des pages plus éloquentes, plus magnifiques ; je me demande s’il y en a beaucoup où une science aussi consommée du style se dissimule aussi bien sous la liberté des allures, où l’essence subtile d’une pensée délicate est aussi habilement fixée, où le choix du mot et jusqu’au rythme de la phrase correspondent aussi exactement à l’impression que l’écrivain veut produire. On ne lit pas ces lignes sans éprouver le besoin de les relire jusqu’à ce qu’on s’en soit pénétré. Au reste, je cite d’autant plus volontiers ce morceau, malgré son étendue, que l’on y trouvera non seulement un exemple du talent de l’écrivain, mais aussi l’expression des doctrines que nous aurons tout à l’heure à dégager de son volume. Nous sommes ici au centre même de sa pensée.

« L’éducation athénienne était aussi différente que possible de celle qui prévalut au moyen âge, et de cet ascétisme qui, mettant la nature à l’interdit, flétrissait le bonheur de ses anathèmes, préconisait la tristesse, les austérités, la haire et le cilice, enjoignait à l’homme d’étouffer ses passions sous les cendres de la pénitence, et présentait à Dieu, comme une offrande agréable, les recherches de cruauté d’un cœur acharné à se tourmenter et à se détruire lui-même. Mieux conseillée et respectant les lois et les penchants de la nature humaine, l’éducation athénienne s’appliquait à la discipliner sans la contraindre : elle n’enseignait pas cette vertu farouche qui s’applaudit des retranchements d’une vie triste et dépouillée, mais cette soumission volontaire et facile à l’ordre de la justice, partage des cœurs qui, par un long et familier commerce avec la raison, ont appris à se plaire dans l’obéissance et à faire conspirer leurs inclinations avec leurs devoirs. Nourris du lait de cette prudence antique, les âmes croissaient librement ; on ne s’attachait point à les gêner, à les contourner, à les resserrer de toute part ; on n’avait garde d’en amortir le feu ou d’en affaiblir le ressort ; on ne craignait point que leur force se tournât en violence ni leurs transports en fureurs ; il y avait en elles une douceur infuse unie à la fierté d’un naturel ardent, et, pour ainsi dire, une mesure de passion que leurs désirs n’excédaient jamais ; se maitrisant sans effort, elles semblaient s’abandonner à elles-mêmes quand elles résistaient aux égarements de leurs fantaisies ; elles soupiraient pour le bien comme les âmes corrompues pour les plaisirs illicites. Point d’apprêt, point d’affectation, rien de guindé ni de tendu ; elles joignaient au calme réfléchi de l’âge mûr et à la faculté des fortes résolutions une simplicité charmante, une aimable candeur qui, perpétuant en elles les grâces de l’enfance, donnaient à leurs vertus un air d’éternelle jeunesse. Capables de tout, elles ne se piquaient de rien ; leur sagesse était leur bonheur et leur santé ; elles fuyaient le désordre comme une souffrance ; elles se préservaient soigneusement, de tout ce qui pouvait porter atteinte à leur beauté ; un rythme secret réglait leurs mouvements les plus vifs, et il se faisait, au fond de ces cœurs si bien gouvernés, comme le doux bruit d’une fête dont une divinité, couronnée de fleurs, était la suprême ordonnatrice. »

Les *Causeries athéniennes* se composent, pour le fond, de quatre dissertations qui se rattachent à un même sujet, ou, pour mieux dire, se couvrent d’un même prétexte. La marquise promet une couronne d’olivier, tressée de sa main, à celui qui aura su célébrer le plus dignement un des chevaux de Phidias qui ornent la frise occidentale de la *cella* du Parthénon. (L’auteur dit, à tort, une métope). Les concurrents sont le docteur, le chevalier, le jeune peintre et enfin l’abbé. Le premier traite des races de chevaux, il cite le *Hierozoïcon* de Bochart et Solleysel, l’auteur du *Parfait maréchal* ; il parle robe et encolure, et finit par établir que Phidias a voulu représenter un cheval barbe. Le second orateur fait un pas de plus : le cheval à lui seul n’est rien ; il ne faut point le séparer de son cavalier ; s’il est divin, c’est l’éducation qui l’a fait ainsi, et cette éducation, c’est l’éducation grecque, l’éducation athénienne, celle même que M. Cherbuliez a si bien caractérisée dans le morceau qu’on vient de lire. Du reste, ici encore nous sommes en plein dans l’art hippique ; au haras a succédé le manège, à l’anatomie du cheval les principes de l’équitation : voilà tout. Le docteur avait cité Solleysel, le chevalier invoquera La Guérinière. En vain l’éloquence, nous le savons maintenant, se dégage çà et là de ces dissertations, — en vain quelques plaisanteries les interrompent et les allègent, — ces chapitres ont un aspect technique et hérissé qui déconcerte ; l’auteur a l’air d’avoir fait une gageure. Qu’il l’ait gagnée, je le veux bien, il a trop d’esprit pour en perdre aucune ; mais, avec tout cela, nous n’en sommes pas encore au vrai sujet du livre, nous attendons toujours.

Nous n’attendrons pas longtemps. Voici Nanni qui aborde enfin le problème de l’art. Selon lui, le cheval de Phidias est beau, non parce qu’il est idéal, mais parce qu’il est vrai ; toutefois, non pas seulement parce qu’il est vrai, mais parce que l’artiste y a mis sa pensée et sa passion. On entrevoit d’ici la question de l’idéalisme et du réalisme. L’auteur la tranche assez violemment. Il n’admet pas non plus l’opposition établie entre l’art classique et l’art chrétien, car l’abbé, qui termine les causeries, revendique sans façon pour le Parthénon toutes les beautés qu’on est convenu d’attribuer à la cathédrale gothique, ou plutôt il élève sans scrupule Phidias, la vierge de l’Acropole et le monde antique, au-dessus de l’art et de la société, issus du christianisme. Telle est la thèse philosophique qui résume et supporte la doctrine esthétique de l’auteur ; telles sont les graves discussions dans lesquelles nous avons maintenant à suivre M. Cherbuliez.

Je commence par la question du réalisme. M. Cherbuliez l’a mal posée et l’a bien résolue. Il l’a mal posée, car il a cru pouvoir éliminer l’un des termes, l’idéal, qu’il a pris mal à propos pour un synonyme de l’abstrait et de l’absolu. Il a bien résolu la question, car, après avoir fait consister l’art dans l’étude et l’imitation de la nature, il s’est vu obligé de faire la part de l’imagination, de la pensée, de la passion, c’est-à-dire, au bout du compte, la part de l’idéalisme.

L’erreur commune, dans ce débat, consiste à prendre l’idéalisme et le réalisme pour des termes qui s’excluent. Loin de là, l’opposition n’est que relative, et les mots dont on fait usage désignent, au fond, deux éléments inséparables de l’art. Je sais bien que ces mots représentent aussi deux tendances dans les arts, et par suite deux écoles, mais ces écoles ont pour caractère de s’attacher davantage à l’un ou à l’autre des éléments dont il s’agit, de pencher davantage vers l’un ou l’autre des deux pôles entre lesquels se meut toute œuvre d’artiste, mais dont l’un néanmoins appelle et suppose, toujours l’autre.

On a beau faire, on ne peut empêcher que l’artiste et le monde ne fassent deux, — que l’œuvre de l’artiste, tout en reproduisant le monde, ne le reproduise tel qu’il a été vu et senti par un homme, — et, dès lors, qu’il n’y ait deux choses dans un tableau, une statue, un poème : d’un côté, la réalité qui est parce qu’elle est, qui n’a besoin ni de justification, ni d’embellissement, la réalité avec son imprévu, sa souveraineté, ses mystères infinis ; et, de l’autre côté, l’esprit humain à qui les choses ne se révèlent pas directement et telles qu’elles sont dans leur essence, mais pour qui elles sont ce qu’elles paraissent, et ne font qu’un avec l’impression qu’elles produisent. L’opposition entre le réel et l’idéal n’a pas d’autre sens. Le réel, c’est l’objet en dehors de nous ; l’idéal, c’est ce que l’esprit de l’artiste y voit et, par conséquent, y ajoute.

En vain chercherait-on à isoler ces choses. Dans les conceptions où il met le plus de sa pensée et de son imagination, M. Ingres est bien obligé de peindre des hommes, des animaux ou des arbres tels que la nature les produit ; dans leurs scènes les plus prosaïques, les plus vulgaires, MM. Courbet et Millet ne sauraient éviter de voir avec leurs yeux, de choisir avec leur goût et de rendre avec leur sentiment d’artiste. L’idéalisme poussé à l’extrême, ce serait l’histoire du cheval absolu si agréablement contée par M. Cherbuliez. Le réalisme, dans la plénitude de ses prétentions, aboutirait à ces trompe-l’œil qui amusent les enfants ou les curieux, mais qui n’ont jamais compté parmi les œuvres de l’art. Le réalisme et l’idéalisme sont donc une affaire de plus ou de moins. Le réaliste est celui qui cherche à s’effacer devant la nature ; l’idéaliste, au contraire, celui qui ne craint pas de la conformer à l’idée qu’elle lui suggère. Mais, encore une fois, il n’y a pas plus de réaliste ou d’idéaliste pur qu’il n’y a, dans les arts, d’idée sans forme ou de forme qui ne dise rien à l’esprit.

Hâtons-nous de l’avouer cependant, ces distinctions n’épuisent pas encore la question. L’idéalisme ne s’appuie pas seulement sur l’impossibilité où se trouve l’homme de séparer les objets de l’impression qu’il en reçoit. Il y a quelque chose de plus dans la tendance ainsi nommée. L’une de nos facultés fondamentales est celle de généraliser ; eh bien, cette faculté, qui joue un si grand rôle dans les opérations intellectuelles, n’occupe pas une moins grande place dans nos impressions esthétiques. Nous ne pouvons voir un objet, rocher, arbre ou cheval, contempler un être humain, qu’il soit beau ou laid, aimable ou repoussant, assister à une scène sublime ou familière de la vie, sans faire aussitôt et spontanément abstraction de ce qu’il y a de purement accidentel dans ces choses, et sans les élever ainsi à une certaine valeur typique. En d’autres termes, nous allons du particulier au général, et le premier, à vrai dire, ne nous intéresse qu’autant que nous y retrouvons et y reconnaissons le second. Ce n’est pas le cheval abstrait et géométrique de Nanni que nous cherchons, mais un cheval qui, tout en reproduisant le£ traits de la nature, ne sera cependant pas un cheval particulier. Ce ne sera ni le cheval par excellence, ni *un* cheval réel quelconque, mais ce sera le cheval dans un cheval, un compromis entre le réel et l’idéal, entre l’individu et l’espèce. Veut-on une preuve de ce que j’avance ? Le plus réaliste des dessinateurs ne reproduira jamais la nature comme le fait la photographie. Pourquoi cela ? Parce qu’il intervient lui-même entre son œuvre et son modèle. Il néglige ou arrange tout ce qui ne rentre pas dans le caractère de ce modèle, c’est-à-dire tout ce qui, étant strictement individuel, y constitue un hors-d’œuvre. Il n’a pas fabriqué un être de fantaisie ; il n’a pas arbitrairement combiné les traits de plusieurs pour en faire un seul ; il a eu un modèle sous les yeux et il l’a reproduit ; mais en le reproduisant, il a créé ; en copiant, il a idéalisé. Entre M. Courbet lui-même et M. Disderi, il y a une différence incommensurable, celle qui sépare l’art du mécanisme.

Après quoi, j’admets bien, que dis-je ? je proclame avec une entière conviction que le moyen de parvenir à la supériorité dans les arts n’est pas de s’attacher de parti pris à l’idée ou à la réalité, mais, au contraire, de chercher l’une dans l’autre, assuré que l’idéal jaillira d’autant plus sûrement que nous aurons serré la nature de plus près. Il en est, si j’ose me servir de cette comparaison, comme du prédicateur qui, lorsqu’il dé- daigne un texte comme trop étroit, se perd dans de stériles généralités, et qui n’est jamais plus fécond, plus original, plus lui-même, que lorsqu’il s’applique scrupuleusement à pénétrer dans les profondeurs de la parole divine.

Passons à la querelle des classiques et des romantiques. Ici encore M. Cherbuliez commence par écarter avec une certaine hauteur la distinction généralement faite entre les deux écoles, et il finit par y revenir à son insu. D’après l’explication ordinaire, le caractère classique consiste dans la clarté de l’idée, dans la précision des contours, dans la proportion des parties, dans une perfection qui naît de l’équilibre entre la pensée et l’expression, dans cette puissance qui résulte d’une conception complétement réalisée. Aussi, la vue des chefs-d’œuvre de l’antiquité a-t-elle ceci de particulier, qu’elle nous élève au-dessus de nous-mêmes, tout en nous laissant maîtres de nos âmes. Le propre de l’art germanique ou chrétien est, au contraire, le vague, l’infini, l’effort pour atteindre un but impossible, par suite l’impression de l’incomplet, quelque chose d’immense, mais d’écrasant. Là régnait l’harmonie, ici se fait sentir l’aspiration. Les Grecs nous communiquent une élévation calme, et nous laissent en paix avec nous-mêmes et avec la nature ; avec l’art chrétien, nous éprouvons le trouble et le déchirement. Tels sont à peu près les termes dont on se sert ordinairement pour exprimer l’opposition des deux tendances. Mais M. Cherbuliez ne veut pas entendre parler d’un semblable partage. Jaloux de toutes les supériorités et de toutes les gloires pour la patrie de Phidias et de Platon, il veut retrouver dans les lignes du Parthénon jusqu’à l’aspiration vers l’infini, qu’on regarde ordinairement comme le privilège de l’ogive et de la flèche. « Les architectes du moyen âge, dit-il, nous élèvent au ciel avec effort, tandis que le temple grec nous fait monter sans fatigue et nous conduit à Dieu sans nous confondre et sans nous accabler. » À la bonne heure ; mais cet effort que l’écrivain reproche à l’art gothique, le trouble dont cet art nous remplit, le déchirement que nous fait éprouver une aspiration à la fois satisfaite et trompée, cet infini qui ne se montre que pour se dérober et qui se dérobe éternellement par cela même qu’il est l’infini, tout cela n’est-ce pas précisément le fondement de la distinction que M. Cherbuliez avait commencé par écarter, et l’auteur n’est-il pas ainsi ramené, comme malgré lui, à la théorie qui définit l’art ancien par le caractère adéquat de ses œuvres, et l’art du moyen âge par les conceptions indéfinies et chimériques qu’il poursuit ?

Au reste, l’injustice de M. Cherbuliez pour l’art gothique tient à son injustice pour le christianisme, et nous voici arrivés à la thèse philosophique qui forme comme le dernier mot et l’arrière-sens du livre entier.

Un Anglais dont l’esprit sincère et hardi abordait tous les problèmes, John Sterling, écrivait d’Italie, où il s’était enivré des séductions de l’antiquité : « Il faut bien le reconnaître, le monde, depuis deux mille ans, a beaucoup perdu aussi bien que beaucoup gagné : s’il a fait des conquêtes durables, il a fait aussi d’irréparables pertes. » M. Cherbuliez s’exprime à peu près comme Sterling, bien que sans faire les mêmes réserves en faveur du christianisme. Il regrette l’antiquité avec une passion qui finit par devenir de la partialité. Il ne se lasse point d’opposer la force, la sagesse, la mesure, la liberté, la sérénité, tous les attributs du génie attique, à ce qu’il considère comme les caractères distinctifs de la société chrétienne, l’effort, la contrainte, la tristesse. L’ancienne religion se symbolise pour lui dans le culte de la vierge du Parthénon ; la nouvelle se confond à ses yeux avec la madone roide et sévère des Byzantins, la lugubre Panagia. Il n’adoucit point le contraste ; il n’ajuste point les droits respectifs des deux puissances qui se partagent l’histoire de l’humanité ; il s’attriste de la perte d’un idéal incomparable, et il ne veut pas admettre de compensation.

M. Cherbuliez s’est rencontré ici avec une tendance qui commence à se prononcer parmi nous, qui, sans avoir encore une pleine conscience d’elle-même, a déjà trouvé plusieurs représentants délicats et distingués, et qu’on pourrait, en écartant ce que la désignation semble renfermer de fâcheux, appeler la réaction païenne. Cette réaction, comme tout mouvement sincère des esprits, n’est pas sans avoir quelque chose de légitime ; mais elle cesse d’être justifiable ou même intelligible lorsqu’elle devient exclusive, et l’on ne peut se dissimuler que, dans les *Causeries athéniennes*, elle est en train de le devenir.

Le christianisme a considérablement dévié, et cela de très bonne heure, de son caractère primitif. Il s’en est écarté à plusieurs égards. Il a échangé son libre génie prophétique contre une théologie savante, sèche, hérissée de formules. Sa morale ne s’est pas moins transformée que sa doctrine. Originairement large et vivante, elle est devenue méticuleuse, ascétique, règle de moines ; elle a pris un aspect de tristesse et de contrainte ; elle s’est séparée de la vie séculière ; elle a fait consister la perfection dans des vœux qui enlèvent l’homme à la famille et à la société. Le christianisme, en se constituant ainsi, obéissait à des besoins qui devaient creuser un abime profond entre l’antiquité et le monde moderne. L’homme était rentré en lui-même ; un idéal nouveau lui était apparu ; la vie s’était tout à coup présentée à ses regards comme un problème moral ; dès lors, à la sérénité de l’ancien sage avait succédé la lutte intérieure, au laisser-aller de l’hellénisme l’effort de l’être qui aspire à s’élever au-dessus de lui-même, au règne de la nature celui de la volonté. Tout était simple jadis, tout maintenant était devenu complexe, effrayant. Mille questions avaient surgi. Partout la tension, la guerre, la violence, partout le déchirement, l’angoisse, l’obscurité. L’éternité dominait le temps, l’effaçait, opprimait la vie et le cœur.

C’est ici que le mot de Sterling trouve sa justesse. Il est clair que l’humanité avait gagné, mais il est clair aussi qu’elle avait perdu. Elle s’était agrandie et fortifiée dans ses luttes douloureuses ; elle avait pris possession de régions jadis inexplorées ; elle avait découvert en elle-même des profondeurs et des ressources inconnues ; son horizon était devenu plus vaste, son idéal plus élevé, son monde plus riche et plus varié. Mais, en même temps, elle avait perdu la mesure, l’harmonie, le secret de la vie sage et cadencée. On lui avait appris à maudire des instincts vrais, à combattre des besoins réels. Elle était puissante, mais exclusive ; généreuse, mais étroite ; héroïque, mais chimérique.

Comme l’humanité ne se développe que par crises et n’avance que par secousses, une nouvelle réaction est devenue inévitable. Le paganisme est la vie naturelle dans sa naïveté ; le moyen âge est la vie morale dans son exagération ; ainsi opposés, ce sont deux puissances inconciliables ; mais, au fond, il ne saurait y avoir d’incompatibilité. L’humanité ne peut abandonner aucune de ses conquêtes, renoncer à aucun de ses titres de noblesse. Il faut donc que le christianisme se retrempe dans le génie de l’antiquité, et que la vie antique s’imprègne de l’esprit de l’Évangile, il faut que l’homme apprenne à unir le beau et le bien, la sagesse et l’effort, la nature et l’esprit. Oui, le jour viendra où, dans un ciel serein, un nouvel idéal surgira à nos regards, où une conception plus complète de la vie, dans laquelle se fondront les deux civilisations opposées, marquera une ère nouvelle dans les destinées de l’humanité !

# V. Royer-Collard [[5]](#footnote-5)

On retrouve la manière bien connue de M de Barante dans le livre qu’il vient de consacrer à la mémoire de Royer-Collard. Là, comme dans ses autres ouvrages, il s’est appliqué à s’effacer lui-même derrière les textes et les faits. On peut même dire qu’il n’y a jamais mieux réussi, puisque ces deux volumes sont avant tout une collection des discours de Royer-Collard : l’auteur s’est contenté de les encadrer dans un récit, de les élucider par un commentaire historique. Toutefois, le lecteur s’aperçoit bien vite que ce travail, qui veut être modeste, est fait avec beaucoup de soin, de connaissance des choses et d’impartialité. M de Barante, on le voit, a été l’un des amis intimes de Royer-Collard, et a été mêlé aux événements qu’il raconte. On reconnaît facilement, par exemple, dans le récit des dissentiments qui renversèrent le cabinet du duc de Richelieu à la fin de 1818, la plume d’un homme qui n’a pas seulement vu la scène comme le gros des spectateurs, mais qui a passé et repassé dans les coulisses. C’est ainsi que la biographie de Royer-Collard devient parfois comme une page des propres mémoires de M de Barante ; disons mieux, ces volumes sont une véritable histoire de la Restauration, histoire qui complète en quelque sorte les beaux travaux de l’écrivain sur la Révolution française, et qui nous le montre conservant dans un grand âge toute la lucidité de son esprit, toute la fermeté de son talent.

Sauf sa vie privée, dans laquelle son biographe refuse de nous laisser pénétrer, Royer-Collard est tout entier ici sous nos yeux. On peut étudier en lui l’orateur, le philosophe et l’écrivain.

Quand je dis l’écrivain, je dis trop. À l’exception d’un discours de réception à l’Académie française et d’un article inséré, en 1806, dans le *Journal des Débats*, je ne crois pas que Royer-Collard ait fait imprimer une seule page d’un caractère purement littéraire. L’article de 1806 est d’ailleurs plus curieux que remarquable. C’est une critique virulente des Éloges de Guibert et, à l’occasion de ce pauvre écrivain, une satire contre le xviiie siècle et les philosophes. Le morceau est tout à fait dans le ton des *Débats* de cette époque, et tel que M de Feletz, par exemple, aurait pu l’écrire, sauf qu’il y aurait mis plus de légèreté et d’agrément. D’un autre côté, on y reconnaît déjà l’esprit analytique et raisonneur de Royer-Collard. Ajoutons qu’il s’y montre singulièrement inexpérimenté comme écrivain. On y trouve des phrases semblables à la suivante : « Sous ce rapport, qui est la première mesure du talent dans tous les genres. » Ailleurs, il est question de l’agriculture et de la chimie comme d’une « mine inépuisable pour ce genre de réputations obscures, qui ne se réalisent point dans le commerce de la société ! » Et cependant Royer-Collard avait déjà réfléchi aux lois du style. Il y a, dans son article, un passage qui trahit ses préoccupations à cet égard : « Les secrets de la composition, dit-il en parlant de Guibert, lui sont inconnus ; on chercherait en vain dans ses discours cette suite, cette liaison intime de toutes les parties, ce tissu dans lequel chaque mot comme chaque idée est à sa meilleure place, et ajoute à la valeur de ce qui précède et de ce qui suit : véritable création, peut-être la plus difficile de toutes, qui assemble des membres épars, les organise, et les anime d’une vie commune. » Mais voici qui est curieux ! À vingt ans de là, Royer-Collard tirait cette phrase de l’obscur article de journal où elle était perdue, et la transportait, sans y changer grand-chose, dans son discours de réception à l’Académie française [[6]](#footnote-6)

Royer-Collard devint philosophe par accident. Il avait trouvé un exemplaire de Reid sur les quais, avait acheté le livre sans avoir jamais entendu parler de l’auteur, et l’avait étudié avec attention. Sur ces entrefaites, il fut nommé, en 1811, à la chaire d’histoire de la philosophie. Il occupa cette chaire jusqu’à la première Restauration, et consacra trois années d’enseignement à l’examen d’une seule question, celle de la connaissance. Royer-Collard n’était pas de ces esprits aventureux qui, embrassant dans leur pensée le système entier de l’univers, aspirent à le reproduire dans des formules métaphysiques. Sobre, sage, exact, il s’arrangeait mieux de cette analyse des facultés humaines qui ramène la philosophie au rôle des sciences expérimentales. D’un autre côté, il avait trop le goût des généralisations pour ne pas s’élever tout d’abord à ce point de séparation des systèmes qui est en même temps celui où la psychologie confine aux plus vastes questions. Ainsi qu’on le voit dans le beau discours de troisième année que M de Barante a reproduit, Royer-Collard avait compris que l’idéalisme, c’est-à-dire le doute sur la réalité du monde extérieur, forme le caractère principal de la philosophie moderne. Effrayé de cette tendance, il cherchait dans les profondeurs de la conscience humaine la justification des idées de substance, de durée, de cause, et, de là, il s’efforçait de remonter jusqu’à Dieu. Il ne cachait pas que la morale et l’ordre des sociétés lui paraissaient engagés dans le débat « On ne divise pas l’homme, s’écriait-il, on ne fait pas au scepticisme sa part ; dès qu’il a pénétré dans l’entendement, il l’envahit tout entier. » Est-ce à dire que Royer-Collard ait définitivement vaincu l’idéalisme ? Je n’oserais l’affirmer. En invoquant le caractère particulier du toucher comme impliquant l’existence réelle de l’objet, notre philosophe oublie que la perception n’est, en dernière analyse, qu’une modification du moi, et ne saurait, par aucun artifice de langage, donner autre chose que cette modification même. L’impénétrabilité et les dimensions des corps sont les conditions de la sensation du toucher, les formes de la perception tactile ; voilà tout. J’en dirai autant des notions de substance et de cause. En cherchant après Maine de Biran, et par une analyse aussi fine qu’ingénieuse, la source de ces notions dans l’activité du moi, Royer-Collard ne s’est pas aperçu qu’il en démontrait le caractère subjectif, et en faisait sinon une pure création de l’esprit, du moins une conception essentiellement anthropomorphique. L’idéalisme, il ne faut pas craindre de l’avouer, présente une question insoluble, et la philosophie ferait bien de commencer désormais par un aveu d’impuissance à cet égard. Notre savoir est nécessairement relatif comme nous-mêmes. Ce que nous appelons vérité peut n’être qu’une illusion, mais c’est une illusion qui s’impose nécessairement à notre intelligence, et cela doit nous suffire. « La science de l’esprit humain, a dit Royer-Collard lui-même, aura été portée au plus haut degré de perfection qu’elle puisse atteindre, elle sera complète, quand elle saura dériver l’ignorance de sa source la plus élevée. » Eh bien, la source de l’ignorance, c’est ici la nature des choses. Nous ne saurions nous placer en dehors des conditions de l’humanité pour voir si nos facultés ne nous trompent pas ; et, pour exprimer la chose d’une manière familière, nous ne pouvons nous mettre à la fenêtre pour nous voir passer dans la rue.

Royer-Collard n’a jamais été un écrivain ; il n’a été philosophe que par occasion ; c’est à la politique qu’il a consacré sa vie, moins, toutefois, à la politique qui agit qu’à celle qui délibère. Royer-Collard a été un grand orateur. Il est de ceux qui, pendant les quinze années de la Restauration, ont donné le plus d’éclat à une tribune qui en a jeté beaucoup.

L’histoire de la Restauration a eu trois périodes. La première, courte, mais violente et à jamais déplorable ; je veux parler de la réaction qui suivit les Cent-Jours et que combattirent en vain un ministère médiocre et un roi bien intentionné. La seconde période est inaugurée par l’ordonnance du 5 septembre 1816. M. Decazes s’appuie sur le parti libéral pour s’opposer aux prétentions de la droite. Malheureusement, le renouvellement annuel d’une partie de la chambre modifie peu à peu la majorité avec laquelle le ministre gouverne ; en face d’une droite absolutiste se forme une gauche révolutionnaire ; l’opinion royaliste modérée finit par s’alarmer ; la réaction fortifie des hésitations et des divisions qui affaiblissent le gouvernement ; le comte d’Artois jette dans la balance l’influence qui lui appartient comme héritier présomptif du trône ; enfin l’assassinat du duc de Berri fournit un argument pour persuader au monarque qu’il perd la monarchie. Louis XVIII se rend, et le développement régulier des institutions fondées par la Charte s’arrête pour toujours. À partir de 1820, c’est Charles X déjà qui règne, et les destinées de la France sont compromises par deux factions qui s’excitent mutuellement à la violence, qui se poussent réciproquement aux abîmes : l’émigration et la révolution se montrent également impatientes d’en appeler à la force ; l’une attend le salut d’un coup d’État, l’autre l’attend du pavé des barricades.

Royer-Collard n’est resté étranger à aucune de ces phases de l’histoire de la Restauration. Son rôle politique s’étend même au-delà. Il devint membre de la chambre des députés dès 1815, et depuis lors, jusqu’en 1840, il ne cessa d’y représenter le département de la Marne. Il prit, pendant quinze ans, une part considérable à la discussion des grandes questions qui agitaient le pays, en particulier aux débats que suscitèrent, à diverses reprises, la liberté de la presse et le régime électoral.

Royer-Collard était du petit nombre de ceux qui avaient accepté la Révolution, tout en en détestant les excès. Il y voyait un renouvellement de l’ordre social. Il ne croyait ni possible, ni désirable de revenir, par-delà 89, à des institutions condamnées par l’esprit moderne. Il voulait la monarchie, mais une monarchie refondue, celle de la Charte. Il était prêt à servir cette monarchie, à la défendre contre toutes les attaques, prêt même, en 1815, à la venger des défections du 20 mars ; mais, en même temps, il redoutait une réaction qui, ne tenant aucun compte des faits accomplis ni des besoins nouveaux, devait infailliblement ranimer les passions révolutionnaires. Plus il aimait la Restauration, plus il s’affligeait de la voir compromise. Lui et ses amis ne cessèrent, pendant la session de 1815, de s’opposer aux tentatives des ultra-royalistes ; et s’ils refusèrent en même temps leur concours au ministère, c’est qu’ils lui reprochaient, pour les exigences de la majorité, une faiblesse qui devenait de la complicité. Aussi accueillirent-ils avec joie l’ordonnance qui dissolvait la chambre et maintenait la Charte. On raconte que, peu de jours auparavant, Royer-Collard dînait chez M. Decazes. Après le dîner, le ministre fit part à ses convives de la mesure qui allait paraître au *Moniteur*. En entendant cette communication, Royer-Collard oublia sa gravité habituelle, et, se jetant au cou de son hôte, il s’écria qu’il fallait lui élever une statue.

Depuis lors et jusqu’à la chute de M. Decazes, Royer-Collard fut l’un des principaux appuis, souvent même l’un des conseillers du ministère. Cependant l’indépendance un peu farouche de son caractère, le tour absolu d’un esprit qui ne savait sacrifier aucune nuance d’opinion, faisaient du grand orateur un allié incommode. Il avait d’ailleurs compris la tâche de la Restauration tout autrement que le duc de Richelieu et M. Laîné. Ceux-ci, effrayés des progrès de l’opinion révolutionnaire, craignaient par-dessus tout d’affaiblir l’autorité monarchique, et s’inquiétaient de se trouver en hostilité avec le parti royaliste, qu’ils regardaient comme leur allié naturel. Royer-Collard, de son côté, sans redouter moins qu’eux la Révolution, avait plus de confiance dans la Charte, dans les institutions nouvelles, dans la monarchie à la fois et dans la liberté. Puisqu’une opinion hostile à l’ordre de choses établi existait dans le pays, il ne lui déplaisait pas de la voir représentée à la chambre, où la majorité, pensait-il, serait toujours assez forte pour la contenir. Il croyait que la meilleure marche à suivre pour la Restauration était d’avancer hardiment dans la voie de la liberté, et d’enlever ainsi tout prétexte à la révolution. « Plus les partis sont redoutables et menaçants, soutenait-il à la tribune, plus il y a d’imprudence à leur donner pour manifeste l’apologie de la Charte et la défense des libertés publiques. »

Au reste, et quelques droites qu’aient été ses intentions, la conduite de Royer-Collard n’est pas toujours facile à justifier. Il y a du caprice dans cette indépendance dont il se montre si jaloux ; il y a de la vanité dans le soin qu’il met à s’isoler. Notre orateur est un homme à fortes convictions, mais au premier rang de ses convictions se trouve la persuasion de sa propre supériorité. Il n’aime pas les partis parce qu’on s’y absorbe. Il tient trop peu de compte des nécessités du gouvernement, et croit toujours avoir assez fait lorsqu’il a prononcé un discours qui sera l’événement de la session, lâché une épigramme qui fera le tour des salons. Il apporte à la politique ce qui est incompatible avec les grands intérêts dont elle s’occupe, les dispositions de l’amateur et du critique. Quelque graves que soient les circonstances, il se montre impatient de toute responsabilité. Ses boutades, son éloquence même finissent par sembler déplacées, lorsqu’on le voit refuser de donner aucun gage à la cause qu’il a épousée. On regrette de l’entendre, au lendemain de l’élection de Grégoire, à la veille de la chute de M. Decazes, blâmer tous les conseils mis en avant pour sauver la cause de la monarchie, qui était alors la cause de la liberté. « Il semblait, nous dit son biographe, se complaire à montrer l’inefficacité de tout expédient proposé, et quand on lui disait que, du moins, il ne pouvait nier le danger, il répondait : Eh bien, nous périrons, c’est aussi une solution ! » Cela ne me semble pas très sérieux. En général, j’incline à croire que les dehors austères de Royer-Collard, ainsi que le genre solennel de son talent, ont fait quelque illusion sur son caractère. Nous avons, sous son indépendance, vu percer la sauvagerie de l’amour-propre. Ceux qui l’ont approché reconnaissent de même que son esprit chagrin cachait de la finesse et de l’habileté. La tendance dogmatique de son esprit, le besoin qu’il éprouvait d’affirmer, de démontrer, de critiquer, n’était pas non plus incompatible avec une certaine souplesse dans les vues. Ainsi il a toujours été libéral ; il est demeuré fidèle à la théorie d’une monarchie selon la Charte ; mais ses préoccupations ne sont pas restées constamment les mêmes, et, pour n’en citer qu’un exemple son discours de 1817 sur la police des journaux ne respire assurément pas le même esprit que son discours de 1820 sur le même sujet.

Le point autour duquel gravite la théorie politique de Royer-Collard est son interprétation de la Charte, au chapitre de la royauté. Il se sépare nettement ici de ce qu’on appelle les idées anglaises. Il nie qu’il y ait lieu de comparer les constitutions des deux peuples, et d’arguer de l’une pour fixer le sens de l’autre. Le gouvernement de la Charte, selon lui, n’est pas représentatif, car une représentation nationale suppose la souveraineté du peuple, et par conséquent une république. Or, le gouvernement français est une monarchie. La royauté de la nouvelle France, comme celle de l’ancienne, est indépendante, prépondérante, souveraine. La volonté royale est le premier anneau de la chaîne immense qui suspend tout au trône. Le roi gouverne par ses ministres, et ses ministres ne lui sont imposés par personne ; il les nomme ou les change selon sa sagesse. Quant à la chambre des députés, elle ne représente pas des personnes, des volontés, mais des intérêts ; elle n’est pas un corps de délégués, liés par des mandats impératifs, mais un conseil qui délibère librement sur les intérêts du pays. « Il y a, dit magnifiquement Royer-Collard, il y a une chambre élective dans l’intérêt de la nation et du gouvernement tout ensemble, afin que les longues erreurs et les grandes injustices, qui sont le principe des discordes civiles et des révolutions, ne s’amassent point dans le corps social, mais que la société tout entière, et toutes les vicissitudes aperçues ou ignorées qui s’opèrent en elle, retentissent sans cesse au sein du gouvernement et sollicitent sans cesse son attention, et qu’ainsi le gouvernement, averti jusqu’à l’importunité, soit forcé à la vigilance, à la prudence, à la prévoyance, qu’il soit un avec la nation et ne vieillisse point avant elle. »

Telle est l’idée que Royer-Collard s’était faite de la monarchie restaurée. Il se complaisait dans l’image d’une royauté placée par le principe de la légitimité en dehors de toutes les contestations ; d’une royauté absolue en théorie, et, dans la pratique, tempérée par le contrôle des chambres ; d’un pouvoir élevé au-dessus de tous, et par là même protecteur de tous, interposant son autorité souveraine entre les discordes des partis, et qui, bien loin d’être contraire aux libertés de la nation, en faisait partie en quelque sorte, parce qu’il en était le défenseur naturel.

Cette théorie, il faut bien le reconnaître, n’était qu’une utopie. C’était l’ancienne royauté, à la fois idéalisée et modernisée. Elle séduisait par un certain air généreux, mais elle n’était guère applicable aux réalités de la vie politique. Elle mettait la confiance à la base des institutions, tandis que, le jeu de la société reposant sur une lutte d’intérêts, les institutions elles-mêmes ne peuvent être qu’un système de garanties. Dans l’aveuglement volontaire de son optimisme, Royer-Collard se refusait à prévoir les abus de la souveraineté, les conflits entre le pouvoir monarchique et les chambres, et cependant c’est de conflits de ce genre que se compose l’histoire de la royauté dans tous les pays où, à quelque degré que ce soit, la royauté a été tempérée par un régime parlementaire.

La théorie de Royer-Collard est celle qui a perdu la monarchie en se brisant contre les faits. « En Angleterre, disait Charles X, les ministres gouvernent ; ainsi ils doivent être responsables. En France, c’est le roi qui gouverne, il consulte les chambres, il prend en grande considération leurs avis et leurs remontrances ; mais quand le roi n’est pas persuadé, il faut bien que sa volonté soit faite[[7]](#footnote-7). » Ainsi pensait au fond Royer-Collard, ou s’il ne le pensait pas, c’est qu’il n’osait aller jusqu’au bout de son système. La Charte, telle que l’illustre orateur l’interprétait, bien loin de concilier les pouvoirs qu’elle avait institués, établissait entre eux un antagonisme qui ne pouvait manquer de venir au jour. Elle mettait aux prises la couronne et le parlement. Elle avait beau refuser aux députés le caractère représentatif, elle ne pouvait empêcher que l’opinion ne leur conférât ce caractère. Elle avait beau combattre la notion de la souveraineté du peuple, elle ne pouvait pas faire que cette notion ne se fût emparée des esprits. Hésitant entre le passé et le présent, elle inclinait trop vers le passé. Reconnaissant le droit nouveau, elle ne savait pas assez rompre avec le droit ancien. Placé en présence de deux principes, la monarchie et la démocratie, en face de deux souverainetés, celle du prince et celle de la nation, Royer-Collard avait cru devoir mettre le centre de gravité de l’État du côté de la royauté ; c’est le contraire qu’il fallait faire. La souveraineté ne se divise pas ; elle est absolue : du moment que celle du peuple est devenue un fait, — et elle est un fait dès qu’elle a pris place dans la conscience publique, — la royauté n’est plus souveraine. Elle le reste de nom, mais en réalité elle est subordonnée, et tout le système des institutions doit dès lors tendre à empêcher une lutte entre la souveraineté réelle et la souveraineté nominale, à ménager à celle-ci les moyens de céder à l’autre sans rien perdre d’un prestige utile ou d’une autorité nécessaire.

Ce problème est celui que la Constitution anglaise a si merveilleusement résolu, non pas, il est vrai, de propos délibéré et par une déclaration de droits, mais instinctivement, graduellement, et par une série de conquêtes, tantôt révolutionnaires, tantôt pacifiques. Il ne faut pas croire que la royauté, en France, soit, après 1830, revenue au système anglais, et que, en périssant à son tour, la monarchie de juillet ait démontré une seconde fois l’incompatibilité des institutions constitutionnelles avec le génie de notre pays. Le roi Louis-Philippe a perdu son trône pour avoir interprété la Charte dans le même sens que ses prédécesseurs. Charles X avait voulu faire prévaloir la volonté royale ouvertement et de haute lutte ; son successeur ne renonça point à sa propre initiative, loin de là ; seulement, il entreprit de la faire triompher à force d’habileté et de manœuvres, intervenant dans les élections au risque de les fausser, gouvernant avec une majorité qui n’était point en rapport avec l’opinion réelle du pays, pesant ainsi de plus en plus sur les ressorts du système et finissant par les briser, faute d’en avoir bien compris le mécanisme.

L’esprit du système représentatif, sa logique intime est tout entière dans la maxime que le roi ne gouverne pas. Le roi, on ne saurait assez le redire, est un souverain purement nominal. S’il prend son titre au sérieux, nous avons deux souverains, et par conséquent la lutte et la révolution. La Constitution anglaise, que nous admirons et qui a fait les grandes choses que nous savons tous, n’existe dans ses éléments essentiels que depuis les George. Guillaume III a régné et gouverné comme Louis-Philippe, avec non moins de difficultés, avec plus de succès, mais avec des vues sur l’initiative royale qui auraient certainement tôt ou tard jeté l’Angleterre dans de nouvelles crises révolutionnaires, si la fortune ne s’en fût mêlée. Il arriva que les premiers souverains de la maison de Brunswick ne savaient pas l’anglais et se souciaient médiocrement des affaires intérieures du pays. George Ier ne s’entretenait avec Walpole qu’en latin. De là vint que les ministres s’accoutumèrent à se réunir et à délibérer dans l’absence du roi et sous la présidence de l’un d’eux. Peu à peu cet usage fut érigé en principe, et devint le fondement même de la Constitution. C’est cet usage, en effet, qui seul donne un sens réel à la responsabilité des ministres, parce que seul il met effectivement le roi en dehors du gouvernement.

Louis-Philippe s’est refusé à l’entendre ainsi. Il lui répugnait de s’annuler derrière ses ministres, de se réduire au rôle de modérateur suprême entre les partis. Il n’a jamais franchement et sans arrière-pensée accepté les conseillers que lui désignaient les chambres. Il a constamment présidé à leurs délibérations, dirigé leur politique. Il a voulu être, s’affirmer, résister, et c’est pourquoi il est tombé. Gardons-nous de l’oublier : s’il n’y a de choix, dans le monde moderne, qu’entre la république et la royauté, la seule royauté qui puisse entrer en ligne de compte, parce que c’est la seule qui soit compatible avec le nouveau droit public, c’est une monarchie entourée de formes républicaines, ou, pour mieux dire encore, une république entourée de formes monarchiques, un gouvernement dans lequel le prince, comme s’exprime Hegel, ne soit plus que le point sur l’i. En s’enfermant dans un rôle strictement négatif, la royauté ne consulte pas seulement ses intérêts, elle consulte surtout ceux de la société, dont elle détourne ainsi le fléau des révolutions. Le type authentique du gouvernement représentatif, de la monarchie conciliable avec la démocratie moderne, ce sera, à l’avenir, le règne d’une femme, celui de la reine Victoria, — royauté admirable, non parce qu’elle est forte, mais parce qu’elle est faible ; non parce que le souverain y est grand, mais parce qu’il peut se passer de génie et pourrait presque se passer de vertu !

Le nom de Royer-Collard restera attaché, dans l’histoire de la Restauration, au parti dont il a été le chef ou le représentant, celui des doctrinaires. Quand je parle de parti, c’est coterie peut-être qu’il faudrait dire. Les doctrinaires étaient réunis par des habitudes d’esprit et des relations de société plutôt que par des opinions déterminées. Ils affectaient l’indépendance, excellaient dans la critique, et se distinguaient surtout par la tendance à introduire des vues générales dans la discussion. C’étaient, au fond, des théoriciens politiques. Royer-Collard est à bon droit considéré comme le fondateur de l’école ; M. Guizot, de son côté, s’en est montré le disciple éminent ; ces deux noms sont à eux seuls toute une définition de la doctrine.

Royer-Collard aimait les idées générales ; toutefois, il avait moins un système que des vues, moins des principes que des maximes. Il remontait volontiers, en tout sujet, à quelque chose d’universel, non pas cependant jusqu’aux derniers éléments des questions, jusqu’aux faits primordiaux ; il lui suffisait de s’élever à la région moyenne de l’observation, de l’expérience et des analogies historiques. Il posait les principes, et il avait peur des conclusions. Il mettait arbitrairement des bornes à sa pensée. C’est ainsi, nous l’avons vu, que, tout en admettant la part considérable des chambres dans le gouvernement fondé par la Charte, il ne voulait pas prévoir le cas d’un désaccord entre la couronne et le parlement. C’est ainsi qu’il reconnaissait l’avènement de la démocratie comme le trait distinctif des temps modernes, et rejetait en même temps la souveraineté du peuple comme contraire à la raison, sans s’apercevoir que la souveraineté du peuple est une question de fait, et non de raison, ni même de droit. De la même manière, il se plaisait à signaler dans la légitimité le fondement de la monarchie restaurée, et il ne comprenait pas que la légitimité n’a plus de sens dans le nouvel ordre social. La légitimité est un dogme ou elle n’est rien. Elle est le droit divin, lequel repose lui-même sur des textes de l’Écriture sainte, ou sur des enseignements de l’Église ; une fois que cet enseignement a perdu son autorité sur les esprits, une fois que cette croyance a été ébranlée dans les âmes, la légitimité a fait place à l’hérédité, le droit divin et absolu est remplacé par une institution d’origine humaine et d’une valeur purement relative.

À part les dernières raisons des choses auxquelles Royer-Collard ne s’élève guère, et à rester dans le domaine de la théorie politique où il se complaît, on ne peut nier que notre orateur n’ait montré de rares qualités d’intelligence. S’il ne pénètre pas jusqu’à la philosophie sociale, il atteint la vérité politique. Il est habile à la dégager des faits. Il comprend souvent la nature des institutions, la tendance des esprits, la force des événements, et l’oppose avec beaucoup de sens à des théories trop abstraites. Il évite ce travers commun des généralisateurs, de se faire l’idéal d’une société qui n’aurait plus qu’à se reposer et à jouir. Il défend la liberté sans rêveries sentimentales, non plus que sans fanatisme révolutionnaire. Il ne se fait point d’illusion sur ses dangers ; il la veut avec tous ses inconvénients, il l’aime en pleine connaissance de cause. « Il y a de l’inévitable, a-t-il dit, de l’indomptable dans toutes les affaires humaines, et on n’y obtient jamais toutes ses sûretés. » Et ailleurs : « Sans doute notre gouvernement est laborieux, et la vertu des hommes y a été comptée pour quelque chose. Mais espère-t-on inventer quelque machine législative qui en dispense ? Les constitutions ne sont pas des tentes dressées pour le sommeil. »

On retrouve le même esprit dans le morceau suivant. Je l’emprunte à un discours sur la liberté de la presse, qui est tout un traité sur ce sujet, et qui peut passer en même temps pour un modèle d’éloquence politique : « La publicité est une sorte de résistance aux pouvoirs établis, parce qu’elle dénonce leurs écarts et leurs erreurs, et qu’elle est capable de faire triompher contre eux la vérité et la justice. Elle est la plus énergique des résistances, parce qu’elle ne cesse jamais ; elle est la plus noble, parce que toute sa force est dans la conscience morale des hommes. Envisagée sous ce rapport, la publicité est une institution, une liberté publique, car les libertés publiques ne sont pas autre chose que des résistances. Qu’on ne se hâte pas d’accuser l’énergie de ce mot ; j’adoucis beaucoup Montesquieu. *Nos histoires*, dit ce grand homme, *sont pleines de guerres civiles sans révolutions ; celles des États despotiques sont pleines de révolutions sans guerres civiles.* Voilà, messieurs, l’arrêt des sociétés prononcé par l’histoire ; des résistances efficaces et habituelles, ou des révolutions, telle est la condition laborieuse de l’humanité. Les résistances ne sont pas moins nécessaires à la stabilité des trônes qu’à la liberté des nations. Malheur aux gouvernements qui réussissent à les étouffer ! »

Royer-Collard n’était pas un homme de "discussion, ce que les Anglais appellent un *debater* ; il était plutôt un orateur dans le genre des anciens. Il avait besoin de méditation et se préparait avec soin. La structure de ses discours était uniforme, sa méthode d’argumentation encore plus. Il éprouvait en toute question, je l’ai dit, le besoin de prendre son point de départ dans quelque axiome de morale ou de droit. À la vérité, ainsi que le fait observer M de Barante, il donnait souvent la forme d’un principe au jugement qu’il portait sur un fait ou une situation ; son opinion devenait une théorie et s’imposait comme une vérité absolue. Mais, tout en imposant ses doctrines, Royer-Collard se faisait fort de les prouver. Il abordait le sujet du débat par une série de déductions ; il s’abandonnait à une dialectique ingénieuse et déliée ; il proposait et écartait des hypothèses ; il enfermait ses adversaires dans des dilemmes. Ses discours revêtaient ainsi un caractère de rigueur qui faisait beaucoup d’effet. On se croyait plus persuadé qu’on ne l’était en réalité. Il en est souvent ainsi des victoires de la dialectique ; elles sont moins décisives qu’elles ne semblent d’abord, soit parce que les faits débordent toujours le raisonnement, soit parce que le raisonnement n’atteint pas les profondeurs dernières où se forment les opinions des hommes, à savoir leurs passions et leurs intérêts.

L’impression que fait l’éloquence de Royer-Collard est singulière. Son talent se compose d’éléments qui semblent discordants. Il est à la fois subtil et dogmatique. Il mêle l’argumentation et l’autorité. C’est un esprit grave, lumineux, et, en même temps, un esprit rompu aux arguties. Il a quelque chose du professeur qui enseigne et quelque chose de l’avocat qui plaide. Sans éclat, sans imagination, persuasive plutôt qu’entraînante, imposante plutôt que persuasive, son éloquence manque des cordes sympathiques. D’un autre côté, nul homme n’a exprimé un plus grand nombre de belles et fortes maximes politiques, et du milieu de ses déductions ingénieuses, de ses distinctions raffinées, se dégage souvent je ne sais quel pathétique moral, quelle sagesse sereine, quelle sévère grandeur. Au total, faut-il le dire ? on ne s’abandonne jamais entièrement à Royer-Collard. Il en est de ses discours comme de sa personne. On éprouve pour ce caractère élevé, pour ce noble esprit, une vénération qui n’exclut pas une certaine défiance. La subtilité intellectuelle, l’humeur ombrageuse, les préoccupations personnelles de l’orateur, troublent un peu l’impression que produisent, d’ailleurs, un si beau génie et une si rare vertu.

# VI. M. Guizot [[8]](#footnote-8)

Un nouveau volume des Mémoires de M. Guizot a paru en même temps que la collection des discours de Royer-Collard. Cette circonstance semble provoquer une comparaison entre ces hommes, que l’on se plait à rapprocher et qui ne se ressemblent guère. À part l’austérité du caractère, certaines habitudes abstraites de l’intelligence, et quelques vues politiques générales, les deux orateurs n’ont rien de commun. Leur talent et leur carrière ont également différé. Professeurs tous les deux, l’un a enseigné la philosophie et l’autre l’histoire. M. Guizot est un auteur et un savant, ce que Royer-Collard n’était à aucun degré. Royer-Collard appartient plus à la période de la Restauration, M. Guizot au règne de Louis-Philippe. Le premier avait déjà renoncé à la vie publique, lorsque le talent oratoire du second s’est pleinement manifesté. Royer-Collard, enfin, est un génie plus original, plus vigoureux ; sans avoir peut-être plus de souplesse d’esprit, M. Guizot a embrassé plus de choses, et il tient une place plus considérable dans l’histoire de notre époque.

On aurait aussitôt fait, en vérité, de dire ce que n’a pas été M. Guizot, que d’énumérer tous les aspects sous lesquels il s’est offert au public. Littérateur et grammairien, il nous a donné un dictionnaire des synonymes, des travaux sur Shakespeare et sur Corneille ; historien et publiciste, il a fait imprimer des brochures et de vastes collections, de documents, des aperçus philosophiques sur la civilisation et un ouvrage capital sur la révolution d’Angleterre ; professeur et orateur, il s’est également illustré dans la chaire et à la tribune ; homme d’État, enfin, il a été ambassadeur et ministre, il a personnifié en lui la politique d’un règne, et l’on pourrait ajouter, sans trop de malice, qu’il a pris une part considérable à la chute de deux dynasties.

C’est une bonne fortune pour le public, qui a toujours besoin de s’attacher à une expression simple et abrégée des choses, que M. Guizot ait eu l’idée d’écrire ses Mémoires. En racontant les événements de sa vie, il devait non seulement exprimer ses vues sur une foule de sujets, mais laisser involontairement dans son livre une empreinte de sa personnalité. C’est ce qui a eu lieu, en effet. Les Mémoires ne sont pas terminés, loin de là, et cependant nous possédons déjà de la vie, du caractère et des opinions de l’auteur, un résumé caractéristique qui ne dispensera pas le critique sérieux d’une étude plus approfondie, mais qui servira désormais au gros des lecteurs à former leur jugement sur M. Guizot. À tort ou à raison, que l’écrivain ait accepté cette condition de son livre ou qu’il ne l’ait pas prévue, il apparaîtra à la postérité tel qu’il se laisse voir ici, avec tous les défauts et toutes les qualités que l’on trahit inévitablement lorsqu’on vient à parler de soi.

Je ferai comme le public, et, cherchant surtout M. Guizot là où il a surtout parlé de lui, je passerai rapidement sur ses travaux antérieurs.

Le volume sur Corneille et son temps offre un travail estimable, solide, mais qui a vieilli. L’Introduction sur l’Histoire de la poésie en France avant l’auteur du Cid est d’ailleurs un peu maigre. C’est à peine si Villon et Régnier y sont nommés. Les origines de notre littérature poétique ont été étudiées avec tant de succès depuis l’époque où M. Guizot écrivait, tant de textes ont été soit publiés pour la première fois, soit remis en lumière par d’intelligents éditeurs, qu’un ouvrage qui date de quarante années est fort insuffisant aujourd’hui. Ce n’est pas tout. On peut se demander si M. Guizot possédait les qualités d’esprit nécessaires pour la tâche qu’il avait entreprise. Il a trop peu la fibre poétique pour juger des poètes. La raison domine trop chez lui sur l’imagination. Aussi ses appréciations littéraires sont-elles plus sensées que senties. On le surprend sans cesse à abandonner la critique proprement dite pour glisser dans l’anecdote, dans les détails d’érudition, dans la peinture de la société. Le savant et le moraliste reparaissent à chaque instant. M. Guizot n’éprouve pas d’admirations bien vives, et par conséquent aussi il n’en communique point. Il y a loin de cette manière sobre et didactique à celle qui s’inspire d’un véritable goût pour les choses de l’imagination.

Comme historien, M. Guizot a rendu d’éminents services aux lettres françaises, et, des trois académies dont il est membre, l’Académie des inscriptions est assurément celle qui le revendique au meilleur titre. Ses *Essais sur* *l’histoire de France* ont fixé plusieurs points importants pour l’intelligence de nos annales. Ses *Leçons sur la Civilisation* ont eu l’inconvénient de développer le goût des formules et des systèmes historiques, mais on ne peut nier que l’auteur n’y ait fait preuve d’un rare talent de généralisation. Quant à son *Histoire de la Révolution d’Angleterre*, elle occupe un très haut rang parmi les publications historiques qui ont honoré notre littérature dans la première moitié de ce siècle, et sans pouvoir être mise à côté des écrits de Thierry, ces chefs-d’œuvre de l’art, ni de ceux de M. Thiers, ces chefs-d’œuvre du naturel, elle offre un travail très solide, très instructif, très intéressant. La seule chose qui y manque peut-être, c’est la vie. La peinture est trop terne, le récit est trop raisonnable, trop raisonneur, trop raisonné pour une histoire aussi bizarre et aussi saisissante à la fois que celle de Charles Ier et de Cromwell. J’ai horreur des livres de Carlyle, je préfère cent fois les lourdes allures de notre compatriote au dévergondage prétentieux de l’humoriste écossais, mais je crois qu’à tout prendre, on apprend mieux à connaître le puritanisme avec Carlyle qu’avec M. Guizot.

Quand j’ai dit tout à l’heure que les Mémoires offrent comme un abrégé de la personne et des talents de M. Guizot, une image raccourcie d’après laquelle la postérité le jugera volontiers, je n’ai pas voulu affirmer que cette image fût flatteuse. L’auteur me semble être resté au-dessous de lui-même. On ne peut le cacher, le livre n’a pas répondu à l’attente générale. Il ne peut soutenir la comparaison, je ne dirai pas avec les Mémoires de Retz, de Saint-Simon ou de Napoléon, mais même avec ceux de Chateaubriand, de Miot ou de Mollien. Il n’est ni profond, ni charmant, ni curieux. Il renferme peu de faits nouveaux, et jette peu de lumière sur ceux que nous connaissions déjà. M. Guizot n’y est pas resté égal à lui-même. Et, cependant, c’est bien lui, en somme, que nous retrouvons dans les Mémoires. Ses défauts y sont peut-être exagérés, ses qualités y sont sans doute affaiblies, mais nous y reconnaissons des traits qui nous sont familiers. Nous revoyons encore une fois devant nous la figure sévère d’un de nos contemporains les plus éminents. Il est là, occupant un très haut rang, et cela en beaucoup de choses, bien qu’en aucune chose le premier. À défaut d’un génie créateur, initiateur, il a la fermeté de l’intelligence. Ce n’est pas une nature riche, mais une nature forte ; ce n’est pas un esprit versatile, mais un esprit délié. Dans son livre comme dans sa carrière politique, il manque d’éclat, de bonheur, mais non pas de grandeur. Son talent est froid, sans sève, sans tempérament ; mais il y règne comme un souffle de volonté qui supplée à une inspiration plus franche. Il n’est rien moins que philosophe, et il semble l’être. Il est dépourvu de profondeur, et il paraît profond. Il excelle, comme il l’a dit lui-même de M de Bonald, « dans l’exposition spécieuse et subtile avec élévation. » Oui, c’est bien lui ! Le voilà tel qu’on l’a si longtemps vu à la tribune, avec une foule d’idées de convention, tout plein d’apologies, de formules, de maximes, caressant d’opiniâtres illusions, acceptant la liberté sans la goûter ou la comprendre, dérouté par l’esprit moderne, regardant toujours comme l’idéal du gouvernement celui qui fait les plus beaux discours devant la majorité la plus compacte.

M. Guizot n’a jamais été un écrivain, ou, si l’on aime mieux, il n’a jamais été que le premier des écrivains qui ne savent pas le français. Sur ce point comme sur tant d’autres, il a fait illusion. Il a l’apparence du style, mais il n’en a que l’apparence. Il semble si sûr de sa plume, qu’ici encore on l’a cru sur parole. Il a je ne sais quel grand air qui impose et qui en impose. Je ne nie pas qu’il ne rencontre souvent une expression heureuse, qu’il ne trace çà et là, d’une main ferme et d’un large pinceau, quelque portrait ressemblant. Mais, grand Dieu ! quel manque de mouvement, de coloris, de lumière, et cela dans ses plus belles pages ! Que tout y devient terne et y paraît monotone ! En particulier, quelle profonde inintelligence de la langue ! On a soumis la manière d’écrire de M. Guizot à une épreuve qui peut paraître minutieuse, qui sent la férule et le maître d’école, mais qui, après tout, n’a rien d’injuste ni d’exclusif. On a pris ses Mémoires comme l’œuvre de sa maturité, comme le monument qu’il a voulu s’élever à lui-même, et auquel il a dû, par conséquent, apporter tout l’effort de son talent. On ouvre donc le livre, on l’ouvre au commencement, jugeant que les premières pages doivent aussi avoir reçu les meilleurs soins de l’auteur. Or, voici ce qu’on y lit :

« J’agis autrement que n’ont fait naguère plusieurs de mes contemporains ; je publie mes Mémoires pendant que je suis encore là pour en répondre. Ce n’est point par lassitude du repos, ni pour rouvrir à d’anciennes luttes une petite arène, à défaut de la grande, maintenant fermée. J’ai beaucoup lutté dans ma vie, et avec ardeur. L’âge et la retraite ont répandu, pour moi, leur paix sur le passé. C’est d’un ciel profondément serein que je reporte aujourd’hui mes regards vers cet horizon chargé de tant d’orages. Je sonde attentivement mon âme, et je n’y découvre aucun sentiment qui envenime mes souvenirs. Point de fiel permet beaucoup de franchise. C’est la personnalité qui altère ou décrie la vérité. Voulant parler de mon temps et de ma propre vie, j’aime mieux le faire du bord que du fond de la tombe. Pour moi-même, j’y retrouve plus de dignité, et, pour les autres, j’en apporterai, dans mes jugements et dans mes paroles, plus de scrupules. Si des plaintes s’élèvent, ce que je ne me flatte guère d’éviter, on ne dira pas du moins que je n’ai pas voulu les entendre, et que je me suis soustrait au fardeau de mes œuvres. »

Je ne connais rien de plus curieux que cette page. Tout dans la pensée est digne et élevé, tout dans l’expression est louche et incorrect. Il n’est pas un sentiment qui n’intéresse et pas une phrase qui ne choque. « J’agis autrement que n’ont fait plusieurs de mes contemporains ; » ne dirait-on pas que ces contemporains ont agi en ne publiant pas leurs Mémoires ? — « Ce n’est point pour rouvrir à d’anciennes luttes une petite arène ; » il fallait dire *ouvrir une petite arène* ou *rouvrir l’arène*. — « L’âge et la retraite ont répandu, pour moi, leur paix sur le passé ; » comment le passé peut-il être ou n’être pas en paix ? — « C’est d’un ciel profondément serein que je reporte aujourd’hui mes regards vers cet horizon chargé de tant d’orages ; » y a-t-il donc un horizon pour celui qui est au ciel ? — « Je sonde attentivement mon âme, et je n’y découvre aucun sentiment qui envenime mes souvenirs ; » comment atteint-on avec la sonde un sentiment qui envenime ? — « C’est la personnalité qui altère ou décrie la vérité ; » on peut nier ou obscurcir la vérité, mais on ne peut la décrier, — « Point de fiel permet beaucoup de franchise ; » Oh ! pour le coup, je somme l’Académie de rappeler M. Guizot à l’ordre et au rudiment[[9]](#footnote-9) !

Non seulement les Mémoires ne contiennent pas de révélations, mais ils sont avares d’éclaircissements et de détails sur les points où l’auteur était le mieux placé pour en donner.

M. Guizot ne répudie point le titre de doctrinaire. Il a beaucoup connu les hommes politiques qui ont été désignés par ce nom. Il a combattu dans leurs rangs, et il le tient à honneur. Si donc il est un sujet sur lequel on soit tenté de chercher quelque information dans les Mémoires, ce sera assurément les doctrinaires et leurs principes. Eh bien, le lecteur qui voudrait s’instruire à cet égard serait complétement déçu. Tout ce qu’il apprendrait de M. Guizot, c’est que les doctrinaires entreprirent de fonder le gouvernement sur des bases rationnelles. Quant à ces bases rationnelles, quant aux vues particulières de Royer-Collard et de ses amis sur les grandes questions de l’époque, sur la légitimité, sur l’accord du gouvernement parlementaire et de la prérogative royale, sur le caractère représentatif des députés, sur la théorie du droit électoral, on peut lire tout le premier volume des Mémoires sans soupçonner seulement quels étaient, sur tous ces points, les sentiments des doctrinaires.

La guerre d’Espagne est faiblement appréciée par M. Guizot. Selon lui, cette guerre était inique en droit, car elle n’était pas nécessaire ; d’un autre côté, comme coup de main de dynastie et de parti, la guerre d’Espagne a réussi. Elle a réussi, reconnaît M. Guizot, non seulement parce que la fidélité de l’armée sortit triomphante de l’épreuve, mais encore parce que la France fit, à la face de l’Europe et en dépit de l’Angleterre, un acte de force et de résolution. Ce que M. Guizot n’a pas dit, c’est que l’expédition d’Espagne donna à l’action diplomatique de la France l’autorité qui lui manquait depuis 1815. En reprenant sa place au rang des puissances militaires, la France la reprit dans le conseil des États européens. Dédaignée jusque-là, les cabinets comprirent qu’il fallait de nouveau compter avec elle. Cela est si vrai que, à la veille des journées de Juillet, la France n’était pas loin d’obtenir, par la seule force de son crédit et de ses alliances, d’importantes modifications de territoire. Aujourd’hui même, nous sommes plus redoutés, plus soupçonnés surtout, mais notre influence n’est pas plus grande qu’alors, notre position en Europe n’est pas plus forte. Chateaubriand avait compris d’instinct les avantages indirects d’une guerre, que je suis bien loin d’ailleurs de justifier. De là la passion avec laquelle il poursuivit l’exécution de son dessein, et la satisfaction avec laquelle il en caressa toujours le souvenir.

Ce qu’il y a de plus étrange assurément dans les Mémoires que nous étudions, c’est le chapitre qui y est consacré à la coalition. Il est peu d’événements du règne de Louis-Philippe qui aient eu autant de gravité, et il n’est aucun point de la conduite de M. Guizot qui ait autant besoin d’explication. L’écrivain n’en a pas moins trouvé le moyen de parler sans jeter aucun jour sur cet épisode de sa vie politique. Il ne daigne pas même nous rappeler les principes qui étaient alors en question. En un mot, si le lecteur ne connaissait déjà les faits, il ne se douterait point qu’il s’agit ici d’un des coups les plus sensibles qu’ait reçus la royauté de Juillet, et il ne verrait dans la conduite de M. Guizot qu’une erreur de jugement ou une faute de tactique.

Au fond, la coalition était une affaire de portefeuilles. Les chefs des trois partis principaux de la chambre des députés, MM. Guizot, Thiers et Odilon-Barrot, ne purent se résigner à la formation d’un ministère dans lequel aucun d’eux n’avait de part. Ils se réunirent donc pour le renverser, quitte à se diviser de nouveau après la victoire. Le mot d’ordre de l’opposition qui s’était ainsi formée fut la prérogative des chambres. Les coalisés attaquaient ce qu’il y avait de personnel dans la politique du roi, et invoquaient le principe d’après lequel la royauté constitutionnelle choisit les ministres que lui désigne le parlement. L’objection manquait de force, puisque M. Molé avait, dans les chambres, une majorité qui aurait été suffisante si la coalition n’eût réussi à la diviser, une majorité telle, dans tous les cas, qu’aucun des partis coalisés n’aurait pu en réunir une semblable.

Si la conduite des alliés de M. Guizot doit être blâmée, du moins professèrent-ils toujours sincèrement les maximes politiques qui leur fournissaient alors des armes. La conduite de M. Guizot, au contraire, eut ceci de grave, qu’elle se trouvait en contradiction avec les principes de toute sa vie. M. Guizot, à vrai dire, ne peut, aujourd’hui encore, revenir sur ces faits sans se démentir à chaque ligne. Il reproche à M. Molé d’avoir mis fin à la politique de la résistance et désorganisé le parti qu’il appelle du gouvernement, et, en même temps, il s’excuse d’avoir cherché des alliés dans le centre gauche, et jusque dans la gauche ; en d’autres termes, il s’élève contre la conciliation au moment même où il la justifie par son exemple. M. Guizot se plaint aussi que les bases du gouvernement fussent trop étroites en 1839, et il se prête l’intention de les élargir au moyen d’un grand parti constitutionnel dans lequel devaient entrer MM. Thiers et Barrot : étrange visée, on l’avouera, pour le chef du cabinet du 29 octobre, le moins conciliant de tous les cabinets qui ont régi la France, celui qui, à force de rétrécir les bases du gouvernement, a amené sa perte et la ruine de la monarchie. Il en est de même de la question de la prérogative royale. On ne s’accoutume pas à voir, en 1839, le gouvernement personnel combattu, je ne dirai pas par un ancien disciple de Royer-Collard, mais par le ministre qui, plus tard et pendant huit années, devait servir avec dévouement la plus personnelle des politiques. Je sais bien que, à partir de 1840, de nouveaux moyens furent mis en jeu : le roi, jusque-là, avait essayé de tourner les difficultés, de diviser les oppositions, de grouper ses adhérents par des changements de cabinet et de noms propres. Il avait gouverné comme Guillaume III, il changea de tactique et gouverna comme Walpole. Il comprit qu’il fallait désormais agir sur les élections avant d’agir sur les députés, et, trouvant dans M. Duchâtel l’habile instrument qu’il lui fallait, il se composa, avec autant de succès que de soin, cette majorité qui finit par le perdre, mais qui le perdit par sa force même.

M. Guizot a rapporté dans le premier volume de ses Mémoires une anecdote qui forme le meilleur commentaire de sa conduite dans l’affaire de la coalition. Il cherchait, en 1388, à entraîner M. Bertin de Vaux dans la lutte contre M. Molé. M. Bertin, qui avait jadis ouvert les colonnes des *Débats* à la polémique de Chateaubriand contre M de Villèle, n’avait garde de retomber dans une faute dont il avait reconnu les conséquences. « J’ai pour vous, à coup sûr, répondit-il à M. Guizot, autant d’amitié que j’en ai jamais eu pour Chateaubriand ; mais je ne vous suivrai pas dans l’opposition ; je ne recommencerai pas à saper le gouvernement que je veux fonder. C’est assez d’une fois. »

La coalition fut à la fois une intrigue et une duperie. L’impuissance du lendemain mit au jour les volontaires illusions de la veille. L’insurrection du 12 mai montra combien le gouvernement avait été profondément atteint par les imprudences des partis. M. Guizot sortit de l’épreuve plus compromis qu’un autre, parce qu’il avait été plus infidèle à son caractère et à ses principes. Il n’est donc pas étonnant que, en écrivant ses Mémoires, il ait éprouvé le besoin de se justifier ; mais il s’est justifié avec trop de hauteur à la fois et trop d’adresse, cherchant à donner le change sur les reproches qu’il a mérités, et tenant un langage plus fier qu’il ne convenait : « Ma faute, dit-il, fut de ne pas tenir assez de compte du sentiment qui dominait dans mon camp politique, et de ne consulter que mon propre sentiment et l’ambition de mon esprit, plutôt que le soin de ma situation. Faute assez rare de nos jours, et que, pour dire vrai, je me pardonne en la reconnaissant. » À la bonne heure ; il n’est jamais bon cependant d’être pour soi plus indulgent que le public. M. Guizot a commis des fautes, il pouvait se les faire pardonner à force de franchise ; il a mieux aimé avoir recours à l’orgueil. Cela est tout ensemble moins digne et moins habile qu’il ne l’a cru.

Si, de la conduite politique de M. Guizot et de l’apologie qu’il en a présentée, nous passons aux principes qui ont présidé à ses actes et à l’exposition desquels il a consacré une partie de ses Mémoires, nous ne pouvons nous empêcher d’y remarquer une certaine confusion d’idées. M. Guizot appartient à la fois à l’école historique et à l’école philosophique ; il mêle les considérations empruntées aux faits et les arguments tirés de la réflexion ; mais ses idées politiques ont cela de particulier, qu’elles portent également à faux sur, la raison et sur l’histoire.

M. Guizot est de ceux qui se refusent à faire table rase du passé d’un peuple ; il ne croit pas que la France moderne date uniquement de 89 ; il demande que nos institutions tiennent compte des traditions de l’esprit français, des développements de la monarchie, de l’avènement successif et du rôle des diverses classes de la société dans le gouvernement de la nation. On ne peut s’exprimer d’une manière plus plausible. Toutefois, M. Guizot ne s’est pas aperçu qu’en invoquant ainsi l’histoire, il méconnaissait à son tour un fait, et un fait qui domine toute la situation actuelle, à savoir, le génie particulier de la France. Le peuple français a peu de goût pour le développement graduel des institutions. Il ignore son histoire, il ne s’y reconnaît pas, elle n’a pas laissé de traces dans sa conscience. Ce n’est pas tout : les Français se jettent vite et directement aux conclusions ; ils raisonnent toujours et à outrance ; ils tirent sur-le-champ les conséquences extrêmes d’un principe. En un mot, nous avons l’esprit abstrait et logique, nous sommes rationalistes. C’est là un caractère auquel il faut avoir égard, sans doute, et il serait étrange qu’on négligeât cette donnée historique sous prétexte de rester fidèle à l’histoire, qu’on tombât dans les abstractions en croyant faire preuve de respect pour la tradition.

Si M. Guizot n’a pas été heureux en revendiquant les droits de l’histoire, il ne l’a pas été davantage en faisant valoir ceux de la raison. Dès 1820, dans l’écrit intitulé du *Gouvernement de la France*, il s’élevait tout ensemble contre le droit divin et contre la souveraineté du peuple, ne reconnaissant, disait-il, d’autre souveraineté que celle de la raison et de la justice. Cette pensée est, depuis lors, revenue bien souvent sous sa plume. Hélas ! on ne peut rien dire de plus honnête, de plus noble et… de plus inutile ! Il est clair que, en droit, c’est la raison qui doit avoir raison. Mais il n’est pas ici question du droit. Il s’agit de savoir comment on fera reconnaître et triompher la souveraineté méconnue de la justice et de la vérité. Ou plutôt, puisque la vérité n’a pas d’organe infaillible et incontesté sur la terre, puisque le droit manque de quelqu’un qui soit chargé de le faire respecter, puisque les hommes ne sont pas seulement raison, mais aussi passion, et que la société ne se gouverne pas seulement par la justice, mais par la violence, — il s’agit de reconnaître cette condition même des choses. À défaut du gouvernement de droit que vous rêvez, force est bien d’admettre le gouvernement de fait. Or, ce gouvernement a un nom, c’est la démocratie. La souveraineté du peuple peut être discutée ; vous pouvez la trouver contraire à la raison et aux meilleurs intérêts de la société ; qu’importe, elle est, et le premier devoir de l’homme d’État sera toujours de la reconnaître, parce que l’homme d’État ne peut, sans danger, faire abstraction des faits, même de ceux qui lui sont importuns ou qui lui paraissent irrationnels. Que le moraliste déclame, que le théoricien gémisse, il faut que le politique se soumette. Il est des situations générales contre lesquelles il est inutile de réagir et puéril de protester.

Voilà ce que M. Guizot n’a pas assez compris. Lorsque, au mois de janvier 1861, appelé à répondre au discours de réception du P. Lacordaire, il a eu l’occasion de parler de M de Tocqueville, M. Guizot n’a pu s’empêcher de rechercher ce qui l’avait toujours séparé de son collègue. L’orateur, dans l’examen de cette question, n’a eu garde de grandir le défunt à ses propres, dépens. À l’en croire, M de Tocqueville n’avait su voir qu’une chose dans l’histoire et dans la politique, tandis que lui, M. Guizot, avait embrassé dans ses études toutes les époques de l’histoire et tous les éléments de la société. Peut-être un juge plus désintéressé serait-il arrivé à des conclusions moins défavorables à M de Tocqueville. Au fond, la différence entre lui et M. Guizot était une différence dans la conception même des choses. Il suffit, pour s’en assurer, d’ouvrir l’écrit de M. Guizot sur la *Démocratie en France* (1849). Sans doute, et bien que le titre des deux ouvrages semble provoquer un rapprochement, il serait injuste de comparer une simple brochure avec l’ouvrage approfondi de M de Tocqueville. D’un autre côté, rien n’est plus caractéristique que la manière dont les deux écrivains ont envisagé leur sujet. L’un regarde la démocratie comme un état social dont il faut savoir tirer parti, l’autre y voit un fléau qu’il faut combattre. M de Tocqueville l’étudié, avec une conscience scrupuleuse, dans son origine, ses tendances, ses manifestations ; M. Guizot n’est occupé que d’une chose, des moyens d’en délivrer notre pays. Le premier montre admirablement que le propre de la démocratie est de tout envahir, de tout pénétrer, de refondre la société entière à son image ; le second ne veut reconnaître dans la démocratie que l’un des éléments de la nation, l’un des pouvoirs de la société ; il consent à lui faire une place à côté de la royauté, de l’aristocratie et des classes moyennes, «  Il faut qu’elle soit beaucoup dans l’État, dit-il, et qu’elle n’y soit pas tout ; qu’elle puisse toujours monter elle-même, et jamais faire descendre ce qui n’est pas elle ; qu’elle trouve partout des issues et rencontre partout des barrières. » Évidemment, il y a ici un malentendu. La démocratie n’est pas une partie de la société, c’est la société elle-même, la société tout entière, conçue et organisée d’une manière spéciale. La démocratie, c’est l’avènement des masses au gouvernement du pays, et, par suite, l’égalité des droits et la puissance du nombre. Son règne n’est réel que là où il est sans partage. Il est de son essence d’effacer toutes les distinctions de classes, d’absorber tous les pouvoirs pour n’en laisser subsister qu’un, la souveraineté de la majorité. Sans doute la démocratie, comme toute force, a besoin de barrières, mais comme elle est tout dans la société, peut-être y a-t-il quelque naïveté à demander qu’on lui pose des limites. Qui donc pourrait lui en assigner, si elle ne s’en assigne elle-même ? Il faut bien le dire : on se demande souvent, en lisant le livre de M. Guizot sur la démocratie, si l’auteur a bien compris le sens du mot et la portée de la question.

Le caractère abstrait de la pensée de M. Guizot se retrouve dans sa théorie du gouvernement. Le système qu’il a suivi sous le règne de Louis-Philippe, et qu’il expose dans ses Mémoires, a pour fondement la prédominance de la bourgeoisie. Je le reconnais, il est impossible de raisonner avec plus de justesse que l’écrivain, lorsqu’il parle de la nécessité de placer le gouvernement du pays entre les mains de ceux qui possèdent assez de fortune pour avoir l’indépendance, et assez de loisir pour avoir des lumières, — la nécessité, en un mot, de n’accorder les droits politiques qu’à ceux qui sont capables de les exercer. Le seul défaut de la démonstration, c’est d’être en dehors de la question. La question, encore une fois, n’est pas de savoir qui est capable, mais comment on peut déterminer la capacité ; non pas de savoir qui M. Guizot, ou tout autre personnage, considère comme en état de prendre part aux affaires du pays, mais de savoir comment il faudrait s’y prendre pour leur assurer ce privilège. En d’autres termes, ici encore, il ne s’agit pas du droit, mais du fait. Qu’importent les théories de l’auteur sur la capacité, si les incapables gouvernent et s’il n’y a aucun moyen de leur enlever le gouvernement ?

L’erreur de M. Guizot est celle de tous les théoriciens politiques. Elle consiste à se former un idéal des choses, et à regarder cet idéal comme possible, par cela seul qu’il semble désirable ; elle consiste à croire au droit divin d’une théorie quelconque. On ne tient aucun compte du mal, des passions, de la force, aucun compte de la nature humaine, de ses tendances et de ses caprices, on tire à perte de vue des lignes droites, et l’on s’irrite de ce que la société ne les suive pas.

En m’exprimant ainsi, je ne veux pas dire assurément que l’homme politique ne doive point avoir de principes. Les principes, les théories, c’est l’idée, la raison, le droit, c’est-à-dire une réalité aussi, à laquelle il faut avoir égard non moins qu’aux réalités d’un ordre plus matériel. Mais la théorie ne doit être qu’un guide, un fil directeur assez souple pour toujours plier. Le tort n’est pas d’avoir des doctrines, c’est de les avoir à l’état d’abstraction, c’est de les isoler de la réalité. L’idée, dans les choses de ce monde, n’est jamais séparée du fait ; loin de là, elle ne fait qu’un avec lui. Les principes, en politique, ce sont les faits généraux, et ces faits généraux, ce sont des faits moraux, et tout d’abord l’état de l’opinion qui les résume tous. Le gouvernement des hommes dépend de l’opinion, des mœurs, des idées dominantes, et ne peut que s’y conformer. Essayer de faire prévaloir une théorie quelconque sur l’opinion, prétendre imposer cette théorie à la société, sous prétexte qu’elle est raisonnable, vraie, juste, c’est une folie et un danger. Telle est l’erreur capitale des doctrinaires, telle est celle, en particulier, où est tombé M. Guizot.

C’est parce que M. Guizot s’est enfermé dans sa théorie rationnelle du gouvernement du pays par les classes capables, qu’il s’est condamné, dans son administration, à la politique la plus stérile et la plus dangereuse de toutes, la politique de la résistance. Il n’a eu qu’une inspiration, inspiration bonne sans doute, mais terriblement insuffisante, la modération. Admirable lutteur, il a passé huit années sur la brèche, sans cesse occupé à repousser des attaques, à parer des coups, et ne s’apercevant pas, pendant ce temps, que la place était minée et que le terrain allait lui manquer sous les pieds. Le moyen de diriger, dans les sociétés modernes, ce n’est pas de persuader en discutant, c’est de concilier en agissant. On ne convainc les esprits que par une initiative grande, féconde, toujours nouvelle. Il faut marcher en avant pour se faire suivre, entraîner pour conduire, étonner pour subjuguer. Voilà à quelles conditions, de nos jours, est le gouvernement des hommes ; hors de lui, tout l’esprit, toute la science du monde n’y suffisent pas. M. Guizot était destiné à nous en offrir une preuve éclatante.

# VII. Chateaubriand [[10]](#footnote-10)

Je voudrais parler de Chateaubriand sans rien dire aujourd’hui de son critique. M. Sainte-Beuve mérite une étude à part. Cette étude est de celles que j’ai l’ambition de faire un jour ; qu’il me soit permis de la réserver tout entière pour une autre occasion.

Je suis persuadé que la loi d’après laquelle la réaction est égale à l’action s’applique au monde moral aussi bien qu’au monde physique ; et cependant, je ne m’explique pas tout à fait la rapidité avec laquelle cette loi atteint nos grands hommes modernes, et renverse au lendemain de leur mort la gloire la moins contestée., Les auteurs éminents des siècles passés se sont maintenus au rang où ils étaient arrivés à force de labeur et de génie. Il n’en est plus ainsi aujourd’hui. Soit que nos admirations tiennent du caprice et de la fantaisie, soit que nos écrivains détruisent eux-mêmes par des ouvrages hâtifs la réputation qu’un talent incontestable leur avait faite d’abord, soit enfin que, dans des jours où les moyens de communication, et, par suite, l’échange des pensées ont pris une rapidité si extraordinaire, les impressions soient aussi plus mobiles, — quelle qu’en soit la cause, il est certain que les hommes auxquels nous avons rendu les hommages les plus empressés, quelquefois le culte le plus fervent, sont précisément ceux dont nous jetons le plus vite la statue dans la poussière, du moment que leur mort nous affranchit envers eux des égards personnels. Heureux quand leur nom excite encore quelque bruit autour de leur tombe, et quand ils ne s’affaissent pas tout doucement, et comme d’eux-mêmes, dans le dédain et l’oubli !

Chateaubriand est l’exemple le plus frappant que je connaisse des vicissitudes de la gloire. On pourrait moraliser sur son sort comme on le fait sur les ruines de quelque ancienne cité. Il a rempli le monde de son nom, et il n’est plus rien. Il est vrai qu’ici la raison de cet étrange revers de fortune n’est pas difficile à découvrir. Les circonstances ont trop bien servi Chateaubriand. Elles lui ont fait un rôle à la hauteur duquel il n’était pas. Il avait un admirable génie, mais un génie qui n’était suffisamment soutenu ni par le talent, ni par le caractère. Sa vie, ses actes, ses livres ont été des événements ; ce n’étaient pas des œuvres, et c’est pourquoi il n’en reste qu’un souvenir. La vraie critique de Chateaubriand consisterait, si j’ose ainsi parler, à le dédoubler, en le considérant d’abord tel qu’il parut à ses contemporains, pour examiner ensuite la valeur intrinsèque de ses actes et de ses écrits.

Il faudrait pour cela se reporter au printemps de 1800, époque à laquelle Chateaubriand revint en France après son voyage d’Amérique et son exil en Angleterre. C’était au lendemain du 18 brumaire et à la veille de Marengo. L’ordre sortait du chaos ; on se reprenait enfin à quelque chose. On recommençait à espérer, et qui ne sait combien sont dorées et charmantes les perspectives de l’espérance. Les salons se rouvraient. Il y en avait de brillants, ceux de madame de Staël, de madame Récamier, de madame Joseph Bonaparte ; mais il en était un, discret, modeste, où régnait une grande familiarité et dont tous les habitués étaient des amis. La petite société se réunissait chaque soir, rue Neuve-du-Luxembourg, chez madame de Beaumont, fille de l’ancien ministre des affaires étrangères, M de Montmorin. Flétrie par les épreuves d’un mariage déplorable, faible de santé, douée d’une beauté douce et en quelque sorte intellectuelle, semblable, disait Joubert, à ces figures d’Herculanum qui coulent sans bruit dans les airs à peine enveloppées d’un corps, elle aimait les lettres, mais plus encore les esprits d’élite, la supériorité, la distinction, et elle se passionnait pour la gloire de ses amis. Parmi les habitués de la maison se trouvaient quelques femmes d’un grand mérite, madame de Vintimille, la duchesse de Duras. On y voyait aussi des hommes remarquables à divers titres : M. Pasquier, qui a survécu à tous les autres ; Guéneau de Mussy, caractère pur et vertueux, esprit grave, correct, apprêté, dans la conversation duquel la réflexion et l’intention étouffaient la spontanéité ; Chênedollé, au cœur aimant et fidèle, dont les ouvrages, appartenant à une école qui finissait, ont dissimulé plutôt que révélé le mérite, et dont le nom pourrait être rayé de l’histoire des lettres françaises sans y laisser de lacune. On y rencontrait encore M. Molé, nature patricienne, esprit élégant et dédaigneux, âme ardente sous les dehors de la réserve ; aimable, séduisant même, mais par effort de volonté ; d’une autorité précoce, d’une instruction superficielle, et d’une grande confiance en lui-même ; donnant une forme sentencieuse à des vues justes et sûres ; tel enfin que Napoléon le connut, le goûta, et le rechercha avec une sorte d’insistance.

Mais les principaux ornements du salon de madame de Beaumont, avant que Chateaubriand y eût pris pied, étaient assurément Fontanes et Joubert.

Fontanes n’a été ni un grand orateur, ni un vrai poète, ni un critique bien vif ou bien profond. Ses vers ont le poli, mais ils ont aussi le froid de l’ivoire. Son éloquence est le chef-d’œuvre du genre officiel. Sa critique ne manque pas de poids ; elle est sensée ; à certains moments, elle a même été hardie ; mais c’est encore la vieille critique, celle d’avant M. Villemain. Au total, Fontanes est un talent d’une sève peu généreuse, un auteur estimable et durablement oublié, un homme dont la gloire la plus solide sera toujours d’avoir servi Napoléon et Chateaubriand. Après cela, il faut bien se dire que Fontanes n’était pas seulement un écrivain ; c’était un admirable causeur. Il aurait fallu, pour le connaître tout entier, se promener avec lui dans les allées des Tuileries, en compagnie de Molé, de Joubert et de Chateaubriand ; il aurait fallu le voir tel que M. Sainte-Beuve nous le peint, avec sa taille robuste et ramassée, son tempérament vigoureux et sensuel, un mélange de bonté et d’impétuosité, une verve intarissable, une conversation pleine de saillies, d’imprévu, d’audace, — toutes choses qui n’empêchaient pas que là même on ne touchât assez vite les bornes d’un esprit naturellement limité, qu’on ne le trouvât tranchant et disposé à nier ce qui le dépassait.

Joubert devait former avec Fontanes le plus singulier des contrastes. Les amis de ce dernier, faisant allusion à sa tournure et à l’impétuosité de ses manières, l’avaient surnommé le sanglier d’Érymanthe ; une dame disait de l’autre qu’il avait l’air d’une âme qui, par hasard, a rencontré un corps et qui s’en tire comme elle peut. Fontanes était épicurien, grand mangeur, voluptueux ; Joubert était frêle, maladif, spiritualiste, d’un cœur pur et pieux. Fontanes avait plus de forme que de fond ; Joubert ne savait pas trouver de corps pour ses idées, et se contentait le plus souvent de les noter par un mot. Joubert ne sera jamais beaucoup lu ; mais il restera toujours cher à une certaine famille d’esprits. Il est fin, délicat, exquis ; d’autres diront peut-être : subtil et précieux ; mais sa subtilité est celle d’une essence pénétrante et dont le parfum ne peut se comparer à aucun autre. Il a comme des odeurs suaves, un je ne sais quoi qui lui est propre, et qui ne s’analyse pas. Il est ingénieux et sensé, difficile et enthousiaste, pénétrant et naïf. Il n’a pas d’éloquence, mais des mots accomplis ; point d’abondance, de flot, mais une foule d’idées. Si sa pensée devient souvent trop ténue, au moins n’est-elle jamais commune. Il se montre très hardi tout en étant raffiné, novateur bien qu’amoureux des anciens. Il s’éloigne volontiers des idées reçues, et cependant il ne craint pas les préjugés. Il recherche, dans la littérature, ce qui est libre, vrai, spontané ; dans ce qui touche aux croyances, il s’attache à l’autorité, et la plus spirituelle de ses lettres est une défense de l’erreur. En résumé, Joubert est singulièrement attachant : il a le plus rare des mérites, celui de penser pour son compte.

Mais je m’oublie dans le cercle de madame de Beaumont. Joubert y avait introduit Fontanes ; Fontanes, à son tour, y introduisit Chateaubriand, qu’il avait connu à Londres. Chateaubriand devint bientôt le dieu de ce temple. Il avait alors trente-deux ans. Il faut se le représenter tel que nous le connaissons par le portrait de Cérard, ou tel qu’il a lui-même décrit René. « Quelle est la femme, s’écrie Amélie, qui ne chercherait pas à vous rendre heureux ! L’ardeur de votre âme, la beauté de votre génie, votre air noble et passionné, ce regard fier et tendre, tout vous assurerait son amour et sa fidélité. » Chateaubriand trouva dans madame de Beaumont ces sentiments dévoués, dans les membres de la société qu’elle réunissait, des amis et des admirateurs, dans Joubert et Fontanes, en particulier, des critiques éclairés dont les conseils l’engagèrent à refondre le grand ouvrage qu’il apportait de l’exil. *Le Génie du Christianisme* ne perdit rien à attendre. Il parut au moment le plus propice, au printemps de 1802, entre la signature de la paix d’Amiens et le rétablissement du culte, comme un magnifique exposé des motifs de ce concordat qui, en relevant les autels, proclamait la fin de la Révolution, comme le feu d’artifice littéraire d’une fête qui célébrait à la fois la fin de la guerre et celle de l’anarchie. Nous avons quelque peine aujourd’hui à nous représenter l’impression extraordinaire que fit cet ouvrage. Il répondait à une situation. Il contribuait pour sa part à l’ivresse avec laquelle des esprits longtemps découragés voyaient enfin renaître l’ordre social. Toutes les puissances de la nation réagissaient contre ce qui s, était fait, dit et pensé depuis quinze ans. On revenait avec transport au passé, qu’on avait si amèrement calomnié et si radicalement détruit. Comment n’aurait-on pas applaudi à l’écrivain qui célébrait ce passé avec des accents touchants, répandant sur l’antique religion des beautés littéraires aussi imprévues que saisissantes ? Pour comprendre quel événement fut *le Génie du Christianisme*, il faut oublier tout ce qui, dans ce livre, est science et raisonnement : il faut se rappeler les paysages de l’Amérique dont il est orné, des morceaux tels que les « deux perspectives de la nature, » des pages telles que celles sur Bossuet et sur Pascal ; il faut penser qu’on y relisait *Atala*, et que *René* y paraissait pour la première fois ; il faut se dire que cette lecture ne ressemblait a rien de ce que l’on connaissait alors, que c’était un monde nouveau et une langue nouvelle. On aura ainsi quelque idée de l’émotion qui accueillit l’ouvrage, mais quelque idée seulement, car on ne se replace jamais assez complètement dans une époque pour en ressentir les ébranlements. Le milieu historique, le moment unique et propice, voilà ce qui fit du livre de Chateaubriand un livre hors de pair, et, en quelque sorte, l’événement littéraire du siècle.

Les grands-ouvrages qui suivirent, *les Martyrs*, publiés en 1809, *l’Itinéraire*, en 1811, ne pouvaient avoir le même retentissement que le premier, mais ils servirent à confirmer la réputation de l’auteur, en la faisant passer par l’épreuve de la discussion. La critique avait une revanche à prendre, elle la prit. On put croire un moment, après la publication des *Martyrs*, que Chateaubriand avait succombé dans la lutte. Ce n’était toutefois qu’une apparence. Ces crises d’opposition et de clameur sont un élément d’une réputation qui se fait. La gloire n’est autre chose que le vote favorable du public après le tumulte des discussions ; et plus les débats ont été vifs, plus aussi la décision paraît définitive. Je dis paraît : en réalité, la décision n’est que provisoire, mais elle va faire loi pendant des années. Si l’avenir en appelle, ce ne sera que plus tard, dans une ou deux générations, quand l’autorité du premier suffrage aura vieilli. Chateaubriand sortit de la crise avec une réputation plus vaste, une gloire mieux établie, un nouveau prestige. Ce prestige, d’ailleurs, n’était pas seulement celui d’un talent qui s’élève et se perfectionne ; l’imagination était frappée de l’ardente initiative du voyageur qui avait visité deux mondes, celui des antiques traditions après celui de la nature vierge ; qui, le premier, nous révélait les lieux saints après nous avoir le premier fait connaître les savanes et les forêts de l’Amérique. Ici encore nous trouvons dans Chateaubriand ce quelque chose de grand, d’éclatant, qui frappait l’imagination et tendait à faire auréole autour de son front.

La carrière poétique de Chateaubriand finit avec l’*Itinéraire* ; sa carrière politique va s’ouvrir à la chute de Napoléon. Elle n’aura guère moins d’éclat et d’imprévu. Comme l’autre, elle commencera par un coup de foudre. Chateaubriand s’était montré ferme, conséquent, dans les seules occasions où le régime napoléonien lui eût donné l’occasion de se prononcer, la mort du duc d’Enghien et l’affaire de sa propre nomination à l’Institut. Il ne mit pas autant de dignité dans la brochure de *Buonaparte et des Bourbons*. L’écrit n’était pas précisément injuste, mais il était excessif et odieux, comme le sont toujours les représailles. Du reste, si la convenance faisait défaut, la puissance déployée était incontestable. On sait que le pamphlet fut répandu à profusion, qu’il fut à son tour un événement, que Louis XVIII en disait : « Il m’a valu une armée. » Ainsi, Chateaubriand a beau changer de rôle, il reste sur le premier plan, il passionne toujours l’opinion, il prend une place dans l’histoire de son temps.

Ce qui importe, au point de vue de l’effet et du personnage, ce n’est pas tant la logique réelle de la conduite, l’inflexibilité de la ligne suivie, que la force et l’éclat qui couvrent tout. À cet égard, la carrière de Chateaubriand ne laisse rien à désirer. Il met, avant 1824, autant d’éloquence au service de l’absolutisme qu’il en mettra plus tard au service des idées constitutionnelles. Dans les Débats, comme dans le Conservateur, il donne à la polémique des accents inconnus. Il renverse M de Villèle comme il a renversé M. Decazes. Seul, contre l’Angleterre, contre le pays, contre le ministère même dont il est membre, il fait décider la guerre d’Espagne ; cette guerre réussit, et le poète prend rang en Europe parmi les hommes d’État. Mais voici qui est plus étrange encore : la révolution de Juillet arrive, et elle ne semble point diminuer Chateaubriand. Sans rompre avec son passé, il s’élève au-dessus des vues des partis, et jette au fond de l’avenir un regard libre et hardi. Sa longue vieillesse est comme le couronnement magnifique d’une existence laborieuse, agitée, mais dont la gloire est désormais supérieure aux contestations. On sait qu’il écrit, sous le titre de *Mémoires,* l’épopée de sa vie. On attend avec anxiété cet ouvrage, qui doit résumer et dépasser tous les autres. Les lectures de l’Abbaye-aux-Bois mettent quelques élus dans la confidence, et ceux-ci redisent leurs impressions. On célèbre d’avance la création nouvelle, la merveille incomparable. Le monde littéraire est aux pieds du divin vieillard. L’encens monte vers lui de tous les côtés, et c’est dans ce nuage éclatant que le dieu disparaît.

Telle est, au premier aspect, l’histoire de Chateaubriand. Tournons maintenant la page et voyons-en le revers. O surprise et désenchantement !

Et, d’abord, les *Mémoires d’outre-tombe*, ce monument que le génie, disait-on, s’était élevé à lui-même, les Mémoires ont enfin paru, et ils sont devenus comme le pilori sur lequel l’auteur s’est complu à étaler les flétrissures secrètes de son âme. Chateaubriand aurait formé le projet de briser d’un coup le prestige qui entourait son nom, de ruiner et de renverser la statue que l’admiration de ses contemporains lui avait élevée, qu’il n’aurait pu s’y prendre mieux qu’il n’a fait en nous léguant ses souvenirs. Des pages délicieuses, des morceaux d’une grande manière, témoignaient encore de la main qui les avait écrits ; ce n’était pas l’esprit qui faisait défaut, c’était le caractère. Il y eut comme un sentiment de consternation dans le public lorsqu’on vit les incroyables préoccupations d’amour-propre, les rancunes odieuses dont était remplie une âme qu’on s’était figurée généreuse et chevaleresque. C’en était fait, le charme était rompu, et, comme il nous est impossible de séparer entièrement l’écrivain de l’homme, comme on veut que les fautes, que les vices même du génie aient un cachet de grandeur et de force, et comme Chateaubriand se montrait, au contraire, petit et méchant, on se mit tout à coup à douter de son génie.

Chateaubriand, d’ailleurs, n’avait pas seulement changé ; il déclarait, en outre, qu’il n’avait jamais été l’homme pour lequel on l’avait pris. Tout le monde éprouve du respect pour celui qui reste fidèle à une cause, qui se dévoue à la personne et à la famille d’un souverain malheureux ; cela n’est beau, cependant, et n’est sûr de nos sympathies qu’à une condition, c’est que sous cette conduite il y ait une conviction. Or Chateaubriand s’est chargé de nous apprendre que cette unité de sa vie politique, à laquelle chacun rendait hommage, était une affaire de parti pris. On l’avait vu revenir du fond de l’Amérique en apprenant la fuite de Louis XVI, courir au Rhin pour se ranger sous les drapeaux de l’émigration, subir longtemps toutes les misères de l’exil, écrire à la chute de l’Empire le pamphlet que chacun sait, se montrer le partisan fougueux de la réaction de 1815, sacrifier sa pairie au lendemain de la révolution de Juillet ; on l’avait vu rédiger des brochures légitimistes, se faire jeter en prison, visiter sur la terre étrangère le souverain déchu. Ce n’est pas tout, le défenseur du trône légitime avait été aussi le défenseur de l’autel. Il se vantait d’avoir fait pour l’Église, par son *Génie du Christianisme*, ce qu’il avait fait pour les Bourbons par sa brochure de 1814. À Rome, il avait été reçu par le pape comme un fils chéri et un allié puissant. Il avait conservé le ton du croyant dans les *Martyrs,* dans l’*Itinéraire*. Il mettait à raconter sa conversion, à confesser sa foi, une ardeur qui pouvait paraître de mauvais goût, mais qui ne semblait laisser aucun doute sur sa sincérité. « Vous n’ignorez pas, écrivait-il, que ma folie à moi est de voir Jésus-Christ partout. » Et encore, en 1811 : « Je me suis rangé depuis longtemps dans la classe des superstitieux et des faibles. Je serai peut-être le dernier Français sorti de son pays pour voyager en terre sainte avec les idées, le but et le sentiment d’un ancien pèlerin. » Beaucoup plus tard encore, Lamennais étant en prison, Chateaubriand se demanda s’il devait aller le voir, parce que Lamennais venait de publier un livre où il niait la divinité de Jésus-Christ. Voilà le rôle de Chateaubriand, rôle qui semblait assez bien soutenu et assez fièrement joué. Malheureusement, on l’apprenait par les *Mémoires*, ce n’était qu’un rôle ou, si l’on aime mieux, un mélange de zèle et de fatuité, d’impulsions aveugles et d’affectations puériles.

Un observateur impartial aurait pu s’en douter bien avant ces révélations posthumes, et l’illusion du public au sujet de Chateaubriand ne s’explique que par beaucoup d’oubli ou beaucoup de complaisance. Chateaubriand, en effet, s’était jeté avec une fougue sans égale dans des partis extrêmes et opposés, cédant à des motifs d’amour-propre froissé, d’ambition personnelle, et ne se donnant même pas la peine de mettre les apparences de son côté, parce qu’il aurait fallu pour cela une modération qui n’était pas dans son caractère. En vain cherchait-il alors à couvrir ses inconséquences du drapeau de la liberté de la presse ; la liberté de la presse, pour lui, était trop manifestement la liberté de sa propre plume. Un fait restait acquis : l’écrivain avait été réactionnaire fougueux après Waterloo, ennemi inintelligent de toute transaction entre la Restauration et la Révolution, adversaire emporté du régime libéral qu’inaugura l’ordonnance du 5 septembre et que personnifia le ministère Decazes, promoteur, auteur de l’expédition d’Espagne, qui, si elle eut l’avantage de rallier l’armée au drapeau blanc, était entreprise au nom du principe vieilli de la légitimité, et eut le tort de rendre la Restauration solidaire du plus odieux despotisme. Chateaubriand fit bien pis. Il avait servi le ministère Villèle, il y était entré, il en avait épousé la politique ; tout à coup, en 1824, M de Villèle le remercie de ses services, et aussitôt. Chateaubriand se retourne contre lui, l’attaque, l’assiège, se porte le défenseur des principes libéraux qu’il avait honnis jusque-là, et, sans s’inquiéter du parti royaliste qu’il divise, ni de la monarchie légitime qu’il ébranle, il n’a plus qu’une pensée : satisfaire ses goûts de bruit et de gloire, assouvir sa passion de vengeance.

Les faits seuls disaient donc assez haut ce qu’il fallait penser des principes politiques de Chateaubriand. Cependant ses *Mémoires* nous ont renseignés encore plus complètement à cet égard. Chateaubriand méprisait cette royale famille qu’il défendait dans ses brochures. Il allait lui porter ses hommages à Prague, mais il lui réservait les traits posthumes du plus sanglant ridicule. Il ne croyait pas même aux principes qu’il avait défendus, et cherchait à s’arranger avec l’avenir, en se ralliant d’avance au règne futur de la démocratie universelle. Il révélait ainsi lui-même, comme le dernier mot de sa vie publique, un scepticisme profond et des préoccupations de pose et d’attitude.

Le champion de la religion était-il plus convaincu et plus conséquent ? Nous ne sommes que trop édifiés aujourd’hui à cet égard. Dès 1801, lorsque Chateaubriand préparait le *Génie du Christianisme*, c’était à Savigny, chez une femme adorée et digne de l’être, je le veux bien, mais qui enfin n’était pas madame de Chateaubriand, c’était auprès de madame de Beaumont, et avec son aide, que l’éloquent néophyte dépouillait les Pères de l’Église. Nous l’avons vu tout à l’heure partir pour la terre sainte, le bourdon à la main et le rosaire à la ceinture ; hélas ! le pèlerin s’est lui-même chargé de nous faire comprendre que c’était un déguisement. Il n’a pas même eu la pudeur de pousser la dissimulation jusqu’au bout. Ce pieux voyage, les *Mémoires* nous l’ont appris, devait se terminer par un rendez-vous. Un chiffre entrelacé sur les murailles de l’Alhambra en a, dit-on, longtemps conservé le souvenir. Ainsi on allait à Sion, à Sparte, à Carthage, pour acquérir une illustration dont on voulait toucher un cœur jusque-là rebelle ; d’un autre côté, cela faisait bon effet de parler d’humilité et de prière, de pèlerin et de croisé, et l’on se passait la phrase retentissante, quitte à s’en passer une autre non moins belle sur la gloire et l’amour, quand on parlerait dans un autre livre et pour un autre public.

Puisque nous en sommes à ce sujet, voici encore un exemple de la facilité avec laquelle Chateaubriand trouvait des motifs pour expliquer ses actions. Il était parti pour Rome, en 1803, en qualité de secrétaire de légation. L’illustre écrivain, dans ses *Mémoires*, déclare qu’il n’accepta cette mission que pour pouvoir conduire en Italie madame de Beaumont, dont la santé était gravement atteinte. « Je me sacrifiai, dit-il, à l’espoir de la sauver. » Une lettre, publiée par M. Villemain, assigne à ce voyage une autre raison ; notre apprenti diplomate redoutait tout simplement le retour de madame de Chateaubriand, qui, après un long séjour en Bretagne, parlait de revenir à Paris. « La crainte de me réunir à ma femme, écrit-il à Fontanes, m’a jeté une seconde fois hors de ma patrie. » Enfin, d’après une lettre adressée plus tard au même Fontanes, le brillant écrivain n’aurait consenti à aller à Rome « que dans l’espérance d’être utile à la religion. » Et de trois ! Et qui sait si, après tout, nous tenons le vrai motif ; s’il ne faut pas faire entrer en compte l’ambition politique et le désir d’entrer dans la carrière des grands emplois ?

Chateaubriand a toujours été ainsi l’homme de la phrase et de l’effet. Il y a une lettre de lui à Joubert dans laquelle il raconte un voyage. C’était la nuit : « Un petit bout du croissant de la lune était dans le ciel, dit-il, tout justement pour m’empêcher de mentir ; car je sens que si la lune n’avait pas été là, je l’aurais toujours mise dans ma lettre ; c’eût été à vous de me convaincre de fausseté, l’almanach à la main. » Il est impossible de trahir plus bonnement le procédé auquel l’écrivain est toute sa vie resté fidèle : indifférence complète à l’exactitude de ses propres assertions, sacrifice perpétuel, dès que la cadence d’une période ou l’effet pittoresque d’un morceau sont en jeu, sacrifice de cette dignité morale qui consiste avant tout dans la véracité.

On ne peut parler du caractère de Chateaubriand sans dire un mot de son amour-propre, le plus naïf à la fois et le plus grossier dont jamais mémoires aient donné le spectacle. Il est des vanités aussi intenses, des fatuités aussi impertinentes, sans doute, mais à qui l’on pardonne en faveur d’une certaine bienveillance banale qui en adoucit les formes. La vanité de Chateaubriand a une âcreté brûlante qui la rend malfaisante et terrible. Il ne peut tolérer aucune supériorité à côté de la sienne. Il faut que le monde moderne procède tout entier de lui. C’est lui qui a inspiré Goethe et Byron. Jamais seigneur suzerain n’a plus hautement réclamé l’hommage de ses vassaux. Malheur à qui ne reconnaît sa souveraineté et ne se hâte de la proclamer ! Napoléon échappe seul aux exigences de cet amour-propre insatiable, et rien n’est plus amusant que d’observer la manière dont l’écrivain s’y prend avec le guerrier. Comme il ne veut pas se brouiller avec l’opinion publique qui tient Napoléon pour un homme extraordinaire, Chateaubriand consent à le reconnaitre pour tel ; il daigne partager avec lui : la plume à l’un, à l’autre l’épée ; mais on voit bien que cette renommée lui est à charge, et qu’il trouve le monde trop petit pour deux personnages de cette taille.

Revenons aux ouvrages qui ont fondé la renommée littéraire de Chateaubriand. On peut dire qu’ils n’offrent plus aujourd’hui qu’une ruine. Ils se sont écroulés par l’effet insensible du temps, et ressemblent à un amas de débris où l’on distingue encore, dans quelques détails, la main d’un grand artiste, mais qui, on le reconnaît aussi, n’ont jamais formé un ensemble bien solide.

Parmi les écrits de Chateaubriand, le *Génie du Christianisme* est celui qui a fait le plus de bruit ; *les Martyrs*, celui qui renferme ses plus belles pages, ses hardiesses les plus heureuses, ses nouveautés les plus originales ; quant à René, on s’est plu et l’on se plaît encore à le désigner comme l’œuvre parfaite et unique, celle à laquelle le nom de l’écrivain doit, en définitive, rester attaché.

Je viens de relire *René*. Je ne veux pas le juger avec une froideur qui, au fond, outragerait des souvenirs sacrés. Oui, ils sont sacrés ces souvenirs d’une adolescence charmée par une poésie telle que le monde n’en avait pas produit encore. Il en est de *René* comme de l’*Automne*, comme du *Lac*. J’ai coutume de penser que nos enfants, ceux qui lisent Chateaubriand et Lamartine comme on peut les lire aujourd’hui, ne sauront jamais ce que ces pages ont été pour nous, avec quel enchantement une génération entière y trouvait exprimé, dans un harmonieux langage, tout l’infini de ses aspirations. C’étaient des idées et des sentiments inconnus jusque-là, et qui, se révélant au moment même où la société recevait de libres institutions et marchait à des destinées meilleures, faisaient l’effet d’un renouvellement complet de la vie. La poésie et le libéralisme de la Restauration resteront, dans le souvenir de ceux qui les ont goûtés à leur heure, comme l’un de ces beaux rêves de la jeunesse dans lesquels, plein d’illusion et de ferveur, on s’élance les yeux fermés à la conquête de l’infini.

Il est toutefois des questions qu’on ne peut s’empêcher de faire. Le poème dont le charme est ainsi lié à un souvenir est-il une œuvre durable ? Si les acclamations dont il a été salué étaient dues à des circonstances passagères, ne portait-il pas en lui les germes du déclin ? Si d’autres générations ne peuvent le goûter comme il a été goûté d’abord, s’il ne répond pas à des besoins permanents, à des instincts éternels, peut-on y reconnaître le caractère de ces grandes œuvres d’art dont le propre est d’enchanter à jamais l’humanité ? Cette poésie toute personnelle, tout intime, employée à décrire les sentiments d’une époque, et qui, à cause de cela même, agit si puissamment sur la génération à qui elle prête une voix, cette poésie n’est-elle pas d’un ordre inférieur ? L’épopée, le drame, la ballade même restent ce qu’ils sont, ils défient le temps, tandis que l’élégie passe avec le sentiment qui l’a dictée. Or, qu’est-ce que *René*, si ce n’est une élégie ?

Mais il est une autre raison pour laquelle *René*, tout en restant comme une personnification commode, du génie de l’auteur et du vague des passions, manque aujourd’hui son effet sur le lecteur : c’est qu’il y a du procédé dans ce livre, le procédé avec lequel Chateaubriand a fait tous ses ouvrages, que la nouveauté et la surprise ont longtemps dissimulé, mais qu’un sens critique plus aiguisé démêle vite maintenant. Et qui ne sait que, si le procédé ne tue pas l’art, la découverte du procédé tue l’émotion ? Le procédé de Chateaubriand, c’est la phrase.

Chateaubriand n’est pas tant un écrivain qu’un magnifique faiseur de phrases. Je le comparerais volontiers à un joaillier qui aurait sa boutique pleine de diamants, mais qui ne saurait les sertir. On ne citerait pas de lui un ouvrage, un morceau de longue haleine vraiment composé, formant un ensemble, d’un tissu continu et ferme, où tout s’enchaîne et se réponde, un morceau où l’on sente l’ordonnance et la suite, où le trait sublime n’arrive qu’à sa place, comme pour échauffer la raison déjà convaincue, enlever l’esprit déjà ému et satisfait. Chateaubriand a, plus que personne, le secret des mots puissants, celui de la période magnifique et triomphante ; il sait comment l’amener, la conduire, la terminer par un trait saisissant ou vainqueur ; mais la phrase n’est pas là pour orner ou achever le discours, c’est le discours qui est là pour la phrase. Tout tend à elle. Tout est destiné à l’introduire. On la voit venir de loin et se préparer. On dirait la vague qui surgit, se gonfle, lève fièrement vers le ciel sa crête brillante d’écume et de reflets, qui tombe pour se relever, et qui, toujours éclatante, se ressemble pourtant toujours et finit par nous fatiguer de sa monotonie. Cette phrase a des types constants, elle est taillée sur patron. Tantôt c’est la grande période de la prose poétique, à long voile blanc, et qui laisse derrière elle comme une traînée d’harmonie et de lumière. D’autres fois, dans le discours politique, dans la polémique et l’histoire, c’est une gradation savante d’effets, une succession de traits admirablement choisis, le tout relevé par une expression frappante, et finissant, avec un tour ample et majestueux, par quelque image d’une nouveauté qui étonne, d’une grandeur qui saisit, d’un bonheur pittoresque qui la grave à jamais dans l’imagination. Voilà donc ce que Chateaubriand est essentiellement : l’artiste de la phrase. Il n’a pas fait de livre, il n’a, pas laissé de monument, il a produit des périodes. Il en a de merveilleuses, aussi savantes que celles de Lamennais, aussi achevées, aussi grandes que celles de Bossuet. Mais, dans les maîtres, la phrase ne se montre pas, tandis que, dans Chateaubriand, elle est là pour son compte, elle s’étale, elle forme le tout du style. La manière de Chateaubriand a ce cachet des littératures de décadence, la disproportion du fond et de la forme. Ce défaut, ainsi qu’il arrive d’ordinaire, alla en s’exagérant avec l’âge. Dans ses premiers écrits, l’auteur se donnait encore quelque peine pour lier ses morceaux d’apparat ; c’étaient des fragments de frise, d’admirables tronçons de statues, fixés dans une maçonnerie assez grossière, mais entre lesquels l’œil saisissait du moins une certaine relation. Plus tard, Chateaubriand, cédant à une impuissance radicale, n’a plus daigné faire un ensemble des morceaux qu’il jetait devant le public. Dans les *Études historiques*, dans *l’Histoire de la Littérature anglaise*, dans cette esquisse de la vie de Napoléon, qui remplit une partie des *Mémoires*, il a renoncé au discours continu ; il ne procède plus que par sentences détachées, par phrases qui éclatent comme des fusées.

Nous sommes loin encore, en 1809, de cette manière relâchée. Il n’est aucun de ses ouvrages que Chateaubriand ait travaillé avec autant de soin que les *Martyrs*. Ce poème n’en porte pas moins des traces de la facture que je viens de signaler. Il a d’ailleurs un vice de naissance : il est le résultat d’une gageure. L’auteur a bien soin de nous en prévenir : il s’est proposé de prouver deux choses, que le christianisme est plus favorable que le paganisme au développement des passions, et que le merveilleux chrétien peut lutter avantageusement avec le merveilleux de la mythologie. Ainsi le livre a pour but d’appuyer une thèse littéraire : quelle inspiration pour un poème ! Aussi le poème s’en ressent-il. Il est plein d’art, ou, pour mieux dire, d’artifice et de ressorts secrets. On y entend le sifflet du machiniste. On y reconnaît les lectures faites exprès. C’est un pastiche d’Homère et de Milton, un travail de marqueterie, une œuvre d’érudit ingénieux et qui se pique d’exactitude. Des deux thèses, d’ailleurs, que l’auteur s’est chargé de prouver, l’une n’avait pas besoin de preuves, parce qu’elle est évidente, et l’autre n’en était pas susceptible, parce qu’elle est fausse. Nul doute que le christianisme n’ait agrandi, et par conséquent enrichi l’âme humaine ; en particulier, qu’il n’ait développé des sentiments inconnus, excité des luttes intérieures, et, ramenant l’homme au dedans de lui-même, qu’il ne lui ait ouvert un monde nouveau. Mais cette vérité est si élémentaire, qu’il suffisait, en quelque sorte, de l’énoncer pour l’établir. À l’antiquité, la beauté de la forme, l’harmonie statuaire ; à l’art moderne, l’expression, c’est-à-dire l’âme et la vie. Dans ces termes, il n’est personne qui conteste la proposition de l’auteur.

Quant au merveilleux chrétien, la tentative de Chateaubriand était un contre-sens. Le christianisme, comme toute religion, a poussé une mythologie (l’expression est de de Maistre), et cette mythologie a sa grâce et sa puissance, mais une puissance qui n’existe que pour la foi. Le merveilleux païen avait cessé d’être poétique lorsqu’il était forcé d’endurer les explications d’Évhémère ou les allégories du néoplatonisme. Il faut en dire autant du merveilleux chrétien. Il pouvait, au xive siècle, fournir la matière d’un poème tel que la *Divine Comédie*, parce qu’il était alors la donnée élémentaire de la pensée, le fondement premier de toute la science et de toute la société. Les traditions bibliques pouvaient également prêter quelques traits au génie de Milton, dans un temps et dans un pays où l’Écriture sainte formait de tous côtés les limites de l’horizon intellectuel. Mais Chateaubriand ne croit pas. Il fait du merveilleux chrétien comme les écoliers font des vers latins, en mettant bout à bout des idées et des expressions toutes faites. Son paradis, son enfer, son purgatoire sont de ces imitations qui ressemblent à une parodie. L’effet est ici en raison inverse du travail. Y a-t-il au monde quelque chose de plus laborieusement puéril, et, tranchons le mot, de plus profane que toutes ces marionnettes divines ? Nous sommes au ciel, et nous contemplons les profondeurs où s’accomplit le mystère de la Trinité. « L’Esprit qui remonte et descend sans cesse du Fils au Père, et du Père au Fils, s’unit avec eux dans ces profondeurs impénétrables. Un triangle de feu parait alors à l’entrée du Saint des Saints. » Nous descendons dans l’abîme, et nous y trouvons un conseil auquel prennent part le démon de l’Homicide, celui de la Fausse Sagesse et celui de la Volupté. Il y a aussi un être qui s’appelle l’Éternité des douleurs. Nous continuons et nous rencontrons la Vierge ; elle s’incline devant la seconde essence incréée et lui parle en ces termes : « J’ai porté dans mon sein le poids de votre éternité. » Et voilà les puérilités dont Chateaubriand a osé dire : « Si jamais j’ai écrit dans ma vie quelques pages dignes de l’attention du public, elles se trouvent dans ce livre. » Évidemment il y avait dans ce beau génie un grand manque d’esprit, de tact naturel, une notable lacune.

La moitié du poème se compose de scènes merveilleuses et de réminiscences classiques, invocations aux muses, comparaisons de toute sorte, chants surtout et en toute occasion, chants des hommes et des anges, chants de Cymodocée et d’Eudore. L’autre moitié a de grandes parties, et toujours, remarquez-le, d’autant plus belles et plus durables que le ton en est moins poétique. C’est que, en effet, le vice original de l’ouvrage, c’est le ton sur lequel il est monté. L’auteur a, dès l’abord, pris l’engagement de tout dire avec noblesse. Parle-t-il de la planète de Saturne, il la désigne comme « cette terre en deuil qui, loin des rayons du jour, porte un anneau ainsi qu’une veuve inconsolable. » Cela est-il beau ? Non, cela est burlesque. On a beaucoup disputé sur la légitimité de la prose poétique. La question est pourtant bien simple. Les vers ne sont pas une forme, c’est un langage, une manière de dire qui ne fait qu’un avec la manière de sentir et de concevoir. On ne peut séparer ces deux choses, et ce qu’on appelle la prose poétique n’est pas une moindre contradiction que ne le serait une poésie prosaïque. J’en appelle au lecteur de nos plus beaux vers didactiques : l’esprit, en présence de ces efforts, reçoit malgré lui l’impression d’une disparate. Qui vous obligeait, vous, d’enseigner en hexamètres ? et vous, pourquoi chanter, si vous ne savez écrire en vers ? La prose, elle aussi, est une langue qui a son caractère et qu’on ne peut détourner de son génie.

René a vieilli ; *les Martyrs* n’ont point eu de jeunesse ; mais *le Génie du Christianisme* est mort, et l’on a de la peine à s’imaginer qu’il ait jamais été vivant.

L’ouvrage se compose de trois parties, dont la première traite des doctrines chrétiennes, la seconde des lettres, des arts et des sciences dans leurs rapports avec la religion, la troisième, enfin, du culte et du clergé. Cette dernière est une statistique, une espèce d’inventaire. On y trouve des chapitres sur les cloches, sur le vêtement des prêtres, sur la Fête-Dieu, les Rogations et les Rois, sur les funérailles des grands, celles du guerrier, celles du riche. À propos des services rendus à la société par la religion, l’écrivain parle de tout, de l’agriculture, des villes et des villages, des ponts et chaussées, des arts et métiers, du commerce. Tout ce volume est du pur remplissage. Il s’agissait de couvrir une toile, d’épuiser un programme ; on n’y trouve que des extraits de lectures et des considérations banales, sans autre lien qu’un parti pris d’admiration constante.

La poétique du christianisme, qui forme la seconde partie de l’ouvrage, avait plus de nouveauté et a conservé un peu plus d’intérêt. J’avoue, cependant, qu’il m’est difficile d’acquiescer aux louanges que M. Sainte-Beuve a cru pouvoir accorder à la critique littéraire de Chateaubriand. M. Sainte-Beuve seul peut-être avait le droit d’oublier assez combien ce genre a gagné de nos jours en souplesse et en variété, pour donner le parallèle entre Racine et Virgile comme le dernier mot de la critique française. Je ne sais, pour ma part, rien y voir que de vide et de commun. Il n’est pas, dans ce tableau, un trait vraiment caractéristique. Connaissons-nous mieux les poètes dont il s’agit, trouvons-nous l’expression des sentiments qu’ils réveillent en nous, saisissons-nous leur physionomie individuelle, lorsque nous lisons des banalités telles que celle-ci : « On admire plus l’un, on aime plus l’autre ; le premier a des douleurs trop royales, le second parle davantage à tous les rangs de la société. » Chateaubriand n’a point réussi dans l’appréciation littéraire ; il a quelquefois rendu en termes éloquents l’impression qu’une lecture avait faite sur lui, mais il n’a jamais su tracer un portrait ressemblant. Il lui manquait tout ce qu’il faut pour cela : la dépréoccupation de soi, l’intérêt sincère pris aux choses et aux hommes, et cela pour eux-mêmes.

La première partie du *Génie du Christianisme* est celle qui rentre le plus directement dans le dessein ou le prétexte de l’auteur, et où l’on trouve au moins quelque chose qui ressemble à une apologie de la religion. Il y est question du dogme, de la morale, de la vérité des Écritures, de l’existence de Dieu. Serait-ce parce que ce volume est le plus sérieux qu’il est aussi, en définitive, le moins satisfaisant ? Je sais bien qu’il serait injuste d’y appliquer la mesure de la science moderne. *Le Génie du Christianisme* ferait une singulière figure à côté des recherches récentes sur les origines de l’humanité et des religions. Mais si l’ouvrage a vieilli, c’est apparemment qu’il était périssable. *Les Pensées* de Pascal sont plus lues aujourd’hui que jamais, tandis que le grand ouvrage de Chateaubriand est devenu illisible. Le fait est que la science n’a pas seulement accompli de grandes découvertes ; la pensée elle-même a gagné en rigueur depuis soixante ans, et l’on trouve puéril ce qui jadis pouvait paraître convaincant. Le point de vue des causes finales, par exemple, offre des difficultés que Chateaubriand n’a pas l’air de soupçonner. Il est, sur ce point, de l’école de Bernardin de Saint-Pierre ; il rappelle souvent certain observateur naïf qui s’extasiait sur l’à-propos avec lequel la peau d’un chien se trouve tout juste percée à l’endroit des yeux. Chateaubriand fait mieux que cela : dans les allures du serpent il trouve une preuve du péché originel, les trois Grâces lui fournissent un argument en faveur de la Trinité, et le célibat des prêtres rencontre un appui inattendu dans la virginité des abeilles. Quant à la logique de l’écrivain, en voici un spécimen. Après avoir cité un passage d’un des prophètes : « Comme ce *quia non sunt* est beau ! s’écrie — t-il ; une religion qui a consacré un pareil mot, connaît bien le cœur maternel ! » Ainsi le christianisme est divin parce qu’il a connu les sentiments d’une mère, il les a connus parce qu’il a consacré un mot qui les exprime, et il a consacré ce mot parce que ce mot se trouve dans un des livres que les chrétiens tiennent pour sacré ! Et notez bien que ce passage n’est pas isolé dans l’ouvrage de Chateaubriand. C’est le ton général de l’auteur partout où il essaye d’argumenter. À chaque dogme, à chaque cérémonie, il rattache tant bien que mal une idée poétique, avec ce sous-entendu constant, que si le christianisme a quelque chose de pittoresque ou de touchant, il ne saurait manquer d’être divin. En vérité, les Français du temps du Consulat n’étaient pas difficiles en fait de preuves et de raisonnements !

Ignorant dans les matières qui appartiennent aux sciences naturelles et à l’étude de l’antiquité, ne tenant pas plus de compte de la philosophie que si elle n’avait jamais existé, superficiel dans les choses mêmes qu’il n’ignore pas, observateur inexact, lâche dans sa logique, banal dans ses admirations littéraires, emphatique de ton ; sans impartialité, sans critique, sans vrai sérieux, sans souffle puissant et soutenu ; s’égarant dans une foule de détails qui ne tendent point au but ; se noyant dans la déclamation, le lieu commun, le remplissage ; glaçant le lecteur par le parti pris d’une admiration stérile ; brillant et frivole, si frivole, qu’il en devient profane : tel se montre Chateaubriand dans *le Génie du Christianisme*. On est tenté d’écrire au-dessous de chaque page : enfantillage ou absurdité. On est confondu de voir à quel point le tact et l’esprit peuvent manquer au génie.

C’est ainsi que nous sommes ramenés à notre point de départ. Chateaubriand, ai-je dit en commençant, est un génie mal servi par le talent. On a très bien dit que l’esprit sert à tout, et ne suffit à rien ; or, le talent n’est autre chose que l’esprit appliqué aux choses de l’art. Il n’est pas le génie, sans doute, il ne le donne pas, il ne le supplée point, mais sans lui le génie ne produit point d’œuvres achevées. D’un autre côté, cependant, et c’est par là que je voudrais terminer, Chateaubriand, avec mille travers et mille petitesses, avec un cortège d’ouvrages devenus illisibles, avec une véritable impuissance de conception ; Chateaubriand, aujourd’hui tout percé à jour, et qui nous parait à chaque instant vide, étriqué, puéril ; Chateaubriand, gardons-nous de le méconnaitre, porte au front le sceau du génie. Il est de la race des dieux. Il a ce je ne sais quoi qui nous dépasse et nous étonne, la force mystérieuse, le charme invincible. Il sent tout, il comprend tout ; surtout il est épris de la grandeur. Son imagination est magnifique. Il a le secret du sublime. Ses descriptions semblent agrandir le domaine de la nature. *René* a révélé aux cœurs des émotions dont ils n’avaient pas encore souffert. La politique a parlé avec Chateaubriand un langage d’une éloquence sans égale. Ses invectives ont fait pâlir ceux qu’elles atteignaient. Il a trouvé les mots les plus beaux, cadencé les phrases les plus sonores, écrit les pages les plus audacieuses de notre langue. Il a révélé un monde, créé une littérature, passionné une génération. Il a touché le cœur des femmes les plus nobles et les plus délicates. Il a eu des amis. Homme vraiment incompréhensible, séduisant et haïssable, égoïste et chevaleresque, composé de noblesse et de fatuité, de petitesse et de grandeur, de sottise et de génie, Chateaubriand se montre moins peut-être dans ses ouvrages qu’il ne s’y cache ; aucun de ses livres ne donne sa mesure ; et, pour l’apprécier avec justice, il faut, par-delà ce qu’il a fait, savoir discerner ce qu’il a été.

# VIII. M. Thiers [[11]](#footnote-11)

Le dernier volume de *l’Histoire du Consulat et de l’Empire* doit paraître l’année prochaine. Quelques mois encore, et M. Thiers aura achevé l’ouvrage auquel il a consacré la maturité de sa vie et de son talent. Il n’est pas nécessaire, néanmoins, d’attendre la fin du livre pour le juger. L’auteur nous est dès aujourd’hui suffisamment connu. Il gagnerait la bataille de Waterloo (et il saura la gagner, soyez en sûrs), que cela n’ajouterait rien à sa gloire. Voilà tantôt dix-huit ans que nous le suivons de campagne en campagne, prêtant toujours l’oreille à ses mémorables récits ; il n’a plus rien à nous apprendre sur les secrets de son art et les ressources de son esprit.

Ajoutons que M. Thiers est tout entier dans le livre dont nous parlons. Je sais bien qu’il a joué un rôle important comme journaliste, comme orateur, comme ministre ; mais sa carrière politique sera surtout regardée comme une préparation à son grand ouvrage. Son Histoire-même de la Révolution passera pour un simple travail préliminaire. Il nous a appris, par son propre exemple, à devenir d’une exigence croissante en tout ce qui concerne l’exactitude des recherches, la sûreté du jugement, l’habileté de l’exécution. *L’Histoire de la Révolution* est un essai de jeunesse qui aurait pu suffire à la réputation d’un autre, mais que la maturité de M. Thiers a fait pâlir et peut dédaigner. *L’Histoire du Consulat et de l’Empire* est l’œuvre définitive de l’auteur ; c’est le monument auquel son nom restera attaché ; c’est d’après ce livre que la postérité prononcera sur les vues politiques et les mérites littéraires de l’écrivain.

Chose étrange ! M. Thiers a été l’un des complices de la révolution de Juillet ; il a été l’un des ministres de la royauté constitutionnelle et l’un des membres de l’opposition libérale pendant la durée du ministère du 29 octobre, et cependant il représente, aux yeux de l’opinion, quelque chose d’essentiellement contraire à ce qu’il a défendu et soutenu. Il s’est tellement identifié avec son héros qu’on oublie, en prononçant son nom, l’historien de la Révolution, le rédacteur du *National* et le chef de la gauche, pour ne plus voir que le panégyriste de Napoléon. À tort ou à raison, M. Thiers passe pour le plus éloquent des partisans du premier empire. Que dis-je ? il peut passer pour l’un des auteurs du second. Son livre a contribué pour beaucoup à ranimer les souvenirs sur lesquels s’est appuyé le coup d’État. Les *Girondins* de M de Lamartine n’ont pas contribué plus efficacement à la révolution de 1848 que les dix premiers volumes de M. Thiers n’ont servi celle de 1851.

En y regardant de près, on finit par comprendre ce qui, au premier abord, semble une inconséquence. Les séductions auxquelles a cédé l’auteur s’expliquent par les qualités de son talent, qualités qui peuvent toutes se ramener à une seule, l’intelligence. Il observe admirablement les faits, parce qu’il les aborde avec un esprit avide de clarté. Il n’y apporte ni les préoccupations du philosophe, ni les maximes du moraliste, ni les principes du politique : il ne s’inquiète pas de juger, mais de saisir. Il n’éprouve qu’un besoin, celui de bien voir, de tout voir ; et qu’un plaisir, celui de trouver des spectacles dignes d’attention. Il est curieux, et, comme il arrive aux gens curieux, il est attiré par tout ce qui révèle de l’originalité et de la puissance. Il a le goût des grands événements, et plus encore celui des héros. Non pas, toutefois, à la manière de certains hiérophantes modernes. Chez Carlyle et Emerson, le héros prend je ne sais quelle valeur typique ; c’est le représentant d’une race ou d’un principe, une force surhumaine devant laquelle il convient de s’incliner. M. Thiers est plus naïf ; il n’y a absolument rien de mystique en lui ; il n’a garde de laisser disparaître les personnages dans des formules ; il n’y met pas même de poésie : son Napoléon ne sera ni l’homme à la redingote grise de la légende populaire, ni un hercule à la manière de Canova ; ce sera un vrai général, qui aura le doigt sur la carte et ses états d’armée dans la tête.

N’allons pas cependant nous représenter M. Thiers comme tout à fait désintéressé. À côté des besoins d’intelligence que je viens de signaler, il a une passion, une religion, celle de la France. Le patriotisme est chez lui à l’état de dogme et de foi. Il croit sincèrement que son pays n’a rien à envier à aucun autre. Mais il est surtout susceptible à l’endroit de notre gloire militaire. Il n’admet pas que des Français puissent être battus. S’ils l’ont jamais été, pense-t-il, c’est assurément qu’ils l’ont bien voulu. Il faut voir comme il relève leurs exploits, comme il adoucit pour eux l’amertume des revers. Je ne sais si l’on doit reconnaître ici une séduction exercée sur l’auteur par les fortes qualités de tête que suppose la conduite des armées et par la grandeur des événements qui s’accomplissent à la guerre, ou s’il faut mettre ces sentiments sur le compte d’un instinct plus vulgaire ; toujours est-il qu’une veine de chauvinisme court à travers l’histoire de M. Thiers. On croit parfois, en la lisant, tenir un volume des *Victoires et Conquêtes*. Il se peut que ce patriotisme soit un charme de plus pour beaucoup de lecteurs ; quant à moi, j’en suis péniblement affecté, je l’avoue, comme d’un manque d’élévation et de dignité.

Le livre de M. Thiers se distingue par la faiblesse des appréciations. Entre les séductions du génie et les enivrements de la gloire nationale, l’auteur n’a pas su conserver la liberté du juge. Il aurait voulu l’Empire plus modéré, plus raisonnable, voilà tout. S’il condamne certains actes politiques de Napoléon, il n’a pas le courage de condamner Napoléon comme homme politique. Or c’est jusque-là qu’il fallait aller. La politique de Napoléon n’a pas été exagérée, elle a été insensée. C’est trop peu de dire qu’il a fait des fautes ; l’histoire, à juger l’ensemble de sa carrière, la prononcera stérile et funeste. Parmi les conquérants qui ont remué le monde, elle le mettra au premier rang pour les qualités du capitaine et de l’administrateur ; pour tout ce qui constitue l’homme d’État, elle le rejettera au dernier.

Il y a, en politique, les vues supérieures du génie et les qualités secondaires qui servent à réaliser ces vues. Napoléon a eu toutes les qualités secondaires. Il a été aussi admirable comme organisateur que comme guerrier. Il était économe, laborieux, doué des aptitudes les plus diverses. Il avait la connaissance des hommes et l’art de s’en servir. Il n’a pas été dépassé dans le talent des négociations. Il savait profiter d’un succès, intimider, dissimuler, circonvenir. Nul, en un mot, n’a jamais porté plus loin les facultés de pure intelligence. Mais cette merveilleuse intelligence ne fait que rendre plus sensible, dans Napoléon, l’absence du vrai génie créateur. Quand on cherche à se rendre compte de ce qu’il a voulu, en définitive, de ce qu’il a fait, de ce qu’il a laissé, on ne trouve rien. Il n’a pas eu d’idée générale et directrice. Il a agi sans but, il a vécu au hasard, il s’est agité dans le vide. Il a sauvé la France, mais pour la laisser retomber plus bas qu’auparavant. Il n’a mis son grand esprit au secours d’aucune grande idée. Il n’a attaché son nom à aucune œuvre. Il n’a rendu à l’humanité aucun service. Il ne représente rien dans l’histoire. Il a fait cette chose insensée et barbare, la guerre pour la guerre. Il a entassé les conquêtes à la manière des anciens despotes de l’Orient. Il a rêvé l’empire de Charlemagne, peut-être celui d’Alexandre. Ce coup d’œil qui pénétrait les secrets de la diplomatie, qui prévoyait avec une sagacité surhumaine tous les mouvements d’une campagne, n’a pas vu ce qu’aurait pu lui apprendre le dernier commis des affaires étrangères : c’est qu’il marchait aux abîmes. Napoléon a osé croire à la durée de sa domination, il s’est flatté qu’il la transmettrait à son fils ; ou plutôt il n’a rien cru, rien pensé ; il a marché à l’aventure, de victoire en victoire, de conquête en conquête, faisant comme le joueur qui, à chaque coup de dé, double son enjeu, ne pouvant plus se passer des émotions des camps, oubliant, dans ses amusements sublimes et insensés, qu’il s’agissait de la vie de ses semblables, de l’honneur des nations, du salut de la patrie. Napoléon est, de tous les hommes, celui qui fait le mieux toucher au doigt les deux extrêmes de la grandeur et de la petitesse ; c’est le génie au service de la démence !

Napoléon n’a pas été un homme d’État, parce qu’il n’a pas eu d’idée politique. Et que faudrait-il donc dire si au lieu de nous placer au point de vue de la politique française, nous voulions le juger au point de vue de la civilisation ? La civilisation se compose d’idées morales, et il les a toutes méconnues. Quel mépris de l’humanité ! Quelle ignorance de ses instincts et de ses besoins ! Quelle inintelligence de la société moderne ! Quel dédain de ce qui est esprit ! Il n’a connu que la force, et, en fait de pensée, la pensée qui sert la force. Il a foulé aux pieds tous les droits. Comme il n’a compris du gouvernement que les parties inférieures, ainsi il n’a compris de la société civile que les éléments matériels. Il a restauré l’Église, mais pour l’avoir sous la main et la gouverner. Il a réorganisé l’Institut, mais il n’a conçu l’éloquence, la poésie, la littérature que comme chargées de brûler un encens éternel en son honneur. Il nous a donné un code, mais il nous a refusé des institutions. Il a rétabli nos finances, et il a supprimé nos libertés.

On ne se passe pas de vertu en ce monde. L’intelligence n’est qu’un instrument. Sans les qualités de conduite, sans la sagesse, le désintéressement, l’empire sur soi-même, le génie devient inutile ou malfaisant. Napoléon a été une pure intelligence. Il ne s’est montré, à proprement parler, ni vertueux, ni vicieux. C’était une de ces natures du midi, chez lesquelles l’homme moral est tout simplement absent. Voilà pourquoi il est à la fois si grand et si petit, si étonnant et si vulgaire.

Revenons au livre de M. Thiers. Ce livre n’est certainement pas la plus parfaite, mais il est peut-être la plus considérable des œuvres littéraires de notre siècle. C’est déjà une grande preuve de puissance qu’un si long récit, embrassant tant de faits et de détails de tout genre, reposant sur l’étude d’un si grand nombre de documents de toute espèce, et poursuivi avec une force si constante, une persévérance si opiniâtre, un succès si soutenu.

Je laisse de côté le mérite historique du livre. Il a sa part, et plus que sa part, je le crains, des fautes, des inexactitudes, des vices de faiblesse et de partialité qu’on peut s’attendre à trouver dans une histoire qui touche à tant d’intérêts et de passions. Tandis que la critique française s’est montrée ici incompétente ou complice, des juges étrangers se sont chargés d’instruire ce procès. Une revue anglaise, en particulier, l’a fait avec une rigueur qui n’est pas toujours de l’injustice[[12]](#footnote-12). Pour moi, c’est sur d’autres côtés de l’ouvrage que je veux en ce moment appeler l’attention.

Il n’est pas un lecteur qui, en parcourant de souvenir la longue suite des volumes de M. Thiers, ne reconnaisse, dans cette œuvre prodigieuse, un défaut qui en altère la beauté en en détruisant les proportions. Cette histoire est trop purement militaire. Je m’explique. Le règne de Napoléon a été une suite non interrompue d’entreprises armées, et l’histoire de ce règne doit naturellement être remplie du récit de ces entreprises. À quelque point de vue qu’on se place, on ne racontera jamais les quinze premières années de ce siècle sans avoir à rendre compte d’une foule de campagnes. Le génie de Napoléon est d’ailleurs éminemment un génie stratégique, et l’on ne saurait comprendre sa grandeur personnelle, non plus que son action sur les hommes, sans entrer dans le détail de ses expéditions. Il y a une limite cependant qui sépare l’histoire littéraire de l’histoire militaire proprement dite, le livre destiné aux gens du monde, de celui qui s’adresse aux hommes de guerre. M. Thiers n’a pas toujours observé cette distinction. Il n’a pas su toujours garder le ton voulu et la juste mesure. Cédant à ses prédilections pour le métier, tout plein de ses études spéciales, il ne les a pas assez digérées et transformées. Il a fait passer dans son texte ce qui devait rester dans ses notes. Il a rivalisé avec Jomini, au lieu de se borner à le vulgariser. Il ne nous fait pas grâce du numéro d’un régiment, du nom d’un colonel, de la position d’une brigade. Il suppose constamment sous les yeux du lecteur, non seulement la carte du pays et le plan général de la bataille, mais les épingles dont on se sert pour marquer les mouvements des armées. Il a ainsi abandonné la grande et simple manière des maîtres, et il a nui à la beauté et à la proportion de son récit.

Il ne faudrait pas cependant que ces défauts de la manière de l’écrivain nous rendissent insensibles aux incomparables mérites de ses narrations militaires. L’art de M. Thiers, ici comme dans son style, se cache si bien, qu’on est en danger de ne pas assez le sentir. On a besoin, pour apprécier tout le talent déployé par l’auteur, d’appeler à son aide la réflexion et la comparaison. Prenons, par exemple, l’un des plus brillants de nos historiens modernes ; ouvrons Macaulay, et parcourons ces tableaux pâles et confus qu’il retrace dès qu’il s’agit de décrire des opérations militaires ; lisons sa victoire de La Boyne ou sa défaite de Nerwinde, et nous reconnaîtrons aussitôt la supériorité de l’écrivain français. Faisons mieux encore : relisons quelques-unes des grandes pages de M. Thiers, l’histoire de la retraite de Portugal, dans son douzième volume, celle de la campagne de Russie, dans le quatorzième ; considérons l’image lumineuse et distincte que la plume de l’historien laisse dans notre mémoire ; cherchons à embrasser par le souvenir la suite et l’ordonnance de sa relation ; réfléchissons à la clarté, à la vigueur, à toutes les qualités nécessaires pour faire mouvoir toutes ces masses du récit, pour faire marcher au même but tous ces bataillons de détails, pour maintenir l’unité d’impression au milieu de tant de faits, et ménager au lecteur, parmi d’incessantes péripéties, une intelligence toujours facile des événements, — lisons ainsi avec attention, et nous ne tarderons pas à comprendre que M. Thiers est un artiste du premier ordre.

M. Thiers n’a pas dédaigné, dans une préface devenue célèbre, de nous faire connaître quelles sont ses vues sur l’art qu’il a porté si haut. Il réduit tous les dons de l’historien à un seul, la sagacité ; tout l’art d’écrire l’histoire à une seule qualité, l’ordonnance ; toutes les conditions du style historique à une seule, la clarté ; On sait de quelle comparaison ingénieuse il s’est servi pour mieux rendre sa pensée. Le style, selon lui, doit être comme l’une de ces glaces sans tain que l’industrie moderne a appris à couler, et à travers lesquelles on aperçoit les objets si nettement que le spectateur 8e doute à peine qu’il y ait quelque chose entre lui et eux. Le premier mérite du style, au jugement de M. Thiers, est de n’être jamais aperçu, la qualité suprême de l’art est de se dissimuler lui-même.

M. Thiers a si bien réalisé son idéal, qu’on est tenté de se demander si cet idéal est autre chose que la théorie de son propre talent. Ce qui est certain, c’est que l’art de notre écrivain est bien celui qui parait consister dans l’absence de l’art, son style, celui qui ressemble le plus à l’absence du style. Il a merveilleusement réussi, selon son expression, « à être simplement vrai. » Il raconte comme jadis il parlait à la tribune ; après avoir étudié son sujet sous toutes les faces, dans tous les détails, il s’y livre, il laisse les choses se reproduire dans leur ordre naturel, il va, va toujours, réfléchissant dans le courant de son limpide récit tous les contours et tout le mouvement des faits.

La thèse de M. Thiers est spécieuse, et l’exemple qu’il a donné à l’appui est inimitable ; je ne puis m’empêcher cependant de la trouver un peu exclusive. M. Thiers a lui-même reconnu qu’il y a plusieurs races d’historiens. Quelles que soient ses préférences personnelles, il n’entend condamner ni la chronique naïve, ni même l’histoire réfléchie et dogmatique. Il admet Thucydide à côté de Comines 4 Machiavel auprès de Saint-Simon. Dès lors, pourquoi n’admettrait-il pas aussi bien les droits égaux des diverses manières de raconter ? Pourquoi vouloir réduire tous les styles à un seul, celui qu’on pourrait appeler le style invisible ?

« Du moment, dit M. Thiers, que vous sentez le style, lui qui n’a d’autre objet que de montrer les choses, c’est qu’il est défectueux. » L’expression ici a trahi l’écrivain. C’est *laisser voir les choses* qu’il voulait dire. Il y a deux styles, en effet : il y a celui de notre auteur, lucide, incolore, à travers lequel l’objet passe sans rien, perdre ni rien changer de son aspect ; mais il y a une autre manière d’écrire encore, celle qui, non contente de laisser voir les choses, se propose de les traduire, de les peindre, de les rendre plus sensibles à l’œil, plus frappantes pour l’esprit, et qui, au risque d’en altérer les proportions, d’en exagérer les dimensions ou les couleurs, leur prête la vivacité avec laquelle l’écrivain les perçoit, l’émotion avec laquelle il les sent. En d’autres termes, il y a l’art qui se dissimule et s’efface, et il y a l’art qui se montre, mais qui se montre pour montrer mieux l’objet ; il y a l’artiste qui se condamne à devenir le simple truchement de la réalité, et il y a celui qui reste lui-même et qui, renonçant à la prétention, vaine peut-être, de reproduire le monde tel qu’il est en soi, se donne pour tâche de le rendre tel qu’il le juge et le comprend. Mais pourquoi parler de deux manières ? Il y en a dix, il y en a cent, il y en a autant que d’écrivains ; il y a place au soleil, à côté de M. Thiers, pour la grave raison de M. Guizot, pour la brillante rhétorique de Macaulay, pour la poésie exubérante de M. Michelet, place pour tous les genres et pour tous les génies, place pour toutes les vocations et tous les styles, sans autre limites que le bon sens et le bon goût, sans autres restrictions que celles qui sont posées par la raison et l’intérêt même de nos jouissances.

M. Thiers est d’une école essentiellement nationale. C’est un esprit éminemment français. Il est de ce sang gaulois qui court de Montaigne à Voltaire en passant par La Fontaine et madame de Sévigné, et qui, dans nos temps de mélange des nationalités, devient tous les jours plus rare, plus difficile à maintenir dans sa pureté. C’est de là qu’il tire la vivacité, les allures faciles, un certain sans-façon. Mais il a puisé en même temps à cette tradition latine qui s’allie si bien, dans notre littérature, avec la verve première, et qui consiste dans un style dont le secret est de rester simple, dans un art qui « vit surtout de sacrifices. » Telles sont les vraies et grandes sources de la littérature française, les traits qui la distinguent des littératures étrangères. Il peut y avoir ailleurs plus de force, d’originalité ; mais là seulement se trouve le goût exquis, et cette puissance qui est surtout employée à se gouverner elle-même. M. Thiers a quelque chose de commun avec nos auteurs classiques ; il est de ces écrivains que les étrangers ne peuvent jamais pleinement apprécier et que, par cela même, ils ne nous envient guère ; mais cela est moins dû à nos défauts qu’à nos qualités mêmes, a ces qualités exquises qui seraient moins caractéristiques de l’esprit national, si elles pouvaient être senties par un Anglais ou un Allemand, et qu’on ne goûte véritable qu’à la condition de les posséder un peu.

Après cela, il faut bien avouer que la facilité chez M. Thiers devient quelquefois de la négligence. Il a mis de l’art dans son naturel, mais il a conservé encore plus de naturel que d’art. Il n’a pas fait sur son œuvre de ces retours dont personne ne peut se dispenser. Sa manière a quelque chose d’un peu lâché, de trop facile, de trop fluide. En particulier, et par suite, j’imagine, de ce besoin de clarté dont l’auteur est possédé, mais aussi de ce manque des derniers soins qui font disparaître les traces de préoccupation et les vestiges d’échafaudage, le lecteur est souvent offensé dans les volumes de M. Thiers par des répétitions si nombreuses, si gratuites, si étranges, qu’elles semblent dues à un système. Or, le lecteur est un être difficile, qui se fâche sans doute lorsque la pensée de l’auteur n’est pas entourée de toute la clarté désirable, mais qui ne s’offense guère moins lorsqu’on fait injure à son intelligence en lui prodiguant des secours dont il n’a pas besoin. Il n’est pas de page de notre écrivain qui n’offre quelque négligence ou quelque redondance de ce genre. L’un des exemples les plus curieux que ma mémoire m’en fournisse en ce moment se trouve dans les considérations qui terminent le tome dix-septième, et qui renferment un résumé de la carrière de Napoléon. L’auteur, comme incapable de quitter son sujet, comme acharné à l’épuiser, ne croit jamais avoir assez dit. À peine a-t-il fini que, selon sa propre expression, il résume son résumé ; mais-il n’est pas encore satisfait, il reproduit de nouveau sous une forme plus brève ce résumé, et il présente ainsi au lecteur trois réductions successives de la grande histoire qu’il a racontée.

Voilà donc quelle est la prose de M. Thiers : elle se distingue par une facilité abondante ; elle a l’avantage de la clarté, le charme du naturel, la distinction que donne toujours la simplicité ; mais, par un effet de ses propres qualités, elle manque de fini et de précision. À force de désinvolture, elle devient négligée, quelquefois même incorrecte. Elle a moins de couleur et de dessin que de mouvement. C’est une eau limpide, mais dont on peut dire, comme de l’eau, que l’absence de toute saveur est à la fois son mérite et son défaut. M. Thiers a ce goût suprême qui évite la recherche ; mais s’il ne trahit jamais l’effort, il n’arrive guère non plus à la perfection.

Ce n’est pas à dire cependant que, sur ce fond simple, uni, sans façon, aucun trait ne vienne jamais se graver plus profondément. M. Thiers, qui a le mérite de ne point chercher l’effet, ne laisse pas que d’y arriver quelquefois. Il a de ces bonnes fortunes qui se rencontrent au courant de la plume. Il trouve de ces mots, *dicendi lumina*, qui accentuent un portrait ou dessinent une situation. Il dira, en parlant de deux des souverains réunis au congrès de Vienne : « Frédéric-Guillaume laissait voir quelquefois la duplicité de la faiblesse, Alexandre, celle de la mobilité. » C’est encore M. Thiers qui a dit que Napoléon faisait la politique avec ses passions, et la guerre avec son génie, — beau jugement, mot profond, et qui devrait être inscrit au frontispice de *l’Histoire du Consulat* *et de l’Empire* comme une épigraphe et un résumé.

Mais M. Thiers n’a pas seulement des mots, il a des pages. Il n’en a point d’éloquentes, à proprement parler, de frappées, de magistrales ; toutefois, entraîné par son sujet, il arrive çà et là à quelque chose de plus serré que ne l’est sa manière habituelle. L’aisance parfaite qu’il conserve toujours fait illusion sur le mérite de ces morceaux. Je ne serais pas étonné que des écrivains plus recherchés ne les regardassent avec quelque dédain. Ils s’engageraient volontiers à en faire autant. Pour moi, je tiens le pari au nom de M. Thiers, et je renvoie à certaine page de la *Revue française* que je m’étais proposé de citer, mais que je trouve déjà signalée et transcrite par M. Sainte-Beuve[[13]](#footnote-13). Cette page me semble offrir la perfection du genre de l’auteur. Elle n’est pas unique dans ses livres, mais elle y domine. Dans tous les cas, elle suffirait comme réponse à quiconque oserait douter que M. Thiers soit ce qu’on appelle un écrivain.

Je résume mon jugement sur M. Thiers et je dis : Nul n’occupe un rang plus élevé dans un genre qui, soit comme manière de concevoir l’histoire, soit comme manière de l’écrire, n’est peut-être pas cependant le genre le plus élevé.

# IX. le révérend père Lacordaire

Henri-Dominique Lacordaire, des frères prêcheurs, est mort il y a quelques jours à Sorrèze [[14]](#footnote-14). Né en 1802, il n’avait pas atteint sa soixantième année. Il passe pour le plus grand prédicateur que la France ait entendu de nos jours, et l’on sait que les portes de l’Académie s’étaient ouvertes devant sa réputation.

Lacordaire fit ses études à Dijon. Il y commença de bonne heure à improviser dans une société de jeunes gens. Son éloquence était dès lors fébrile, emportée. À vingt ans il arriva à Paris, entra au barreau, et se fit remarquer par une facilité dans laquelle M. Berryer, dit-on, distingua à la fois le talent et l’écueil. Lacordaire était alors mélancolique comme on l’était volontiers vers cette époque, au lendemain des *Méditations poétiques*. La connaissance de l’abbé Gerbet parait avoir exercé une influence décisive sur le jeune avocat. Il entendit son ami parler du christianisme, il fut touché, puis convaincu. Mais, ainsi qu’il arrive à ces hommes d’une nature mobile et extrême, devenir chrétien, ce fut pour lui devenir prêtre, et, à son tour, devenir prêtre, ce fut, pour lui, devenir moine. Lacordaire alla toujours ainsi volontiers jusqu’au bout des idées et des situations. Le sentiment du réel ne tempère pas chez lui l’aspiration vers l’idéal ; il veut ravir le feu du ciel ; il a les qualités sublimes de l’esprit, ce qu’il a appelé lui-même plus tard la vie surnaturelle ; il manque tout d’abord de ce bon sens qui est le terre à terre, mais qui est aussi la mesure, la justesse, et, en bien des choses, la condition du vrai.

Je m’empresse de noter un autre point. Lacordaire le répète dans plusieurs de ses lettres : il était arrivé au christianisme par la politique. Il se disait que, la société étant nécessaire, la religion chrétienne est divine, « car elle est le moyen d’amener la société à sa perfection, en prenant l’homme avec toutes ses faiblesses, et l’ordre social avec toutes ses conditions. » La démonstration n’était peut-être pas très serrée ; mais ce qu’il importe d’observer, c’est que la politique qui avait présidé à la conversion de Lacordaire était d’un libéralisme ardent. « Quiconque veut parler un langage digne de retentir le long des générations, s’écriait-il, doit parler la langue de Brutus ou celle de saint Paul ; le reste périt. » L’Église était à ses yeux la source de la justice et la protectrice des droits. En un mot, on voit percer dans le néophyte ces vues de démocratie catholique auxquelles il restera attaché jusqu’à la fin.

Il s’exerçait à la prédication. Le récit de son premier essai, lorsqu’il était encore séminariste, ne laisse pas que d’être piquant : « J’ai prêché, c’est-à-dire que, dans un réfectoire où mangeaient cent trente personnes, j’ai fait entendre ma voix à travers le bruit des assiettes, des cuillers et de tout le service. Je ne crois pas qu’il y ait de position plus défavorable à un orateur que de parler à des hommes qui mangent, et Cicéron n’eût pas prononcé les Catilinaires dans un diner de sénateurs, à moins qu’il ne leur eût fait tomber la fourchette des mains dès la première phrase. Que serait-ce, s’il avait eu à leur parler du mystère de l’Incarnation ? C’est cependant ce qu’il m’a fallu faire, et j’avoue que, à l’air d’indifférence qui régnait sur tous les visages, à cet aspect d’hommes qui ne semblent pas vous écouter, et dont toute l’attention paraît concentrée dans ce qui est sur leur assiette, il me venait comme des pensées de leur jeter mon bonnet carré à la tête. Je descendis donc de la chaire avec l’intime persuasion que j’avais horriblement mal prêché. Je dînai à la hâte, j’entrai dans le parterre, et je sus bientôt que mon discours avait produit de l’effet, et qu’on en avait été frappé. Je me borne à cette phrase, où il y a déjà passablement d’amour-propre, et je ne rapporte pas les jugements, les prévisions, les flatteries, les conseils et le reste. » Le jeune orateur ne tarda pas à se persuader que « l’éloquence sacrée était le genre le plus propre au développement de ses facultés. » Ainsi nous avons déjà Lacordaire tout entier. Il sort de Saint-Sulpice, il vient d’être ordonné prêtre, il n’a que vingt-cinq ans, mais on entrevoit sous cette soutane neuve un esprit facilement ému, enclin aux mouvements oratoires, avide des succès de la chaire, plus ardent que pondéré, généreux du reste, conservant quelque chose des pensées du siècle qu’il a quitté, disposé à porter la politique dans la religion et la religion dans la politique.

Lacordaire, tel que nous venons d’apprendre à le connaître, devait offrir une proie facile aux séductions de Lamennais. C’est l’abbé Gerbet qui l’introduisit à la Chesnaie. Il y passa quelques jours en 1830, il fut captivé, et quand l’*Avenir* fut fondé, il en devint l’un des principaux collaborateurs. Il fit, en cette qualité, partie de la députation qui se rendit à Rome, à la fin de 1831, pour solliciter du Saint-Siège une approbation ou une condamnation des nouvelles doctrines. Le jeune prêtre, cependant, ne tarda pas à reculer devant les hardiesses du maître. Il discerna assez clairement et assez vite que lui et ses amis s’étaient fourvoyés dans une impasse d’où il s’agissait maintenant de sortir au plus tôt, et sans craindre de tourner court. Il comprit que, compromis comme il l’était, il ne pouvait reconquérir sa position de prêtre orthodoxe qu’en donnant des garanties. Ces garanties, il ne les marchanda pas. Lacordaire avait erré en politique et en religion, il fit son *mea culpa* en religion et en politique. C’est là le sens des deux brochures qu’il publia sous le titre, l’une, de *Considérations sur le système philosophique de M de Lamennais* (1834), l’autre, de *Lettre sur le Saint-Siège* (écrite en 1836 et publiée en 1838).

Lacordaire, il faut le reconnaître, resta, en réfutant son maitre, dans les limites d’une parfaite bienséance. La partie critique de sa réfutation ne manquait pas, d’ailleurs, de justesse. On n’en saurait dire autant des vues que l’écrivain voulait substituer au système du consentement universel. Il distinguait quatre autorités : celle de la nécessité, celle des faits, celle de la : société et celle de l’Église ; il composait la certitude de trois éléments : l’évidence, l’autorité et l’union des esprits ; il définissait la certitude « l’union des esprits, dans les divers ordres de la pensée, sous la loi de diverses autorités légitimes et évidentes, » — ce qui, on le voit, n’était pas très lumineux ni très décisif. Au reste, on aurait tort de chercher dans l’écrit dont je parle autre chose qu’une rétractation. Voici comment l’auteur rendait compte du triomphe qu’il avait obtenu sur ses velléités d’indépendance morale : « Il faut qu’il y ait dans le monde une puissance qui soutienne les intelligences faibles contre les intelligences fortes, et qui les délivre de l’oppression la plus terrible de toutes, celle de l’esprit. Cette puissance, en effet, est venue à mon secours : ce n’est pas moi qui me suis délivré, c’est elle. Arrivé à Rome, au tombeau des saints apôtres Pierre et Paul, je me suis agenouillé ; j’ai dit à Dieu : « Seigneur, je » commence à sentir ma faiblesse ; ma vue se couvre ; » l’erreur et la vérité m’échappent également ; ayez » pitié de votre serviteur, qui vient à vous avec un cœur » sincère : écoutez la prière du pauvre. » Je ne sais ni le jour ni l’heure ; mais j’ai vu ce que je ne voyais pas, je suis sorti de Rome libre et victorieux. J’ai appris de ma propre expérience que l’Église est la libératrice de l’esprit humain ; et, comme de la liberté de l’intelligence découlent nécessairement toutes les autres, j’ai aperçu sous leur véritable jour les questions qui divisent le monde aujourd’hui. » Qu’on admire ces voies-là tant qu’on voudra, je ne sais, pour ma part, y reconnaître la libre soumission de l’esprit à la vérité, mais plutôt un parti pris violemment imposé à l’âme.

Je trouve la seconde brochure encore plus fâcheuse. Lacordaire pouvait être sincère dans sa rétractation philosophique, parce qu’il se séparait d’un système qui n’avait pas réellement de racines dans sa pensée. Esprit peu exigeant en matière de certitude, il avait pu renoncer sans beaucoup de regrets à chercher la raison dernière de l’autorité sous laquelle il consentait à plier ; mais il n’en était pas de même pour lui de la politique, et c’est des rapports de la politique avec la religion qu’il s’agit dans sa *Lettre sur le Saint-Siège*. L’encyclique du 15 août 1832 avait paru ; Rome avait condamné la liberté de conscience, la liberté de la presse, toute liberté ; la papauté avait ouvertement embrassé la cause de la contre-révolution en Europe. Il y avait assurément là de quoi faire cabrer un esprit généreux comme nous avons vu que l’était celui de Lacordaire. Malheureusement, il avait failli, il était suspect, il avait affaire à un pouvoir très exigeant en fait de soumission ; il fallait donner des gages, des gages éclatants. Lacordaire le sentit, et s’exécuta avec une espèce de courage empressé et de subtilité timide. Il s’appliqua à déplacer la question ; il se tint dans les généralités ; il s’enveloppa de phrases et de distinctions. « La guerre est en Europe ! » s’écriait-il, et, là-dessus, il s’efforçait de montrer que la guerre n’était pas entre les peuples, qu’elle n’était pas entre les rois, qu’elle n’était pas entre les peuples et les rois, qu’elle n’était pas entre la tyrannie et la liberté, mais qu’elle était entre le catholicisme et le rationalisme. Or, arguait-il, la société est incompatible avec le rationalisme, et c’est pourquoi le Saint-Siège, en défendant la foi contre la raison, défend la société même, ses intérêts les plus chers, les conditions de son existence. L’auteur cherchait ainsi à se faire illusion sur la véritable portée du débat. Toute son argumentation était un tour d’escamotage. Hâtons-nous d’ajouter que plus tard, après avoir regagné sa position dans l’Église, Lacordaire se montra de nouveau le défenseur persévérant des libertés politiques, et cela sans plus fléchir, malgré la fausse position qui en résultait pour lui et l’avantage que ses adversaires ne pouvaient manquer d’en tirer contre un ancien disciple de Lamennais.

Lacordaire prit l’habit de dominicain en 1840, après une année de noviciat au couvent de la Minerve. L’année suivante, il publia sa *Vie de saint Dominique.* Ce livre, malgré son titre, est moins un ouvrage historique qu’une apologie. Le but principal de l’écrivain est de réfuter le préjugé qui fait de Dominique le fondateur de l’Inquisition. Étranges vicissitudes de l’opinion ! les Bollandistes voyaient un titre d’honneur lit où le dominicain français trouve une tache qu’il importe d’effacer ; tandis qu’ils se demandent ce qu’il y a de criminel ou de honteux à livrer des hérétiques au bras séculier, le P. Lacordaire se plaint des calomnies qui ont altéré, aux yeux de la postérité, la réputation du chef de son ordre. Au reste, la réhabilitation tentée par notre écrivain n’est pas aussi décisive qu’il s’en flatte. Si l’Inquisition est postérieure à Dominique, Dominique n’est pas sans avoir invoqué le bras séculier contre l’hérésie ; si le fondateur de l’ordre est antérieur à l’établissement du Saint-Office, c’est dans les rangs des dominicains que le redoutable tribunal recruta ses premiers et ses principaux membres, si bien que l’ordre s’est comme identifié avec l’institution. Voilà ce qu’un historien désintéressé aurait reconnu, tandis que le P. Lacordaire a mieux aimé donner le change à ses lecteurs.

Si le P. Lacordaire n’a pas l’impartialité de l’historien, il en a bien moins encore la critique. Il est, il cet égard, de l’école catholique française, celle de MM. Ratisbonne, Montalembert et de Falloux. Il ne pèse pas les témoignages, il les transcrit. Il ne cherche pas l’histoire sous la légende, il reproduit sans examen, sans discussion, tout ce qu’il lit dans les *Acta sanctorum*. On sent qu’il n’est pas libre, et que, au point de vue auquel il s’est placé, il n’y a plus de place pour le doute, pour le choix même, parce que, en pareille matière, tout tombe ou tout demeure en même temps. Il n’y a pas de degré de vraisemblable dans le prodige ; le surnaturel est à prendre ou à laisser. Lacordaire s’exécute donc, et, sans trahir autrement d’embarras, il nous raconte comment son héros guérit les malades et ressuscite les morts, comment il rejoint et colle avec de la boue les morceaux d’un habit déchiré, comment il change un ver dégoûtant en une pierre précieuse ; comment, en disant la messe, il s’éleva de terre de plus d’une coudée ; comment son corps, après être resté douze ans dans le sépulcre, exhala une odeur délicieuse, et telle qu’on n’avait jamais rien senti de pareil. Les disciples mêmes de Dominique participaient à cette puissance. Deux d’entre eux ayant été accueillis avec hospitalité par un pauvre pêcheur, prièrent Dieu de récompenser cet homme ; depuis ce jour, la bourse du pêcheur ne fut jamais vide : deux pièces de monnaie s’y trouvaient toujours ; il acheta des brebis, des bœufs, une maison, un champ… On croit lire l’histoire du prince Fortunatus !

Avant d’entrer dans l’ordre de Dominique, Lacordaire avait prêché avec éclat, en 1835 et 1836, deux carêmes à Notre-Dame. Lorsque l’orateur acheva le second, a la veille de partir pour Rome, l’archevêque de Paris, M de Quélen, lui avait donné sa bénédiction d’un ton ému en le proclamant un prophète nouveau. Lacordaire reprit, ses conférences en 1843, et les continua, avec l’interruption d’une seule année, jusqu’en 1851. Cela fait un total de soixante-treize discours, dans lesquels l’orateur a traité successivement tous les points principaux de l’enseignement catholique : l’Église, Jésus-Christ, Dieu, le commerce de l’homme avec Dieu, la chute, la réparation, le gouvernement divin. Après avoir ainsi embrassé, ou à peu près, tout le cycle de la doctrine, Lacordaire, dans des conférences prêchées à Toulouse en 1854, avait abordé la morale chrétienne, ou, comme il l’appelait d’une manière à la fois plus mystique et plus expressive, la vie surnaturelle. Lacordaire a aussi prêché à Metz, à Bordeaux, à Nancy, à Grenoble, à Lyon, à Strasbourg, à Liège. Plusieurs de ces discours ont été recueillis. Le ton de tous est le même, celui d’une défense de la religion ; les conférences de Lacordaire ne sont autre chose qu’une vaste apologie du catholicisme.

Lacordaire a aussi prononcé quelques oraisons funèbres, belles de monseigneur Forbin-Janson, celle du général Drouot, celle enfin du célèbre O’connell. Étrange sujet que ce dernier pour un orateur sacré ! Quand on connaît le véritable O’connell, non pas celui de l’esprit de parti et des exagérations catholiques, mais celui de la place publique et du parlement ; quand on pense à l’art avec lequel il a attisé les passions religieuses et les haines sociales ; quand on songe à l’agitation stérile dans laquelle il a longtemps maintenu une foule ignorante ; quand on se dit qu’il a fanatisé son pays pour une cause dont le succès était impossible et au triomphe de laquelle il n’a lui-même jamais cru ; quand on se rappelle le mélange de bouffonnerie, de mensonge, de grossièreté qui constituait son caractère et son talent, on éprouve un grand étonnement, il faut l’avouer, en apprenant que la mémoire d’un pareil homme a pu être proposée, dans une chaire chrétienne, à l’admiration des fidèles. Cet étonnement ne diminue pas lorsqu’on voit le nom du démagogue celtique marié à ceux de Moïse, de Cyrus, de Judas Macchabée, de Constantin, de Charlemagne et de Grégoire Vil. Il redouble encore, lorsque l’orateur nous conduit « à ce cher et glorieux O’connell, pour le voir fils de l’homme après l’avoir vu fils de Dieu. »

Nous ne parlerons pas du discours prononcé par Lacordaire lors de sa réception à l’Académie. On sait qu’il y a échoué, et que le désappointement éprouvé par les auditeurs de ce long et laborieux morceau a été d’autant plus vif que l’attente avait été plus surexcitée.

Le P. Lacordaire a certainement été l’un des hommes marquants de sa génération, mais il ne faudrait pas se tromper sur la nature de ses talents et la source de sa réputation. Il n’a été ni un savant, ni un penseur, ni un politique éclairé, ni un écrivain remarquable, ni même un orateur accompli. Il a été un prédicateur abondant et entraînant : c’est beaucoup, sans doute, mais c’est tout.

L’érudition du P. Lacordaire était celle que l’on puise au séminaire. Des lectures superficielles, des études entreprises pour fournir aux besoins de la prédication, n’ont pu faire beaucoup fructifier un capital tout d’abord insuffisant. L’orateur en est encore aux vieilleries de Dupuis. Il se croit obligé de prouver en forme que Jésus-Christ a existé. D’un autre côté, lorsqu’il est conduit à aborder les questions soulevées par la science moderne, on s’aperçoit bien vite qu’il y est dépaysé. S’il s’occupe de l’interprétation mythique appliquée aux récits évangéliques, il ne sait y opposer que des considérations abstraites, des impossibilités a priori, de ces arguments d’une portée trop générale, d’un tissu trop lâche, entre les interstices desquels les faits glissent de tous les côtés.

Le P. Lacordaire n’était pas plus un raisonneur qu’un savant. Il fait ^un grand étalage de dialectique, mais cette dialectique est toute de surface et d’apparence, un semblant de discussion, un simulacre d’argument. Non pas qu’il cherche à tromper ses auditeurs : esprit peu rigoureux, il est tout le premier la dupe de ses déductions. Veut-il prouver l’accord de la raison avec la foi, voici comment il s’y prendra. « La raison, dit-il, reconnaît la différence du bien et du mal, mais elle ne peut s’arrêter là ; elle est obligée d’aller plus loin, d’arriver à Dieu, puis de Dieu à la création, puis de la création à la chute, et ainsi de suite jusqu’à ce que nous ayons obtenu tous les dogmes fondamentaux. » L’auteur, dans le cours de cette argumentation, ne s’est pas aperçu un seul moment qu’il confondait un raisonnement avec le témoignage de sa raison, et sa propre raison avec la raison humaine.

Le P. Lacordaire était d’une mauvaise école philosophique. Il avait appris aux pieds de Lamennais à se servir d’un langage figuré, à manier des formules mystiques, à faire abus de certains grands mots, tels que l’être, l’amour, l’unité. Le lieu commun, chez lui, est mal déguisé sous une affectation de profondeur. « Le triomphe de l’unité, écrit-il quelque part, est de vaincre la pluralité elle-même. Tous les êtres que Dieu a faits ont reçu de lui, à des degrés divers, la puissance de l’unité, et ils périssent en cessant de la posséder dans la mesure dont ils ont besoin, selon leur plus ou moins de perfection. Les germes que nous voyons semés à la surface de la terre et y produire cette admirable variété de plantes qui ornent notre séjour, ne sont autre chose que des forces unitaires, qui attirent à elles et s’incorporent des unités inférieures, telles que l’eau, l’air et la lumière, qui se décomposent elles-mêmes en d’autres unités subordonnées, jusqu’à ce qu’on arrive enfin aux dernières limites de l’être, à ces unités sourdes que nous appelons des éléments, sans savoir au fond ce que c’est. Ainsi de l’être divin à l’être élémentaire, de l’incompréhensible à l’incompréhensible, s’étend une chaîne non interrompue d’unités dont les supérieures attirent les inférieures, pour leur communiquer une vie plus élevée et les mener de chef-d’œuvre en chef-d’œuvre jusqu’à Dieu, le principe et la fin, l’alpha et l’oméga, qui, par l’incarnation du Verbe, rattache à son unité suprême toutes les natures crées, l’âme et le corps. » Il est difficile, on l’avouera, d’être plus prétentieusement vide.

La politique de Lacordaire a toujours été généreuse, mais quelque peu puérile, pleine de nobles instincts et de choquantes inconséquences, enfermée dans l’inévitable contradiction où se trouve un homme qui, tout en croyant aux progrès de l’humanité, prétend enchaîner celle-ci à la lettre d’un dogme infaillible. On ne peut concilier le mouvement et l’immobilité, lier le corps vivant au cadavre déjà refroidi. Lacordaire n’est jamais arrivé à une conscience nette de ce qu’il voulait. Il n’a compris ni la société moderne ni le catholicisme, et la preuve en est qu’il a demandé à celui-ci de se faire libéral et à celle-là de se faire catholique. « Les uns, dit-il, nous ont traité comme un frère aventuré dans les régions de la foi ; les autres comme un frère perdu dans les ressouvenirs du monde. » Le reproche contre lequel l’orateur se défend en ces termes était, sans doute, injuste en tant que s’adressant à ses croyances : Lacordaire n’avait pas assez d’indépendance intellectuelle pour se faire une théologie à lui ; mais il est certain que ses vues politiques, ses aspirations vers la liberté, ses sympathies pour l’œuvre de rénovation sociale à laquelle nous assistons, rendaient plutôt témoignage à la noblesse de ses sentiments qu’à la justesse de son esprit.

On s’imagine volontiers qu’un beau discours n’a qu’à être sténographié pour devenir un bel écrit. Rien n’est plus faux. Le discours touche ou frappe par des qualités indépendantes du style, et qui, la plupart du temps, disparaissent même à la lecture. Lacordaire en est un exemple. Ses discours ont fait un grand effet, et ils sont aujourd’hui illisibles. Ils ne le sont pas seulement parce que la faiblesse de la pensée n’est plus dissimulée sous l’abondance du débit ou l’autorité du geste, ils le sont plus encore parce que la manière de dire y est insuffisante ou vicieuse. L’impression, en figeant la lave brûlante de l’improvisation, ne nous a laissé qu’un amas de scories ; L’orateur se demande qui mettra la paix entre les intelligences : « Ce sera, dit-il, l’Église, qui termine le monde intellectuel avec un horizon plus lumineux encore que le firmament des premiers principes par lequel il est commencé, mais lumineux d’une manière bien différente. » Quel galimatias ! Et ailleurs, en parlant de la bourgeoisie : « Cette classe est donc mobile, sans cesse renouvelée par l’ascension de ses parties inférieures, qui ne lui permettent pas de se créer un esprit à toujours, et sujette aussi au souffle qui vient des hautes régions. » On le voit, l’éloquence de Lacordaire, quel qu’en pût être l’éclat, n’empruntait rien de sa puissance à la pureté ou à la grâce de la diction. On ne citerait pas, dans toute l’œuvre oratoire du dominicain, un seul passage qui aujourd’hui, à la lecture, puisse être dit éloquent, une seule phrase qui remue encore quelque chose dans nos cœurs. Il n’est pas jusqu’aux discours les plus considérables par le sujet, les plus applaudis en leur temps, qui ne trahissent l’insuffisance de l’improvisation. Quoi de plus pâle, par exemple, que cette prosopopée tirée de l’éloge du général Drouot : « Faut-il maintenant vous peindre et même vous nommer, jour de Waterloo ! Vous trompâtes jusqu’au dernier moment le cœur des braves. La victoire se faisait un reproche et une douleur de les abandonner, elle qui s’était accoutumée à les servir jusque dans leurs revers. La veille, l’avant-veille, le matin même, le soir encore, elle était avec eux : l’Anglais et le Prussien, séparés par d’habiles manœuvres, allaient l’un après l’autre nous ouvrir sur leurs débris le chemin de Bruxelles. Tout à coup, Dieu retira sa main. C’est en vain que, sous les ordres de l’empereur, Drouot multiplie son infatigable intrépidité : tout est perdu. Napoléon, enseveli dans des réflexions profondes, relève la tête et dit encore une fois cette parole qu’il avait si souvent prononcée : Où est Drouot ? Il ne devait plus le dire. L’air emporte cet adieu avec les dernières fumées du champ de bataille. » Que dire d’un pareil morceau ? Cela n’est pas même mauvais, cela est nul.

Le tort de l’improvisateur n’est pas précisément de parler ainsi, c’est plutôt de laisser imprimer des discours qui n’ont pas été faits pour l’impression. Il faut avouer, cependant, que Lacordaire n’est guère plus heureux quand il compose à loisir que lorsqu’il s’abandonne aux hasards de l’inspiration oratoire. Il n’était pas né écrivain. La vie de saint Dominique est racontée avec une simplicité laborieuse, mais sans charme ni distinction. Dans tous les autres ouvrages de l’auteur, dans ceux mêmes auxquels il a donné le plus de soin, on trouvera des passages qui, pour l’incohérence ou la faiblesse, le disputent à ceux que nous avons déjà cités. Dans sa *Lettre sur le Saint-Siège*, il décrit ainsi l’état moral de l’Europe : « Nul ne s’assied et ne se lève que comme le soldat qui a de la paille sous sa tente ; et chaque fois que l’Européen penche un moment sa tête par le poids de la réflexion, il y passe tout d’un coup des suspicions formidables, des questions aussi vastes par les choses qu’elles embrassent que par l’incertitude de leur solution. » On a beaucoup vanté le dernier ouvrage du P. Lacordaire, *les Lettres à un jeune homme*. Je les ouvre, et j’y lis des pages telles que celle-ci : « Vous, mon cher Emmanuel, quelle que soit votre carrière, vous permit-elle d’être moins ménager de vos nuits, respectez-en la prédestination divine. Suivez, dans votre sommeil comme dans tous vos actes, l’ordre sacré de la nature. Ce n’est pas en vain que vous en violeriez la majesté, ce n’est pas en vain non plus que vous honorerez dans ses lois la main qui les a tracées, et qui, en créant l’univers pour l’homme, a mis partout dans son œuvre un bienfait pour qui la vénère, un châtiment pour qui la profane. » Et tout cela pour dire qu’il faut se coucher de bonne heure !

Si Lacordaire n’était ni un penseur ni un écrivain, si — ses discours sont à peu près illisibles, on se demande ce qu’il a donc été, quel fut le secret de sa réputation, et ce qui restera de lui. La réponse est facile : Lacordaire a été un orateur, et l’œuvre de l’orateur est essentiellement passagère. L’action qu’il exercé sur le public est plus immédiate, plus puissante que celle de l’écrivain, mais ce qu’elle gagne en énergie elle le perd en étendue et en durée. Il en est de l’orateur comme de l’acteur ou du virtuose. Cette parole, ce jeu, qui ont si vivement remué les âmes, ne laissent d’autres traces qu’un souvenir ; un écho affaibli, quelquefois infidèle, en parvient seul à la postérité ; on sait que les multitudes sont restées suspendues aux lèvres d’un homme, mais le charme a disparu avec l’enchanteur, et les prodiges naguère accomplis par sa parole sont désormais un effet dont la cause échappe à toute appréciation.

# X. Histoire de la littérature française par D. Nisard[[15]](#footnote-15)

Le livre de M. Nisard a tout d’abord quelque chose d’imposant. C’est un ouvrage considérable, et cela dans un temps où l’on ne fait plus que des articles de journaux et des brochures. C’est le fruit de vingt-cinq années de travail, fruit lentement mûri, à une époque où tout le monde improvise. Le lecteur s’incline devant une puissance de labeur et de volonté à laquelle il n’est plus guère accoutumé.

Il y a d’ailleurs ici autre chose qu’un travail de longue haleine. M. Nisard a fait un livre qui manquait à la France. Nous n’avions point d’histoire de notre littérature. Le lycée de La Harpe est peut-être, de tout le xviiie siècle, l’ouvrage qui a le plus vieilli. D’excellents écrits, tels que ceux de MM. Géruzez et Demogeot, tiennent trop de l’abrégé. M. Nisard est le premier, il est le seul qui ait traité, dans son ensemble et dans ses détails, un sujet qui touche de si près à notre gloire. On peut dire qu’il a élevé un monument aux lettres françaises.

J’admire aussi l’ordonnance de l’ouvrage. La division des matières y est simple et lumineuse. Les sujets sont artistement disposés. Chaque période de notre littérature a sa part faite avec équité et proportion. Le gros du récit est naturellement occupé par l’époque classique, celle du xviie siècle ; mais le xviiie siècle a sa part largement faite dans le dernier volume, et le premier raconte d’une manière suffisante, sans dédain non plus que sans recherche de l’érudition, les commencements de la prose et de la poésie françaises. Cette habileté d’ordonnance préside également à la rédaction du livre. Les détails biographiques, les renseignements littéraires, les citations, tout se mêle sans confusion. Il n’y a ni sécheresse, ni abus de détails. En un mot, nous avons ici une chose fort peu commune, un livre ordonné avec jugement et composé avec soin.

J’ajoute que l’ouvrage de M. Nisard est aussi soigneusement écrit que composé. On y rencontre avec bonheur cette sûreté de correction qui devient tous les jours plus rare. La manière de l’auteur sent le travail, mais elle se distingue par la justesse et même par l’esprit. Ce n’est pas l’élégante simplicité de M. Villemain, l’ingénieuse diffusion de M. Sainte-Beuve, c’est quelque chose de plus serré, de plus savant, de plus *voulu.* L’abandon y manque, mais sans faire place à la recherche. Une certaine roideur n’y exclut pas l’agrément. L’ouvrage est semé de traits sans prétention, qui naissent du sujet, qui décèlent l’homme de goût et d’observation.

Ces observations, fines et vraies, sont tellement l’un des caractères de l’œuvre, que je ne donnerais pas une idée de celle-ci si je n’en reproduisais quelques-unes.

« Nous sommes les fils des Latins ; là est la cause principale de la préférence que nous donnerons toujours au génie latin. Nous avons l’esprit pratique de Rome ; nous-tenons d’elle ce goût pour l’universel qui, dans notre histoire politique, n’est autre chose que cette ardeur de tout conquérir pour tout régler sur notre patron. »

« Les héros de Corneille ne savent pas être des hommes : il semble qu’ils se ménagent pour l’effort que va leur demander le poète, ou que, cet effort accompli, ils soient épuisés. Ils sont raisonneurs, les gardiens et comme les champions de quelque grande vérité morale à laquelle ils ont dévoué leur vie. »

« L’harmonie de Racine, pas plus que la douceur de Virgile, n’amollit l’expression des sentiments qui veulent de l’énergie. Mais, dans ces deux divins poètes, les nuances sont si justes et l’œuvre entière si harmonieuse, que l’impression dernière est une certaine douceur par laquelle je veux bien qu’on les distingue, mais non pas qu’on les résume. »

« Si la morale de La Fontaine est si charmante, c’est qu’elle ne croit pas toujours à son efficacité, et qu’elle avoue ne pas connaître autant de remèdes qu’il y a de maladies. La morale qui décide, qui n’hésite pas, eut-elle raison, risque parfois d’effaroucher. Mais où ne réussit pas la morale qui abdique ? »

« C’est à La Bruyère qu’il faut faire honneur d’avoir su le premier présenter la morale sous la forme d’un genre ou d’un art. Il est le moraliste littérateur… À égale distance de la colère du satirique et de l’austérité du prédicateur, il se tient dans une sorte de sérénité aimable, plus heureux d’avoir trouvé le trait vif, saisi le ridicule et créé l’expression qui le peint, qu’affecté de la tristesse de la matière et du peu d’efficacité probable de la leçon… Dans La Bruyère, le parti pris de faire des portraits fait pencher l’art vers la manière. »

«  Cet esprit, qui est le don de choisir, parmi des pensées justes, celles qui le sont pour les esprits les plus exquis ; de saisir des vérités qui échappent à la foule et de rendre personnelles celles qui lui appartiennent ; d’être subtil dans le vrai, sans raffiner ; de sentir plus délicatement que tout le monde ce que tout le monde sent ; d’avoir un naturel à soi, que les autres reconnaissent néanmoins par le leur ; cet esprit, qui est celui des personnes très cultivées dans notre pays, madame de Sévigné en a plus que sa part, elle le personnifie. »

« Bossuet vit dix-sept cents ans de tradition non interrompue, commençant à la naissance de Jésus-Christ, et, au-delà, cette tradition se renouant à une autre qui remontait à l’origine du monde. Il y adhéra tout d’abord, et se contenta, pendant cinquante ans de travaux de chaire et de plume, de donner les motifs de son adhésion. »

« Saint-Simon n’était pas content de sa vertu s’il ne s’y mêlait un peu d’humeur contre les vices des autres ; il ne pouvait pas s’estimer sans mépriser quelqu’un. »

« Il y a dans les livres de madame de Staël assez de force pour soulever les questions, pas assez pour les résoudre. »

Je termine ces extraits par deux morceaux, l’un sur le style, l’autre sur le pouvoir absolu.

« Les traits saillants qu’on veut mettre partout, la peine qu’on se donne pour exprimer des choses ordinaires ou communes d’une manière singulière ou pompeuse, les phrases arrangées, les mots détournés de leurs acceptions, les traits irréguliers, les figures discordantes, — d’où tout cela vient-il, sinon de ce qu’on écrit hors de soi, à côté de soi, et qu’il y a un auteur au lieu d’un homme ? Ainsi s’explique qu’aux époques où fleurit cette manière d’écrire, elle ait tant d’imitateurs. Pour un écrivain qui se replie sur lui-même afin de s’y défendre contre l’imitation, combien qui se livrent, qui abdiquent, et qui, une fois sortis d’eux-mêmes, n’y rentrent jamais ! »

Voici des paroles dont personne ne méconnaîtra, je ne dirai pas la hardiesse, mais l’à-propos. « La monarchie absolue n’a été en France le meilleur des gouvernements qu’aussi longtemps qu’elle a été nécessaire. À mesure que le souvenir de l’anarchie, qui avait fait sa principale vertu, s’est éloigné, et que le mal qui lui est inhérent s’est fait sentir, quand l’unité de la France est devenue stérile pour sa gloire, l’idéal de Bossuet a paru ce qu’il est en effet, ce qu’il sera toujours en France, le plus glorieux, mais le moins durable des expédients politiques. »

Les citations que je viens de faire nous ont fait connaître, outre le talent de l’écrivain, la pénétration du critique. Les volumes de M. Nisard sont remplis de portraits ressemblants et de jugements finement motivés. Je serais cependant tenté de faire ici une distinction. Les poètes ne me semblent pas appréciés avec autant de bonheur, et, pour tout dire, avec autant de sympathie que les prosateurs. La raison, chez M. Nisard, domine trop sur l’imagination, pour qu’il ne se soit pas senti moins à l’aise parmi les génies créateurs que parmi les simples moralistes. Car, et ceci est à noter, c’est avec ces derniers, c’est dans ce qui, de près ou de loin, touche à la direction de la vie et de la pensée, que M. Nisard trouve toute sa sûreté d’appréciation. Il a admirablement caractérisé Montaigne, La Rochefoucauld, La Bruyère, nos sermonnaires ; La Fontaine lui-même s’en tire à son honneur, bien qu’on regrette un peu, dans les pages qui le concernent, la vivacité d’intuition avec laquelle M. Taine a saisi le génie du conteur gaulois ; mais c’est quand M. Nisard arrive à nos tragiques que je suis tenté de le trouver trop sensé. L’analyse prend alors la place du jugement littéraire ; elle dissèque, elle nous avertit que nous avons affaire à la pure réflexion. On n’a pas fait connaître le théâtre de Racine quand on a parlé du rôle des femmes dans ses pièces, des trois passions principales qu’il leur a prêtées, des caractères d’hommes qu’il a tracés. Ce qui appartient à l’histoire littéraire, d’ailleurs, ce ne sont pas seulement des rôles, des caractères, des ouvrages, c’est aussi, sans doute, l’auteur lui-même et son individualité. Or, voilà ce que M. Nisard ne nous a pas toujours assez montré. Il a négligé, dans Racine, de nous faire voir l’homme derrière le poète. Il n’a pas signalé cette riche et candide nature où se trouvent tour à tour le joyeux compagnon, le critique mordant, le père tendre, le fervent chrétien. Il n’a pas fait passer devant nous l’ensemble de cette œuvre étonnante, la succession de ces tragédies, dont chacune fut un événement, une création. Il n’a pas ressuscité dans un portrait vivant l’écrivain merveilleux qui s’est approprié le génie de Tacite comme celui de Sophocle, celui d’Aristophane comme celui de la Bible ; cet esprit d’une versatilité prodigieuse, qui a créé dans *Phèdre* le caractère le plus tragique de la scène ; dans *Athalie*, le chef-d’œuvre de l’art lyrique ; dans *Andromaque*, dans *Iphigénie*, les morceaux les plus parfaits de l’art oratoire ; dans les *Plaideurs*, la plus gaie des comédies ; dans ses lettres sur le théâtre, la plus exquise des satires. On ne voit pas se détacher assez, dans les volumes de M. Nisard, l’artiste sans égal, chez lequel la perfection seule dissimule la puissance, — Racine, le génie le plus simple, le plus naïf, le plus aimable, le plus étendu, le plus novateur, le plus extraordinaire du grand siècle, — Racine, auquel on ne peut comparer que Virgile, et qui a eu, plus que Virgile, le bonheur des sujets et la variété des tons.

J’ai parlé des jugements de M, Nisard. J’en goûte extrêmement la justesse et l’équité. Toutefois, si j’ose dire ma pensée tout entière, je trouve que ces jugements ont un caractère trop personnel. Je m’explique.

« Je ne puis aimer, dit l’auteur, sans préférer ; je ne sais pas préférer sans faire quelque injustice. » M. Nisard a raison : une préférence, en un sens, est toujours une injustice. Mais pourquoi noter des préférences ? Pourquoi parler de prédilections ? Est-ce bien des sentiments individuels du critique qu’il s’agit dans la critique ? Ne sommes-nous pas bien avancés quand on nous a dit : J’aime ceci, je déteste cela ! L’expression d’un goût n’a point par elle-même de valeur. Vous admirez Shakespeare, vous préférez Racine ; soit : je vous en donne acte ;-et puis après ? L’impression n’est que le fait immédiat, je dirais presque : le fait matériel et grossier. Bien loin de nous abandonner à des préférences, nous devons réagir contre ces sensations, chercher à les dominer, nous efforcer de considérer les choses dans leur essence même, c’est-à-dire dans leur nécessité.

Mais ici on nous arrête en rappelant l’impossibilité pour l’individu de se détacher de son individualité, Bon gré mal gré, dit-on, nous sommes, en lisant un auteur, affectés d’un sentiment de plaisir ou de répulsion dont nous ne pouvons pas plus nous affranchir que de notre nature même. Un homme ne peut sauter en dehors de son ombre, il ne voit les choses qu’avec ses yeux, il ne les perçoit qu’avec ses sens, il ne les apprécie qu’avec sa pensée, 1 il ne sait d’elles que ce qu’elles sont pour lui.

Autant de vérités incontestables, et que je me permets seulement de compléter en les limitant. L’homme ne peut jamais s’isoler entièrement de lui-même, mais il peut et il doit travailler à le faire. Son intelligence doit s’affranchir ; or s’affranchir, pour l’intelligence, c’est s’assouplir au contact de la réalité, c’est reconnaître le monde dans toute l’indépendance de ses lois. Là est le progrès de l’esprit, le sens et le but de toute éducation. L’homme commence par la vie animale, par la sensation obscure, dans laquelle il se distingue à peine de l’objet qui l’affecte. En se développant, il apprend à distinguer ; en se développant davantage, il apprend à distinguer toujours davantage, c’est-à-dire à se séparer toujours plus de soi, pour saisir toujours mieux l’objet dans sa réalité propre, dans son caractère, dans son essence.

Et ceci est vrai de la littérature comme de la science. Au jugement qui prononce sur le vrai et le faux, sur le beau et le laid, en vertu d’une pure impression personnelle, il faut substituer celui qui cherche à saisir les choses dans leurs rapports mobiles et leur succession fatale. Aux questions de goût, il faut substituer la contemplation des lois. Au point de vue absolu, qui est celui de l’enfance des sciences, il faut substituer le point de vue relatif qui est seul conforme à la nature des choses.

Ceci m’amène à un dernier point de cette étude, les doctrines littéraires de M. Nisard.

Je ne connais guère d’écrivain chez lequel s’exprime plus vivement le besoin d’une autorité, il aspire en toutes choses à la règle. Dans la langue, dans la littérature, dans la philosophie, dans la politique, il lui faut le poids de l’exemple et l’appui de la tradition. Son idéal, c’est la hardiesse dans l’expression des choses évidentes. Il n’a rien en lui du novateur. Il met une espèce d’empressement à reconnaitre les limites de l’homme. Il trouve plus doux et plus sûr d’obéir que de discuter, de suivre la voie tracée que de s’en frayer une à lui. Il n’éprouve point l’inquiète passion d’en savoir plus long-sur la nature des choses que l’on n’en a su avant lui. Il estime les recherches de cet ordre aventureuses et stériles. Il ne croit pas aux découvertes de la pensée, aux progrès de la philosophie. La philosophie, pour lui, se réduit à quelques vérités toujours reçues, plus particulièrement aux maximes de l’ordre moral, et l’invention en ce genre, pense-t-il, se borne à présenter les mêmes choses sous des aspects nouveaux. Je ne suis pas sûr que le mot même de progrès ne représente point à ses yeux une assez sotte prétention. Sa conception de la société n’a pas de place pour cette idée. Il ne voit pas l’humanité entraînée par un courant qui la porte le long de rivages nouveaux, vers un but toujours éloigné. Il est plutôt de ceux qui croient à l’âge d’or. C’est en arrière qu’il regarde. La perfection a paru dans le monde, elle a trouvé son expression dans un siècle incomparable, et depuis lors il n’y a plus guère que décadence. Semblable aux chrétiens qui considèrent les premiers âges de l’Église comme la règle et le modèle des siècles qui ont suivi ou qui suivront, il se plonge avec délices dans la contemplation des grandes œuvres de l’antiquité et de l’époque de Louis XIV. Là il puise la force et la paix. Que les agitations des contemporains lui semblent vaines auprès de ces beautés calmes et éternelles ! Que les épigones lui paraissent petits au regard des héros qui ne sont plus !

Faut-il croire pour cela que M. Nisard soit un esprit étroit ou arriéré ? Ce serait évidemment se tromper. L’auteur, malgré tout, est de son temps. Il en a respiré l’air. Il laisse percer, en mille endroits, le regard dégagé et clairvoyant. Il lui échappe à chaque instant des jugements qui trahissent l’homme du xixe siècle. Il partage malgré lui nos tendances, nos opinions. Je dirais volontiers que c’est un libre esprit, mais un esprit effrayé. Peut-être, comme il arrive quelquefois, éprouve-t-il d’autant plus le besoin du calme qu’il connaît mieux les agitations, d’autant plus le besoin d’appui qu’il se sent plus exposé. Au fond, il est hardi, indépendant ; mais, plus il l’est, moins il veut l’être.

M. Nisard veut une règle, cette règle c’est, pour lui, le xviie siècle ; mais dans le xviie siècle même, il est un génie qui lui semble personnifier cette grande époque, offrir un modèle plus accompli de sagesse et de génie : c’est Bossuet.

M. Nisard parle souvent de ce qu’il appelle les deux antiquités : l’antiquité classique et l’antiquité chrétienne. Il les regarde avec raison comme les deux éléments principaux de notre civilisation et de notre littérature. Il juge la première en connaisseur ; quant à la seconde, il la surfait un peu. La mode s’est introduite, depuis M. Villemain, de vanter les Pères comme une source de philosophie et d’éloquence. Ceux qui y ont tant soit peu regardé savent à quoi s’en tenir sur ces éloges. J’ai souvent pensé, au fort de la controverse naguère soulevée par l’abbé Gaume, que la meilleure manière de trancher la question serait d’en venir aux textes. On mettrait les adversaires des études classiques au défi de composer avec des extraits des Pères un volume sain, instructif, agréable. On laisserait se produire, au regard des beautés de l’antiquité païenne, les déclamations ampoulées et les subtilités dogmatiques des Pères grecs, le langage barbare et les jeux de mots puérils des Pères latins, les interprétations ridicules de l’Écriture, qui constituent le fond des uns et des autres : — le procès serait bientôt terminé.

M. Nisard voit dans le siècle de Louis XIV le résumé exquis de ce que les deux antiquités ont de plus pur et de plus beau. On n’a jamais loué le grand siècle d’un ton plus pénétré, avec plus de goût à la fois et de ferveur que n’a fait notre écrivain. Il aime tout de cet âge, du monarque qui le représente, de la cour qui entoure ce monarque ; il en aime les grands airs, le beau langage, la simple et droite raison ; il en aime jusqu’aux erreurs et il en excuse jusqu’aux faiblesses. À ses yeux, le terrain est sacré, et il n’en faut approcher qu’avec respect.

Et moi aussi je l’aime et je l’admire, ce siècle incomparable. Je ne trouve pas que M. Nisard en ait exagéré la grandeur ; je ne voudrais pas effacer un mot des éloges dont il se plaît à le couronner : ce que je reproche à l’écrivain, ce n’est pas d’avoir trop loué Louis XIV et son temps, c’est de les avoir loués exclusivement.

La perfection est comme l’infini : elle n’est dans aucun objet particulier, mais seulement dans l’ensemble des choses. Une littérature n’est qu’une expression de l’esprit humain, et ce qui est parfait, c’est cet esprit, et non pas l’une ou l’autre de ses manifestations. La perfection n’est ni dans les anciens ni dans les modernes, elle n’est ni dans les littératures romanes ni dans le génie germanique, elle n’est ni dans Shakespeare ou Racine, ni dans Voltaire ou Goethe : la perfection est dans toutes ces choses à la fois, et dans toutes celles qui viendront encore. Tout ce qui la limite la nie ; elle est partout et elle n’est nulle part ; elle est le déploiement éternel des richesses de l’esprit humain.

Si nous n’admettons point de littérature typique, à plus forte raison rejetterons-nous la prétention d’ériger un auteur quelconque en modèle de la perfection. M. Nisard, qui est bien près de personnifier le génie humain dans le génie français, et le génie français dans le xviie siècle, personnifie ce siècle, à son tour, dans un écrivain. Bossuet, on le comprend, par sa raison, par sa mesure, par son amour de la règle, par la majesté de son style, par l’autorité de son ton et de son caractère, devait paraître à M. Nisard le représentant accompli de la plus belle période de l’histoire littéraire du monde.

Eh bien, oui : Bossuet est, en effet, le résumé et comme le type du grand siècle. Il en offre, j’y consens, l’expression et l’emblème. Ici encore, notre historien n’a rien dit de trop ; ses louanges sont justes, elles portent toutes. Et, cependant, n’est-il pas digne de remarque que Bossuet soit, au fond, le génie le plus stérile de notre littérature ? Il n’a pas laissé un mot qui soit à notre adresse. Il n’y a rien de l’avenir en lui. Bossuet et Louis XIV sont l’un et l’autre des choses toutes du passé, grandes, sans doute, mais dont il ne reste qu’un souvenir, deux systèmes également ruinés, deux royautés de droit divin qui se sont évanouies tout entières avec la fiction sur laquelle elles reposaient.

M. Nisard a une aversion prononcée pour deux de nos écrivains, Fénelon et Rousseau. Il en veut à l’un comme à l’esprit de chimère, à l’autre comme à l’esprit d’utopie. Il ne cache point sa répugnance pour ces génies aventureux et remuants. Son goût pour la mesure et la raison est choqué par cette inquiétude qui souffre si impatiemment les bornes du possible. Tout cela est parfaitement déduit, mais tout cela n’empêche pas que ces esprits excessifs ne tiennent dans l’histoire des idées et, par suite, dans l’histoire de la littérature, une plus grande place que Bossuet. Tout a passé de Bossuet. Sa philosophie n’a jamais été qu’un cartésianisme, timide, sa politique qu’une justification du droit divin par des textes de la Bible, son *Discours sur l’Histoire universelle* qu’une théodicée enfantine, son *Histoire des Variations* qu’un argument *ad hominem*, sa controverse avec Richard Simon qu’un vain défi jeté à la critique. Bossuet, précisément par ce caractère d’autorité qui fait sa grandeur, échappe à ces conditions de mouvement et de vie qui marquent les héros dans l’histoire de la pensée humaine. Or, qu’est-ce que la littérature séparée de la pensée, de la philosophie, du mouvement des idées ?

Voilà donc, en somme, ce que je trouve à regretter dans le grand et bel ouvrage de M. Nisard. La littérature française y est considérée d’une manière trop abstraite. Les œuvres de nos auteurs ne s’y montrent pas assez comme le produit et l’expression de leur caractère personnel. Les auteurs, à leur tour, ne sont pas suffisamment présentés dans leurs rapports avec cet esprit de chaque siècle, avec cette société française auxquels chacun tient cependant par les racines de son être, et dont il représente quelque tendance ou quelque aspect. Je vais plus loin, et j’aurais aimé voir M. Nisard faire entrer dans le cercle de ses études l’influence que l’étranger a exercée sur notre littérature. M. Villemain, dans ses leçons sur le xviiie siècle, avait ici marqué la voie. On ne comprend pas plus la France que l’Angleterre, à cette époque, si l’on ne tient compte de leur action réciproque l’une sur l’autre. Tout, dans ce monde, tient à tout ; et rien ne peut se comprendre que dans sa liaison avec tout le reste.

Ai-je fini ? Pas encore. Outre cet agrandissement du cadre que je réclame, j’aurais voulu que l’historien nous présentât les diverses époques de notre littérature dans un enchaînement, plus étroit, qu’il marquât plus nettement dans chacune la part de la tradition et celle du progrès ; bref, qu’il introduisît dans son récit cette suite, cette liaison, ce mouvement sans lequel il n’y a pas d’histoire. Sans un principe dont les époques historiques ne sont que l’évolution successive, sans un mouvement qui montre le même principe produisant des manifestations toujours nouvelles, nous pouvons bien avoir un tableau de la littérature, nous n’en avons pas proprement l’histoire.

Le tableau de la littérature française, l’inventaire de nos richesses, une appréciation sentie des chefs-d’œuvre qui honorent notre génie national, voilà bien, en définitive, ce que M. Nisard a voulu nous donner. Il y a admirablement réussi. Son livre est d’une lecture aussi agréable qu’instructive. On fera, je l’espère bien, ce qu’il n’a pas fait ; on ne fera pas mieux que lui l’œuvre telle qu’il l’a conçue et vaillamment menée à fin.

# XI. L’antiquité chrétienne et les pères de l’église.

Je voudrais parler ici de plusieurs ouvrages relatifs à l’antiquité chrétienne, ouvrages qui font honneur à notre littérature érudite, et qui soulèvent des questions d’un assez grand intérêt.

L’Académie des inscriptions eut la main heureuse lorsque, il y a quelques années, elle mit au concours la question du roman dans l’antiquité. Par roman, du reste, elle n’entendait pas seulement des fictions semblables à celles qui jouent un si grand rôle dans les lettres modernes, mais, en général, le récit fabuleux et tout spécialement les déguisements romanesques de l’histoire. Le prix du concours a été décerné à M. Chassang, maitre de conférences à l’École normale. Il était difficile de mieux répondre aux intentions de l’Académie que n’a fait le lauréat. Son livre est un très bon chapitre d’histoire littéraire, un traité complet sur un sujet qui n’avait pas encore été étudié dans son ensemble. L’Allemagne elle-même, si riche en travaux de ce genre, n’offrait à notre auteur aucun prédécesseur qui pût lui servir de guide[[16]](#footnote-16).

M. Chassang divise l’histoire du roman en trois parties : l’époque attique, l’époque alexandrine et l’époque romaine. Dans cette dernière, il rencontre la fiction religieuse dont les chrétiens des premiers siècles ont fait un grand usage. Le programme du concours n’autorisait pas l’auteur à embrasser dans son travail toute sorte d’écrits supposés, toute espèce de livres religieux placés sous l’autorité d’un nom usurpé ; c’est à la narration fictive, à la prétention historique qu’il a dû borner ses recherches. D’un autre côté, le savant écrivain, parmi ces récits mensongers d’origine chrétienne, n’a peut-être pas assez nettement distingué entre l’écrit hérétique et l’écrit orthodoxe. Le fait est que, dès le premier siècle de notre ère, mais tout particulièrement au second, on vit surgir une foule incroyable de livres, dont les uns avaient certainement pour but de répandre plus sûrement des enseignements suspects, mais dont un grand nombre aussi provenaient d’un désir sincère de contribuer à l’édification de l’Église. Les auteurs de ces écrits étaient sans doute des faussaires, en ce sens qu’ils mettaient dans la bouche ou sous la plume d’un personnage historique des paroles qu’ils avaient eux-mêmes inventées ; mais, on ne saurait en douter, ils étaient en même temps de bonne foi, et n’éprouvaient pas le moindre scrupule sur la légitimité des artifices auxquels ils avaient recours.

On insiste beaucoup, de nos jours, et avec raison, sur la nécessité, pour l’historien, de faire abstraction du milieu intellectuel et moral dans lequel il se trouve placé. On veut qu’il se sépare de son siècle et, en quelque sorte, de lui-même, de ses propres sentiments, de ses propres vues, afin de mieux entrer dans l’esprit des temps qui ne sont plus. La recommandation est bonne, mais elle est plus difficile à suivre qu’on ne croit. Il faut une grande habitude des recherches historiques pour savoir combien l’homme ancien diffère de l’homme moderne ; il faut une souplesse d’esprit peu commune pour se transporter dans une antiquité reculée et en épouser un moment les préjugés et les passions ; il faut enfin une haute impartialité d’esprit pour se détacher de sa propre manière de voir, et renoncer à en faire la mesure du possible et la règle du vrai.

L’étude de la littérature apocryphe des anciens chrétiens est très propre à nous montrer combien il est à la fois difficile et nécessaire de se déprendre de ses propres vues pour recevoir le témoignage des faits.

Quoi de plus invraisemblable, au premier abord, qu’une ruse ourdie avec de saintes intentions ? Quoi de plus difficile que de se représenter un homme sincèrement attaché aux grands principes de la foi et de la morale chrétiennes, et qui, dans le désir de propager ces principes, s’assied à sa table et trace, sous le nom mensonger d’un apôtre, un écrit tout plein des sentiments d’une vraie piété ? Car c’est bien ainsi que les choses se présentent. La fraude pieuse n’est pas ici l’acte d’un hypocrite, mais d’un chrétien sincère, et qui agit en toute bonne conscience : l’écrit supposé n’a pas un but pervers, il tend uniquement à raffermir la foi et à combattre le relâchement.

Il n’est personne qui d’un premier mouvement ne soit tenté de nier la possibilité d’une pareille supercherie. Nous appliquons sans hésiter nos principes à l’acte en question, et nous décidons péremptoirement que, le mensonge étant incompatible avec la morale chrétienne, un ouvrage destiné à recommander celle-ci ne saurait être entaché de fourberie. Nous nous enfermons opiniâtrement dans nos idées modernes d’après lesquelles la véracité est le fondement même de la morale mondaine, et nous proclamons très haut qu’un chrétien ne saurait affirmer ce qu’il sait être faux. Enfin, nous étendons ces conclusions aux usages littéraires, au titre des ouvrages, à la désignation des auteurs, et nous nous refusons à admettre qu’un fidèle ait pu, cent ans après la mort de saint Pierre ou de saint Paul, leur attribuer des écrits qu’il aurait fabriqués lui-même. C’est à peine si le génie et les malheurs de Chatterton obtiennent une excuse pour les ruses de Rowley ; la moralité de Macpherson nous paraît douteuse, bien que Macpherson ait plutôt arrangé qu’inventé Ossian ; Ireland, qui fit représenter un drame de sa façon sous le nom de Shakespeare, n’est à nos yeux que le plus hardi des fourbes ; que faudrait-il donc dire de la conduite d’un homme qui aurait fabriqué un livre de piété sous le nom d’un saint ou d’un martyr ? Ou plutôt, encore une fois, cela paraît impossible. Il semble contradictoire qu’un homme de bien ait recours au mensonge, plus contradictoire encore qu’il ait recours au mensonge pour répandre la vérité. Ce n’est pas tout comme le fait nous paraît invraisemblable, nous en concluons qu’il ne saurait être vrai. Nous sommes prêts à soutenir que les livres tenus pour apocryphes sont nécessairement authentiques s’ils sont purs, et pervers s’ils sont supposés. Si la tendance en est irréprochable, il faut que l’origine en soit honorable. C’est ainsi que nous jugeons sans cesse des faits d’après nos vues personnelles, au lieu d’étudier impartialement les faits pour y conformer nos jugements.

Heureusement que les faits ont ici leur évidence propre, et ne se laissent pas défigurer au gré de nos préjugés. Le nombre des livres apocryphes de l’antiquité chrétienne est si considérable, leur valeur est si médiocre et les indices de leur origine si parlants, qu’on est bien obligé de reconnaître ce qu’il en est de leurs prétentions. Il est manifeste que nos notions de probité littéraire, et même de véracité, n’avaient pas encore, du temps des apôtres et de leurs successeurs, pris possession de la conscience des hommes. Les premiers siècles de notre ère ont été témoins de fabrications religieuses de tout genre ; il y en a qui n’ont d’autre but que d’édifier les fidèles, tandis que d’autres se complaisent dans les merveilles ou prétendent annoncer l’avenir ; il y en a qui ont la forme de l’exhortation et d’autres celle du récit ; il y a de faux actes des apôtres, de fausses épitres et de fausses apocalypses ; il y a de faux décrets, de fausses confessions de foi et de fausses liturgies ; il y a des livres mis sous le nom de saint Clément et de saint Ignace, sous ceux de saint Pierre et de saint Jean ; il y a jusqu’à des lettres de la sainte Vierge Marie, jusqu’à une correspondance de saint Paul avec le philosophe Sénèque, et de Jésus-Christ avec un roi d’Édesse.. On a rempli des volumes de ces livres. Tous, à une époque ou à une autre, ont été crus, lus, admirés ; tous, sauf un fort petit nombre, sur lesquels la discussion n’est pas encore fermée, sont aujourd’hui regardés comme les fictions d’un âge qui, attachant une grande importance à l’autorité du nom propre, n’éprouvait cependant aucun scrupule à abuser de cette autorité.

On voit combien il est difficile de comprendre les notions morales d’une époque reculée. Il ne l’est pas moins de comprendre des croyances religieuses que le temps a emportées. J’en trouve un exemple dans la monographie de M. Aubé sur Justin[[17]](#footnote-17).

Le livre de M. Aubé est une remarquable étude de critique religieuse. L’auteur a déterminé avec beaucoup de sagacité, d’exactitude, de connaissance des systèmes, les doctrines particulières de Justin, ainsi que les rapports dans lesquels elles se trouvent avec la philosophie païenne. Parmi ces doctrines, il en est une qui joue un rôle capital, c’est celle du Verbe ou du Logos. Le Verbe, on le sait, c’est le Christ considéré dans son existence antérieure et sa nature divine. Mais il s’en faut que Justin professe, à cet égard, les opinions qui sont devenues celles de l’Église. Le Verbe, pour lui, n’est pas proprement Dieu ; il existait en puissance de toute éternité, mais il n’a pris une existence actuelle que par un acte de la volonté du Père ; il tient en quelque sorte le milieu entre le Dieu suprême et les anges. Justin, en un mot, voit dans le Verbe une divinité inférieure, secondaire, subalterne. Rien n’est plus clair que ces distinctions dans les textes de notre philosophe chrétien.

La-dessus-grande perplexité. Une pareille conception est doublement embarrassante : nous avons beaucoup de peine à nous en faire une idée nette, et nous en avons bien plus encore à comprendre comment elle a jamais pu se concilier avec le christianisme.

Le principe sémitique est entré si avant dans nos croyances, notre métaphysique est, en même temps, devenue si exigeante et notre logique si rigoureuse, que nous avons perdu la clef du polythéisme. Nous savons bien que les anciens admettaient un nombre illimité de divinités, mais nous ne réussissons pas à reproduire en nous par la réflexion une manière de voir et de sentir si différente de la nôtre. Nous ramenons toujours malgré nous ces rêves capricieux de l’imagination païenne à un dilemme. Il nous semble, ou bien que ces dieux n’étaient pas des dieux, ou bien que l’unité était au fond de cette diversité apparente. C’est à cette dernière conclusion, en effet, que la philosophie antique en était arrivée. Elle s’était élevée à l’idée d’un être simple, unique et souverain. À la vérité, elle admettait en même temps des puissances inférieures qui, émanant du principe suprême, formaient comme un lien et une transition entre l’être abstrait et le monde réel. Nouvelle difficulté, du reste, pour la pensée moderne, à qui l’idée d’un partage de la divinité, sous quelque modification qu’elle se présente, semble toujours impliquer une contradiction dans les termes.

Cet embarras a dû, jusqu’à un certain point, céder à l’évidence des faits. Sans nous expliquer les croyances des païens, nous les acceptons sur la foi de mille témoignages qui ne sauraient être révoqués en doute. Le polythéisme, l’émanatisme sont pour nous des phénomènes historiques que nous ne cherchons pas à contester, mais que nous ne nous donnons pas la peine de comprendre. Justin, toutefois, nous offre un problème plus compliqué. Justin est un chrétien qui, par sa foi, semble voué au monothéisme, et qui n’en conserve pas moins les données de la philosophie et même de la mythologie païenne. Chose étrange, il ne soupçonne pas qu’il y ait là une difficulté. Il n’a pas la plus légère conscience de la contradiction dans laquelle il se débat. Ou plutôt, reconnaissons-le, son monothéisme n’est pas le nôtre ; ce n’est pas cette croyance exacte, logique, abstraite, jalouse, que nous suçons aujourd’hui avec le lait. Il y a un abîme entre lui et nous. De même que nous ne saisissons aucune de ses distinctions, de même il n’éprouve aucun de nos scrupules. Deux dieux, nous ne sortons pas de là, ne sauraient être inégaux sans que l’un cesse d’être dieu, et ils ne sauraient être égaux sans perdre l’un et l’autre une dignité dont l’essence est d’être incommunicable. Voilà comme nous raisonnons, comme nous ne pouvons faire autrement que de raisonner ; et voilà aussi comment il se fait que nous ne comprenons pas Justin. Mais ce n’est pas tout ; nous sommes naturellement portés à nier ce que nous ne comprenons pas. Les idées de notre auteur paraissant absurdes, nous n’hésitons pas à lui en prêter d’autres. Tous les écrivains qui se sont occupés de Justin n’ont pas eu la même intelligence ou la même sincérité que M. Aubé : la plupart se sont appliqués à prendre et à donner le change sur les textes les plus clairs. Tels sont les préjugés qui sont encore aujourd’hui le principal obstacle, non seulement à l’étude des Pères de l’Église, mais encore à celle de la théologie des apôtres eux-mêmes. Rien n’est plus répandu que la faculté de ne pas voir ce qu’il y a dans un livre, et d’y voir ce qui n’y est pas.

Une transition qui n’a rien de forcé me conduit du volume de M. Aubé sur Justin à celui de M. Théry sur Augustin[[18]](#footnote-18). Non pas que le but et la méthode des deux écrivains soient les mêmes. M. Aubé aborde de front les doctrines théologiques de son auteur, tandis que M. Théry évite les questions religieuses pour s’occuper uniquement des vues philosophiques et littéraires de l’évêque d’Hippone. Cette réserve de M. Théry tient à la timidité un peu puérile que l’Université a longtemps inculquée à ses subordonnés. Les domaines de la foi et de la science ont été rigoureusement séparés. On a jugé prudent d’éviter toute entreprise sur le territoire de la doctrine consacrée. Arrivée au seuil de l’Église, la pensée est tenue de s’arrêter, ou, si elle entre, de se prosterner. Chose bizarre ! nous avons encore aujourd’hui une science sacrée et une science profane. C’est ainsi que M. Chassang, qui avait d’ailleurs pour excuse les conditions d’un concours, a eu soin de déclarer que les canons de l’Église marquaient la limite de ses investigations critiques. C’est ainsi que M. Théry abandonne « tout ce qui appartient au sanctuaire aux interprètes légitimes du dogme. » Pour moi, je sais gré à M. Aubé de s’être affranchi d’une timidité si peu digne de la science, d’avoir hardiment marqué combien les théories de Justin se distinguent de celles qui ont prévalu plus tard, et, par conséquent, combien la suite de la tradition laisse à désirer sur ce point.

Le respect exagéré de M. Théry pour la théologie officielle l’a conduit à méconnaître un fait bien digne d’attention dans l’histoire des idées d’Augustin et de leur influence. Il n’est pas de docteur qui jouisse, dans l’Église, d’un plus grand renom de science et de doctrine que l’adversaire de Pélage, et il n’en est aucun qui soit moins suivi. On le vante tout haut, mais on le renie implicitement. En vain des synodes et des papes ont-ils donné leur adhésion à son système sur la grâce, l’Église y est toujours restée plus ou moins infidèle. C’est le semi-pélagianisme qui a triomphé au concile de Trente. L’Augustinisme véritable, authentique, a reparu de temps en temps, mais dans les hérésies, dans le calvinisme d’abord, plus tard dans le jansénisme, et aujourd’hui il n’a plus d’adhérents que dans quelques sectes attardées du protestantisme.

Si M. Théry a hâte de décliner sa compétence en ce qui concerne les opinions théologiques d’Augustin, et exclut ainsi de son sujet bien des considérations qui semblaient ne pouvoir en être séparées, il élargit, d’autre part, le champ de ses études, en y introduisant une polémique directe et constante contre des tendances toutes modernes. L’ouvrage de M. Théry n’est pas tant une analyse des idées philosophiques d’Augustin que l’exposition d’une doctrine puisée dans les écrits de ce saint évêque, inspirée de son génie, mais transformée par une sorte d’appropriation intérieure, devenue ainsi celle de l’auteur lui-même, et dirigée contre les travers contemporains qu’il combat sous les noms de matérialisme et de réalisme.

Le livre de M. Théry laisse en quelque sorte doublement à désirer : il nous donne à la fois trop et trop peu. L’ouvrage, du reste, ne manque ni de nouveauté ni d’intérêt. L’idée d’appeler l’attention sur les principes philosophiques d’Augustin, en particulier sur ses vues en ce qui concerne le beau et les arts, était une idée heureuse. L’écrivain a comblé, à cet égard, une lacune dans l’histoire de la philosophie[[19]](#footnote-19).

M. Théry ne fait guère mention des divers écrits de son héros sans y joindre l’expression d’une admiration excessive. C’est sur ce point que je voudrais faire quelques réserves, et, en terminant cet article, hasarder quelques observations.

J’ai eu dernièrement, dans le journal le *Temps*, l’occasion d’exprimer un doute sur la valeur littéraire des Pères de l’Église. Je me suis plaint de la mode, qui fait qu’on les vante outre mesure, sans doute d’après l’adage *omne ignotum pro mirifico*. Je reviens aujourd’hui sur mon assertion, et je n’hésite pas à l’étendre encore. Toute cette littérature patristique, comme on l’appelle, a deux grands défauts : elle pèche à la fois par la forme et par le fond.

On ne peut ouvrir l’un des Pères, qu’il soit grec ou latin, qu’il traite un sujet de doctrine ou de morale, d’apologie ou de controverse, sans remarquer les nombreuses citations de l’Écriture dont il est hérissé. Ce n’est pas seulement, comme dans Bossuet ou çà et là dans Chateaubriand, une phrase habilement amenée, et dont le tour hébraïque apporte au discours je ne sais quelle grandeur ou quelle grâce étrange ; non, la citation devient ici, en quelque sorte, le tissu même du discours. Il n’est pas jusqu’à un ouvrage tel que les Confessions de saint Augustin, où le récit n’emprunte de nombreux passages à l’Ancien et au Nouveau Testament ; que dis-je ? l’auteur finit par s’abandonner à son inclination, et les trois derniers livres de sa biographie ne sont plus qu’une homélie sur les premiers versets, de la Genèse ! Cette habitude, dont, l’usage seul nous déguise la bizarrerie, provient de la vénération dont les saintes Écritures étaient entourées. Le respect ne tarda pas à devenir superstition. Chaque mot des auteurs sacrés sembla doué d’une vertu surnaturelle. La plus simple expression tirée du mystérieux volume donnait à la pensée un relief qu’elle n’aurait pas eu par elle-même. On ne croyait plus parler assez dignement ou assez saintement, si l’on ne renforçait son langage de quelque appel à la parole divine. Le discours écrit devint ainsi comme un chapelet des textes pris à droite et à gauche, le plus souvent sans égard à leur sens premier et littéral. Ce n’est pas tout. De la citation, l’auteur glissait inévitablement dans l’interprétation. Il n’aurait pas osé raisonner ou prouver autrement qu’à grand renfort de versets de la Bible ; mais ces passages, il fallait les expliquer, les appliquer ; et voilà comment il est arrivé que la littérature patristique tout entière a pris le ton de la discussion exégétique. Ce n’est, à vrai dire, qu’un vaste et perpétuel commentaire. Je ne veux rien dire du mérite de ces explications, presque toujours arbitraires, souvent même ridicules ; je me contente de rappeler que toute éloquence, toute grâce de diction, toute originalité même de pensée, sont fatalement exclues par un pareil procédé. L’abus de la citation est l’une des causes qui contribuent le plus à rendre la lecture des Pères ingrate et rebutante.

Au reste, ce vice de forme tient de près à un défaut plus grave, et qui touche au fond même et à la valeur intrinsèque des écrits dont nous parlons. La tyrannie qu’exerce le texte, on le devine, n’est que l’extension et la conséquence d’une certaine conception religieuse. Cette conception, c’est l’autorité dogmatique. L’autorité, tel est le caractère essentiel de l’Église et de son enseignement. L’Église a le dépôt des révélations divines. Elle possède la solution des questions qui ont de tout temps troublé les âmes. Elle ne doute pas, elle sait ; elle ne discute pas, elle propose et elle impose. Ses docteurs ne parlent pas en leur propre nom, mais comme les interprètes d’une vérité qui est au-dessus d’eux.

Je me rappelle ici, fort à propos, un passage dans lequel l’auteur de *l’Histoire de la Littérature française* indique très bien le caractère propre et la prétention de l’enseignement religieux. M. Nisard conteste à Vauvenargues le rang d’un moraliste de premier ordre. « Il lui manque, dit-il, l’autorité. L’autorité d’un moraliste lui vient du principe même de sa morale. Ce n’est pas assez que ses maximes aient été des vues désintéressées de son esprit ou des inspirations de son cœur, il lui faut une foi qui donne à sa morale le caractère d’une croyance transmise, et qui la mette au-dessus de ce droit capricieux que nous avons sur nos pensées. » Et ailleurs : « Une morale, c’est autre chose que le goût de tout ce qui est moral, autre chose que l’amour du droit, autre chose que la justice et la bienfaisance ; c’est la certitude que ce ne sont pas de purs mérites de la volonté, mais des lois divines obéies, et qu’en les pratiquant d’un cœur sincère, on reste infiniment au-dessous de ce qu’elles prescrivent. » Voilà qui est parfaitement dit. On ne peut accuser plus nettement la différence qui sépare les deux grandes formes de la morale sur la terre : la philosophie et la théologie.

Il est plus facile, cependant, d’admettre l’opposition ainsi exprimée, que d’en conclure avec M. Nisard la supériorité absolue des écrivains qui puisent leur force dans l’autorité, et leur autorité dans la tradition. Le philosophe a ici des avantages qui, jusqu’à un certain point, contrebalancent ceux du théologien. Ce que celui-ci gagne en précision et en assurance, il le perd quelquefois en solidité. Si-l’enseignement surnaturel s’élève plus haut, l’enseignement laïque a peut-être une base plus large. Le premier est solidaire d’un système aux mille ramifications, formé d’éléments d’origine et de valeur diverses, et qu’il faut accepter dans sa totalité : c’est, comme on dit, à prendre ou à laisser ; la leçon philosophique, au contraire, sur quelque point qu’elle porte, ne relève que à elle-même et de son évidence propre. Le théologien prend son point d’appui par-delà l’homme et la terre, et jusque dans les profondeurs du ciel ; le philosophe prend le sien tout près de nous, dans l’homme même et dans l’expérience. Le premier, si j’ose m’exprimer ainsi, met tout son enjeu sur la foi, et n’a de moyens de persuasion que pour le croyant ; le second, en s’appuyant sur des vérités générales, sur des faits de conscience, trouve encore des ressources là où le premier a échoué. La philosophie est moins absolue, mais elle est plus accessible. Elle ne déguise pas ses incertitudes, mais elle n’a pas de peine à faire reconnaître ses titres. Elle n’élève pas de très hautes prétentions, mais elle remplit toutes ses promesses. Elle vaut ce qu’elle vaut, elle est ce qu’elle est. Il n’est pas sûr, en somme, que le de *Officiis* de Cicéron soit absolument inférieur à celui de saint Ambroise, et que le monde ait gagné de tout point à échanger l’enseignement de l’Académie et du Portique contre les subtilités d’Athanase et d’Augustin, contre la théologie dogmatique de Nicée et la théologie morale des casuistes.

# XII. M. Veuillot[[20]](#footnote-20)

Je commence par le déclarer : je n’éprouve rien de ces haines vigoureuses que le nom de M. Veuillot est en possession d’inspirer. Je réprouve ses excès, mais je ne suis pas sans sympathie pour ses qualités. M. Veuillot a du bon. Il a des parties de l’écrivain, et, si l’on ne peut dire qu’il aime les choses de l’intelligence, on doit reconnaître qu’il goûte une langue pure et un style français, ce qui est bien déjà quelque chose. M. Veuillot a, de même, des parties de l’honnête homme, et si l’on n’ose affirmer qu’il se distingue par une grande élévation de caractère, il faut avouer qu’il a l’aversion de la bassesse, ce qui, malheureusement, doit aussi compter aujourd’hui pour quelque chose. Ajoutons enfin que M. Veuillot estime beaucoup moins l’arbitraire depuis qu’il en souffre. Au total, M. Veuillot n’est pas sang mérite. Ce sera, si l’on veut, un inquisiteur déclassé ; mais la fortune, qui lui a gâté son métier en le faisant naître au xixe siècle, lui a fourni en même temps une occasion d’exercer une maîtresse plume et de légitimes indignations. Il est de ceux qui savent se faire lire, et nous n’avons pas le droit d’oublier qu’il contribue à nos plaisirs, sous prétexte qu’il aurait mieux aimé servir à nos châtiments.

Ceci dit, il faut ajouter tout de suite que le nouveau livre de M. Veuillot se distingue par des défauts qui ne lui sont pas habituels, et par des violences qui dépassent tout ce que l’auteur s’était permis jusqu’à ce jour.

L’ouvrage, à vrai dire, est manqué. Je veux bien le prendre pour un essai, pour une fantaisie, comme il arrive aux artistes de s’en permettre ; mais la fantaisie a ici le tort de remplir deux volumes. Qu’on se figure un immense poème en prose, quelque chose qui tient le milieu entre le style des *Martyrs* et celui des *Paroles d’un Croyant*, le tout dépecé en strophes, en vraies strophes, tantôt plus longues, tantôt plus courtes, dont la séparation ne correspond pas toujours au sens, et dont la loi demeure insaisissable. C’est un jeu, sans doute, mais un jeu dont, je l’avoue, je n’ai pas su voir l’agrément. Le genre adopté par l’écrivain a d’ailleurs un inconvénient pour lui. Qui dit prose poétique dit emphase ; or, rien n’est moins dans la nature de M. Veuillot que l’emphase. Il a fallu qu’il devint catholique pour tomber dans ce travers. Boileau sortait moins de sa veine en écrivant une ode, ou Sterne en débitant un sermon. L’auteur est un homme d’esprit, de beaucoup d’esprit, mais qui a l’esprit polisson. Il aime le mot hasardé, et répugne aux points d’exclamation. Il tient un peu de Voltaire et beaucoup de M. About, et il n’en veut tant à l’un et à l’autre que par jalousie de métier. Et maintenant, qu’on imagine, si l’on peut, l’effet de cette verve gauloise au milieu de cette prose héroïque. L’épigramme se glisse dans l’oraison, l’anecdote dans le dithyrambe. On fait tour à tour la nique et le signe de croix. On est à la messe, on ne parle que genoux en terre, l’encens monte en l’honneur de la Vierge, de Rome, de la papauté ; mai ? à travers le nuage mystique, on voit sautiller toutes sortes de figures grotesques, M. Osselet, M. Coquelet, M. Chose. Il y a là des bourgeois de Paris, des commis voyageurs, des rédacteurs du Siècle. Le contraste, il faut le reconnaitre, est plus étrange que piquant : c’est bouffon sans être gai. On dirait les joyeusetés du *Charivari* dans un éloge de Thomas.

Le livre de M. Veuillot n’est pas amusant ; cela n’empêche pas qu’il ne soit instructif. Il fait toucher au doigt tout ce qu’il y a d’incrédulité dans, nos croyances et, parfois aussi, tout ce qu’il y a de foi sous notre incrédulité.

On se plaint qu’il n’y ait plus de foi sur la terre ; on dit que le monde de la foi a disparu, que les choses de la foi sont mortes. Pour ma part, je n’en crois pas un mot. La foi est comme la poésie : elle trouve toujours où enfoncer ses racines ; elle renait de ses cendres ; elle vivra aussi longtemps que l’âme humaine. Il n’est pas jusqu’aux siècles d’industrie-qui n’aient leur poésie, jusqu’aux époques de critique qui n’aient leur foi.

Non seulement la foi n’est point morte, mais elle n’a pas changé de nature. Aujourd’hui comme toujours, elle consiste à voir ce qui est invisible, à espérer ce qui n’est pas encore là. La foi consiste à croire à la vérité malgré les obscurcissements de la vérité, à la justice malgré les défaites de la justice, à l’avenir malgré les défaillances du présent. La foi contemple d’un regard prophétique la fin de tous les mensonges, et attend avec une fermeté tranquille la Némésis qui poursuit toutes les violences. Elle s’appuie sur cette logique des choses qui est la trace de la raison dans les destinées humaines. Elle se fie au bien et au progrès, c’est-à-dire au gouvernement de Dieu dans le monde. Au fond, et à le bien prendre, la foi sous toutes ses formes n’a jamais été que cela. C’est là l’essence de la foi.

Aujourd’hui comme toujours, il est vrai, la foi est difficile et les hommes de foi sont rares. Il est malaisé de croire au milieu des sceptiques chez lesquels le triomphe répété de la force et de la fraude a usé la faculté de croire, — parmi les satisfaits qui n’ont plus rien à demander à l’avenir, parce qu’ils possèdent tout ce qui leur semble désirable sur la terre, — avec ces sages qui, sous la diversité des races, des mœurs et des conditions ne savent plus distinguer l’homme libre et moral. Mais c’est précisément là que la foi trouve son exercice et son triomphe. En dépit des apparences, des railleries, des défaites, elle continue de croire à une règle des esprits et à un avenir de l’humanité ;

Parmi les incrédules qui ne savent pas s’élever des choses visibles aux invisibles et aux éternelles, il y a l’incrédule pur et simple, qui ne croit pas parce qu’il n’aspire pas, et il y a un autre incrédule, celui qui a un idéal, mais qui le place derrière lui. Celui-là croit au passé. Il ne désire pas, il regrette. Telle est l’incrédulité de ceux qu’un appelle ordinairement les croyants.

Croire véritablement, c’est croire à l’avenir ; mais croire à l’avenir, c’est ne pas désespérer du présent. Se fier au progrès, c’est admettre que le présent vaut mieux que le passé, et que de ce présent, malgré ses petitesses et ses souillures, se dégagera quelque chose de meilleur. Or, voilà ce que l’incrédulité dévote ne sait pas faire. Sous cette enveloppe prosaïque, mesquine, bourgeoise, confuse, opaque, du réel et de l’actuel, elle ne sait pas voir les germes du mieux ; dans te qui est passager ce qui est durable, dans ce qui est humain ce qui est divin. Elle ne sait pas le voir, et c’est pourquoi elle en vient à regarder le présent comme une décadence, et le passé comme un bien perdu. Le passé pour elle, c’est l’âge d’or ; l’âge d’or, à ses yeux, c’est le moyen âge ; l’humanité, à en croire nos pieux incrédules, a atteint son apogée en même temps que le catholicisme depuis lors il n’y a plus que chute, et il ne saurait y avoir de relèvement qu’à la condition de rebrousser chemin jusqu’au temps des Innocent et des saint Louis.

Rien de plus simple, à ce point de vue, que la manière d’écrire l’histoire. Il n’y a qu’à la retourner. On place le but en arrière, et l’on présente le progrès comme une décadence. L’art consiste à dénigrer impitoyablement tout ce qui appartient à notre civilisation émancipée, et Dieu sait si la tâche est facile ! le réel est toujours assez éloigné de l’idéal pour paraître, au regard de celui-ci, étriqué et ridicule. On s’attache, en revanche, à grandir, à ennoblir, à transfigurer ce qui est du passé, tâche non moins facile que la précédente, grâce à l’illusion d’optique que produit la distance. Les faits étant vus de loin, il est aisé de modifier les lignes, d’effacer les ombres, d’adoucir les tons, et d’introduire ainsi de force, en pleine histoire, l’utopie la plus-invraisemblable, l’idéal le plus romanesque.

Le livre de M. Veuillot est une utopie de ce genre, un panégyrique mêlé d’une diatribe. La papauté y est exaltée aux dépens du siècle, le siècle y est vilipendé au profit de la papauté.

« Rome, s’écrie l’auteur dès la première page, Rome ! nom plein de mystère. Dès que ce nom s’est élevé sur les nations, nulle voix ne l’a prononcé sans haine ou sans amour, et l’on ne sait qui l’a emporté, de l’ardeur de la haine ou de l’ardeur de l’amour. » Voilà tout d’abord le ton donné. M. Veuillot n’admet que la haine ou la tendresse, et selon qu’on éprouve pour Rome l’un de ces deux sentiments, on appartient au ciel ou à l’enfer. Et pourquoi donc ce dilemme ? Pourquoi cette manière extrême de juger les choses ? Pourquoi ne serait-il pas permis de voir tout simplement dans Rome une ville digne du plus vif intérêt, dans le Saint-Siège une institution où le mal et le bien sont mêlés comme partout, et dont, par un effet naturel du temps, la décadence a fini par s’emparer ? Mais ce sont là des questions que notre auteur ne peut s’adresser. Rome se confond pour lui avec la religion, la papauté avec le christianisme, et les États de l’Église, l’écrivain n’hésite pas à le déclarer, sont le domaine réservé et la couronne temporelle de Dieu même. S’il en est ainsi, on le comprend, il ne reste plus qu’à adorer. Les volumes de M. Veuillot sont un acte d’adoration. Ce n’est, d’un bout à l’autre, que tendresse et ravissements. Il n’y a pas une réserve. La seule nuance qu’on y puisse observer est celle du crescendo dans l’admiration. Ainsi Pie IX est un plus grand pape encore que Grégoire XVI, voilà tout. Pie IX, on le sent d’ailleurs, serait un Borgia que l’enthousiasme serait le même. Et comme il en est de Rome, ainsi en est-il du reste du monde catholique. Sait-on quel est aujourd’hui l’écrivain le plus parfait de la France ? C’est l’évêque de Perpignan. Et sait-on quel a été le plus grand homme d’État de notre temps ? C’est feu l’évêque d’Auch peut être l’évêque d’Auch n’aurait-il pas mieux gouverné que M de Metternich, mais, à coup sûr, « il savait beaucoup mieux en quoi et pourquoi M de Metternich et les autres gouvernements de l’Europe avaient failli. » Cela n’est pas étonnant ; M. Veuillot s’est persuadé que les esprits distingués sont incomparablement plus nombreux dans le clergé que partout ailleurs. « Quand c’est un théologien qui nous parle, s’écrie-t-il, quels horizons par-dessus tous les horizons aperçus et rêvés ! Quels torrents de clarté céleste ! quelle poésie ! » M. Veuillot n’a connu qu’un laïque qui possédât la vue complète et tranquille des choses qui caractérisent l’esprit sacerdotal ; c’était Donoso Cortès, et Donoso. Cortès était prêtre par le cœur. Donoso Cortès, monseigneur Gerbet, monseigneur de Salinis : voilà les vraies lumières de notre siècle !

Qui n’admirerait ici le privilège des naïves croyances ? C’est bien le cas de dire qu’il y a des grâces d’état. Rien au monde, semble-t-il, ne devrait plus consterner le croyant que le vide qui se fait dans l’Église, et ce vide, M. Veuillot n’a pas même l’air de le soupçonner. Les arts, la littérature, le savoir ont abandonné le sanctuaire. Le clergé français, pour ne parler que de notre pays, ne joue pas le plus petit rôle dans la politique ou dans les lettres. Qui, en Angleterre, en Allemagne, en Amérique, a entendu parler de nos évoques ? Où sont, je ne dirai pas nos Bossuet et nos Fénelon, mais nos Beausset et nos Maury ? Les, plus redoutables questions se posent tous les jours, questions qui touchent à la science et à la foi, à l’État et à l’Église ; nous avons de nouvelles branches d’érudition, une nouvelle philosophie, une nouvelle critique, un droit public qui se transforme, un avenir inconnu qui se prépare pour la chrétienté : le clergé ignore tout. Il en est encore à ses manuels du séminaire. Il n’élève la voix que pour trahir son incompétence. Y a-t-il parmi nos prêtres un orientaliste ; un helléniste, un savant qui ait étudié l’histoire des religions, l’histoire même de sa religion ? On a beau regarder du côté de l’autel, on n’aperçoit pas un nom qui perce, pas un nom qui compte. Rien de l’Église n’arrive jusqu’au siècle. Le catholicisme, depuis Lamennais, n’a produit en France que M. Veuillot, et encore M. Veuillot, qui doit sa verve à son habit laïque, ne doit à l’Église que ses préjugés.

Tout cela est effrayant ; eh bien, il est quelque chose de plus effrayant encore pour l’Église que l’amoindrissement de ses forces vives, c’est le vide dans lequel se perd sa voix. M. Veuillot essaye parfois de se faire illusion à cet égard. Il s’adresse à ces hommes qu’il a si souvent maudits, et il cherche à leur faire croire qu’ils sont encore des membres de la famille catholique. Il leur rappelle leur baptême. Il les invite à défendre l’État pontifical comme leur patrimoine. Vaines adjurations ! Il n’est plus rien dans les cœurs qui y réponde. C’est l’opinion qui a fait jadis la force de l’Église, et c’est l’opinion qui lui manque aujourd’hui. Le point d’appui lui fait défaut. Elle n’a osé excommunier M de Cavour, elle n’oserait frapper le roi Victor-Emmanuel. Qu’on se représente, si l’on peut, l’ancienne papauté souffrant sans révolte une faible partie des outrages, des spoliations, des trahisons que Pie IX a eu à endurer. Et d’où vient la différence, sinon de ce que la parole d’autorité ne trouve plus d’écho dans les âmes.

Voilà des considérations, ce semble, qui devraient donner à réfléchir à M. Veuillot. Eh bien, non ! notre écrivain est doué d’une faculté spéciale, celle de ne pas voir les faits qui pourraient l’embarrasser. Ces faits deviennent-ils trop pressants, il a d’ailleurs une ressource toute prête, le miracle. Il accorde parfois que le Saint-Siège peut succomber, mais il est sûr que ce sera pour se relever. Comme il a lié la cause du pouvoir temporel à Dieu, et comme Dieu ne peut avoir le dessous, il tient pour certain que le pouvoir temporel finira par triompher. Il en est si sûr, qu’il devient prophète. Il nous annonce les châtiments du ciel. Il voit les angles qui fouettèrent Héliodore flagellant à son tour une société rebelle. « Ah ! il vous faut l’évidence, nous crie-t-il, eh bien, vous l’aurez ! » Il ne doute point que tout ce qui se passe ne soit le début d’une ère nouvelle et glorieuse pour la papauté. Il le croit, en dépit des raisons pour ne pas le croire. Dans la sphère du surnaturel où il a élu domicile, la vraisemblance n’a plus de place, le possible n’a plus de limites. Il n’examine pas, je l’ai dit : il adore.

Toute adoration, malheureusement, a sa contrepartie qui est une exécration. Tout ciel suppose un enfer. La patrie spirituelle de M. Veuillot étant le moyen âge, l’enfer, on le comprend, ce sera la civilisation moderne. Tout ce qu’elle honore, et tout ce qui l’honore, ses inventions, ses tendances, son esprit, ses grands hommes, M. Veuillot s’est voué au dénigrement de tout cela. La chose est entendue : rien n’appartient à notre temps qui ne soit odieux ou ridicule.

M. Veuillot est-il obligé de se servir de nos moyens actuels de transport, il s’en console en maugréant. Prend-il le chemin de fer : « Non, dit-il, je ne saurais louer cette machine violente ! Jamais je n’aimerai sa fumée, ses hurlements, son brutal et servile trajet à travers la terre déchirée. » Remarque-t-il en passant les fils du télégraphe : nouvelle abomination ! « Vous dites que là-dessus vos pensées voyagent avec la rapidité de la foudre. Là-dessus ne voyagent que la Bourse et la police ; et je vous dis, moi, que la liberté est pendue à ces poteaux ! » À Marseille, c’est pire encore, il faut monter sur un bateau à vapeur. Les protestations de M. Veuillot ne se font pas attendre : « Il y a une chose que je ne puis lui pardonner, c’est sa laideur. Il est long, il est noir, il n’a ni mâts, ni voiles, ni cordages ; tout son gréement, brutal comme lui, est de chaînes de fer. Votre bateau à vapeur court comme un commissionnaire, il a la tenue d’un sbire. Pressé et brutal ! Il fume, il crie, il siffle, il pue. »

J’en demande bien pardon à l’auteur ; mais, malgré la meilleure volonté du monde, ces sorties me paraissent médiocrement spirituelles. N’était la crainte de l’offenser, je dirais même que sa critique sent quelque peu le bourgeois. Ce qui fait le bourgeois, c’est le préjugé bavard, prétentieux, et cet esprit-là n’est pas incompatible avec l’humeur chagrine. Le bateau à vapeur n’est pas beau ; et la diligence l’était-elle ? La locomotive va trop vite ; est-il donc défendu d’être pressé ? Le fil électrique ne sert à transmettre ni des sermons ni des poèmes ; n’est-ce donc pas assez s’il sert quelquefois à hâter une joie ou à soulager une inquiétude ? Je connais force gens qui, comme M. Veuillot, se veulent du bien de vouloir du mal à ce qu’on appelle la civilisation. Ils trouvent beau de mépriser ce qui fait l’admiration d’autrui. Ils sont en protestation permanente contre ce qui est nouveau. Excellentes gens, que le siècle emporte avec leurs protestations, comme *l’express* emportait M. Veuillot sur la ligne de Paris à la Méditerranée.

Si M. Veuillot déteste nos inventions, on devine qu’il déteste encore plus nos sciences. Mais il a de meilleures raisons pour cela : M. Veuillot est très ignorant.

L’ignorance est une des conditions du culte du passé. On défigure plus facilement les faits, quand on les connait imparfaitement. L’absence de la critique est d’un grand secours pour recevoir la tradition avec simplicité. Le comte de Maistre était horriblement ignorant, et il n’a pu être le comte de Maistre qu’à ce prix. Mais de Maistre est un savant auprès de M. Veuillot. Il était réservé à ce dernier de montrer combien est petit le bagage avec lequel on peut devenir un journaliste illustre. Ajoutez que la présomption marche ici de front avec l’ignorance. M. Veuillot ne doute de rien, parce qu’il ne sait rien. Tout, à ses yeux, est tour à tour possible ou impossible, vrai ou faux, parce qu’il n’a jamais appris à conformer ses convictions à la réalité. Il n’y a pour lui ni loi de la nature, ni règle de la vraisemblance. Il vit dans le monde fantastique de l’enfant et de la bonne femme. Il a la faculté de croire ce qu’il veut. Il ne connaît de motifs de ses jugements que ses haines ou ses prédilections. La mesure des choses, pour lui, n’est pas l’évidence, l’expérience, l’observation : c’est la foi catholique, et cette foi même, chez lui, est à l’état d’impulsion aveugle et de préjugé passionné. Mais le propre de l’ignorance a toujours été de s’ignorer. Aussi, je le répète, notre auteur tranche-t-il de tout. Moins il sait, plus il croit savoir. Langues, témoignages, tradition, il façonne tout à son usage. Il appelle le libre examen un « jouet indigne d’un être pensant, » comme s’il pouvait y avoir une science sans examen ou comme si l’examen pouvait être autre chose que libre. Il nous apprend que Janus n’est autre que Noé, et Romulus, que Caïn. Adam est venu mourir à Jérusalem et Noé à Rome. En revanche, Socrate n’a jamais existé. Le vrai Socrate était un Silène débauché : quant au Socrate des écoles, il est de l’invention de Platon et de Xénophon. Bourgeois sot et vaniteux, de plus fins lui soufflaient des mots. Voilà la théorie de M. Veuillot. Il n’a pas réfléchi à une chose ; il n’a pas compris que tant vaut le doute d’un homme, tant vaut sa foi. Admettre et rejeter ne sont que les faces diverses de toute conviction, et la religion commence à devenir suspecte lorsqu’elle croit nécessaire de mettre l’histoire de côté.

Nous arrivons maintenant au procédé fondamental de M. Veuillot. Ce procédé, c’est l’injure. L’injure est son moyen favori. Il y recourt tout d’abord et instinctivement, comme le gamin de Paris à la boue des ruisseaux. Le procédé n’est pas sans produire quelque effet ; il est de nature à intimider les gens rangés et qui redoutent les éclaboussures. D’un autre côté, le procédé ne laisse pas que d’être compromettant. Si l’auteur met quelquefois les rieurs de son côté, il n’y met jamais le respect ni les sympathies. En outre, les excès de M. Veuillot soulèvent un préjugé injuste, mais naturel, contre la sincérité de ses convictions. Le public est ainsi fait, qu’il a peine à concilier la ferveur religieuse avec le besoin de déchirer le prochain. Mais il y, a plus encore. Un homme qui fait profession de piété échappe aux lois qui, dans le monde, règlent la réparation des offenses ; il peut, sans compromettre son honneur, refuser d’exposer sa vie aux hasards d’un combat singulier ; il le peut, toutefois, à une condition : c’est qu’il ne soit pas lui-même le provocateur ; c’est qu’il n’insulte pas méchamment, bassement et continuellement ; c’est qu’il ne crache pas à la figure des passants par les fenêtres de la sacristie. Voilà ce que M. Veuillot a le tort d’oublier quelquefois.

À toutes ces considérations vient s’en ajouter une dernière. La critique, telle que l’exerce notre auteur, suppose chez ce dernier un sentiment exagéré de sa supériorité. Quand on blâme tout le monde, et sans merci, c’est sans doute qu’on est soi-même parvenu à la perfection. De quel droit, en effet, condamnerait-on si rigoureusement des défauts dont on se sentirait atteint ? M. Veuillot écrit toujours comme s’il n’avait rien de commun avec nos vices ou nos travers. « Cent journalistes, ainsi s’exprime-t-il, brochuriers, bêtes d’encre, qui n’ont ni droiture, ni voyages, ni lecture, ni langue, proclament que leur France, où ils ne pourraient pas devenir sous-préfets, ne saurait plus longtemps laisser une portion de l’humanité sous la main stupide et cruelle des cardinaux. » En vérité, à part la langue qui, chez M. Veuillot, sans être exquise, est assez bien troussée, je ne vois pas trop ce qui empêcherait de comprendre M. Veuillot lui-même parmi ceux qu’il insulte. N’a-t-il pas fait des brochures ? n’a-t-il pas rédigé des journaux ? Ses voyages l’ont-ils mené bien loin ? Ses lectures ont-elles été bien profondes ? Y a-t-il beaucoup de gouvernements qui voulussent lui confier une sous-préfecture ?

Ailleurs, l’écrivain catalogue et décrit les ridicules qui s’étalent à Rome. On voit passer le sot municipal, le sot païen, le bourgeois, l’incrédule, le cuistre, le forban. Piquante galerie, et qui n’a qu’un défaut : il y manque un portrait. M. Veuillot a oublié l’une des figures que l’on rencontre au Vatican, je veux dire le sot catholique, le badaud orthodoxe, le dévot engoué, personnage qui a bien aussi son côté bouffon, et qui ne doit qu’à sa méchanceté d’être plus souvent un objet de haine que de ridicule.

M. Veuillot n’est pas moins fier de ses avantages physiques que de son orthodoxie ou de sa moralité. C’est du moins ce que l’on doit conclure de sa polémique. Il faut qu’un homme soit bien charmé de sa propre figure, pour parler si dédaigneusement de celle des autres. M. Veuillot en veut à la laideur comme on en veut à un vice. Le nom de Gibbon lui rappelle tout d’abord « un visage invraisemblable. » Quant à M de Cavour c’est bien pire encore. « Quelle sorte de mérite voulez-vous qui ( ?) se cache sous cette sorte de figure ! Le pays qui l’a enfanté et exalté sera bien forcé de porter sa statue. Il y a donc une justice ! Quelles jambes, quel torse, quelles lunettes, quelles bajoues ! » Voilà à quels excès se laisse emporter M. Veuillot. Quelque débraillées que soient nos mœurs littéraires, il était réservé à un champion de l’Église de montrer jusqu’où peut descendre le cynisme de la plume.

Sommes-nous au bout ? Pas encore : *Sunt haustus primi, sunt secundi, sunt tertii*. Il faut, avec M. Veuillot, être toujours préparé à quelque nouveau sujet d’indignation ou de dégoût. Après avoir énuméré les cuistres et les forbans, dont il a été question plus haut, l’auteur arrive à celui qu’il appelle « le vrai infâme. » L’infâme, on le devine, c’est le père Passaglia. Son crime est d’avoir douté de la nécessité du pouvoir temporel. Ici M. Veuillot ne se contient plus. Il éclate en cris de malédiction. Il accumule les anathèmes :

« Voici le vrai infâme, près de qui les autres semblent innocents ; voici le monstre plus redoutable que le fou, pire que le païen et le renégat.

  C’est le prêtre ennemi de l’Église ; c’est le parricide, c’est Judas, encore couvert de la robe des apôtres, la bouche encore pleine du mystère divin.

  Infâme, nous ne te mépriserons pas, toi ; quelle que soit la misère de ton esprit, le crime est dans ton cœur, et ce crime est trop grand. Sois maudit pour le crime de ton cœur !

  Sois maudit du peuple que tu scandalises, sois maudit des prêtres consternés ! Que la femme qui t’a enfanté maudisse ses entrailles ; que l’évêque qui t’a sacré maudisse sa main ; sois maudit dans les cieux !

  Sois maudit, prêtre sacrilège, profanateur de l’autel, parricide abominable, violateur des serments les plus saints. Tout ce que tu trahis, tu le trahis dix fois. C’est de toi qu’il a été dit : « Mieux vaudrait pour lui qu’il ne fut pas né ! »

  Si tu ne te repens, que Dieu compte tes pas dans la voie du mal, et qu’il n’en oublie aucun ; qu’il accumule sur toi la charge et l’infection des péchés que tu fais commettre et de ceux que tu aurais remis !

Que toutes les bénédictions que tu as reçues et que tu renies se retournent contre toi ; qu’elles tombent sur toi, et qu’elles t’écrasent comme un sacrement de Satan !

  Que les onctions sacrées te brûlent ; qu’elles brûlent tes mains tendues aux présents de l’impie ; qu’elles brûlent ton front où devait rayonner la lumière de l’Évangile et qui a conçu de scélérates pensées !

  Que ton aube souillée devienne un cilice de flammes, et que Dieu te refuse une larme pour en tempérer l’ardeur ; que ton étole soit à ton cou comme la meule au cou de Babylone jetée dans l’étang de soufre ! »

Avez-vous entendu ces cris sauvages ? Avez-vous Vil ce frénétique ? Sa main s’étend pour déchirer, l’écume lui vient à la bouche, la rage le serre à la gorge. Le sang n’est pas assez pour lui, il veut des tortures ; la mort du corps ne suffit pas pour assouvir sa vengeance, il lui faut celle de l’âme. Notre civilisation, avec tous ses vices, a-t-elle jamais rien produit d’aussi affreux que cet écrivain, dans le cœur duquel la religion est devenue comme un ulcère, et a ronge l’un après l’autre tous les traits sacrés de l’humanité ? Mais non, il n’est pas question de religion. Ce nom auguste serait ici un blasphème. La foi qui s’exhale en de pareils anathèmes, c’est la foi sans la moralité, ou, si l’on veut, la moralité sans la vertu, sans la bonté, sans la pudeur. La dévotion de notre écrivain peut être sincère, mais elle a quelque chose de forcené. Elle tient du maniaque et du baladin. Il semble, en lisant M. Veuillot, qu’on assiste à un carnaval sacrilège. Le char descend couvert de masques avinés. Le « fort-en-gueule » injurie les passants d’une voix rauque. Place ! Place à l’insulteur ! Voici les saturnales du catholicisme !

# XIII. Madame Swetchine[[21]](#footnote-21)

Madame Swetchine a laissé un grand nombre d’amis. Elle a été longtemps le centre d’un groupe d’hommes honorables, cultivés, éminents, réunis, malgré la diversité des nuances politiques, par le lien des sérieuses croyances, portant d’ailleurs dans la religion quelque chose de leur libéralisme, et tempérant les ardeurs du zèle orthodoxe par la politesse du grand monde et le goût des lettres. Les amis de madame Swetchine n’étaient pas seulement attirés auprès d’elle par le charme de la bonté et de l’esprit ; ils vénéraient en elle une sainte. Ce sentiment, ainsi qu’il arrive souvent, s’est encore accru après la mort de la personne qui en était l’objet. Plus le vide que madame Swetchine avait laissé était grand, plus on dut chercher à le combler par la toute présence de sa mémoire. L’admiration a tourné au culte. L’amie perdue a été érigée en patronne du cénacle. Elle en est devenue le souvenir sacré et l’inspiration permanente. On a recueilli avec un soin religieux les circonstances de sa vie, les détails de ses derniers moments, chaque mot échappé de sa plume. L’enthousiasme a même été si expansif, que le bruit en est arrivé jusqu’au siècle. Bien des profanes, à leur tour, ont été touchés de ce qu’il y avait eu de sincère et d’élevé dans cette femme dont, hier encore, le nom leur était inconnu. C’est ainsi que cinq éditions des volumes publiés par M de Falloux se sont rapidement écoulées.

Puis, comme rien ne dure en ce monde, il s’est fait une réaction. La ferveur même du nouveau culte a provoqué des dissidences. La critique, en particulier, s’est demandé si le mérite littéraire de madame Swetchine n’avait pas été exagéré par ses amis. Tout en reconnaissant la place que cette femme distinguée tient dans l’histoire du salon français, on s’est montré moins disposé à lui accorder un rang parmi nos écrivains. Telle est la question que je suis amené à poser à mon tour. Je suis du dehors, je le sens. Je n’ai point eu l’honneur de connaître madame Swetchine ; je ne sais d’elle que ce que tout le monde en peut apprendre par sa biographie et sa correspondance. Je n’ai donc pu apporter à la lecture de ses volumes les préventions de l’amitié, mais je n’y ai pas apporté davantage le besoin de protester contre un sentiment, après tout honorable et naturel. Si la sympathie pour ce qui est sain et vrai suffit pour parler de madame Swetchine, j’ose me croire quelques titres à le faire : s’il en faut plus, je suis prêt, tout le premier, à reconnaitre mon incompétence.

Nous avons aujourd’hui, pour connaître madame Swetchine, outre le récit de sa vie, dû à M le comte de Falloux, un volume de mélanges et deux volumes de lettres. Ce dernier recueil, du reste, n’est qu’un à-compte. On n’y trouve ni la correspondance avec le P. Lacordaire, ni celle avec MM de Montalembert et de Falloux. Il est donc probable que bien des volumes encore sont destinés à venir grossir l’œuvre littéraire de la défunte.

La biographie de madame Swetchine, par M de Falloux, est tout ce qu’un pareil ouvrage doit être, un récit simple et uni, dans lequel des fragments de lettres bien choisis s’enchâssent avec art. L’auteur a mis tous ses soins à se dérober derrière son sujet ; on ne peut, en pareille matière, donner une meilleure preuve d’habileté et de bon goût.

La partie la plus importante du récit du biographe est celle sans doute qui se rapporte à la conversion de madame Swetchine. Une conversion est un moment décisif dans la vie, et par là même l’explication de tout ce qui suit, quelquefois même de tout ce qui précède. La conversion dont il s’agit eut d’ailleurs ceci de particulier, qu’elle fut en même temps une abjuration. Madame Swetchine était née dans l’Église grecque, et elle avait déjà tourné son cœur vers les choses célestes, lorsqu’elle se trouva placée entre les attaches de la communion à laquelle elle appartenait par sa naissance, et l’autorité de la tradition catholique, représentée près d’elle par l’orthodoxie impérieuse du comte de Maistre. Il fallait choisir. Le besoin d’aller au fond des choses, une confiance naïve dans la vérité et la recherche de la vérité, une résolution courageuse d’arriver à la certitude sur les questions qui l’agitaient, engagèrent madame Swetchine à instruire, pour son compte, le grand procès des Églises. Elle prit le parti d’étudier. En vain de Maistre chercha-t-il à la détourner d’une voie qu’il jugeait dangereuse ; en vain essaya-t-il de la décourager par l’énumération des livres qu’elle aurait à lire, des travaux qu’elle aurait à entreprendre ; en vain s’efforça-t-il de l’amener à l’abdication pure et simple, en lui démontrant l’impossibilité d’asseoir la foi sur l’examen : madame Swetchine ne céda pas. Dans l’été de 1815, elle se retira à la campagne, y emporta les vingt-quatre volumes de l’histoire ecclésiastique de Fleury, analysa les actes des conciles, poursuivit à travers les siècles les traces de la suprématie des papes, remplit un in-folio des extraits de ses lectures, et, le 8 novembre de la même année, elle se déclarait convaincue et faisait son abjuration.

À distance et en possession des écrits qui nous font connaître madame Swetchine, il n’est pas bien difficile de s’expliquer le miracle de cette conversion. Une conversion est un acte dans lequel le sentiment domine, dans lequel le cœur entraîne l’esprit à sa suite, quand il ne le laisse pas en chemin, et où, par conséquent, le raisonnement et l’examen n’ont jamais qu’une part illusoire. On ne trouve guère dans l’étude des choses divines que ce qu’on y a apporté. Si les faits, interrogés par une critique désintéressée, amènent parfois les savants à des résultats différents de ceux auxquels il s’était attendu, il n’en est pas de même du pénitent affamé de pardon, de l’âme tendre et blessée, de l’imagination ébranlée et éblouie. Dans de telles conditions morales, on croit d’avance, parce qu’on a besoin de croire. L’étude intervient-elle, on y cherche des prétextes plutôt que des motifs de persuasion. Le comte de Maistre et madame Swetchine avaient dans leur querelle également tort et raison. Le premier savait que l’examen donne aux facultés critiques de l’homme un ascendant qui est précisément l’opposé des dispositions du croyant, mais il ne voyait pas que la prosélyte dont il se raillait était déjà toute gagnée, et ne demandait à ses recherches qu’une illusion de plus. Madame Swetchine, de son côté, était déçue par sa parfaite bonne foi, et put croire en toute sincérité que son abjuration avait été le résultat de l’évidence historique. En réalité, il ne lui était rien arrivé que de tout simple. Elle s’était convertie comme on se convertit toujours lorsqu’il y a sincérité entière, — parce que, à travers tous les voiles, elle avait entrevu l’Évangile dans sa beauté et sa vertu éternelles. Ne connaissant le christianisme que sous la forme du rite grec, c’est sous cette forme aussi qu’elle avait dû y adhérer. Plus tard, touchée de la suite historique et de la puissante organisation qui constituent l’ascendant du catholicisme sur beaucoup d’esprits, elle termina son évolution, et trouva définitivement son repos dans l’Église d’Occident.

On le voit, il faut distinguer dans madame Swetchine la conversion et l’abjuration, ou, si l’on veut, le christianisme et l’orthodoxie ; mais, tout en les distinguant, il faut se garder de les séparer. Nous touchons, en effet, ici à la condition intime de la vie religieuse en général, comme aussi, en particulier, au problème offert par le caractère de madame Swetchine. Celle-ci réunit en elle les grandeurs et les petitesses de la dévotion. Elle mêle la superstition à la foi. Elle préfère de la religion les choses essentielles, et cependant elle aime les subtilités des mystiques. Elle a la noblesse, la pureté, l’élévation, mais elle a aussi les pratiques. Elle aspire à Dieu, et elle se complaît à orner une madone. Elle s’épuise en bonnes œuvres, mais elle range parmi ces bonnes œuvres la conversion des Russes et des protestants. Elle a peu de goût pour les miracles, les extatiques, et ce qu’elle appelle les voies, extraordinaires. « Leurs effets les plus incontestés et les plus frappants, écrit-elle, me remuent bien moins que la moindre touche silencieuse et invisible de la grâce divine : le vrai miracle, à mes yeux, c’est l’eau jaillissant de la pierre, ce cœur d’aujourd’hui tout différent du cœur de la veille ; ou bien, cette action plus lente et non moins merveilleuse du secours présent, qui absorbe et transforme tout par l’unique effet d’une entière confiance. » D’un autre côté, Dieu est bien pour elle visible et présent, j’allais dire présent en chair et en os, sur l’autel de son oratoire, et il faut voir avec quels remords elle se reproche d’avoir laissé s’éteindre la lampe de ce sanctuaire. « Si mon ardeur et ma vigilance brûlent pour quelque chose dans ce monde, c’est assurément pour le Saint-Sacrement. Ce que j’ai souffert d’appréhensions, de malaises, de crainte d’offenser la majesté de ce Dieu de charité, mon hôte bien-aimé, est incalculable. Que de fois mon cœur malade a cru se briser par ces innombrables élans de frayeur et d’amour ! »

On est tenté, au premier moment, de regretter, comme une dissonance, ce mélange de ce qu’il y a de, spirituel et de grossier dans la religion. On aimerait mieux n’avoir que les grands sentiments et la pure charité. Un peu de réflexion, cependant, fait comprendre ce qu’a de vain ce vœu du philosophe. La foi n’est pas une philosophie. Ces éléments, en quelque sorte matériels, qui en font l’infériorité au point de vue de la pensée, assurent son empire sur l’imagination et les sentiments, et par conséquent assurent son action. La religion n’existe dans le monde que sous forme de religions historiques, avec des dogmes précis, des rites déterminés, toutes choses qui semblent une superfétation, mais qu’on ne saurait retrancher sans supprimer la religion elle-même. On n’est pas chrétien, on est catholique, grec ou protestant. Je sais bien qu’on peut, à la rigueur, concevoir un homme qui, remontant des Églises à l’Église, et de la tradition chrétienne au Christ lui-même, prendrait dans les diverses communions religieuses ce qu’elles ont d’essentiel, et s’attacherait en même temps, dans chacune d’elles, à quelque aspect plus touchant, à quelque vertu particulière, à ce qui satisfait mieux quelqu’un des besoins de son âme. Il y a plus : l’étude comparative des religions tend à faire reconnaître dans toutes un certain fond commun qui se dégage des croyances positives, et qui n’est autre chose que le sentiment religieux même. Tandis qu’au point de vue du croyant rigide, la vérité absolue se trouve dans l’Église dont il fait partie, et l’erreur plus ou moins mêlée dans toutes les autres, — un peu plus d’élévation ou de savoir fait vite comprendre qu’aucune communion n’a le monopole assuré de la vérité et de la piété : loin de là, chaque église n’est qu’une secte, et chaque secte représente une conception spéciale du christianisme ; ce sont les fragments d’un miroir brisé, dont chaque morceau réfléchit une partie de la réalité, et dont aucun ne la reproduit tout entière. Malheureusement voici ce qui arrive. Celui qui est parvenu à cette intelligence du caractère purement relatif de la vérité sur la terre, se trouve par là même jeté en dehors des Églises, et il perd la force qui se puise dans la fraternité religieuse, dans une tradition précise et une croyance nettement arrêtée. On voit d’ici le problème qui se pose aujourd’hui devant la société. Ce problème s’agite bien moins qu’on ne croit entre la foi et l’incrédulité, mais plutôt entre la foi telle que l’ont faite l’étude, la critique, la réflexion, et des formes trop roides, trop étroites pour se prêter à un nouvel état de la pensée.

Assurément, personne n’a jamais mieux réussi que madame Swetchine à concilier le monde et la dévotion dans ce qu’ils n’ont pas de radicalement opposé. Et, cependant, là aussi perce je ne sais quel désaccord secret, analogue à celui que nous ont offert ses croyances. Elle avait obtenu, nous l’avons vu, comme grande et rare faveur, d’avoir une chapelle dans son appartement. Mgr de Quélen y avait lui-même déposé le Saint-Sacrement, et l’on y disait souvent la messe. Le salon restait distinct de la chapelle ; bien des gens venaient chez l’aimable hôtesse jouir d’une société choisie et d’une conversation animée, qui ne se doutaient peut-être pas du voisinage. Quelquefois, cependant, au milieu de la conversation, « une interlocutrice se levait en silence, échangeait un imperceptible signe avec madame Swetchine, qui tirait de sa poche une clef et la remettait sans s’interrompre. C’était la clef de sa chapelle, où allait prier et se recueillir, soit une amie ancienne, soit une connaissance récente, mais révélée à elle par une grande douleur ou un grand sacrifice. » La chapelle derrière le salon, ce passage de l’une à l’autre, ces visites au bon Dieu faites entre deux conversations, ne laissent pas que de représenter assez bien, dans son unité à la fois et dans ses discordances, ce qu’on appelle la vie dévote.

Madame Swetchine était parfaitement aimable. Le mot même semble faible, là où il s’agit d’une si haute excellence. Sous une assez grande laideur, sous une apparence presque vulgaire, elle cachait une exquise distinction morale. Nul n’a jamais eu plus qu’elle la grâce de la bonté, cette indulgence foncière qui s’allie si rarement à la pénétration. C’est d’elle qu’on a conservé ces beaux mots : « Il faut beaucoup d’esprit pour être parfaitement bon. » — « Qui a cessé de jouir de la supériorité de son ami a cessé de l’aimer. » — « Il est coupable ! c’est à cela que s’attache ma plus vive, ma plus tendre compassion. » On peut dire que ce fond de vraie et noble humanité a sanctifié sa foi, car la religion d’un homme prend la forme de son âme, tout autant au moins que cette âme prend la forme de sa religion. Il n’y a dans l’âme de madame Swetchine aucun levain, aucune bigoterie, rien qui ne soit noble et pur. On ne la voudrait pas autre qu’elle n’est, sauf les limites dans lesquelles elle s’est enfermée. Derrière le salon, on sent l’oratoire ; voilà tout. Ce qui fait d’elle une sainte est précisément ce qui la rend étrangère à notre rude société humaine.

Il ne faut pas s’y tromper, en effet : la contradiction que je signalais tout à l’heure entre un christianisme purement spirituel et les traditions ecclésiastiques, se retrouve à quelques égards dans le problème de la vie morale. Qui ne sent un désaccord entre la société moderne et la religion ancienne, entre nos instincts, nos besoins, notre indépendance, notre culte du travail, notre génie positif et pratique, notre prise de possession de la terre et du présent, et la vie religieuse sous sa forme consacrée, je veux dire l’ascétisme, la contrition, la pratique ? Le ciel et la terre ont beau se confondre dans la dévotion de madame Swetchine, on reconnait à chaque ligne de sa vie et de ses lettres quelque chose qui n’est pas entièrement vrai ni entièrement sain. Ce christianisme est fait pour le cloître, cette vie dans le siècle est trop en dehors du siècle. Il n’y a pas pénétration réciproque. Les vertus de madame Swetchine sont trop divines pour être humaines. Elle n’est pas des nôtres et fait seulement semblant de nous appartenir. Elle nous a adoptés et nous supporte, mais elle ne partage pas pleinement nos labeurs et nos aspirations. Elle a toute notre vénération, mais nous ne pouvons voir en elle un compagnon de lutte ; c’est plutôt la sœur de charité prête à bander les plaies de ceux qui succombent dans la grande mêlée.

Le volume des œuvres de madame Swetchine, qui a été publié avec sa vie, renferme des pensées détachées et deux traités, l’un sur la vieillesse, l’autre sur la résignation. Ces traités sont des écrits de piété, qui répondent à ce qu’on attend de ce genre d’ouvrages, mais qui n’appartiennent pas proprement à la littérature. Sauf une page achevée sur « la vieille femme, » je n’y trouve point ces qualités de la pensée et de la diction qui font l’écrivain. Il y a du décousu, un manque sensible de composition et de suite. Il y a, ce qui est pire encore, de la recherche. « Le vieillard est le pontife du passé, ce qui ne l’empêche pas d’être lé voyant de l’avenir. Le vieillard est le vrai pauvre de Jésus-Christ : ses rides sont ses haillons, etc. » Il semble que l’auteur ait voulu animer par des traits de bel esprit un sujet qui était non seulement triste par ses perspectives, mais trop simple, trop monotone, trop stérile, du moment qu’on ne voulait pas le poursuivre jusqu’au point où il se confond avec le problème universel. Au fond, le vrai tort du traité de madame Swetchine, c’est d’être un traité de dévotion. Les consolations qu’administre l’auteur ne sont banales que parce que les explications qu’elle donne des choses sont arbitraires. Il y a quelque chose de puéril, on pourrait dire de profane, à aborder ces questions de la douleur, de la vieillesse, de la mort, qui ne sont autre chose que les questions mêmes de la destinée humaine, avec des solutions courantes et toutes faites. On ne saurait assez le répéter : le surnaturel, qui dans un sens répond à tout, dans un autre sens ne répond à rien. Il n’est pas plus une explication pour les difficultés de la philosophie qu’il n’en est une pour les obscurités de l’histoire. Oh ! qu’il y a loin de nous, des doutes de nos esprits, des exigences de notre pensée, à cette foi sereine de madame Swetchine, pour laquelle tout est décidé à la fois et à jamais !

La publication de la correspondance de madame Swetchine était assurément dans l’ordre des choses. Quand on a joué un rôle, ne fût-ce qu’un rôle de salon et d’influence, quand surtout on a inspiré, à beaucoup de personnes les sentiments d’une affection profonde et d’une vive admiration, il est naturel que les survivants cherchent à fixer le souvenir de l’ami dont ils se voient séparés. Il est naturel aussi qu’on recoure tout d’abord pour cela à ces lettres dans lesquelles chacun fixe chaque jour à son insu l’image de son caractère et l’histoire de sa vie. Publier les lettres d’un homme, c’est le faire revivre autant qu’il est possible. Mais combien, d’un autre côté, cette évocation ne laisse-t-elle pas à désirer ! Que l’impression produite est imparfaite, et par là même trompeuse ! Qu’il y a peu de nous-mêmes dans nos épanchements les plus familiers ! Que de courants secrets de notre vie intérieure qui arrivent à peine jusqu’à notre conscience, bien moins encore jusqu’à notre plume, et qui, cependant, concourent à former cet ensemble indéfinissable qui s’appelle notre individualité !• Si l’on peut dire de la parole, bien qu’accompagnée de l’interprétation donnée par la voix, les gestes, toute la manière d’être, qu’elle dissimule la personne humaine autant au moins qu’elle l’exprime, à combien plus forte raison ce jugement n’est-il pas vrai d’une correspondance. Ce n’est pas tout. Le but d’une lettre est rarement de causer à cœur ouvert. On écrit pour demander ou rendre un service, on écrit par nécessité ou par politesse, on écrit pour répondre, on écrit pour écrire, et l’on se tire de sa lettre comme on peut, avec du bavardage, des redites, des banalités. Viennent ensuite les amis qui rassemblent tout, auxquels leur affection fait illusion sur le tempérament du public, qui sont flattés, d’ailleurs, de voir leur propre nom associé à celui d’une célébrité. Voilà plus qu’il n’en faut pour expliquer comment si peu de lettres répondent à la réputation de ceux qui les ont écrites. Si l’on en excepte la correspondance de Lamennais, celle de Tocqueville et celle de Béranger, je ne vois pas que notre littérature contemporaine ait fait de grandes acquisitions dans le genre épistolaire, et de ces recueils mêmes on peut dire qu’ils n’auraient rien perdu à être abrégés.

Madame Swetchine était, à bien des égards, une charmante correspondante. Son cœur était doué d’une telle puissance d’expansion, qu’elle y trouvait de la place pour tous. Aimant chacun de ses amis comme s’il eût été l’unique ou le préféré, l’expression de son intérêt restait toujours neuve, parce qu’elle était toujours sentie. Il faut ajouter à cela l’image de la belle âme que nous avons déjà entrevue, la douce sérénité, la parfaite droiture, l’absence de toute prétention comme de toute malice. Les lettres de madame Swetchine se distinguent, en outre, par la vivacité de l’expression. Cette étrangère, qui avait trente-quatre ans lorsqu’elle arriva à Paris, écrit notre langue avec une fermeté, un bonheur même que pourraient lui envier les plus spirituelles de nos compatriotes. Son langage devient parfois subtil comme sa pensée, comme sa dévotion, — c’est, avec d’autres nuances, la recherche des *Lettres spirituelles* de Fénelon, — mais sa manière d’écrire n’en conserve pas moins une constante limpidité. On dirait un clair courant, d’où s’élèvent sans cesse des mots charmants comme les bulles d’acide carbonique qui pétillent à la surface d’une eau de roche. C’est là le trait le plus saillant de tout ce qu’a écrit madame Swetchine. Elle avait le don des mots heureux. Elle savait donner à de généreuses pensées un tour inattendu et achevé. C’est elle qui a dit : « J’aime le drapeau et non pas la livrée. » — « L’esprit porte les couleurs de l’âme. » — « On n’a pas le droit d’exiger la conscience de celui à qui on refuse la liberté. » — Et encore : « Il faut que la liberté soit une bien grande chose, car c’est par elle que Dieu punit et récompense les nations. » La correspondance de madame Swetchine fourmille de traits de ce genre, à la fois brillants et élevés, spontanés et frappés au balancier. Il y avait en elle l’étoffe d’un moraliste, et celui qui réunirait ses maximes ferait plus pour sa mémoire que n’ont fait les éditeurs de sa correspondance.

C’est que, après tout et en dépit de tout, il faut le reconnaître, cette correspondance manque d’intérêt. Les mérites de l’écrivain, ceux de son âme, de son esprit, de sa plume ne suffisent pas pour la faire triompher de l’épreuve terrible à laquelle est soumis tout homme dont on vide les tiroirs pour en livrer le contenu au public. Les lettres de madame Swetchine ont peu de mouvement, et encore moins de variété. Elles sont trop purement personnelles. On y trouve à peine une anecdote. On n’y entend pas l’écho des événements, des opinions, ou bien, lorsqu’après 1830 et 1848 il est impossible à l’écrivain de ne pas partager les préoccupations universelles, elle se place trop exclusivement au point de vue de l’Église et de sa petite Église. Les jugements littéraires sont plus rares encore dans ses lettres, et, ce qui étonne, ils sont insignifiants. On le sent, le cœur de madame Swetchine est ailleurs, ce qui n’est certes pas un reproche, mais ce qui nuit à l’intérêt humain de sa correspondance.

Je vais plus loin : même à les prendre comme livre de piété, les lettres de madame Swetchine manquent des caractères qui assurent aux ouvrages religieux une place dans la littérature d’un pays.

La littérature peut se définir de la manière suivante : ce qui, en toutes choses, est universel par le sentiment et par l’expression. Pour être littéraire, il faut qu’un livre exprime des pensées qui appartiennent au patrimoine commun de l’humanité, et qu’il les exprime sous cette forme du beau qui est le langage universel. Ainsi ce qui est technique est, par essence, étranger aux lettres, parce que ce qui est technique reste en dehors du domaine des notions générales. On voit par-là quelles sont les conditions de la littérature religieuse. Un ouvrage de dogme, des directions de conscience, rentrent dans ce qu’on peut appeler la partie technique de la religion. Le christianisme, en effet, a un côté par lequel il nous échappe. Pris comme orthodoxie stricte et rigoureuse tradition, considéré dans sa nature divine et surnaturelle, il est la propriété exclusive de l’Église. Mais ce n’est pas là le tout du christianisme. Il a aussi son côté humain, et sans doute, dans son essence intime, il est avant tout humain. C’est par là qu’il est éternel, qu’il est vrai. Sa puissance provient de ce qu’il s’adresse, en définitive, à l’âme humaine, et de ce que, sorti des profondeurs de celle-ci, il lui apprend à se reconnaître en lui. Voilà par où le christianisme appartient au monde, à quel titre il revendique une place dans notre philosophie et dans nos arts. Aussi toute grande littérature compte-t-elle quelque grand livre chrétien. La France a Pascal. *Les Pensées* sont le livre de tous, parce qu’elles présentent le christianisme sorti du sanctuaire, le christianisme fait homme, l’homme doutant, cherchant, luttant. Chez madame Swetchine, ce n’est plus cela. Le chrétien a trouvé ; il a replié ses ailes ; il est arrivé au ciel. La correspondance de madame Swetchine est un manuel de direction ; c’est une introduction à la vie dévote ; c’est beau et bon, mais le beau n’y est pas assez fort pour porter le bon, et le bon y a un caractère ascétique qui le rend moins propre à notre usage.

J’ai dit pourquoi le public n’acceptera pas de madame Swetchine tout ce que ses amis paraissent disposés à nous donner ; On aura beau faire : sa correspondance ne conservera tout son prix que pour les membres de sa propre famille spirituelle. Pour les autres, pour le gros des lecteurs, il aurait suffi d’un simple volume formé de la biographie, des lettres qui en font partie, et d’un choix des pensées de l’écrivain. J’aimerais, qu’on y ajoutât encore le morceau éloquent que M. le prince de Broglie a consacré à la mémoire de madame Swetchine. On aurait ainsi un livre à la fois austère et touchant, un souvenir durable d’une femme qui a joint un vif esprit à une belle âme, dont des croyances sectaires ont sans doute un peu rétréci l’horizon, mais qui même à sa foi n’a jamais rien sacrifié de sa noble et généreuse nature.

# XIV. M. Ampère et La critique historique[[22]](#footnote-22)

Il ne faut pas confondre l’ouvrage dont M. Ampère nous donne aujourd’hui le commencement avec le travail qu’il a publié, sous le même titre, de 1855 à 1857, dans la *Revue des Deux Mondes*. Celui-ci n’était qu’une esquisse provisoire, une rapide ébauche ; celui dont j’ai à rendre compte est une entreprise de longue haleine. Le premier poursuivait l’histoire des monuments jusqu’au règne de Constantin ; le second se propose bien d’atteindre la même limite, mais il n’embrasse, pour le moment, qu’une petite partie de cet immense sujet, et s’arrête à la prise de Rome par les Gaulois. On voit que l’auteur n’est pas encore près du but. Telle est, néanmoins, l’activité de son esprit, qu’il annonce déjà deux autres ouvrages, dont l’un reprendrait l’histoire de Rome à partir de l’invasion des barbares et de l’établissement du christianisme, tandis que le second serait spécialement consacré aux origines romaines. Voilà ce qui s’appelle se tailler de la besogne ! Peut-être convient-il, néanmoins, de ne pas trop se fier aux promesses de l’écrivain. On ne le sait que trop, il a souvent mis quelque chose des caprices de l’artiste dans les recherches du savant, et, une fois déjà, il a jeté les fondements d’un édifice qui aurait suffi à sa gloire s’il avait daigné l’achever.

Le titre du livre de M. Ampère indique quel en est le dessein. L’auteur s’est proposé de rattacher l’histoire romaine aux constructions dont la ville éternelle offre encore des vestiges, d’éclairer à la fois les annales du peuple par les ruines de ses monuments ou les débris de ses arts, et les destinées des monuments par les révolutions du peuple. Il a d’ailleurs cru, non sans raison, que les faits ainsi étudiés sur place prendraient plus de vie et d’intérêt. « Comme en visitant une contrée, dit-il à merveille, on arrive à un sentiment plus intime et plus vrai, même des faits que les livres pourraient enseigner, ainsi on atteint mieux à un passé dont on touche les restes, et ce que j’appellerai la présence réelle aide à les recomposer. »

Il ne faut pas cependant prendre tout à fait à la lettre le titre adopté par M. Ampère. L’auteur a été fréquemment entraîné hors du point de vue auquel il s’était placé d’abord, et les questions de topographie se sont vite perdues pour lui dans des questions d’une autre nature. Mais si l’ouvrage dont il s’agit n’est pas une simple histoire des monuments de Rome, ce n’est pas davantage une histoire romaine dans le sens ordinaire du mot ; c’est plutôt une longue dissertation, une vaste enquête sur les origines du peuple romain, enquête à laquelle concourent la philologie, l’ethnographie, l’archéologie, la mythologie, la critique historique et les études littéraires. Le texte, chargé de notes, a plus le ton du mémoire que celui du récit. Il rapporte moins les faits qu’il ne les discute. Il s’efforce d’arracher au scepticisme moderne un terrain où l’historien puisse poser le pied, mais il ne s’y établit pas lui-même. Le livre de M. Ampère offre les prolégomènes d’une histoire qui reste encore à écrire. Je suis loin, du reste, de faire un reproche à l’écrivain de la méthode qu’il a suivie. Il y était condamné par son sujet. Le passé de tous les peuples à une époque légendaire, et l’historien a beau faire, il ne peut traiter des légendes comme des témoignages certains ; sa tâche, en un pareil sujet, devient nécessairement critique ; quels que soient les progrès de la science, le récit des destinées de Rome commencera toujours par des doutes et des hypothèses.

L’hypothèse est ici d’autant plus à sa place, que M. Ampère cherche à pénétrer plus avant dans la nuit des temps. Il commence bravement par la création, et essaye de raconter comment s’est formé le sol du Latium. Il nous montre les dépôts calcaires élevant au sein de la mer des collines que l’action volcanique en fera sortir plus tard. Puis viennent les premiers occupants peuplades sauvages, qui apprennent peu à peu à se fixer et à cultiver la terre, couche primitive sur laquelle vont successivement laisser leur empreinte les Sicules, les Ligures, les Pélasges, les Sabins, les Étrusques. En vérité, quand, après toutes ces recherches, on arrive à Romulus, on est tenté de faire comme M. Ampère, et de croire à tout prix aux rois de Rome, pour obtenir enfin un peu de repos et de lumière.

On est d’accord pour reconnaître que l’histoire de Rome, jusqu’à l’expédition de Pyrrhus, manque de la certitude que des témoignages directs prêtent aux deux ou trois derniers siècles de la République. Cette incertitude, par la nature même des choses, devient toujours plus grande à mesure qu’on remonte plus haut, et elle coïncide avec le caractère toujours plus légendaire de la tradition. Aussi la tâche de l’historien consiste-t-elle ici, avant tout, à déterminer ce qu’il faut penser de ces récits que personne ne saurait accepter dans leur intégrité. D’un autre côté, il y a diverses manières de comprendre la tâche dont il s’agit ; les critiques se partagent en plusieurs écoles. Quelles sont ces écoles, et dans laquelle se range M. Ampère ?

Il en est de l’histoire romaine comme de toutes les superstitions. On commence par la foi naïve et entière, par l’autorité incontestée de la tradition. Puis l’examen s’éveille et s’inscrit en faux contre tout ce qui a été admis auparavant. La célèbre *Dissertation* de Beaufort, publiée en 1738, marque dans la science le moment où le scepticisme succède à la foi, et, dans sa réaction contre les excès de la crédulité, s’attache uniquement à ébranler ou à détruire. Plus tard, les besoins aveugles de réaction étant assouvis, on apporte à l’étude des choses un esprit plus impartial, et l’on se demande, non plus si tout est vrai ou si tout est faux dans les opinions reçues, mais ce qu’il peut y avoir de vérité dans la fable, et de fable dans la tradition. En même temps, comme le témoignage proprement dit fait défaut, comme on n’a pas devant soi des documents historiques, mais des récits impersonnels, comme la tradition ne repose, en définitive, que sur elle-même, la critique est réduite à interroger la seule vraisemblance des faits. Enfin, comme la vraisemblance dépend surtout du rapport que l’on parvient à établir entre des faits divers, et de l’interprétation qu’on réussit à en donner, l’hypothèse qui rapproche combine et explique devient, pour ce qui concerne ces temps éloignés, le seul procédé au moyen duquel on puisse espérer de dissiper les ténèbres de la fable. Telle a été la méthode de Niebuhr. Ce grand homme n’était nullement, comme on le suppose d’ordinaire, un sceptique de l’école de Beaufort ; il a moins travaillé à détruire qu’à construire ; il s’est moins proposé de renverser les idées traditionnelles que de rechercher ce qu’il pouvait se cacher de vérité dans la légende. La qualité la plus frappante de l’esprit de Niebuhr n’est pas la sagacité qui signale les contradictions ou les invraisemblances d’un récit, mais plutôt celle qui discerne les débris de l’histoire dans le courant troublé de la tradition, et qui, les rassemblant, les rapprochant, les interrogeant d’un coup d’œil divinatoire, recompose les institutions du passé par la toute-puissance de la conjecture.

Les trois époques de la science correspondent à trois écoles de la critique. Tandis que les uns suivaient la voie tracée par Niebuhr, d’autres revenaient en arrière. La plupart des historiens, Arnold, en Angleterre, Schwegler et Mommsen, en Allemagne, ont continué d’appliquer aux quatre premiers siècles de Rome la méthode qui ne donne assurément pas une entière certitude, une narration complète, mais qui n’en a pas non plus la prétention, et qui croit avoir suffisamment réussi lorsqu’elle a rétabli quelques faits et obtenu quelques probabilités. La tradition, de son côté, a regagné du terrain. On a vu des écrivains, tels que MM. Gerlach, Bachofen. Brœcker, employer tous leurs efforts à rétablir le crédit des vieux récits, quelquefois même chercher l’histoire, par-delà Tite-Live, jusque dans les chants de Virgile. Enfin, l’école purement négative a eu également un représentant récent et distingué dans la personne de sir George Cornewall Lewis, qui, après avoir rempli en Angleterre les fonctions de chancelier de l’Échiquier, y occupe actuellement celles de secrétaire de la guerre, et qui, au milieu des préoccupations politiques, sait se ménager le loisir nécessaire aux minutieuses recherches de l’érudition.

Il n’est pas facile de dire tout d’abord à laquelle de ces diverses écoles appartient M. Ampère. D’une part, il ne dissimule pas ses tendances conservatrices et sa confiance dans la tradition. D’autre part, il n’hésite pas à repousser bien des éléments surnaturels, bien des récits contradictoires, bien des données, enfin, qui se trouvent en opposition avec ses propres vues historiques. Ajoutez que, dans ce qu’il repousse comme dans ce qu’il retient, M. Ampère se sépare également de la critique allemande. Malheureusement aussi il s’en éloigne dans ce qu’elle a de plus incontestable. Il s’en distingue surtout en ce que ses propres procédés manquent du caractère scientifique, en ce que sa critique n’est pas assez raisonnée. Il ne se fait pas plus faute qu’un Allemand de recourir aux hypothèses, mais sa méthode conjecturale n’a rien de commun avec celle de Niebuhr et de ses successeurs.

Niebuhr part de ce principe, que la tradition relative aux premiers siècles de Rome, précisément parce qu’elle n’est qu’une tradition, n’a aucun titre préalable à notre créance. Ce qui peut s’en dégager de vrai ne sera pas tenu pour tel par suite d’une autorité attachée à la légende, mais en vertu de la vraisemblance intrinsèque des faits. M. Ampère, au contraire, regarde la tradition comme un commencement de preuve et une présomption d’authenticité ; il la reçoit sous bénéfice d’inventaire, mais il la reçoit. Il étend aux antiques récits l’axiome légal que possession vaut titre, et il ne se croit autorisé à disputer cette possession que lorsqu’il peut l’attaquer par des arguments positifs. Niebuhr rejette en masse, sauf à admettre ensuite, et sur examen, tel ou tel point particulier ; M. Ampère admet en gros, sauf à vérifier en détail le bien jugé de la tradition. Niebuhr fait table rase, quitte à rechercher dans les débris qu’il a entassés quelques parcelles de vérité historique ; M. Ampère laisse tout debout, à l’exception de ce qu’il ne peut pas décemment soutenir. Le point de départ du premier est le doute, celui du second est la foi.

De là découle une autre différence. La critique de Niebuhr est raisonnée. Elle se fonde, d’un côté, sur le caractère suspect de la légende en général, et, de l’autre, sur la vraisemblance que l’hypothèse peut prêter à des coïncidences fortuites, à des rapprochements imprévus. La critique de M. Ampère, au contraire, est purement instinctive : c’est celle de l’homme qui croit sans trop savoir pourquoi, par déférence pour l’usage et l’autorité, et qui se contente de faire quelques réserves sur les points où sa croyance entre trop ouvertement en conflit avec la raison. En d’autres termes, la critique de M. Ampère est arbitraire ; elle est également arbitraire dans ce qu’elle admet et dans ce qu’elle rejette ; elle n’a pas de principe fixe, elle ne constitue pas un système. Ce qui manque en particulier à M. Ampère, c’est une étude comparative de l’histoire mythique des peuples. Il n’a pas reconnu quelles sont les conditions générales, la formation et les habitudes de la tradition. Il n’a pas compris que la légende ne suppose nécessairement aucun fond de vérité ; qu’elle est souvent une simple fiction, fiction impersonnelle et populaire, destinée à expliquer des faits dont l’origine ou le sens ont été oubliés ; à rendre compte d’un nom, d’un monument, d’un culte, d’une institution. Telles sont, pour citer des exemples, les anecdotes au moyen desquelles les Romains expliquaient les noms de la rue et de la porte Scélérate ; tels étaient les récits qui racontaient l’établissement de la dictature, et peut-être même ceux qui se rattachaient à l’origine du tribunat et du décemvirat.

Cette différence entre les deux méthodes en entraîne une autre encore. L’hypothèse chez Niebuhr est créatrice ; elle embrasse tout un ensemble de données dont elle saisit le sens dans leurs rapports ; elle procède par combinaison ; elle rapproche les faits, les traits, les expressions, et du choc de ces rapprochements, elle fait jaillir ce qu’on pourrait appeler l’évidence de la vraisemblance. Chez M. Ampère, la conjecture est plus timide ; elle est isolée, morcelée ; elle se porte d’abord sur un point, puis sur un autre ; elle procède par détails, et, ne s’appuyant sur aucune vue générale, elle n’arrive jamais à cette cohésion et cette probabilité qui résultent de la précision avec laquelle les faits se rejoignent et forment un tout.

J’ai cherché à caractériser la méthode suivie par M. Ampère. Il me reste à donner des preuves à l’appui de mes assertions. Aussi bien, les principes de la critique historique sont encore si peu naturalisés parmi nous, qu’il est bon de montrer quelle distance sépare la rigueur de la science des saillies les plus heureuses de l’imagination.

Les vues de M. Ampère sur la tradition, je l’ai dit, sont peu raisonnées. « Qui donne le droit, écrit-il, de repousser les témoignages que nous a transmis l’antiquité et auxquels l’antiquité a ajouté foi ? Pourquoi tout serait-il faux dans les origines de Rome ? » La question, dès l’entrée, est mal posée. Le devoir d’administrer la preuve incombe à celui qui affirme, et non pas à celui qui nie. Ce qui nous donne le droit de rejeter les témoignages en question, c’est que ces témoignages n’en sont pas ; c’est qu’ils n’ont aucun des caractères du document historique ; et quant au fait que l’antiquité y a ajouté foi, cette circonstance ne prouve rien, puisque tout le monde, y compris M. Ampère, repousse un grand nombre des fables admises par les anciens.

Si les monuments jouent un grand rôle dans les volumes de M. Ampère, les inductions qu’il en tire ne sont pas toujours irrésistibles. Ainsi, l’une des preuves de l’existence de Romulus, serait la découverte récente d’un mur qui entoure le Palatin, et « qui n’a pu être autre chose que la muraille d’une ville bâtie sur le Palatin, c’est-à-dire de la Rome de Romulus. » L’auteur allègue de même, à l’appui de l’histoire de Brutus, une statue qui était au Capitole, et dont le buste, qui y est encore, « paraît si ressemblant. » L’histoire de Coriolan repose pareillement sur l’existence du temple de la Fortune des femmes. Le paralogisme renfermé dans ces raisonnements est si manifeste, qu’il est inutile d’y insister. C’est à peu près comme si l’on voulait prouver le martyre des dix mille vierges par la présence de leurs ossements à Cologne, ou la légende de sainte Véronique par la place que cette sainte occupe dans le calendrier.

Les principes de M. Ampère en matière de critique sont si peu arrêtés, qu’il ne s’inquiète pas plus de mettre sa théorie d’accord avec sa pratique, que de mettre sa pratique d’accord avec sa théorie. « La fausse science de tous les temps, dit-il fort bien, a supposé des personnages imaginaires, qui sont censés avoir donné leur nom à une ville ou à un peuple ; la vraie science n’en a jamais trouvé. Personne ne croit aujourd’hui que les Français doivent leur nom à Francus, les Danois à Dan, etc. » Et ailleurs, au sujet des reliques d’Énée, que l’on conservait en Italie : « On serait tenté de croire que ces reliques prouvaient au moins l’existence d’une tradition locale et populaire, mais il n’en est rien. Les créations de l’art deviennent, avec le temps, des réalités pour la foule. À Lavinium, on montrait la truie, et le vaisseau à Rome, parce qu’il est fait mention de tous deux dans *l’Énéide*, comme à Circeï on montrait la coupe de Circé, parce qu’il en est parlé dans *l’Odyssée.* En Écosse, on montre bien aux voyageurs le lieu où ont vécu les personnages que Walter Scott a inventés : l’île de la Dame du Lac, et la maison de Jenny Deane. » M. Ampère va jusqu’à se railler de la crédulité de Denys d’Halicarnassé, qui, dans les monuments élevés à la mémoire d’Énée, voyait une preuve que ce héros était venu en Italie. Ces réflexions sont pleines de sens et de force ; mais, il faut l’avouer, on ne voit pas trop en quoi le raisonnement de Denys diffère du raisonnement de M. Ampère lui-même, au sujet de la muraille du Palatin.

Le manque de rigueur qui distingue la logique de notre écrivain ne se trahit pas moins dans le rapprochement suivant. Il s’agit de prouver que les Ligures étaient de race ibérienne, et par conséquent de la même race que nos Basques : « Certains traits caractéristiques des Ibères, fait observer M. Ampère, se remarquent chez leurs descendants, surtout l’agilité. Celle des Basques est proverbiale, celle des montagnards de la Ligurie a frappé les voyageurs. “Celui qui traverse les montagnes de la Ligurie, dit Micali, y voit le paysan, *leste et agile*, porter sur sa tête de très pesants fardeaux pour un très mince salaire. » Ainsi, parce que des montagnards portent lestement des fardeaux, ils sont de la même race que d’autres montagnards également agiles !

Passons à quelques-unes des anciennes traditions romaines, et voyons comment M. Ampère est parvenu à en extraire la substance de l’histoire.

Picus, racontait-on, avait été le père de Faunus, et Faunus le père de Latinus. Faunus, selon notre auteur, représente les Faunes, c’est-à-dire l’époque à laquelle les hommes erraient dans les forêts ; Latinus, de son côté, représente les Latins, c’est-à-dire les habitants des forêts civilisés par Saturne. Voilà qui est déjà passablement conjectural, mais voici qui est plus hardi encore. Il existe aujourd’hui, à Rome, un monument qui, par son origine, remonte jusqu’à l’époque où la tradition plaçait Saturne et l’âge d’or. Ce monument, ce sont les huit colonnes qui sont debout entre le Forum et le Capitole, et qu’on regarde ordinairement comme des ruines du temple de la Fortune. Mais cette dernière opinion est erronée ; le temple auquel appartenaient ces colonnes était celui de Saturne, et ce temple, fréquemment refait et réparé, reposait sur l’emplacement même où s’était élevé l’ancien autel du dieu. Les huit colonnes marquent donc « précisément » la place de l’autel, et nous permettent d’invoquer en toute sûreté de conscience les souvenirs de l’âge d’or !

On connaît l’épisode de Cacus, dans le huitième livre de l’*Énéide*. Notre critique pense qu’il faut y distinguer trois choses : « le souvenir populaire d’un bandit fameux de l’Aventin ; une allusion à certains phénomènes volcaniques qui ont continué à se produire à Rome et dans les environs de Rome, longtemps après l’âge des éruptions proprement dites ; et, enfin, la tradition de la présence en ce lieu des Pélasges, représentée par Hercule et par Cacus lui-même en tant que fils de Vulcain. » Nous allons bientôt retrouver les Pélasges. Quant aux phénomènes volcaniques, voici le développement que M. Ampère donne de son hypothèse : « De cette caverne de l’Aventin, ou de quelque caverne voisine, avaient pu s’échapper ces gaz qui s’enflamment spontanément, comme ceux de Pietra Mala ; c’est un accident qui n’est pas rare dans les terrains volcaniques ; on rattacha ce phénomène, effrayant pour des imaginations ignorantes, aux terreurs qu’inspirait l’antre de Cacus. » J’avoue que je ne puis jamais lire de semblables déductions sans un peu d’impatience. La conjecture a sa place dans l’histoire ; elle est un des instruments de la science ; personne ne saurait la répudier absolument. Mais quand une conjecture est aussi oiseuse que celle-ci, quand elle est aussi gratuite, quand elle ne repose sur rien que les termes d’une description poétique, quand elle n’échappe à toute réfutation que parce qu’elle échappe à tout contrôle et à toute preuve, je n’y puis voir qu’un amusement peu digne de l’historien.

Dans les fables qui font venir en Italie Évandre, Hercule et Énée, M. Ampère croit reconnaître le souvenir d’un seul et même fait, l’arrivée des Pélasges. Ce qui lui fait admettre cette opinion, c’est que ces héros venaient tous les trois d’un pays pélasgique. Il faut, à la vérité, en excepter Hercule, qui arrivait d’Espagne, d’où il amenait les bœufs du roi Géryon. Mais notre auteur devient esprit fort lorsque ses propres idées sont en cause, et il déclare que sur ce point la tradition s’est trompée. Quoi qu’il en soit, M. Ampère a oublié une chose : comme les Pélasges s’étendaient de l’Halys au Tibre, et occupaient par conséquent à peu près tous les pays qui servaient d’horizon géographique à la tradition, il était bien difficile qu’un héros quelconque ne vint pas d’un pays pélasgique.

Nous voici arrivés à Romulus. « Je crois à Romulus, s’écrie M. Ampère ; il faut, dans l’état actuel de la science, un certain courage pour l’avouer. » M. Ampère se trompe. Il ne faut aucun courage pour avouer un fait que l’on est prêt à prouver. Après quoi, il est bien vrai de dire que les preuves fournies par notre auteur sont loin d’être décisives. « En général, affirme-t-il, la légende invente les faits plutôt que les personnes ». Sans doute, à moins qu’il n’y ait un motif pour inventer les personnes, et, par exemple, que l’histoire de Romulus n’ait eu pour but de rendre compte du nom et de la fondation de la ville éternelle. M. Ampère a senti le poids de cette objection : aussi veut-il que Romulus signifie, au contraire, « l’homme de Rome. » Reste à savoir laquelle de ces deux explications est la plus vraisemblable.

La tradition fait de Romulus un pâtre. « Une telle histoire doit être vraie, dit M. Ampère ; ce n’est pas l’orgueil romain qui se fût avisé de l’inventer. » Comme si, de ce pâtre, la tradition ne faisait pas, en même temps, le petit-fils d’un roi et le fils d’un dieu.

M. Ampère croit pouvoir interpréter jusqu’à la fin mystérieuse de Romulus. Il suppose que ce fut une revanche prise par les Sabins pour la mort de Tatius. « Mais, le coup fait, il ne fallait pas pousser à bout ces hommes, peu nombreux, il est vrai, mais très résolus, du Palatin, et le récit de l’apothéose de Romulus vint fort à propos pour calmer leur irritation en flattant leur vanité. L’instrument et, si j’ose le dire, le compère de l’apothéose, fut un homme d’Albe, nommé Julius Proculus, qui affirma avoir vu Romulus lui apparaitre sur le Quirinal, et l’avoir entendu déclarer qu’il était au rang des dieux. » Y a-t-il, je le demande, un seul récit de la légende qui, sur ce pied-là, ne soit susceptible d’une défense et d’une interprétation ?

Je n’ai pu lire, je l’avoue, les laborieuses explications que M. Ampère croit devoir nous donner de toutes ces fables, sans me rappeler la célèbre histoire de la dent d’or. Tous les savants s’étaient mis en mouvement pour rendre compte du phénomène, les tables de toutes les académies ployaient sous le poids des mémoires présentés, lorsque quelqu’un s’avisa enfin de s’enquérir de la réalité du fait. Il en est ainsi de M. Ampère. Il épuise les ressources de son esprit et de son érudition pour résoudre des problèmes, et il ne pense jamais à se demander si les termes de ces problèmes sont bien posés, si la question est bien une question, si l’histoire est bien réellement de l’histoire.

Je crois avoir donné une marque de mon estime sérieuse pour M. Ampère en discutant, sans phrases et sans compliments, la méthode qu’il a suivie dans l’étude des origines de l’histoire romaine. Je crains cependant, avec toutes ces discussions, d’avoir laissé une idée incomplète de son livre. Il ne faudrait pas croire qu’on n’y trouve que des hypothèses hasardées ou des raisonnements insuffisants. L’ouvrage de M. Ampère est un travail capital, où l’on reconnaît toute sa science et toute sa conscience, toutes les qualités de son charmant esprit et, j’ose ajouter, toutes celles de son noble caractère. La parfaite clarté de l’auteur, la variété de son érudition, l’aisance avec laquelle il se meut dans les questions les plus compliquées, l’intérêt et le mouvement qu’il introduit partout, font de ses volumes une lecture infiniment agréable. On a beau différer de l’écrivain sur bien des points, on est entraîné avec lui, et, arrivé au terme, on se trouve avoir fait le tour d’un grand et beau sujet, avec le plus aimable et le plus compétent des cicérone.

# XV. M. Prévost-Paradol[[23]](#footnote-23)

M. Prévost-Paradol est le plus jeune parmi les plus distingués de ces écrivains qui, nés aux environs de 1830, promettent d’illustrer la seconde moitié de ce siècle. C’est à dessein que je partage ainsi le siècle par le milieu. Il a vraiment été coupé en deux. Chaque jour le fait mieux sentir : la Révolution de 1848, si elle n’a pas créé, a marqué du moins un nouvel ordre de choses. Dans la politique, dans la science, dans les lettres, il y a une profonde ligne de réparation entre la Restauration et la monarchie de Juillet d’une part, et, de l’autre, la période qui s’annonce. Quelle distance de M. Cousin à M. Renan, de M. Villemain à M. Taine, et, dans la sphère du journalisme, de M de Sacy à M. Prévost-Paradol ! Ce changement n’est pas, comme on pourrait le croire, une suite des seules circonstances politiques : le second empire lui-même est un effet autant qu’une cause ; nous assistons à la naissance d’une époque dont le caractère est moins déterminé par telle ou telle forme de gouvernement que par de grands faits sociaux : les progrès de la démocratie, l’extension des droits politiques, la séparation du temporel et du spirituel, la rapidité des communications, l’abaissement des barrières qui divisaient les peuples, l’alliance de la philosophie avec les sciences positives d’une part, et, de l’autre, avec la critique historique, la fusion des littératures préparée par une connaissance plus générale des langues vivantes, enfin, et pour en revenir à M. Prévost-Paradol et à ce qui fait le principal sujet de ses travaux, un sentiment libéral qui, à travers les épreuves, est devenu plus pur, plus moral, plus intelligent.

M. Prévost-Paradol n’a que trente-quatre ans. Comme beaucoup d’autres journalistes contemporains, il a commencé par l’école normale, l’enseignement et les prix académiques. À la fin de 1856, il quitta la chaire de littérature française d’Aix pour entrer au *Journal des Débats*, où il rédigea d’abord le bulletin du jour. Il y est rentré en 1860, après une courte infidélité, et il y insère depuis lors des articles de littérature, trop rarement entremêlés de ces discussions politiques dans lesquelles surtout il excelle. Enfin, tout en travaillant aux *Débats* et à *la Presse*, M. Prévost-Paradol a donné au *Courrier du Dimanche* une revue de quinzaine, qu’il vient de réimprimer, et qui forme un commentaire courant et animé des principaux événements de 1860 et 1861. J’ajoute que déjà auparavant il avait réuni en un volume d’Essais quelques morceaux de politique et de littérature.

Je ne m’arrêterai pas aux ouvrages qui ont précédé le moment où l’auteur est devenu journaliste. M. Prévost-Paradol n’est pas arrivé du premier coup au rang qu’il occupe. Il a eu le bonheur de rencontrer la veine, mais il a commencé par tâtonner. Il serait inutile de chercher l’écrivain que nous connaissons tous aujourd’hui dans sa *Revue de l’histoire universelle*, ou même dans un mémoire qui a été couronné, et qui traitait du *Rôle de la famille dans l’éducation*. L’auteur y disparaît encore derrière le professeur de l’Université : « S’il est vrai que l’homme, c’est ainsi que l’ouvrage débute, soit un assemblage de misères et de grandeurs, il faut reconnaître que le privilège de recevoir et de transmettre l’éducation est une grandeur qui compense bien des misères. Plantes, animaux, vivent ou se meuvent sur la terre comme s’ils étaient les premiers de leur espèce, comme s’ils venaient d’échapper à la main du Créateur. Ils sont semblables à ceux dont leur race est sortie, et qui ont vu l’aurore du monde… » Et ainsi de suite, d’un ton toujours solennel. Je ne veux point dire qu’on ne trouve pas d’excellentes idées dans cette brochure, mais il n’y a rien qui ressorte. Les conseils sont parfois minutieux ; l’auteur recommande l’usage des bains froids, les voyages à pied, l’escrime ; détails familiers qui ne sont assurément pas déplacés dans un livre sur l’éducation, mais qui s’accommodent mal de ce qu’on appelle le style soutenu. Voici, par exemple, en quels termes M. Prévost-Paradol fait l’éloge de l’équitation :« Tout est délicieux et profitable dans l’usage intelligent du cheval. Il vous élève à quelques pieds de terre, et donne plus d’espace à vos yeux et à votre pensée ; son mouvement, qui se confond avec le vôtre, vous échauffe, vous anime, donne au sang un cours plus rapide, et augmente le sentiment de la vie. Si vous pressez sa course, la vive succession des images et le changement précipité des lieux deviennent, dans un beau pays, une source de ravissements purs de toute fatigue. Si vous le laissez marcher à sa guise, dans le silence d’un bois, vous connaîtrez le charme de méditer à votre aise, bercé par son allure tranquille et par le son régulier des pas. » On sent ainsi, à travers toute la brochure, le tour académique et même un peu le discours français des classes d’humanités. C’est sage, c’est raisonnable, c’est écrit avec élégance et pureté ; l’ouvrage a obtenu un second prix de l’une de nos académies ; on ne pouvait mieux en marquer la valeur exacte : beau talent de lauréat, rien de plus.

J’insiste un peu plus que de raison sur ces commencements, parce que M. Prévost-Paradol ne s’en est pas encore tout à fait dégagé. Il a trouvé sa voie en arrivant à la politique, et il a toujours été depuis lors en progrès sensible, non pas tellement toutefois qu’on ne reconnaisse plus d’où il est parti. Ses rares qualités d’écrivain se détachent sur un fond qui est bien le ton légèrement banal de sa première manière. Qu’est-ce à dire, d’ailleurs, sinon qu’il est inégal ? Et quel est celui d’entre nous qui ne le soit point ? Quel est le talent si vigoureux que le journalisme ne le condamne à l’inégalité ? L’article de journal est toujours, plus ou moins, une improvisation. L’écrivain ne livre pas, à son heure, un travail lentement mûri et qui soit la mesure exacte de sa puissance ; il faut qu’il subordonne tout à la nécessité d’être prêt ; il doit réussir, mais, avant tout, il faut que sa tâche soit finie au jour et au moment voulus. Le temps, qui est une des conditions principales de la beauté dans les œuvres littéraires, le temps, sans lequel il est si difficile d’être concis, d’être correct, d’être achevé, le temps est avarement compté au journaliste. Malheur à celui dont la pensée ne coule pas sur-le-champ limpide et abondante, à l’homme de goût qui, ne rencontrant pas tout d’abord la perfection, ne cesse point cependant de l’entrevoir, de la regretter, de la poursuivre. Le compositeur attend la copie ; le journal doit paraître ce soir, demain matin ; il faut se séparer de son article tel que l’ont fait les hasards d’un travail interrompu, d’une veine capricieuse, ou d’un tempérament nerveux.

Si j’avais à établir ici une distinction, je dirais que M. Prévost-Paradol est surtout inégal dans ses morceaux de critique littéraire. Nous en avons de lui un très grand nombre et sur les sujets les plus variés, sur les anciens et les modernes, sur l’histoire et la philosophie, les poètes et les moralistes. Là, comme en tout ce qu’il touche, M. Prévost-Paradol a eu un grand et légitime succès. Ses articles sont de charmantes causeries, et, parmi, les essais publiés sous ce titre, il n’en est point qui le justifient mieux que les siens. La critique de M. Prévost-Paradol est un entretien simple, naturel, plein de grâce, qui ne laisse rien à désirer, si ce n’est, çà et là, un peu plus de trait, comme aussi peut-être une provision plus riche d’études toutes faites. Ce qui autrefois, chez l’écrivain, pouvait sembler un fond de lieu commun, n’est plus aujourd’hui qu’un fond de bon sens, mais sur cette chaîne unie on voudrait voir se dessiner un tissu plus savant, plus nouveau.

Il est à remarquer, du reste, que M. Prévost-Paradol néglige ordinairement l’appréciation proprement littéraire. Il passe vite sur les beautés et les défauts des livres, et court droit à ce qui l’intéresse surtout dans les œuvres des hommes, c’est-à-dire à l’homme même. Il est moraliste, il l’est en littérature, il l’est jusque dans la politique, étant de ceux qui, dans les affaires de ce monde, mettent en première ligne les intérêts moraux de l’humanité. En disant de M. Prévost-Paradol qu’il est un moraliste, nous nous plaçons bien au centre de son caractère et de son talent. Nous en avons là le fort et le faible. Son esprit n’est point spéculatif. Ses croyances hésitent entre les aspirations de son cœur et les doutes de sa raison. Il prend tour à tour parti pour et contre la science, pour et contre la foi. A-t-il affaire à un théologien, il insiste sur la séparation qui s’est faite entre l’Église et le siècle. A-t-il affaire à un libre penseur, il s’appesantit sur les incertitudes de la raison. Parlant de l’infinie variété des opinions sur Dieu, l’homme et l’univers : « Il nous semble parfois, dit-il, que ces divers sentiers sont tous tracés dans une sorte de grand parc, qu’enferme de toutes parts un mur infranchissable. Les uns, comme des routes inflexibles, vont droit au mur et s’y brisent ; d’autres s’en écartent un peu, mais ne tardent guère à l’atteindre ; d’autres enfin font mille circuits, se perdent sous de beaux ombrages, s’élèvent et redescendent, et évitent avec tant de soin le mur fatal, qu’on s’imaginerait l’avoir franchi ; mais il apparaît tout à coup à quelque détour du chemin, et nous remplit d’impatience contre nous-mêmes et contre le guide trop habile qui nous a bercés d’une vaine espérance. Nous envions alors ceux d’entre nous qui, ne cherchant aucun sentier et paisibles à leur place, ne voient pas même l’obstacle qui nous arrête, tandis qu’ils contemplent bien au-delà, avec une foi tranquille, des régions pleines de paix et de lumière. » C’est ainsi que l’écrivain donne successivement raison à la science et à la révélation, ou plutôt qu’il marque les incertitudes de l’une et de l’autre et celles de son propre esprit. Sa philosophie consiste, non pas précisément, comme celle de Pascal, à mépriser la philosophie, mais bien à se défier des philosophes. Sauf certaines blessures secrètes que semble lui avoir laissées la lecture de ce terrible Spinoza, il serait difficile de reconnaître en M. Prévost-Paradol les traces d’une autre sagesse que celle qui apprend à vivre et à mourir. Mais de celle-là même, dans son admirable candeur, il ne cherche pas à outrer la certitude ou les consolations. Il ne se pique pas d’une assurance qu’il ne possède point ; il s’en pique d’autant moins, qu’après tout il lui reste un point fixe au milieu des agitations de la vie et de l’esprit. Si bien des choses lui paraissent obscures dans ce monde que Dieu a livré aux contestations, il a un asile, un sanctuaire dans sa foi à l’ordre moral. Quand tout lui manque, il lui reste l’instinct indomptable d’une âme pour laquelle la souillure est le mal absolu et irrémédiable. Sa nature entière se révolte contre ce qui est vil. Que la société aille se corrompant, que les caractères s’affaissent, que la prostitution tienne le haut du pavé, pour lui, il n’accepte point la défaite. Il sent en son cœur le mépris de tant d’ignominie, et ce sentiment lui tient lieu de la victoire. Il se fortifie dans le commerce des héros. Il embrasse la statue des dieux immortels, devoir, pudeur, justice, et les adjure de venger leur majesté méconnue[[24]](#footnote-24).

Le succès de M. Prévost-Paradol comme critique littéraire aurait été sans doute plus décisif, s’il ne s’était fait concurrence à lui-même par ses articles de discussion politique. Et ici, je me permets un reproche. De quel droit l’écrivain a-t-il reproduit un si petit nombre de ces articles ? Pourquoi publie-t-il ses lettres du *Courrier du Dimanche*, qui, quelque piquantes qu’elles soient, participent de la nature de la gazette ou des nouvelles à la main, et pourquoi ne réunit-il pas ces incomparables morceaux, devenus trop rares dans les *Débats*, mais qui ne s’oublient plus quand on les a lus, ces lumineuses analyses de la Constitution, ces dissections impitoyables des rapports officiels, ces vives satires de nos mœurs électorales ? Il y a là les matériaux d’un volume que je réclame et qui achèvera de placer M. Prévost-Paradol à son rang parmi nos écrivains politiques[[25]](#footnote-25).

Ce rang est tout simplement le premier. M. Sainte-Beuve n’est pas plus décidément le prince de la critique littéraire, M. Renan n’est pas plus certainement le modèle dans l’essai de philosophie ou d’histoire, que M. Prévost-Paradol n’est le premier de nos écrivains politiques. Il a si bien renouvelé le genre qu’il paraît l’avoir fondé. Il a donné au premier-Paris cette valeur durable qui semblait autrefois le privilège de quelques feuilletons. Les articles de M. Prévost-Paradol resteront. Ils font désormais partie de notre littérature. Et ce journaliste est le seul dont on puisse en dire autant.

L’œuvre du journaliste est essentiellement éphémère. Elle disparaît chaque jour pour renaître le lendemain. Elle se détruit elle-même comme, dans l’Océan, un flot efface un autre flot. Elle consiste proprement dans la succession des impressions produites. Elle ne dure qu’à la condition de recommencer sans cesse, et lorsque la main qui écrivait s’arrête, toutes ces pages, qu’elle remplissait de passion et d’éloquence, sont mortes et glacées comme elle. Cela est si vrai que, en général, plus le journaliste a l’esprit de sa tâche, plus son œuvre est passagère. Mieux il sait s’emparer des circonstances du moment, s’adresser aux mobiles sentiments du public, mieux il se fait écouter. Mais par là même aussi, il devient inintelligible lorsque l’incident est oublié, lorsque l’émotion s’est calmée. Ses articles sont alors comme les feuilles d’automne qui ont été vertes et fraîches, et qui aujourd’hui, tombées au pied de l’arbre qui les portait, n’ont plus rien de l’éclat de la vie. Le journaliste a le sort de l’orateur et du virtuose : il ne reste de lui qu’un souvenir, un nom, l’ombre d’un nom. Il entre pour quelque chose dans l’histoire qu’il écrit au jour le jour ; il est l’un des comparses de la pièce, il en est parfois l’un des héros, mais il ne saurait avoir la prétention de prendre place parmi les écrivains dont la pensée ira à travers les générations exciter les sympathies ou enflammer l’admiration. L’exemple le plus frappant de cette destinée est Carrel. Carrel a été un très grand journaliste. Nul n’a mieux que lui compris les conditions de la presse politique. Jamais plume n’a plus nettement abordé un sujet, n’a plus directement frappé au but, n’a plus virilement parlé le langage de la discussion quotidienne. Et que reste-t-il aujourd’hui de Carrel ? On a publié cinq volumes de ses articles. Qui les a lus ? Qui les a vus ? Sauf le petit nombre de ceux qui y cherchent des matériaux pour l’histoire des partis, ou de ceux qui leur demandent quelques-uns des secrets du style politique, personne ne songe à aller remuer ces débris de gazettes. Carrel est enseveli dans son œuvre. S’il conserve une place dans notre littérature, ce sera par des morceaux d’histoire et de biographie, dérobés à ses travaux de chaque jour et qu’il dédaignait peut-être. La postérité ne lira guère de lui que dix pages sur le suicide de Sautelet.

Je ne sais si j’ai fait comprendre tout ce qu’il faut de talent pour donner une valeur permanente à ce qui, de sa nature, est si passager. Ce ne sera pas trop des plus vives qualités de l’esprit et du style pour faire surnager sur le courant du temps des discussions passionnées sur des sujets qui ne passionnent plus, des controverses qui sont devenues des énigmes. La durée ici n’est qu’à ce prix : il faut que, dans cette chronique du jour, dans ces discussions d’incidents dont l’histoire ne tient pas même compte, il y ait une perfection littéraire assez grande pour intéresser en dépit du sujet ; qu’il y ait un fond de réflexion sensée, d’observation vraie, de satire ingénieuse ; quelque chose du moraliste et du philosophe ; ce je ne sais quoi enfin qui est immortel, parce qu’il s’adresse ce qui est de tous les temps.

Je ne crains point de dire que M. Prévost-Paradol réunit la plupart des qualités qui peuvent donner à l’improvisation du journaliste la durée de l’œuvre littéraire.

M. Prévost-Paradol est un écrivain libéral. Il n’est pas aussi arbitraire qu’on pourrait le croire de compter le libéralisme de l’écrivain parmi ses chances de durée. Qu’on imagine, si l’on peut, des articles du *Pays* ou du *Constitutionnel* allant à la postérité ! Rien n’est permanent que ce qui est généreux, parce que cela seul est vraiment vrai. M. Prévost-Paradol a la religion de la liberté. Il y croit comme à un principe ; il y est attaché comme à une croyance. Elle est pour lui, si j’ose me servir de cette expression, l’élément absolu de la politique. Tout peut changer en effet, excepté le besoin que les sociétés ont de la liberté, parce que sans celle-ci il n’y a pas de civilisation. C’est la liberté qui forme le citoyen, et qu’est-ce que l’État sans les vertus civiques ? Mais M. Prévost-Paradol n’a pas seulement la passion de la liberté, il en a l’intelligence. Il n’a pas subi en vain les dures épreuves réservées à notre temps. Attaché à des formes qu’il considère comme les conditions de la liberté dans nos sociétés modernes, il met cependant la liberté elle-même au-dessus de tout. Il est préparé à tous les progrès de la démocratie, pourvu que la démocratie soit autre chose qu’un niveau sous lequel disparaissent les supériorités ; résigné à tous les régimes, pourvu qu’il y trouve le moyen de combattre ce qu’ils peuvent avoir d’excessif, et, par la discussion, de les développer bon gré mal gré dans le sens constitutionnel.

Je place très haut parmi les talents de M. Prévost-Paradol celui de la lumineuse discussion. On ne sait pas assez quel faible le lecteur se sent pour l’écrivain qui lui épargne les efforts de l’esprit, et le rend maître, sans fatigue, de tous les détails d’une question. M. Prévost-Paradol nous rend ce service. Il est impossible de rien lire de plus lucide que ses nombreux articles sur le mécanisme de la Constitution, sur la législation qui régit la presse, sur les décrets du 12 et du 24 novembre. C’est avec la même clarté qu’il aborde les questions légales, et, par exemple, qu’il nous a expliqué la procédure criminelle en Angleterre et aux États-Unis, ou, tout récemment, le droit dit « d’injonction. » Une exposition nette, une discussion bien conduite, une dialectique à la fois calme et pressante, font de tous ces morceaux des modèles du genre.

La modération est une partie de la force de M. Prévost-Paradol, comme elle est l’une des qualités principales de son esprit. Il reste constamment fin et contenu. Il met en tout de la mesure, et c’est par là qu’il est irrésistible. Il n’y a point chez lui de ces excès de force qui sont des preuves de faiblesse, de ces coups de massue qui retombent d’ordinaire sur celui qui prétend les asséner. Notre auteur se plaint, dans la préface de son nouveau recueil, des nécessités du temps qui compriment la liberté de l’allure et la vigueur du langage. Il décrit en traits d’une grâce charmante le journaliste d’aujourd’hui, qui balbutie, non pas les vérités les plus utiles, mais celles qu’il regarde comme les plus inoffensives, et qui tremble des blessures qu’il fait plus que de celles qu’il reçoit : « Sont-ce là, se demande-t-il, les conditions du grand art ? » Je l’ignore, mais je ne doute pas que M. Prévost-Paradol ne soit le journaliste d’une pareille situation. Il n’est ni un tribun du peuple ni un chef de parti. Il n’a pas la voix sonore et le geste passionné. Je ne reconnais en lui aucune des qualités qui entraînent. En revanche, il est passé maître dans le seul genre de lutte que l’écrivain puisse soutenir avec le pouvoir, lorsqu’il est d’avance à la merci de celui-ci, et que pour lui échapper il faut mettre de son côté la force de la modération et la complicité du public. Il est devenu une preuve que, sous le régime le plus savamment rigoureux que la presse ait reçu en aucun pays, on peut tout dire encore à force d’art et, en même temps, de mesure.

J’arrive au talent proprement dit de M. Prévost-Paradol, à ces traits particuliers qui font sa physionomie littéraire. Il n’est personne ici qui ne nomme tout d’abord l’esprit. Mais il y a plusieurs sortes d’esprit. Celui de notre écrivain n’a pas l’éclat qui éblouit, la vigueur qui entraîne ; il n’a pas la pointe vengeresse qui déchire et qui tue. M. Prévost-Paradol est tout simplement un homme de bonne société, du meilleur ton, du meilleur goût, qui converse avec aisance dans une langue aiguisée d’atticisme, dont la façon de dire est toujours nette et vive, toujours distinguée et délicate, mais dont parfois aussi le discours se redresse en jets d’une franche éloquence. Mais il est une arme qui va surtout à la main de M. Prévost-Paradol, c’est l’ironie. L’ironie est la protestation de l’esprit qui croit au droit et qui se sent dominé par la force. L’ironie est l’expression de la conscience opprimée par l’immoralité du succès, mais qui se relève et le défie. Je ne sais cependant si le mot d’ironie n’est pas ici trop fort. Celle de l’écrivain dont nous parlons est plutôt une plaisanterie à la fois indignée et résignée, trop fière pour être amère, trop dédaigneuse pour reconnaître au mal et au mensonge aucune supériorité, même momentanée. On n’a pas poussé plus loin que notre écrivain l’art de la plaisanterie élégante et acérée, qui blesse en se jouant, qui ne laisse à la victime aucun moyen de se plaindre sans s’avouer coupable, qui, empruntant au bonheur des comparaisons je ne sais quelle évidence de raison, satisfait tout ensemble l’esprit et la conscience. Mais il n’y a qu’un moyen d’en donner une idée, c’est de citer. Aussi bien, nous trouvons ici des morceaux qui compteront parmi les plus heureux de notre littérature politique.

Nous sommes à l’automne de l’année dernière. Les conseils généraux viennent de s’ouvrir. Le décret du 24 novembre a naturellement tenu une grande place dans les discours prononcés à cette occasion. L’écrivain a reproché à M de la Guéronnière des métaphores sans grâce et des hyperboles excessives : « M de Morny, continue-t-il, a été beaucoup plus habile en disant, à propos du même décret, les libertés, évitant ainsi le sens trop compréhensif et trop inexact que le mot emporte avec lui, si on l’emploie au singulier. Les libertés, cela s’applique à tout et peut prendre dans l’esprit du lecteur la proportion convenable au sujet. On peut, en effet, sous-entendre l’épithète qui convient le mieux à la circonstance, telle que les modestes libertés, les petites libertés du 24 novembre. Mais M de Morny a choisi une épithète infiniment plus heureuse que celles-là et d’une incontestable justesse. Il a dit : les libertés octroyées ; — et j’avoue ne pas comprendre un mot aux réclamations que ce mot a soulevées. Je voudrais bien apprendre si les âmes fières que ce mot a blessées s’imaginent avoir conquis les libertés, puisque libertés il y a, accordées par le décret du 24 novembre ; je voudrais bien voir la figure de ces redoutables combattants qui ont arraché cette grande concession au pouvoir ; et, sans pousser si loin mes exigences, je voudrais qu’on présentât simplement le prophète qui savait, le 22, le cadeau qu’on lui offrirait le 24. Et ce qu’on vous donne sans que vous ayez aucun moyen de le prendre, et lorsque vous pouviez à peine balbutier pour le demander et que vous n’espériez pas même le recevoir, on ne vous l’a pas octroyé ! C’est une étrange susceptibilité que celle qui se révolte contre les mots en acceptant les choses. Pour moi, monsieur le rédacteur, j’avoue humblement que j’ai été surpris par le décret du 24 novembre, et qu’on me l’a octroyé quand je ne m’y attendais guère. Si c’est une humiliation, j’en réclame ma part avec toute la France, et ce n’est pas en m’insurgeant contre la grammaire que j’essayerai de m’en consoler. »

Entre autres mérites, la satire de M. Prévost-Paradol à celui d’être variée. Elle prend tous les tons. Tantôt elle s’attache à un mot, tantôt elle raconte une scène. Ici elle parodie un discours, là elle commente l’histoire. Le plus souvent, elle emploie la comparaison ; ce sera une anecdote dont l’application se fera d’elle-même, ou bien une citation, mais si heureusement amenée que l’effet en est irrésistible. Peut-on rien imaginer de mieux *trouver* que le passage suivant sur le clergé français et la conduite qu’il a suivie à partir de 1848 ? « Qui s’abandonne lui-même est abandonné de tous, et c’est justice. Quiconque cède à la tentation est la proie et la dérision du tentateur. C’est une vieille histoire. Croyez-vous, par exemple, que si Jésus-Christ eût accepté sur la montagne les offres magnifiques qui lui étaient faites, il eût, en effet, possédé tous les royaumes du monde ? Nullement ; il eût été précipité du haut en bas de la montagne, avec la permission de Dieu le père et avec l’approbation des anges. J’ai lu dans les récits fort curieux d’un voyageur anglais, qu’un petit prince de l’Hindoustan n’avait pas de plus grand plaisir que de perdre soudainement ceux qui l’avaient trop flatté. Il se laissait volontiers adorer et paraissait regarder avec complaisance celui qui se prosternait le mieux devant lui ; mais, tout à coup, il mettait le pied sur le front de l’incomparable adulateur et l’envoyait rouler dans la poussière. C’était sa façon de rétablir l’équilibre et de venger la dignité humaine. Je ne sais pas même le nom de ce petit prince, et nous n’avons, grâces à Dieu, aucune chance de nous rencontrer jamais. Mais il y a dans cette partie de sa conduite une certaine grandeur à laquelle je ne suis point insensible, et pour laquelle je lui envoie, à travers l’espace qui nous sépare, mon sincère compliment, tout en regrettant de ne pouvoir, en bonne conscience, lui en adresser un autre. »

Nous venons de voir l’anecdote, voici la citation. Elle est d’une application si exacte, qu’elle a l’air d’avoir été arrangée pour la circonstance, et en même temps elle emprunte à l’imprévu du rapprochement un effet hautement comique. « Qu’on le regrette ou qu’on s’en réjouisse, tout le monde s’accorde à reconnaître que la presse française est aujourd’hui entre les mains de l’autorité centrale, à peu près comme Gulliver était entre les mains du géant qui l’avait ramassé dans les blés : « Il me prit par le milieu du corps, entre l’index et le pouce, et me souleva à une toise et demie de ses yeux pour m’observer de plus près. Je devinai son intention, et je résolus de ne faire aucune résistance tandis qu’il me tenait en l’air à plus de soixante pieds de terre, et quoiqu’il me serrât horriblement les côtes, par la crainte qu’il avait que je ne glissasse entre ses doigts. Tout ce que j’osai faire, fut de lever les yeux vers le ciel, de joindre les mains dans la posture d’un suppliant, et de dire quelque mots d’un accent humble et triste, conforme à l’état où je me trouvais, car je craignais à chaque instant qu’il ne voulût m’écraser comme nous écrasons d’ordinaire les petits animaux qui nous déplaisent. »

Tout cela, on nous l’accordera, est d’un effet terrible et charmant. Ce n’est peut-être pas cependant le chef-d’œuvre de l’auteur. Il y a plus de gaieté encore et d’entrain dans le récit suivant. Courier n’a pas de pages plus vives, plus amusantes. Il s’agit de l’élection de M. Dabeaux, dans les arrondissements de Limoux et de Narbonne.

« Le jour de l’élection arrive et l’on vote ; le plus souvent c’est sous l’œil du maire, avec les bulletins de M. Dabeaux pris sur la table du vote ou offerts par le maire, en présence de l’électeur muet, ou mis, comme à Bugarach, directement par lui dans l’urne. Et dans quelle urne vote-t-on ? À Gueytes-la-Bastide, c’est dans un boisseau à blé ; à Rennes-le-Château, c’est dans une soupière ; à Coudons, c’est dans *une toupine,* pot ouvert à deux anses ; à Donazac, enfin, le maire se tient avec son bureau dans une pièce, tandis que l’urne est dans une autre, et il se charge obligeamment d’y porter les bulletins, qu’il accumule dans ses mains ou dans sa poche. Nous comprenons que le peuple français, dans quelques régions qui ont conservé les mœurs patriarcales, vote dans des boisseaux à blé, dans des soupières, dans des toupines et dans toutes sortes de vases ; mais voter dans la poche du maire est une marque de confiance qui nous ramène à l’âge d’or ! Ces vases ainsi remplis ont une nuit à passer entre le premier jour du vote et le second ; où passeront-ils cette nuit périlleuse ? Est-ce, selon le vœu de la loi, dans la salle même du vote et sous la libre surveillance des citoyens ? Nullement. Voici le secrétaire de la mairie d’Armissan qui emporte l’urne, et lui fait passer la nuit dans le sein de sa famille. L’urne de Saint-Polycarpe a passé la nuit dans la maison du maire, même hospitalité a été donnée à la soupière de Rennes-le-Château. La boite de Montazels a été enfermée par le maire dans son armoire à linge. On ne dit pas dans quel domicile a reposé la toupine de Coudons. Aussi le lendemain, s’il faut en croire les signataires de la protestation de M. Guiraud, découvre-t-on dans le dépouillement de plus d’un scrutin des contradictions inexplicables. Qui ne sait qu’un seul brochet dans un étang le dépeuple par la quantité de poissons qu’il dévore ? Ou bien une foule d’électeurs portent aujourd’hui un faux témoignage, ou bien un phénomène analogue se serait accompli dans la plupart de ces vases électoraux, et la plupart des bulletins portant le nom de M. Guiraud auraient été dévorés par les autres. »

Tels sont les traits dont M. Prévost-Paradol relève sa polémique. On a rarement mis plus d’esprit dans le bon sens, plus de sens dans l’esprit, plus de l’un et de l’autre au service d’une meilleure cause. Ces articles, je l’ai dit, resteront. Après avoir fait à leur jour les délices des honnêtes gens et des esprits délicats, ils porteront à d’autres générations la preuve que les temps ingrats où nous vivons n’ont pas été entièrement étrangers aux saintes aspirations, et que la vengeance n’y a pas toujours manqué aux turpitudes. Mais ce n’est pas là le seul succès qu’on puisse promettre aux pages de M. Prévost-Paradol. Elles seront plus que les témoins morts d’une protestation impuissante. Elles auront servi à préparer quelque chose de meilleur. C’est à M. Prévost-Paradol et à ses pareils qu’appartient l’avenir. En vain les satisfaits et les poltrons exploitent-ils le souvenir de nos mécomptes ; en vain les libéraux de jadis mettent-ils leurs principes d’autrefois à la charge des illusions de la jeunesse ; en vain, cherchant à entraîner tout le monde dans leur optimisme intéressé, exaltent-ils la grandeur de la force aux dépens de la majesté du droit : ils oublient un point capital dans les révolutions des sociétés, c’est que l’homme ne vit pas de pain seulement, de, pain et de spectacles ; c’est que ses besoins spirituels ne sont ni moins persistants, ni moins pressants que les autres ; c’est qu’ils finissent toujours par se réveiller ; c’est enfin que, parmi ces besoins, le premier, le plus opiniâtre, le plus difficile à tromper, c’est celui de la liberté, parce que la liberté est l’air vital de l’âme..

# XVI. Alexandre Vinet[[26]](#footnote-26)

Les œuvres de M. Vinet sont volumineuses et variées ; elles portent toutes, bien qu’à des degrés divers, le cachet d’une belle âme, d’une pensée originale et d’un rare talent d’écrivain ; elles ont été plus d’une fois, et de plusieurs côtés, honorées de ces suffrages qui valent à eux seuls une réputation ; et, cependant, on peut dire qu’elles n’ont pas percé dans le public français ; elles n’ont pas pris place dans notre littérature ; on se demande même si elles y atteindront jamais le rang que des qualités supérieures semblent devoir leur assigner. Il y a de cela plusieurs causes qu’il n’est pas sans intérêt de rechercher, et dont l’examen nous conduit d’ailleurs tout droit il l’analyse du caractère et du talent de l’auteur que je voudrais étudier aujourd’hui.

Et d’abord, Vinet était étranger. Sa vie s’est écoulée tout entière à Bâle et à Lausanne. C’est à peine s’il a franchi les limites de la Suisse. Il n’a jamais vécu parmi nous. Or, Paris n’accepte que ce qui vient de Paris ; non pas précisément de propos délibéré et par simple préjugé. Cette espèce d’intolérance tient au génie particulier de notre pays. Nous sommes, à bien des égards, très inférieurs à quelques-unes des nations qui nous entourent ; nous ne l’avons peut-être jamais été autant qu’aujourd’hui ; nous n’avons ni la force poétique et l’originalité des Anglais, ni la science et la puissance spéculative des Allemands ; non seulement nous ne les avons pas, mais ce qui est le signe propre de l’infériorité, nous ne nous doutons même pas de ce qui nous manque, et nous ne faisons, par conséquent, aucun effort pour l’acquérir. D’un autre côté, Paris n’en reste pas moins un foyer intellectuel très actif et incomparable. Il y a dans les qualités de notre esprit, dans celles de notre langue ; il y a dans notre curiosité, dans la mobilité et la vivacité de nos impressions, dans notre besoin d’émotions nouvelles, dans notre caractère expansif, dans notre ardeur de propagande ; il y a dans nos habitudes de société et de sociabilité, une cause de mouvement continuel. Le niveau des idées, chez nous, n’est pas toujours fort élevé, mais il s’y produit un courant rapide. De la vient que quiconque n’est pas porté par ce courant est vite dépassé ; Il a beau faire tous les efforts imaginables pour suivre les variations de l’opinion publique, les caprices de l’inspiration générale, celle-ci a quelque chose d’insaisissable qui le déconcerte. Rien ne supplée ici au commerce incessant des hommes, à l’échange journalier des pensées. En vain l’étranger parlera-t-il notre langue, en vain en possédera-t-il les principes et les règles mieux que nous, en vain lira-t-il nos livres et nos journaux, en vain se tiendra-t-il au fait de tout ce qui se dit dans nos salons, il n’en sera pas moins un étranger. Il pourra valoir infiniment mieux que nous ; il sera facilement plus érudit, plus profond, plus vraiment cultivé ; mais tout cela ne fera pas qu’il soit des nôtres. Nous lui échappons par bien des côtés, et lui, a son tour, reste toujours pour nous incompris et incompréhensible. L’étranger dont le français est la langue maternelle n’est pas, à Paris, beaucoup moins dépaysé que ne serait un Anglais, un Russe ou un Allemand.

Une autre circonstance qui nous rend Vinet étrange et étranger, c’est qu’il était protestant. Le protestantisme, lui aussi, est un pays éloigné, plus éloigné de la France et de son tempérament que ne sont des nations séparées par la simple distance. Bien que la fusion des communions religieuses s’opère de plus en plus sous l’empire des principes nouveaux, il y a là encore sur notre territoire deux races en présence, ou, si l’on veut, deux sociétés, deux éducations, deux manières de voir et de sentir. Cette différence n’est pas sans analogie avec celle qui distingue, dans un même pays, un israélite d’un chrétien. Il suffit de causer avec un fils d’Abraham, parmi ceux-là même qui abdiquent le plus leur origine, pour comprendre quelle séparation établissent, entre lui et nous, ses traditions religieuses, sa foi abstraite, son culte dépouillé, l’élément oriental, la logique talmudique, l’absence des notions de toute espèce qui nous viennent du christianisme et que nous suçons avec le lait. Le chrétien et l’israélite peuvent à peine s’entendre dans une discussion ; ils manquent de points de contact ; ils parlent des langues différentes. Il en est de même, en quelque mesure, des catholiques et des protestants. Il existe en France une société protestante considérable, éminente, qui se trouve mêlée à l’autre, à la grande, mais qui en reste distincte. Ce sont des cercles concentriques qui ne se touchent point. La position des protestants comme minorité, les relations plus intimes qui les unissent entre eux et les séparent d’autant des autres, leur culte plus austère, leur théologie plus libre, une foi plus personnelle, une morale plus stricte, l’indépendance d’esprit que donne l’exercice du libre examen, la rude discipline des dissensions intestines, la lecture assidue de ce livre sublime et subtil qui s’appelle la Bible : tout cela tend à produire des habitudes de pensée, de raisonnement, de critique, une attitude de lutte, un certain puritanisme de principes, une certaine sobriété de dévotion, un dédain des pieuses superstitions et des pratiques, bref, une atmosphère intellectuelle et morale toute différente de celle dans laquelle vivent leurs concitoyens. Il n’est pas jusqu’à la traduction vieillie dans laquelle les protestants lisent les saintes Écritures qui, en influant sur la diction de leurs prédicateurs et le style de leur littérature religieuse, ne contribue à leur faire parler un langage qui n’est pas le pur français. Une langue en effet, a une religion comme elle a une patrie ; la langue française est catholique comme la nation, comme la littérature nationale, et l’on peut se demander si un protestant, dans quelques circonstances qu’il soit placé, perd jamais entièrement, dans sa pensée et sa manière d’écrire, le cachet de son origine. En somme, la prodigieuse transformation qui s’accomplit aujourd’hui dans les esprits, dans la société, dans les religions mêmes, n’empêche pas qu’un protestant n’ait quelque effort à faire pour être, dans son propre pays, autre chose qu’un étranger.

Et que sera-ce donc si, comme Vinet, il joint à sa qualité de protestant celle de chrétien dans le sens le plus positif du mot, deux choses d’ailleurs qui se touchent de plus près qu’on n’a coutume de penser. La Réformation, contrairement au préjugé vulgaire, a été un retour aux principes rigides du christianisme ; le protestantisme, une protestation contre les accommodements au moyen desquels le monde avait peu à peu éludé les exigences de l’Évangile. Les révolutionnaires religieux du xvie siècle, loin d’être, comme on les représente souvent, des hommes las du joug de la sainteté catholique, furent avant tout des âmes obsédées de l’idéal religieux. Ils s’élevèrent contre les doctrines régnantes, non comme trop austères, mais comme trop molles et trop faibles. Ce qui est en souffrance, dans leur théologie, ce ne sont pas les droits de Dieu, mais plutôt ceux de l’humanité. Ils remirent partout, dans la morale comme dans le dogme, une logique inflexible.

Ils firent de la révélation une vérité. Ils tendirent, pour ainsi parler, tous les ressorts du christianisme. Ils poussèrent la piété jusqu’à la rudesse. Ils prirent au grand sérieux la lutte imposée à l’homme contre ce qui est terrestre et charnel. Ils placèrent la créature entre Dieu et Satan, et érigèrent en son cœur le théâtre d’un drame divin. Ils apportèrent dans le combat de la vie un héroïsme décidé à vaincre ou à périr. Ils tentèrent d’escalader le ciel. Les erreurs que l’on est en droit de reprocher aux réformateurs s’expliquent par la grandeur même de leur dessein. Ils ont exagéré les vérités jusqu’à ce point où la vérité même cesse d’être tout à fait vraie. Ils ont trop méprisé ces tempéraments que le catholicisme avait consacrés, et au moyen desquels l’humanité s’était accommodée au christianisme et avait accommodé le christianisme à ses besoins, tempéraments qui paraissaient aux réformateurs autant de lâchetés ou d’inconséquences, mais qui n’étaient souvent que les réclamations du sens commun contre des prétentions absolues. La Réformation elle-même, là où elle a pris pied, n’a pas tardé à entrer à son tour dans des compromis semblables à ceux qu’elle avait si dédaigneusement repoussés. Elle s’est faite, à son tour, plus humaine et plus vraie. Toutefois l’esprit de moralité austère qui a été, dès l’origine, son inspiration, est resté son caractère fondamental. Si l’on compare les nations protestantes avec les peuples catholiques, on reconnaît, d’un côté, un effort sincère pour amener le réel et l’idéal de la vie à se pénétrer réciproquement, tandis que, de l’autre, le siècle et l’Église restent juxtaposés. Le catholicisme est plus humain, plus accommodant ; il prend plus facilement son parti des inconséquences : c’est le carême après le carnaval ; c’est le rite qui supplée aux manquements de la conduite, l’absolution qui couvre les faiblesses, la piété de l’agonisant qui comble les lacunes de la foi et de la vie.

Vinet était chrétien dans le sens le plus strict du protestantisme. Sa théologie, sans doute, n’était pas entièrement conforme à celle de la Réformation. Bien des choses le blessaient dans le système dogmatique du calvinisme. Esprit essentiellement positif, il aurait voulu pouvoir accepter les doctrines traditionnelles, de l’Église dans laquelle il était né ; il lui répugnait de nier, de se séparer des simples fidèles ; d’un autre côté, la délicatesse de sa conscience ne lui permettait pas de dissimuler combien son orthodoxie était entamée et chancelante. Mais, quelles que fussent les hésitations de son intelligence, Vinet n’en resta pas moins fidèle à l’inspiration morale du xvie siècle. Sa vie tout entière fut une vie de renoncement, d’effort moral, de progrès dans les vertus les plus hautes, les plus divines. Et, comme il est naturel dans cet ordre de sentiments, l’intention dernière de tous ses écrits fut une intention de prosélytisme. De loin ou de près, directement ou indirectement, on retrouve le prédicateur dans tout ce qu’il a fait. Il n’y a rien de pédant chez lui, point d’empressement, aucune roideur ; le souffle chrétien qui court dans ses ouvrages est discret et doux ; l’auteur parle de l’art et de la philosophie avec la sincérité de l’homme qui y prend un intérêt véritable ; et cependant, on le sent, le désintéressement chez lui n’est jamais complet ; le zèle du missionnaire perce à chaque instant ; l’ambition de l’écrivain n’est pas d’amuser ou d’instruire ses lecteurs, mais de faire d’eux des chrétiens. Avouons-le : cette sévérité, cette ardeur, n’ont rien de français. Les Français redoutent le zèle. Ils portent dans les choses de la religion un bon sens tout prosaïque. Ils éprouvent peu le besoin de l’unité dans leurs sentiments et dans leur vie. Ils font sans peine la part du monde à côté de la part du ciel. Ils s’en remettent volontiers au prêtre de leur salut. Ils ne prennent pas les choses assez au sérieux pour rien nier ou rien affirmer. *De minimis non curat prœtor*. Je ne connais pas de plus étrange mensonge officiel que celui de nos deux chartes, qui faisaient du catholicisme la religion de l’État, ou, ce qui revient à peu près au même, celle de la majorité des Français. La religion des Français est celle de Voltaire et de Béranger, légèrement trempée dans celle de Chateaubriand. Décidément, Vinet est d’un autre siècle, d’un autre pays, d’une autre race que nous.

Je mets encore au nombre des circonstances qui ont diminué le nombre des lecteurs de Vinet, la qualité même de sa pensée. Vinet est subtil. Il l’est dans ses idées : il les distingue, il les limite, il les nuance, il les fend et les refend, il les lamine et les étire. Il est subtil dans ses raisonnements : il a une dialectique aiguisée, raffinée, qui n’abandonne pas une question avant de l’avoir ramenée à ses derniers éléments. Il est subtil, enfin, dans l’expression de sa pensée cherchant une forme qui corresponde à la délicatesse de ses perceptions, et, finissant ainsi par arriver à quelque chose d’incorporel et d’incolore, à une phrase qui s’adresse à l’esprit sans l’intermédiaire de l’image.

J’ouvre au hasard un volume de ses discours, et voici ce que j’y lis. « L’homme vient au monde sous la loi de la solidarité, et la société est à l’homme ce que le sol est à la plante. Il y a plus : l’idée d’individualité, dans ce qu’elle a de moral et de sublime, était depuis longtemps au-dessus de sa portée. S’il ne concevait pas l’humanité, qui fait de tous les êtres humains un tout, une unité, et pour ainsi dire une personne, il n’était pas plus en état de concevoir l’individualité, en vertu de laquelle chacun s’appartient à soi-même, est une personne véritable, et ressortit à Dieu immédiatement ; c’est-à-dire qu’il était également incapable de deux idées opposées, ou, pour parler plus exactement, incapable de réunir par la pensée les deux termes d’une seule et même idée, qui est celle de l’homme, idée qui n’est complète et même qui n’est juste qu’autant qu’elle embrasse et réunit les deux notions d’individualité et d’humanité. C’est dans l’entre-deux, sinon au milieu de ces deux pôles, que l’esprit humain chercha, et l’on peut même dire trouva un point d’arrêt. » Ainsi va la pensée de Vinet, constamment élevée, mais se raréfiant à mesure qu’elle s’élève. Il faut lire l’écrit sur *le Socialisme considéré dans son principe*, pour voir jusqu’à quel degré d’amincissement et, pour-ainsi dire, d’immatérialité, le langage de l’auteur est arrivé. Ce défaut alla chez lui en croissant. Son esprit, essentiellement analytique, se complut toujours davantage dans les minuties de l’idée et de l’expression. Vinet, comme tous les écrivains, eut le style de son tempérament. Il était d’une santé débile. Une infirmité, contractée dès l’âge de vingt ans, en fit un martyr pour le reste de ses jours. Il était tendre, délicat, nerveux, sans sève, sans gaieté. Il ne connaissait du corps que le fardeau et la souffrance. Rien de plus sensitif et de moins sensuel que sa nature. Ses seules jouissances ont été celles de l’ordre spirituel. Refoulé au dedans par la timidité et la maladie, il avait appris à vivre dans un monde intérieur. Il a eu les avantages, mais il a eu aussi les inconvénients de sa constitution morale. Il a été l’écrivain profond et ingénieux que nous connaissons, mais sa pensée n’a pas assez de substance, son style assez de couleur. Il est sorti de cette tradition littéraire française qu’il admirait cependant plus que personne, et qui exige avant tout la clarté, qui aime les lignes simples et les grandes masses. Vinet ressemble, à cet égard, à Joubert, lui aussi souffreteux, recherché, disant des choses exquises avec un filet de voix, comprenant tout et ne créant rien. L’un et l’autre d’une nature distinguée, mais dont la distinction provient, en définitive, de l’absence même de vigueur et de tempérament. Nature, dirai-je, de critique. Le véritable artiste, lui, a la santé : Shakespeare, Bossuet, Walter Scott sont des hommes qui se portent bien ; pour Joubert et Vinet, ils écrivent dans leur lit, appuyés sur un oreiller, couvrant d’une écriture fine de petits feuillets de papier. Or, le public, en général, se porte bien : il ne comprend pas les malades et il ne les aime pas.

La renommée de Vinet lutte contre un dernier désavantage. Il a beaucoup écrit ; on a publié depuis sa mort bien des morceaux inédits, bien des leçons conservées dans les cahiers de ses auditeurs. J’ai devant moi plus de vingt-cinq volumes de ses œuvres, et les éditeurs n’ont pas achevé leur tâche. Il y a là des pamphlets, des mémoires, des sermons, des ouvrages de philosophie, de littérature, de morale. Malheureusement, au milieu de tout cela, il n’y a pas un seul ouvrage définitif, un de ces livres qui restent comme l’expression du génie d’un écrivain, auxquels la postérité aime à attacher le nom de l’auteur, qu’elle se plaît à confondre avec lui, et dont elle fait, non sans quelque superstition, le symbole et le résumé de son œuvre. C’est ainsi que Rousseau est pour nous le Rousseau des *Confessions* ; M de Lamartine, celui des *Méditations* ; M. Sainte-Beuve, celui des *Causeries*. L’écrit, d’ailleurs, que la postérité réclame pour y attacher un nom n’est pas nécessairement un écrit de longue baleine, ce peut être un récit de peu de pages, comme *Paul et Virginie*, comme *René* : moins que cela, quelques maximes, un portrait, une élégie. Vinet n’a pas eu le bonheur de laisser un monument de ce genre. C’est un peu la faute de ses amis. Il me semble quelquefois que ses éditeurs auraient rendu un plus grand service à sa mémoire, si, au lieu de nous donner des ouvrages nécessairement fragmentaires, des cours imparfaitement restitués, ils avaient imprimé un choix judicieux de morceaux irréprochables. Il eût été facile, je le crois, de présenter au public deux ou trois volumes qui auraient saisi l’attention et pris place parmi les modèles. Quant aux ouvrages publiés par l’auteur lui-même, il faut bien le reconnaître, Vinet n’a jamais su faire un livre. Il n’avait pas le don des dispositions simples et lumineuses, il n’avait pas peut-être le souffle soutenu, la force persévérante. Il était critique, controversiste, journaliste. Son principal écrit, le volume sur *la Manifestation des convictions religieuses*, est de l’ordonnance la plus singulière. C’est un gros traité sur la séparation entre l’Église et l’État, rattaché à un court traité sur le devoir de mettre au jour ses convictions, une discussion de droit public faisant suite à une question de morale religieuse, deux livres en un, péniblement unis par un lien que tous les efforts de l’auteur ne réussissent pas à faire trouver naturel.

Vinet a écrit sur des questions de droit public, sur des matières religieuses, et sur des sujets littéraires.

Il a été, en particulier, l’avocat persévérant de la liberté des cultes. Il a consacré à cette cause deux ouvrages de longue haleine et une foule de brochures et d’articles. Il s’est occupé de la question soit dans ses termes les plus généraux, soit dans ses applications les plus locales. Il a pris une part active aux discussions sur ce sujet qui, à plusieurs reprises, ont agité le canton de Vaud, sa patrie. Il est impossible de dire tout ce que l’écrivain a mis là de bon sens, d’invention, de talent. La polémique compte des écrivains plus brillants, plus amusants, plus incisifs ; mais elle n’en connaît guère qui unissent plus d’esprit à plus d’élévation. Les brochures de Vinet offrent en foule des réflexions qui paraîtraient plus neuves encore si elles étaient moins judicieuses, qui sembleraient plus piquantes si elles ne frappaient surtout par leur justesse. Malheureusement tout cela est aujourd’hui perdu pour le lecteur. Non pas qu’on n’ait recueilli la plupart des morceaux que Vinet a écrits sur ces sujets ; mais ces morceaux se rattachent à des discussions obscures, à de petits événements qui se sont accomplis dans un petit pays, et il n’y a guère de lecteurs assez attentifs pour aller redemander, à des controverses oubliées, les pages admirables que l’écrivain y a enfouies. Personne n’ira le chercher là, et c’est là cependant qu’on le trouverait avec toutes ses ressources infinies de plume et de pensée.

Vinet a beaucoup écrit aussi sur des sujets purement religieux. On a de lui plusieurs volumes de sermons, dont quelques-uns ont été prononcés (car Vinet était prédicateur et prédicateur éloquent), mais qui sortent du ton ordinaire de la chaire. L’auteur n’a point ce qu’on appelle l’onction ; il manque de mouvement et de chaleur : il parle à la raison, à la conscience, plus qu’au sentiment. Il raisonne sans cesse. Il aime à creuser une idée, à la retourner, à l’évider. D’un autre côté, il est si versé dans la connaissance du cœur humain, il en démasque si ingénieusement les faiblesses, il se montre lui-même si noble, si grave, si pénétré, qu’il gagne à sa foi les sympathies de ceux-là même dont il n’atteint pas les convictions.

Les discours religieux de Vinet ne sont pas moins remarquables par ce qui n’y est pas, que par ce qui s’y trouve. L’écrivain laisse de côté, non pas sciemment, ni volontairement, mais par l’effet d’un choix instinctif, tous les éléments proprement théologiques du christianisme. Il ne discute point sur les personnes divines et ce qu’on appelle les mystères. Le dogme est pour lui sous-entendu, ou, ce qui n’est peut-être pas très différent, il est pour lui comme non avenu. Vinet croit assurément au caractère surnaturel du christianisme ; il insiste même sur ce caractère comme sur l’essence de l’Évangile, sur ce qui en fait un secours divin, une réparation. Mais à part ce seul point, l’idée de Dieu intervenant dans l’histoire pour sauver une race déchue, l’auteur laisse de côté tout Ce qui remplit d’ordinaire les catéchismes et les sermons ; Et telle est sa doctrine, telle est aussi sa défense du christianisme. Il a tenté de justifier la révélation d’une manière nouvelle. Comme la religion, à ses yeux, ne fait qu’un avec la régénération morale de l’individu, comme Vinet ne conserve du dogme chrétien que ce qui est dans quelque rapport avec cette œuvre intérieure, c’est aussi sur la vertu morale de l’Évangile qu’il fait porter tout le poids de sa démonstration. Pascal trouvait la preuve de la divinité des Écritures dans l’explication qu’elles donnent de la grandeur et de la misère de l’homme ; Vinet va plus loin ; il creuse plus avant dans le mystère de la destinée humaine ; il invoque le sentiment de la faute, le besoin du pardon, l’impossibilité pour le pécheur de remonter seul vers les régions de la lumière. Tous ces raisonnements de notre apologiste, empruntés, du reste, à la théologie de saint Paul, sont ingénieux ; mais le fil en est quelquefois trop délié, et si la logique en est irréprochable, les prémisses sont partout plutôt supposées que posées. Il importe peu, d’ailleurs. Ce que je tenais à noter, c’est que Vinet, par l’indifférence respectueuse qu’il a observée à l’égard des dogmes purement spéculatifs et des parties purement miraculeuses du christianisme, est devenu, à son insu, l’auteur d’une révolution au sein du protestantisme. Le procédé apologétique de l’écrivain s’est trouvé être ; une arme à deux tranchants. Du moment que la vérité religieuse était justifiée par son accord avec les besoins religieux de l’âme, on devait naturellement arriver à conclure que cela seul dans la religion est vrai, qui est religieux ; que cela seul est religieux, qui répond à de saints désirs, qui produit de pieuses émotions. C’était déjà singulièrement réduire et transformer les croyances. Mais il était difficile de s’arrêter en chemin. En effet, si la religion n’a plus de raison d’être que dans le sentiment moral et religieux, on ne voit pas trop ce que l’origine surnaturelle des religions conserve d’importance. Peu importe qu’une vérité soit naturelle ou révélée ; qu’elle sorte des profondeurs de la conscience humaine ou qu’elle descende des cieux entr’ouverts : elle est vraie, parce qu’elle est bienfaisante ; et elle est bienfaisante, parce qu’elle est vraie en elle-même, intrinsèquement, indépendamment de la source à laquelle elle a été puisée. C’est ainsi que la méthode de Vinet conduisait tout droit, et par une pente fatale, au rationalisme. Personne n’eût été plus effrayé que lui de ces conséquences ; personne n’a insisté plus persévéramment que lui sur la nécessité d’une révélation d’en haut ; mais personne peut-être n’a travaillé plus efficacement dans un sens contraire à ses intentions.

L’action religieuse de Vinet ne s’est guère fait sentir en dehors du cercle de ses coreligionnaires. C’est par ses travaux de critique littéraire qu’il s’adresse au grand public. Vinet, comme critique, ne le cède à aucun des maitres, mais il a son genre à lui. On ne lui demandera point de ces chapitres d’histoire littéraire dans lesquels l’œuvre d’un auteur est rattachée au caractère général d’un siècle, expliquée par l’état de la société et le mouvement des esprits ; il ne faut pas attendre de lui l’essai biographique qui s’efforce d’expliquer l’homme par l’écrivain et l’écrivain par l’homme ; il faut encore moins chercher dans ses volumes ces procédés en quelque sorte physiologiques qui signalent dans la pensée le produit exact de certaines forces déterminées ; on risquerait même de se tromper, si l’on ouvrait le recueil de ses articles pour y admirer de ces portraits dans lesquels un pinceau habile saisit au vol l’expression fugitive d’une physionomie, et sur une page inanimée reproduit toute la mobilité de la vie. Les articles de Vinet sont de simples comptes rendus. L’auteur prend un livre, l’étudie, l’analyse et le juge. C’est le vieux genre, c’est le bon peut-être. En finissant le morceau, on a une notion claire de l’ouvrage dont il a été question, une impression distincte des idées et du talent de l’auteur de cet ouvrage. L’art du critique sait d’ailleurs se faire sa place dans cette étude. Tout en suivant et citant l’écrivain qu’il veut faire connaître, Vinet sème les réflexions nouvelles, les observations fines, les mots heureux ; chemin faisant, il ouvre de tous côtés des aperçus ; il stimule par l’originalité de sa pensée ; il étonne par les ressources de sa plume ; il éblouit par des étincelles d’esprit ou d’imagination ; il se concilie le lecteur par l’honnêteté et la bonne grâce de sa manière ; il le charme par la mesure et la justesse ; il le séduit par le sentiment littéraire le plus sincère et le plus vif ; il le touche par une bienveillance qui ne donne que plus de force aux restrictions imposées par la conscience ou par le goût. Toute l’invention de l’écrivain est ici employée à louer, comme ailleurs elle l’est à dénigrer ; toutes les délicatesses du style servent ici les desseins d’un homme de bien, qui a porté la charité chrétienne dans le jugement des œuvres d’art, qui veut avant tout le salut du pécheur, le salut de l’auteur auquel il a affaire, qui le veut trop, si cela est possible, puisque cette touchante sollicitude finit par donner à la critique le ton de la prédication.

J’ai parlé plus haut de la manière d’écrire de Vinet ; je crois nécessaire de faire ici une distinction. Vinet a plus d’une manière. Il y a de ses ouvrages dans lesquels la matière l’emporte en quelque sorte sur la forme ; l’auteur est tout entier à ses opérations d’analyse et de raisonnement, et sa diction reste abstraite comme sa pensée. Dans des sujets plus littéraires, on voit reparaître l’écrivain, et cela avec éclat. Je sais bien que Vinet n’est jamais grand, parce qu’il n’est jamais simple ; il est, à cet égard, du xixe siècle, c’est-à-dire d’une époque où la pensée, accoutumée à revenir sur elle-même pour se saisir dans ses moindres nuances, a besoin d’expressions multipliées et qui se tempèrent mutuellement. J’accorde encore que Vinet manque du mouvement oratoire et de l’imagination enflammée. Je reconnais enfin que l’un de ses deux styles fait parfois irruption dans l’autre, le terme abstrait au milieu de l’image, ce qui produit une dissonance. Mais, ceci accordé, il faut reconnaître que Vinet est un écrivain à la fois brillant et substantiel. Puisque j’ai cité un exemple de sa moins bonne manière, j’ai hâte d’en donner un aussi de sa meilleure. Voici en quels termes ingénieux il caractérise la prose de Voltaire :

« Sa prose, légère, vive, brillante, manque, si l’on peut parler ainsi, de corps. Elle est svelte, dégagée, mais mince, effilée, maigre ; elle n’a jamais de majesté :

Légère et court vêtue, elle marche il grands pas ;

mais on ne sent pas le sol trembler sous elle, et chaque secousse rendre un bruit d’armure. Elle a la vivacité qui vient de l’esprit, rarement la chaleur qui vient de l’âme. Elle abrège, elle ne concentre pas ; elle ne fait pas sentir beaucoup plus qu’elle n’exprime ; elle ne descend jamais dans l’intérieur des choses comme celle de Montesquieu. Elle me fait l’effet d’un objet en bois qu’on veut enfoncer dans l’eau et qui remonte toujours. Elle n’a point de défauts, mais des qualités essentielles lui manquent. »

Voici maintenant l’auteur de Jocelyn, :

« Il serait inutile de le dissimuler : M de Lamartine s’est prévalu peu généreusement de son talent contre la loi commune. D’ouvrage en ouvrage, on l’a vu jeter à la mer une partie de son lest. Il a fini par se poser comme un souverain, et par jeter au public ses vers comme des grâces royales. On dirait qu’il ne se permet pas de douter jamais de son idée : la première qui se présente est accueillie comme une inspiration ; il ne connaît pas les ratures et les reprises ; ce qu’il a écrit, il l’a écrit. Ce sont, pour tout dire, ses brouillons qu’il nous donne, brouillons admirables, il est vrai, et qui, de l’un à l’autre, faisant juger de ce que l’auteur était en état de faire, lui préparent, dans l’histoire littéraire, un article conçu à peu près en ces termes : “M de Lamartine, admirable poète, et, s’il l’eût voulu, parfait écrivain.” » Je ne sais s’il est encore temps de le lui dire ; mais je ne sais non plus ce qui pourrait nous imposer la loi de le lui taire. M de Chateaubriand daigne soigner sa prose : à quel titre M de Lamartine dédaignerait-t-il de soigner ses vers ? D’ailleurs, il faut tout dire : son génie est à lui, mais la langue est à nous ; la langue est notre sœur à tous ; nous la tiendrions pour déshonorée des caresses même d’un roi : s’il la veut posséder, qu’il l’épouse et qu’elle soit sa compagne, son aide et non pas son jouet. »

Je termine par un bel exemple de style philosophique :

« En fait d’images hardies et frappantes, un seul poète a surpassé M. Victor Hugo, mais l’a surpassé de beaucoup. Ce poète, c’est l’humanité. C’est à elle, non à tel ou tel de ses membres que sont dues ces métaphores de génie que rien n’égalera jamais. Aujourd’hui, elles traînent inaperçues dans le langage vulgaire, comme les descendants méconnus d’une race royale. Ce premier élan de langage métaphorique fut immense. Toutes les plus grandes images furent enlevées d’un seul coup. Ce fut lorsque l’homme, après avoir nommé les objets physiques, découvrant en lui-même un monde invisible, resta muet devant lui. Dans son impuissance, il n’osa essayer d’attacher à ces objets invisibles des noms qui leur fussent propres ; sa timidité fit sa hardiesse : il maria par des dénominations physiques ces deux univers, appliquant au second les nomenclatures du premier. Le dictionnaire de l’âme fut profondément matérialiste ; il l’est encore aujourd’hui : nos termes les plus abstraits, ramenés à leur étymologie, sont des termes physiques. Mais l’âme n’a pas tardé à rendre ce qu’elle avait reçu ; le monde moral prête son vocabulaire au monde des sens : l’esprit s’est communiqué à la matière, l’invisible au visible, la vie à la mort. »

Vinet, en parlant de l’image, me ramène à son propre style. Il y a deux types fondamentaux du style. D’un côté, les qualités que j’appellerais de dessin, la clarté, la précision, le mouvement. Ce sont les grâces françaises par excellence, celles de nos meilleurs prosateurs, c’est la manière de Voltaire, et, pour prendre un exemple moderne, c’est celle de M. Thiers. Il y a, d’un autre côté, les qualités d’expression et de couleur, d’éclat, d’agrément, il y a la part de l’imagination. Tout langage, je n’ai garde de l’oublier, procède par images, et, comme Vinet vient de nous le dire, la métaphore fait les frais de tous les mots par lesquels nous rendons des idées. Mettre de l’imagination dans le style, ce sera donc seulement y mettre des images qui, par leur bonheur et leur beauté, apportent une intuition plus vive de l’idée. Tel est le don des poètes et, à dire vrai, la faculté proprement poétique. Je n’ai pas besoin, d’ailleurs, d’ajouter que l’imagination n’exclut pas plus le mouvement, que la couleur, dans la peinture, n’exclut le dessin ; ces deux conditions de l’art dans une mesure quelconque sont même toujours et nécessairement réunies.

Si j’avais maintenant à définir la manière d’écrire de Vinet, je dirais qu’il a mis l’esprit dans le style, comme d’autres y ont mis l’imagination. Il a l’image, l’image heureuse, appropriée, mais il a surtout l’inattendu de l’image, la rencontre fortuite, le contraste piquant.

L’esprit qui consiste dans le rapprochement à la fois exact et imprévu, l’esprit éclate sous sa plume comme les étincelles qui partent coup sur coup d’une machine électrique trop chargée. C’est un feu roulant de choses ingénieuses. Ce sont des allusions, des intentions, des comparaisons qui se croisent, s’enchevêtrent, et qui finiraient par éblouir, si le tout n’était soutenu d’un dessin ferme et net.

Vinet, au total, est un écrivain rare, bien qu’il ne soit pas un grand écrivain. Il a plusieurs qualités du style, bien qu’il ne les ait pas toutes. Il est incorrect, hasardé, abstrait, mais il ne l’est que dans certains sujets et par places. Il est tombé dans des fautes de goût, et cependant il a le goût exercé et sévère. Il est malheureux pour lui que le public ne juge pas d’un auteur par ses meilleures pages. Vinet aurait pu, avec beaucoup moins de mérite qu’il n’en a, occuper dans notre littérature une place qui semble devoir lui échapper. Il lui a manqué deux choses pour devenir illustre : un chef-d’œuvre dans lequel il déposât tout son talent, et un talent lui-même plus égal, plus pur, plus conséquent, plus soutenu.

# XVII. John Stuart Mill [[27]](#footnote-27)

M. Dupont White est du petit nombre des écrivains qui traitent encore la politique comme une science. Nous lui devons sur cette science des ouvrages originaux et des traductions. Il a, dans ses ouvrages, résolument abordé les questions qui touchent de plus près aux destinées de la France, je veux dire les rapports de l’individu et de l’État, de la liberté et de la centralisation. L’auteur a apporté à la solution de ces problèmes des vues qui sont à lui, soutenues d’ailleurs par l’étude des faits et par des raisonnements spécieux, le tout instructif, paradoxal, provoquant à la contradiction. M. Dupont White n’a pas moins bien mérité du public français en lui faisant connaître les écrits politiques d’un des penseurs les plus éminents de l’Angleterre contemporaine, M. John Stuart Mill. Le volume de M. Mill sur le gouvernement représentatif est un ouvrage capital sur un grand sujet : les principes et les conditions du gouvernement dans les États démocratiques.

C’est de ce livre que je voudrais entretenir aujourd’hui mes lecteurs. Toutefois, il ne sera pas inutile d’indiquer d’abord quels sont les autres ouvrages de l’auteur, par quelles tendances ils se distinguent, et quelle place ils occupent dans le mouvement intellectuel de notre temps.

L’esprit et les vues de M. Mill se sont développés sous l’action de plusieurs influences successives. L’écrivain a commencé avec Bentham ; il a subi plus tard l’empire d’Auguste Comte ; il n’est pas, enfin, sans avoir éprouvé la séduction des systèmes socialistes français.

Le père de M. Mill, connu par son histoire de l’Inde anglaise et par divers travaux de philosophie et de politique, était l’un des disciples les plus dévoués de Bentham. C’est au sein de l’école utilitaire que notre écrivain a grandi, et c’est sous les yeux du fondateur qu’il est entré dans la carrière de publiciste. Mais les doctrines utilitaires ont leurs racines et leurs aboutissants dans tout un ensemble de conceptions, et ces conceptions sont précisément celles qui ont trouvé leur expression dans la philosophie positive. En passant de l’école de Bentham à celle de Comte, M. Mill n’a pas changé de direction ; il n’a fait que suivre le courant des idées utilitaires jusqu’au point où elles débouchent et se perdent dans un système plus vaste. La philosophie positive, si le ne me trompe, n’a guère fait autre chose que signaler la tendance de la science moderne à devenir positive, c’est-à-dire à exclure tout ce qui dépasse l’expérience. Comte a constaté l’empressement de notre temps à s’affranchir des notions métaphysiques ; il a assigné à ce mouvement sa place dans la suite des évolutions de l’esprit humain ; il n’a fait que cela, mais cela seul était déjà un service rendu à la pensée. Enchaîner des faits, réunir des idées, énoncer une loi, c’est faire avancer la science, et c’est pourquoi le nom de Comte a désormais sa place dans l’histoire de la philosophie.

Il est digne de remarque que la doctrine positive a eue plus de succès chez nos voisins que chez nous-mêmes. En France, elle ne compte guère, parmi les disciples de la stricte observance, qu’un seul nom recommandé par d’autres titres. Il n’en est pas de même en Angleterre. Les volumes informes de Comte y ont été abrégés par la plume élégante de miss Martineau. Des recueils périodiques, *le Leader*, *la Revue de Westminster*, y ont servi d’organe aux idées du parti. Des hommes ingénieux ou érudits s’en sont faits les interprètes. M. Mill a écrit la logique du *positivisme*. C’est à la même école que se rattachent les travaux de M. Lewes sur l’histoire de la philosophie, et ceux de M. Buckle sur la philosophie de l’histoire. Il n’est pas jusqu’à la politique positiviste qui n’ait trouvé, dans M. Congreve, un disciple assez enthousiaste et assez naïf pour demander à ses compatriotes d’abandonner la possession de l’Inde et celle de Gibraltar. Les enseignements de Comte ont partout pris racine dans la patrie de Locke comme sur leur sol naturel, et si les Anglais nous ont quelquefois fait l’honneur de regarder M. Mill comme distingué par des qualités d’esprit toutes françaises, peu s’en faut que nous ne puissions leur renvoyer le chef même de l’école comme l’un des leurs. On a coutume d’opposer les deux nations d’une manière absolue ; n’y a-t-il pas lieu de modifier ces jugements en voyant la France adopter Locke et Reid, et l’Angleterre nous emprunter, en revanche, les livres de M. Cousin et les idées de M. Comte ?

Le premier grand ouvrage de M. Mill est sa *Logique*, qui parut en 1843. C’est un exposé des principes essentiels de la philosophie positive. On comprend d’ailleurs pourquoi cette philosophie se réduit à la logique. Le positivisme, c’est la philosophie moins la métaphysique, c’est-à-dire la philosophie moins la philosophie, une pure forme, une méthode. Je ne connais pas, au reste, dans l’histoire des idées, d’enchaînement plus étroit que celui qui rattache l’enseignement de M. Mill à celui de ses prédécesseurs de l’école anglaise. Du moment que la sensation est la seule source de nos connaissances, il est manifeste que le seul sujet de la connaissance, c’est le phénomène, et que le phénomène lui-même n’est autre chose qu’une impression individuelle et, comme on dit, subjective. De là à Hume, à Berkeley, il n’y a qu’un pas. Si nous ne connaissons des choses que l’impression produite sur nous, nous ne pouvons rien savoir, rien affirmer des choses considérées en elles-mêmes, pas même leur réalité. Tel est le terrain sur lequel se place notre auteur. Le but de son livre est d’éliminer de la science l’élément transcendant, c’est-à-dire tout ce qui dépasse l’expérience. À l’entendre, la chose est une simple collection d’attributs, et l’essence n’est qu’un mot ; la cause, pareillement, n’est que la succession constante de deux phénomènes ; la loi même n’a rien de nécessaire et n’offre qu’une probabilité fondée sur la fréquente répétition des faits. Ainsi disparaît, de la nature et de la science, tout ce qui est universel et nécessaire, l’infini, l’absolu. Il ne reste que l’homme et ses perceptions, que des faits et leurs rapports.

Je n’ai assurément pas la prétention de réfuter le système de M. Mill. J’aime mieux y chercher tout simplement l’indice des tendances de son esprit. À vrai dire, d’ailleurs, je ne pense pas qu’on puisse réfuter le scepticisme. C’est une tâche qui implique contradiction. À celui qui se renferme dans le domaine de l’impression personnelle, on ne persuadera jamais qu’il y ait quelque chose au-delà ; les conditions de la connaissance s’y opposent ; l’homme ne peut sortir de soi pour pénétrer dans la nature des choses. Il ne saurait voir celles-ci autrement qu’elles ne lui apparaissent, ni s’assurer que cette apparence n’est pas tout ce qu’elles sont. Tout au plus pourrait-on rappeler que les partisans de la doctrine positive ne tiennent pas compte de tous les éléments du problème tel qu’il se pose dans la conscience humaine. Il est vrai que nos sens n’atteignent pas dans l’objet autre chose que des attributs ; mais il est également certain que nous avons la notion d’une substance distincte de ces attributs, que nous ne pouvons nous en défaire, et que le mot même d’attribut la suppose. Il en est de même de la cause : nous ne saisissons proprement que la succession de deux phénomènes, mais en parlant de cause nous exprimons beaucoup plus que cela ; nous voulons dire que l’un des faits est contenu dans l’autre, et qu’on ne saurait les séparer par la pensée. Enfin il est vrai que, en voyant des phénomènes s’accomplir d’une manière constamment uniforme, nous ne savons réellement qu’une chose, c’est que cette succession n’a pas encore fait défaut ; mais il est également vrai que nous croyons invinciblement à la constance éternelle, à la valeur absolue de la règle. C’est ainsi que nos jugements portent dans les choses une donnée qui n’est pas fournie par l’expérience, dont on ne peut dire, par conséquent, qu’elle soit offerte par la réalité, mais qui n’en est pas moins inhérente à notre esprit, et dont nous ne pouvons absolument nous défaire. Voilà ce que Kant a admirablement compris et ce qu’il a cherché à expliquer, et voilà pourquoi la philosophie positive qui ne le voit pas, ou qui n’en tient pas compte, est en retard sur la véritable philosophie.

Cinq ans après sa logique, M. Mill publiait, sur l’économie politique, un ouvrage non moins monumental, dans lequel il abordait toutes les questions et montrait sur tous les points, en même temps que la connaissance approfondie des théories, l’indépendance d’un esprit qui n’en suit aucune servilement. Cet ouvrage qui, en Angleterre, a placé le nom de l’auteur à côté de ceux d’Adam Smith et de Ricardo, était cependant moins original que complet. L’auteur s’y montrait plutôt sensé et bien informé que novateur. C’était une encyclopédie de la science plutôt qu’un système. Il différait en cela de la Logique, et s’il devait augmenter la réputation de l’écrivain en montrant toute l’étendue de ses aptitudes et de ses travaux, il devait éveiller moins de surprises et provoquer moins de discussions.

La partie la plus neuve du livre était celle où M. Mill agrandissait son sujet en y faisant entrer quelques problèmes politiques. En effet, après avoir traité des matières purement économiques sous les trois chefs de la production, de la distribution et de l’échange, l’auteur présente des considérations sur les progrès de la société et sur l’influence du gouvernement. C’est dans cette dernière partie qu’il examine jusqu’où peut et doit s’étendre l’action de l’État, et c’est là que nous trouvons, avec les craintes les plus jalouses au sujet de la centralisation et des empiétements du pouvoir, avec l’expression de l’attachement le plus éclairé pour la liberté, des assertions qui semblent contraires à ces principes, et qui n’ont pas laissé que de causer quelque étonnement.

L’auteur, en traitant de l’intervention de l’État, rencontre en son chemin les systèmes socialistes ou, pour parler plus exactement, le communisme, puisqu’il s’agit d’un ordre de choses dans lequel la propriété collective prendrait la place de la propriété individuelle. M. Mill s’arrête à ce système, il le discute ; il fait plus, il déclare qu’entre le communisme et les souffrances, les injustices qu’entraîne aujourd’hui l’institution de la propriété particulière, le choix, s’il était nécessaire, ne saurait être douteux. L’écrivain n’est même pas bien sûr que le « communisme ne soit pas la meilleure forme et la forme définitive de la société. C’est ainsi, je l’ai déjà dit, que l’influence d’une seconde école française est venue s’ajouter, chez M. Mill, à celle qu’Auguste Comte avait déjà exercé sur lui.

C’est qu’il y a une analogie réelle entre ces deux doctrines, comme aussi entre ces doctrines et l’esprit de notre écrivain. Celui-ci est un penseur hardi plutôt que profond ; ingénieux, sagace, exact, mais sans grande souplesse ; habile à analyser, à exposer, à discuter, à faire le tour d’un sujet, à en chercher les origines, à en poursuivre les applications ; il a la force logique et investigatrice, mais il lui manque le don de la création originale et même celui de la pénétration intuitive. Il manque de finesse. Il ne comprend tout à fait que ce qui se compte et se mesure. Les éléments impondérables, les influences spirituelles lui échappent. Il ignore le jeu des passions, le rôle des forces morales. Bref, de quelque côté qu’on envisage M. Mill, on retrouve toujours le philosophe positiviste.

On comprend, dès lors, qu’il devait être accessible aux séductions dont j’ai parlé. Les théories socialistes constituent la politique naturelle du positivisme. Il y a affinité entre les deux systèmes. En lui-même, d’ailleurs, et comme théorie, il faut se garder de le méconnaître, le communisme est irréprochable. La société qu’il nous propose est parfaitement organisée. Il est régulier, logique, symétrique. Il n’a qu’un défaut, c’est qu’il est idéal, c’est-à-dire impossible. Il ne prend pas l’homme tel qu’il est, avec ses tendances, ses faiblesses, ses caprices ; il ne voit en lui qu’une quantité fixe, un produit, une machine, et c’est pourquoi aussi il ne tient pas compte de ses besoins de développement et de liberté. Je sais bien qu’il y a des communistes très libéraux, mais je ne puis m’empêcher de croire qu’ils ne le sont qu’en vertu d’une contradiction. Le laissez-faire n’a pas de place réelle dans leur conception de la société.

M. Mill a dû tomber plus facilement qu’un autre dans cette contradiction. Il y a, en effet, deux hommes en lui : il y a le penseur systématique et il y a l’Anglais accoutumé à l’exercice de la liberté et à la jouissance des avantages qui en découlent ; il y a le savant pour qui l’individu et la société sont le résultat de certaines forces, le mouvement de certains rouages, et il y a le mâle esprit qui supporte avec impatience les entraves apportées à l’indépendance des opinions ; il y a le disciple de Bentham qui considère les institutions au point de vue de l’utilité, c’est-à-dire du produit ; le disciple de Comte qui contemple les lois fatales suivies par l’humanité, et il y a le citoyen qui a appris à estimer les institutions d’après leur influence sur le développement de l’homme et sur la formation du caractère.

Cette dernière préoccupation est celle qui domine dans le petit livre sur *la liberté*, tandis que l’une et l’autre se retrouvent dans le volume sur *le gouvernement représentatif*. Je ne puis m’arrêter ici à l’aîné de ces deux ouvrages, mais j’ai besoin d’exprimer combien j’admire l’inspiration sous laquelle il a été écrit. On ne peut lire une défense plus éloquente des droits de l’individualité, une plus généreuse protestation contre la tyrannie des gouvernements, et plus encore contre celle des mœurs et de l’opinion. C’est à ce respect religieux pour la liberté de tous, à cette tolérance pour toutes les idées, à cette confiance dans les résultats définitifs de la lutte, que se reconnaît le vrai libéralisme. Les idées de l’auteur ne sont pas toujours également solides, mais ses instincts sont toujours élevés. On reconnaît, à chaque page, l’homme que sa propre indépendance a mis aux prises avec les préjugés. « Le despotisme lui-même ne produit pas ses plus fâcheux effets aussi longtemps que l’individualité subsiste encore à côté de lui, et tout ce qui écrase l’individualité est du despotisme, de quelque nom qu’on l’appelle, de quelque prétexte qu’il se pare. » Ces paroles de l’auteur pourraient servir d’épigraphe au volume.

Dans l’ouvrage sur le gouvernement représentatif, M. Mill commence par déterminer quel est le but de tout gouvernement. Ce but est double. Un gouvernement a des fonctions, il existe pour gérer des intérêts, et il doit les gérer le mieux possible ; mais un gouvernement doit en même temps contribuer au progrès moral du peuple et servir à élever le caractère national. Cette dernière tâche est même la plus importante des deux, et si elle pouvait être séparée de l’autre, c’est à elle qu’il faudrait s’attacher de préférence. Qui n’a entendu vanter parmi nous ce qu’on appelle les bienfaits d’un sage despotisme ? Qui n’a entendu opposer aux inconvénients des régimes libres la supériorité avec laquelle les gouvernements absolus accomplissent la partie matérielle de leur tâche, le succès avec lequel ils font la guerre, le secret avec lequel ils conduisent les négociations, la rapidité avec laquelle ils poussent les travaux publics. Voilà le langage que nous sommes condamnés à écouter tous les jours. La réponse, hélas ! n’est que trop facile. Le mécanisme marche admirablement, mais ce n’est qu’un mécanisme. Et qu’importe la grandeur de l’État", si la société va se détériorant ; la perfection du gouvernement, si cette perfection est compatible avec l’abaissement moral du peuple ?

Au surplus M. Mill n’est nullement disposé à reconnaître au pouvoir absolu le privilège de mieux remplir les fonctions spéciales du gouvernement. Le gouvernement d’un peuple par lui-même a deux avantages à ses yeux, non seulement celui de former les citoyens aux vertus civiques, mais aussi celui d’assurer par un contrôle efficace le bien-être des populations. Les droits et les intérêts, on ne l’ignore pas, ne sont jamais mieux garantis que lorsque les intéressés sont eux-mêmes chargés de les défendre.

Le gouvernement populaire est donc celui qui atteint le mieux les fins diverses du gouvernement. Toutefois, il ne peut être exercé directement que dans de petits États, tels que les républiques de la Grèce ou quelques cantons de la Suisse, là où l’assemblée du peuple peut tenir tout entière sur la place publique. Il est impraticable dans nos grands États modernes. De là un expédient qui nous est devenu familier, mais que l’antiquité n’a pas connu : le peuple déléguant ses pouvoirs à des députés, la nation se gouvernant au moyen des représentants qu’elle élit à cet effet.

Il ne faut pas cependant se faire d’illusion sur les aptitudes du gouvernement représentatif. À quelque nombre que soit réduite une chambre des députés, cette assemblée sera impropre à la gestion directe des affaires publiques. Elle ne saurait ni administrer, ni même, au jugement de M. Mill, rédiger les lois qu’elle discute. Son rôle est d’être moins un gouvernement que le contrôle du gouvernement. Sa principale fonction, selon l’expression de notre auteur, est de fournir à la nation « un comité de griefs et un congrès des opinions. »

M. Mill ne se fait non plus illusion sur les conditions indispensables à l’établissement et à la prospérité du gouvernement dont nous parlons. Il faut, pour l’exercer, que le peuple ait à la fois l’indépendance qui ne peut supporter la tyrannie, et le respect de la loi sans lequel tout gouvernement libre finit par succomber au désordre ; il faut qu’il n’y ait, dans la nation, ni cette ambition de commander qui pousse l’individu à entreprendre Sur les libertés de ses concitoyens, ni cette répugnance à obéir qui ne sait se plier au joug de la loi. Je me hâte d’ajouter que, dans mon opinion, les bienfaits du gouvernement représentatif sont si grands qu’il reste le meilleur, je dirai plus, le seul désirable, alors même que le caractère national paraît le moins propre à le supporter ; L’école de la liberté, c’est la liberté elle-même.

Si des considérations générales sur le gouvernement représentatif nous passons à l’application, nous rencontrons tout d’abord deux questions capitales sur lesquelles M. Mill a le mérite d’avoir appelé toute notre attention. Il s’agit de la répartition du suffrage entre les électeurs et de la répartition des voix entre les députés à élire.

M. Mill est partisan du suffrage universel. Sans s’appuyer précisément sur les droits abstraits de l’homme, il regarde comme fausse et dangereuse toute limitation arbitraire apportée à l’exercice des fonctions civiques. « Dans une nation adulte et civilisée, il ne doit pas y avoir de parias. » Les seules exclusions qu’il propose sont tirées de la nature du devoir à remplir. Ainsi il veut que l’électeur ait les éléments de l’instruction. « L’enseignement universel, selon lui, doit précéder le suffrage universel. » Il pense aussi que celui-là seul qui paye une quotité quelconque de contributions, peut être admis à nommer une assemblée qui votera les impôts. En revanche, l’auteur demande que le droit électoral soit étendu aux femmes. La différence du sexe, en pareille matière, ne lui semble pas avoir plus d’importance qu’une différence dans la taille ou dans la couleur des cheveux. M ; Mill n’a pas pensé que de la femme électeur à la femme éligible il n’y a qu’un pas, ou plutôt qu’il n’y en a point. Au surplus, ce sont là de ces choses qui ne se discutent guère. La question risquerait de devenir délicate. Mais n’avais-je pas cent fois raison d’insinuer plus haut que M. Mill manque du don de finesse ?

J’aime mieux, je l’avoue, une autre idée de l’écrivain sur le suffrage, celle qu’il a développée sous le nom de « vote plural. »

Lorsqu’on examine sans parti pris l’institution du suffrage universel, on voit s’élever des objections d’une incontestable gravité.

Le suffrage universel s’appuie tout d’abord sur un droit ; et si la France l’a adopté, c’est sans doute par l’effet de cette préoccupation du droit naturel qui forme l’un des traits de l’esprit national. Épris des idées simples, et tout particulièrement des idées d’égalité et de justice, nous avons pensé que ce qui domine dans l’homme, c’est le caractère générique ; qu’un homme est strictement l’équivalent d’un autre ; que la ressemblance fondamentale l’emporte sur toutes les différences de talent, de culture et de position sociale. Nous avons pensé ainsi, et nous avons conclu de là au suffrage égal et universel.

Le raisonnement serait aussi irréprochable qu’il est simple, si le suffrage n’était qu’un droit. Or il est cela assurément, mais il est aussi une fonction. En donnant sa voix à un représentant, l’électeur exerce une part d’influence dans les affaires publiques. Eh bien, à ce point de vue, qui est celui de l’aptitude personnelle, il est évident qu’il n’y a plus égalité. Un homme, en thèse générale, peut-être l’égal d’un autre homme, l’ignorant l’égal du savant, le débauché du sage, le nègre du blanc, la femme de son mari ; on peut, en vertu d’un principe idéal, faire abstraction de toutes les différences pour no laisser subsister que l’identité de l’espèce ; mais, du moment qu’il y aura une fonction à exercer, force sera bien de renoncer à ces abstractions pour s’enquérir de la capacité ; et, du moment qu’il sera question de capacité, on verra reparaître toutes les inégalités naturelles dont on avait fait si bon marché auparavant.

Comment sortir de cette difficulté ? Comment concilier le droit qui est égal, et la capacité qui ne l’est point ? C’est ainsi que se pose la question, et je ne crois pas qu’on puisse nier qu’elle ne soit pressante, et que l’avenir de la démocratie n’y soit directement intéressé.

La solution proposée par M. Mill a l’avantage de la simplicité. En partant de la distinction qui vient d’être faite, on pourrait l’exprimer ainsi : Le droit étant égal, chaque citoyen aura une voix ; mais, en même temps, la capacité étant inégale, un électeur pourra avoir plus de voix qu’un autre. Quant à la manière de déterminer le nombre de voix de chacun, on s’attachera à la nature des occupations et aux distinctions sociales qui emportent ou supposent une supériorité d’intelligence et d’instruction. Ainsi l’ouvrier ayant une voix, le maitre en aura deux, et celui qui exerce une profession libérale en aura trois. L’important, c’est que la gradation soit assez clairement fondée en fait pour être acceptée par la conscience publique. Tel est le système que M. Mill appelle le vote plural. Il ne craint pas d’ajouter que, en dehors de cette organisation du vote, le suffrage universel peut être préférable à d’autres formes du pouvoir, mais qu’il reste faux en principe, et que les maux dont il est accompagné l’emporteront toujours sur ses avantages.

La critique est juste, le remède est ingénieux ; reste à savoir s’il est applicable. Le suffrage universel n’est pas seulement, comme je l’ai dit, un droit et une fonction, il est quelque chose de plus ou, si l’on veut, quelque chose de moins : tranchons le mot, il est un pis-aller. Le suffrage universel a sa racine dans le principe de l’égalité, mais la puissance avec laquelle il s’impose aux sociétés modernes provient plus encore peut-être de la difficulté que l’esprit éprouve à trouver un point intermédiaire entre l’oligarchie la plus étroite et la démocratie la plus étendue. Le cens électoral, partout où il existe encore, tend à s’abaisser, et il semble destiné à être partout aboli faute d’une raison d’être suffisante. On ne peut contester que celui qui possède n’ait plus d’intérêts en jeu dans la chose publique que le citoyen qui n’a rien ; on ne peut pas nier davantage qu’aux distinctions de fortune ne correspondent, d’une manière générale, des différences d’éducation et de lumières ; mais en même temps, il est impossible d’établir exactement le rapport entre ces distinctions et la capacité politique, et c’est là ce qui, en rendant les Classifications arbitraires, contribue aussi à les rendre odieuses. Or, je me demande s’il n’en serait pas de même du plan de M. Mill. Irréprochable en théorie, spécieux dans son aspect général, il n’échapperait peut-être pas aux difficultés de l’exécution. L’opinion accepterait sans doute qu’un maréchal de France, un conseiller à la courte cassation, ou un membre de l’Institut, eût plus de voix qu’un simple particulier ; que le chef de fabrique même en eût plus que l’ouvrier ; mais le système ne saurait être appliqué dans son ensemble, les diverses catégories ne pourraient être arrêtées, sans qu’on vit renaître les luttes du principe égalitaire contre des distinctions qui ne reposent pas avec assez d’évidence sur la nature des choses.

Le système exposé par M. Mill n’en reste pas moins digne d’attention. Si jamais on éprouve le besoin d’organiser le suffrage universel, c’est assurément de ce côté-là qu’il faudra chercher la solution d’un problème singulièrement épineux. Le vote plural, dans tous les cas, semble préférable à l’expédient des élections à deux degrés. Le lecteur trouvera dans l’ouvrage qui nous occupe les considérations les plus justes sur les vices de ce dernier mode de suffrage.

La seconde question que soulèvent le gouvernement représentatif et l’organisation du suffrage, est celle du mode des élections. Et qu’on ne croît pas qu’il s’agisse d’un simple détail d’exécution ; c’est ici le cas ou jamais de dire que la forme emporte le fond.

« On confond, dit très bien M. Mill, deux idées très différentes sous le mot de démocratie. L’idée pure de la démocratie, suivant sa définition, c’est le gouvernement de tout le peuple par tout le peuple également représenté. La démocratie, telle qu’on la conçoit et qu’on la pratique aujourd’hui, c’est le gouvernement de tout le peuple par une simple majorité du peuple exclusivement représentée. Dans le premier sens, le mot démocratie est synonyme d’égalité pour tous les citoyens ; dans le second sens (et on les confond étrangement), il signifie un gouvernement de privilège en faveur de la majorité numérique, qui, par le fait, est seule à posséder une voix dans l’État. C’est la conséquence inévitable de la manière dont on recueille aujourd’hui les votes, à la complète exclusion des minorités. »

Et plus loin :

« Dans un corps représentatif, la minorité doit nécessairement avoir le dessous, et, dans une démocratie où existe l’égalité, la majorité du peuple, au moyen de ses représentants, prévaudra et l’emportera sur la minorité et sur ses représentants. Mais s’ensuit-il que la minorité ne doive pas avoir de représentants du tout ? Parce que la majorité doit prévaloir, faut-il qu’elle ait tous les votes et que la minorité n’en ait aucun ? »

« L’injustice et la violation du principe, ajoute l’écrivain, ne sont pas moins évidentes, parce que c’est une minorité qui en souffre ; car il n’y a pas de suffrage égal là où un individu isolé ne compte pas pour autant que tout autre individu isolé dans la communauté. »

Je cite encore cette réflexion, qui achève de mettre dans tout son jour le péril auquel la démocratie doit s’efforcer de parer :

« La grande difficulté d’un gouvernement démocratique est de mettre dans une société démocratique ce qui s’est rencontré jusqu’à présent dans toutes les sociétés capables d’un progrès supérieur et soutenu : un soutien social, un point d’appui pour les résistances individuelles aux tendances du pouvoir gouvernant ; une protection, un point de ralliement pour les opinions et les intérêts que l’opinion publique et prédominante regarde avec défaveur. Faute de ce point d’appui, les sociétés antiques et presque toutes les sociétés modernes, à l’exception d’un petit nombre, ou sont tombées en dissolution, ou sont devenues stationnaires (ce qui signifie une lente détérioration), à cause de la prédominance exclusive d’une partie seulement des conditions du bien-être social et moral. »

Il n’y a qu’un moyen de porter remède à ces vices de la démocratie, c’est de donner des organes aux minorités. Mais comment s’y prendre pour y parvenir ? Ici notre auteur adopte et défend avec chaleur un plan proposé, en 1829, par M. Hare, et dont je résume les traits principaux de la manière suivante :

1° La représentation n’est plus attachée à une ville, à un arrondissement, à une circonscription territoriale quelconque, elle n’est plus locale. Tout député est élu par des voix recueillies dans le pays entier ; tout représentant représente tous les citoyens qui, en quelque lieu que ce soit, ont voté pour lui. En d’autres termes, le peuple vote par scrutin de liste et vote pour des candidats qui sollicitent les suffrages de la nation entière.

2° Le bulletin de chaque électeur constitue une liste graduée sur laquelle les candidats de son choix figurent dans l’ordre de ses préférences.

3° Chaque électeur contribue à la nomination d’un seul candidat ; mais si le candidat qu’il a porté en première ligne échoue, son second vote, son troisième, etc., peut compter pour un autre.

4° Le nombre des voix nécessaires pour l’élection d’un député est déterminé par le nombre des votants divisé par celui des sièges à remplir. Cependant, afin qu’il n’y ait pas de voix perdues, les voix qu’obtient un candidat en sus de la quotité nécessaire ne lui sont plus attribuées, et sont portées, sur chaque bulletin, au compte du candidat qui vient ensuite.

5° Le dépouillement général du scrutin donne ainsi une liste sur laquelle on prend le nombre de membres exigés pour constituer la chambre des représentants.

Je renvoie pour plus de détails au livre de M. Mill, qui renvoie lui-même à celui de M. Hare. J’ai éprouvé quelque surprise, je l’avoue, en voyant l’accueil empressé que notre auteur fait à ces propositions. Les objections qu’elles soulèvent sont apparentes. Ainsi l’on ne voit pas comment on arriverait à assurer le nombre voulu des représentants, à moins que chaque bulletin ne portât un nombre de noms égal au chiffre total des députés, ce qui, lorsqu’il s’agit d’une grande assemblée, conduirait tout droit à l’absurde. Le nombre des noms à inscrire, fût-il d’ailleurs réduit à un chiffre fort inférieur, à cinquante, à trente, à vingt même, il est impossible que les électeurs, ceux surtout des classes inférieures, connussent les titres et les mérites d’un aussi grand nombre de candidats. Ils seront donc réduits, pour rédiger leurs bulletins, à suivre les directions des partis. Ceci nous amène à une objection plus grave encore. Le plan de M. Hare n’empêchera pas le pays de se diviser en plusieurs grands partis politiques, ainsi qu’il arrive aux États-Unis ; il n’empêchera pas ces partis de s’organiser, de rédiger des listes et de les faire adopter par leurs adhérents. Bien loin de parvenir au but qu’il se propose, j’incline à croire que le projet en question donnerait aux partis une organisation plus puissante, et tendrait ainsi à diminuer, au lieu de l’agrandir, le rôle actuel des minorités.

On le voit, dans cette discussion comme dans plusieurs autres, le mérite de M. Mill est moins d’avoir résolu le problème que de l’avoir posé ; posé, ajouterai-je, avec la netteté d’une pensée toujours précise, d’une logique toujours rigoureuse.

C’est beaucoup que de parcourir un sujet sous la conduite d’un guide qui en connaît tous les détours, qui sait tout ce qui s’est dit sur chaque point, qui renseigne et oriente le lecteur d’une manière complète, qui présente les questions sous toutes leurs faces, qui les discute avec bonne foi et sagacité, qui n’apporte à la controverse aucun préjugé et aucune passion. Sous la direction d’un pareil guide, on se sent avancer d’un pas plus ferme, on se trouve avoir exploré bien des régions mal connues. Il est, à la vérité, quelque chose de plus haut encore et de plus précieux. Il y a des écrivains qui ont le coup d’œil divinatoire, qui surprennent par des découvertes imprévues et des observations frappantes, qui à la justesse joignent l’invention, à la sagacité la profondeur, au talent le génie, On en rencontre de loin en loin quelques-uns dans l’histoire. Ils marquent une ère dans les annales de l’esprit humain. M. Mill n’est pas sans doute de ce nombre, mais il a sa place immédiatement au-dessous, parmi les hommes qui, embrassant l’ensemble des connaissances d’une époque et y portant une critique incorruptible, font, eux aussi, sur bien des points, jaillir une lumière inattendue.

# XVIII. M. Sainte-Beuve [[28]](#footnote-28)

## I

J’ai fait le tour des choses de la vie,

J’ai bien erré dans le monde de l’art.

Le monde est la matière de nos créations et de nos jugements. Vivre, voir, sentir, ouvrir son esprit a toutes choses, son âme à toute impression, tel est le secret de l’art et du savoir. Non pas, cependant, que l’artiste et le critique se comportent tout à fait de même dans l’étude de l’univers. Le premier agit en maitre ; il domine ce monde qu’il observe ; il le voit tel qu’il le fait ; il le ramène impérieusement à ses conceptions ; il lui imprime le cachet de son génie. Le vrai critique, lui, est plus impersonnel il sait se séparer de lui-même et des formes de son intelligence ; il s’attache à saisir chaque objet dans son caractère propre ; il s’identifie tour à tour avec tout ce qui s’offre à lui ; pour mieux pénétrer dans l’essence des choses, il s’abandonne à elles et se transforme à leur ressemblance. Comprendre, c’est sortir de soi pour se transporter autant que possible au sein des réalités ; c’est recevoir leur empreinte, c’est participer à leur vie. Or la critique ne consiste-t-elle pas surtout à comprendre ?

M. Sainte-Beuve comprend tout, parce qu’il a tout éprouvé. Ce n’est pas assez dire : il n’a pas seulement tout éprouvé, tout senti, il s’est transformé complétement chaque fois ; il a passé successivement par plusieurs existences. M. Sainte-Beuve a été philosophe, saint-simonien et catholique ; il a été ascète et homme du monde ; il a eu sa ferveur politique, et il en est revenu ; il a écrit au *Globe*, au *National* et au *Constitutionnel* ; il a composé des poésies, un roman, une histoire, des portraits ; il a fait partie du cénacle romantique, il a poussé plus loin qu’aucun autre le culte des dieux qu’on y encensait, puis il a brisé ce qu’il avait adoré. À vrai dire, il n’y a rien là encore de bien étrange. Quel est le romantique ou le saint-simonien de 1830 qui ait conservé la foi de sa jeunesse ? Et s’il y en a, qui les comprend ou les envie ? Qu’est-ce, d’ailleurs, que vivre, si ce n’est se développer, et se développer, si ce n’est se transformer ? Ce qui me parait caractéristique dans M. Sainte-Beuve, ce n’est pas qu’il ait changé, ni même que ses changements aient été des métamorphoses ; mais bien que le critique, chez lui, ait débuté par l’artiste ; que le poète et le romancier aient contribué à le préparer pour une autre tâche ; que pendant quinze ans la vie de l’écrivain, avec toutes ses tentatives si variées, ait été visiblement un apprentissage pour cette autre moitié de sa carrière qu’il fournit aujourd’hui si brillamment. Notre écrivain est un grand critique, mais peut-être est-il si éminent parce qu’il a été autre chose, et parce que, en même temps, tout ce qu’il a été le servait pour sa vraie et définitive vocation : ce qui revient à dire, au reste, que, sous d’autres rôles, c’est déjà le critique qui se sentait et s’exerçait.

M. Sainte-Beuve a écrit beaucoup devers. Il ne serait pas difficile, dans ses trois recueils, de signaler bien des différences de goût et d’inspiration. Tous les trois, cependant, ont une ressemblance : l’auteur s’y essaye ; il cherche. Il cherche en imitant. Il adopte malgré lui la manière qui l’a frappé, le ton qui l’a ému : il a des stances ondoyantes et caressantes comme celles de Lamartine ; il a des recherches de style, des emphases de pensée comme Victor Hugo ; il traduit les anglais, Wordsworth, Bowles, Coleridge ; il s’efforce de rendre un air de Glück, une toile de Boulanger ; il s’exerce à la rime savante, au sonnet bien tourné. Et quand il est lui-même, il cherche encore, poursuivant des effets nouveaux, demandant à des scènes bourgeoises, à de simples récits, à de calmes paysages, à des sentiments naïfs, une poésie qui manque à notre littérature. Il décrit un quai désert de l’île Saint-Louis, une cour obscure aperçue en passant ; il note chaque émotion de l’âme, chaque incident de voyage, les jeux de la lumière, les aspects de la campagne ; il multiplie ainsi les esquisses, y accuse l’effet, y indique le ton, et peu à peu remplit son portefeuille.

J’en dirai autant du style poétique de M. Sainte-Beuve. Tout y est intention. La préoccupation du procédé y perce :

C’est la rime, avant tout, de grammaire et d’oreille

C’est maint secret encor, une coupe, un seul mot

Qui raffermit à temps le ton qui baissait trop,

Un son inattendu, quelque lettre pressée

Par où le vers poussé porte mieux la pensée.

L’auteur ne se fait pas d’ailleurs illusion sur le succès de ses tentatives. Ses vers ne le satisfont qu’à demi. Il se plaint que ce soient

Des vers à force d’art et de vouloir venus...

Des vers tout inquiets et de leur sort chagrins.

M. Sainte-Beuve a mis le doigt sur le vif du défaut. On sent trop la volonté dans ses poésies. Il y a plus de science qu’il ne faudrait ; il y manque la plénitude, le souffle intérieur, la puissance plastique qui pétrit souverainement l’argile. Ce sont, à tout prendre, des études plutôt que des créations.

M. Sainte-Beuve restera-t-il comme poète ? Le relira-t-on ? Le lit-on encore ? Ses *Consolations*, ses *Pensées d’août* (de ses divers recueils celui où il est le plus lui-même), sont-elles du nombre de ces livres qu’on descend d’un rayon en un moment de *desidia*, ou que dans des jours tels que ceux où j’écris, en une radieuse après-midi de printemps, on glisse dans sa poche pour les aller feuilleter sous les ombrages du Luxembourg ou dans les allées de Trianon ? Pour ma part, c’est ainsi que je lis les vers de M. Sainte-Beuve, le préférant, pour ce commerce familier, à bien des poètes plus éclatants. Il y aura toujours, n’en doutons point, des lecteurs qui aimeront ainsi les sentiers détournés, discrets, un peu obstrués par la végétation, et qui, à travers ces volumes tout pleins de choses, s’égareront en de longues rêveries. Et, toutefois, ce n’est pas le pur attrait poétique qu’on y cherche ou qui y ramène. Je ne serais pas étonné si la plupart des lecteurs étaient des hommes qui, dans les vers du poète, étudient la formation du prosateur. C’est que la poésie de M. Sainte-Beuve se ressent trop des théories littéraires ; elle a surtout l’intérêt de la facture tranchons le mot, c’est la poésie d’un critique.

Le roman de *Volupté*, publié en 1834, correspond à la fois à chacun des recueils poétiques de l’auteur. Il est sensuel et désespéré comme *Joseph Delorme*, mystique comme les *Consolations*, et, comme dans l’Histoire de Marèze et dans celle de M. Jean, l’auteur y a essayé de donner un corps à ses conceptions de l’art, à son sentiment des choses, à cet idéal uni et modéré qui s’était emparé de son esprit.

On peut se faire, pour ce roman, la même question que pour les poésies de M. Sainte-Beuve, et se demander si ce roman vit encore. Ce qui est certain, c’est qu’il a vécu. Il a eu sa place dans le mouvement littéraire qui s’est fait aux environs de 1830, à cette époque où l’innovation se jetait bruyamment dans toutes les voies de l’art. *Volupté* a été le roman élégiaque d’un temps dont *Notre-Dame de Paris* a été l’épopée. Il a contribué, pour sa part, à étendre l’horizon poétique. Il a, çà et là, bien des chemins aimables dans leurs sinuosités. Il a apporté à la nouvelle école des exemples d’analyse délicate. Il a mis la psychologie dans le romantisme. Mais l’analyse y était trop ténue, trop prolongée ; le drame y manquait, et non seulement le drame, mais les grandes lignes, l’intention simple dont, en France du moins, une œuvre littéraire ne se passe guère. Il y avait trop de subtilité, de complexité ; on y sentait le labeur ingénieux plus que l’inspiration franche. L’ouvrage se relit, il attache même ; mais il n’émeut, n’étonne, n’entraîne guère. Quelle différence entre ces pages chargées d’observation, de réflexion, d’étude, et les ingénus récits des maitres, où le lecteur est emporté par une puissance créatrice, sans s’apercevoir de la route qu’il suit, sans se douter seulement qu’il tienne un livre entre les mains !

Pour nous, *Volupté* est essentiellement aujourd’hui un fragment des mémoires de l’écrivain. Tout d’abord, les mémoires de sa pensée.

Amaury a étudié la médecine ; il a été au jardin des Plantes et y a entendu M de Lamarck. Il a beau être prêtre, on sent qu’il a passé par la physiologie. Peut-être même y reviendra-t-il. Pour le moment, il est tout à Saint-Martin, à *l’Imitation*, aux mystiques ; il a pris les Confessions de saint Augustin pour modèle : c’est un converti qui fait l’histoire de ses erreurs. Amaury moralise, il est même un peu prêcheur. Il ne condamne pas seulement la volupté, mais aussi ce qu’il appelle la curiosité et la fausse science. En le faisant parler ainsi, l’auteur ne joue pas tout à fait un rôle ; on sent qu’il a eu de ces pensées austères, qu’il a cherché du moins à les avoir. Seulement il a tout l’air d’en être déjà revenu. Il ne pense plus si mal ni de la science, ni de la galanterie. Les précautions obligées, les pieuses exclamations sont là pour maintenir la donnée du récit. Or cette donnée n’est pas heureuse. Le rigorisme chrétien se plie mal à devenir un artifice du romancier. Il y a d’ailleurs une contradiction entre la sévérité de caractère prêtée à Amaury et la nature de ses aveux. Un prêtre austère ne peut caresser si complaisamment des souvenirs qu’il a appris à maudire. Aussi, pour goûter et accepter pleinement l’ouvrage, faut-il chercher l’auteur lui-même derrière Amaury, et, dans bien des pages de ce livre, reconnaître l’histoire secrète de son âme, le récit des efforts passionnés avec lesquels il a abordé tour à tour toutes les solutions du problème de la vie ;

L’histoire d’Amaury est celle d’une nature versatile, avide de jouissances, de science et de poésie ; c’est aussi celle du talent de M. Sainte-Beuve. Nous le retrouvons ici ; comme dans ses poésies, s’essayant ; se rompant à tout. « J’ai peu vu directement, avoue Amaury, peu pratiqué, je n’ai rien entamé en plein ; mais j’ai côtoyé par les principaux endroits un certain nombre d’existences, et la mienne propre ; je l’ai côtoyée, plutôt que traversée et remplie ; j’ai conçu et deviné beaucoup, bien qu’avec une sorte d’aridité pour reproduire, comme quand on n’a pas varié soi-même l’expérience et qu’on a rayonné longtemps dans l’espace, dans la spéculation, dans la solitude. »

L’écrivain dit vrai : il a conçu et deviné beaucoup ; il a côtoyé bien des choses ; il a fait, en son propre cœur, l’étude des passions ; et s’il croit pouvoir se plaindre d’une certaine « aridité à reproduire, » ce n’est pas cependant en vain qu’il a essayé à son tour de créer, qu’il a mené à fin une œuvre de longue haleine, qu’il a tracé des caractères, déroulé des incidents, qu’il a narré et décrit. En pratiquant ainsi l’art, quand même il y aurait moins réussi qu’il n’a fait, il est certainement entré plus avant dans l’intelligence des lois intimes du beau et du vrai.

Le roman dont je parle n’est pas moins intéressant à un autre point de vue. *Volupté* est une étude de style tout autant qu’une étude psychologique. L’auteur y cherche encore sa manière. Il veut assouplir la langue ; il s’efforce d’en acquérir une à lui. On le voit frapper à toutes les portes, fouiller dans tous les recoins, tâcher de saisir tous les secrets. Ici il serre £t fatigue la métaphore ; là il poursuit la finesse jusqu’aux confins du précieux. Il est alambiqué, inusité ; il brise volontairement le nombre de la période ; il a une phraséologie à lui, des alliances de mots dont l’imprévu est destiné à saisir l’attention. Il dira qu’il a découvert des intelligences et des âmes « à peu près inconnues, sans éclat, sans scène extérieure, mais utiles, profondes, d’une influence toute bonne, certaine, continue, précieuse à ce qui les entoure. » Il a des phrases telles que la suivante : « Dans l’épais sommeil apoplectique qui châtia cette rentrée coupable, aucun rêve cristallin et léger ne me reporta vers la rousse allée, prête à verdir et ne me rouvrit l’âme aux pudiques mystères. » L’auteur, on le voit, ne recule devant aucune étrangeté ; il fait comme tous les artistes : il essaye des effets, des procédés. Son seul tort, et ce tort était à peu près inévitable, c’est de mettre le public dans la confidence de ses tâtonnements.

Aujourd’hui M. Sainte-Beuve a un style ; dans ses poésies, dans son roman, dans les anciens *Portraits*, dans les premiers volumes de *Port-Royal*, il a plutôt une manière. Le style et la manière sont également individuels ; mais l’individualité du style consiste dans les qualités, 1 celle de la manière dans les défauts. Une manière se compose de procédés répétés et devenus visibles, d’affectations, de recherches. Si le style est l’homme, la manière c’est le tic. Tout style, sans doute, porte en soi une manière, il y tend, il y tombe ; mais cette manière consiste précisément dans les côtés faibles du style, dans ses parties les moins franches et les moins fortes.

Nous touchons au moment décisif dans la vie de l’écrivain. En 1840 et 1842, il avait publié les premiers volumes de son *Histoire de Port-Royal*. Jamais, semblait-il, il n’était entré plus avant dans l’intelligence des voies intérieures de la grâce, des plus sèches comme des plus touchantes grandeurs du christianisme, lorsque le troisième volume de l’ouvrage paru en 1846, et vint détruire bien des illusions. L’auteur, dès la préface, indiquait combien il était détaché de ses doux solitaires ; il s’efforçait, disait-il, de rester avant tout sincère, indépendant, « indépendant même du sentiment profond que lui inspirait son sujet. » Mais il n’était pas besoin de cet aveu ; le volume tout entier indiquait une crise ; l’écrivain rompait visiblement avec les convictions et les sentiments qu’il avait si longtemps caressés.

En arrivant à Pascal, l’historien de Port-Royal est bien forcé de toucher aux grandes questions que l’auteur des *Pensées* a tranchées en maître ; et, tout en les côtoyant, il insinue sur bien des points quelles sont les solutions vers lesquelles il incline. Au christianisme héroïque de son auteur, il oppose la nature et ses exigences, le bon sens et ses réclamations, Montaigne, « le contre-pied le plus complet de Port-Royal, » Voltaire, qui « s’efforce de simplifier et de diminuer autant que possible la question. » Il se demande si cette hautaine apologie religieuse, qui s’appuie sur le péché originel, qui ne veut voir dans l’homme que misère et contradiction, si ces arguments, jadis victorieux, sont encore admissibles aujourd’hui. Le problème lui semble pris Il la fois de trop haut et de trop bas. De trop haut, car l’homme, après tout, n’est-il pas un animal comme un autre, un peu supérieur, un peu mieux pourvu, un peu plus heureux, et dès lors que devient le mystère, et que reste-t-il des contradictions dont on voulait nous accabler ? Mais, d’un autre côté, Pascal n’est-il pas injuste pour la nature humaine ? N’a-t-il pas exagéré les choses ? N’est-elle pas, à tout prendre plus saine et plus élevée qu’il ne l’a cru ? Et, s’il en est ainsi, l’argumentation chrétienne n’a-t-elle pas faibli elle-même avec celle de Pascal ? « Il est bien vrai, ainsi s’exprime l’écrivain dans un terrible passage, il est bien vrai que le jour où, soit machinalement, soit à la réflexion, l’aspect du monde n’offrirait plus tant de mystère, n’inspirerait plus surtout aucun effroi ; où, ce que Pascal appelle la perversité humaine ne semblerait plus que l’état naturel et nécessaire d’un fond mobile et sensible ; où, par un renouvellement graduel et par un élargissement de l’idée de moralité, l’activité des passions et leur satisfaction dans de certaines limites sembleraient assez légitimes ; le jour où le cœur humain se flatterait d’avoir comblé son abîme ; où cette terre d’exil, déjà riante et commode, le serait devenue au point de laisser oublier toute patrie d’au-delà, et de paraître la demeure définitive, — ce jour-là l’argumentation de Pascal aura fléchi. »

Et ailleurs :

« Il y a dans tout fait général et prolongé une puissance de démonstration insensible. Si l’on voyait une fois la majorité des hommes s’appliquer et réussir à vivre comme on vit volontiers dans Paris et dans d’autres grandes villes, il deviendrait bien difficile d’admettre que la Providence permette, d’une part, tout ce développement social et cet oubli, et que, de l’autre, elle prépare sous-main quelque catastrophe épouvantable, une vaste *conspiration des poudres*, pour faire sauter maisons et habitants. Il est une jouissance habituelle et régulière de la civilisation qui exclut, même en théologie, de certaines images. »

Je ne cherche ni à faire valoir, ni à affaiblir les objections de M. Sainte-Beuve, parfois dirigées d’ailleurs, il faut le reconnaître, contre des doctrines de formation purement traditionnelle, et qui n’atteignent pas au même degré la religion évangélique prise à sa source. Je ne discute pas, je raconte. Une chose est claire : tout l’effort de l’écrivain va à dépouiller le christianisme du caractère de vérité absolue qui forme sa prétention naturelle, pour le ramener au rang d’une vérité très haute, la plus élevée sans doute, mais relative après tout et incomplète. C’est ainsi qu’on vient de le voir cherchant, contre le pessimisme qui fait le fond de l’enseignement orthodoxe, des objections empruntées à une idée moins tragique de l’humanité et de la vie, à un certain bon sens assez court, mais qu’on n’outrage pas impunément, à la durée même des choses, à la marche progressive de la civilisation, à la démonstration insensible des faits. L’écrivain revient ailleurs, et par un autre chemin, à une idée semblable. Il trace à grands traits une histoire de la sainteté, ou, si l’on veut, de la moralité la plus haute, histoire qui n’est autre que celle même des religions. Il constate que la sainteté est, « jusqu’à un certain point, indépendante des croyances qui sont le plus faites pour la nourrir. » Il y en a quelque chose dans Confucius, qui ne croit pas à l’immortalité de l’âme ; dans le bouddhisme, qui n’a peut-être pas même de Dieu ; il y a de la grandeur, de l’héroïsme dans l’antiquité grecque. Ici vient se placer un beau passage sur cette race héroïque des Grecs. « La santé de l’esprit et celle du corps s’accordaient et ne se démentaient pas. Et puis, on mourait comme on avait vécu, le javelot était reçu aussi hardiment qu’il était lancé ; la beauté de la mort, chez les Épaminondas, égalait et couronnait la splendeur de la vie. Sans doute nous ne savons pas tout ; à cette distance, bien des dessous échappent, et la lumière de l’ensemble voile les inévitables ombres. Mais ce qu’on peut dire en toute certitude, c’est que pareille race, en de pareilles conjonctures, ne s’est jamais retrouvée depuis. La force humaine, déployée alors seulement dans toute son énergie et toute sa grâce, a toujours paru ailleurs plus ou moins refoulée sur elle-même, et l’âme humaine s’est repliée. »

On voit où l’auteur veut en venir. Le christianisme a été un grand bien, mais non pas un bien sans mélange ; il a proposé un idéal nouveau et plus élevé, mais un idéal en quelque sorte provisoire ; il a plié l’humanité dans la pénitence, mais il lui a laissé le pli ; il a transformé la morale en ascétisme ; il nous a guéris, guéris du mal principal, d’une plaie profonde, mais ce n’est pas impunément que nous avons subi un traitement si radical, et l’on en est aujourd’hui à se demander qui nous guérira du remède. « Est-ce là, en effet, la dernière forme de sainteté pour le monde ? Cet enchantement des émotions religieuses, ce mystère d’élévation que l’homme porte en lui, et qu’il n’a jamais plus hautement atteint qu’au sein et à l’aide du christianisme ; cet état supérieur et intime de la nature humaine, ne saurait-il retrouver désormais sa première fleur et reparaître dans sa perfection acquise, délivré des appareils compliqués que le droit sens désavoue ? Ne saurait-on retenir seulement le côté durable, éternel, celui qui tient aux instincts les plus tendres et les plus généreux du cœur, sans se forger des douleurs gratuites, et sans exagérer l’épreuve, par elle-même si rude ? En tout, ne saurait-on avoir le Socrate sans les démoneries, comme dit Montaigne ? »

Jusqu’ici nous n’avons que des considérations puisées dans l’histoire des idées ou dans l’optimisme naturel à une civilisation très avancée. Mais Amaury, il ne faut pas l’oublier, a étudié au jardin des Plantes, et il est resté singulièrement frappé de la lumière indirecte que les sciences positives jettent sur les problèmes sociaux et moraux. On ne sera donc pas étonné de le voir s’élever de l’humanité à la contemplation de l’univers, au système entier des choses, et se demander si cette humanité, dont nous faisons le centre de tout, ne serait pas, au contraire, une quantité négligeable par rapport à l’ordre souverain. « Il y a, dit-il, quelqu’un au xviiie siècle qui est un réfutateur bien autrement puissant de Pascal, et qui ne le nomme jamais ; ce réfutateur c’est Buffon, c’est la science de la nature elle-même. À l’appui de ma pensée, j’indiquerai seulement les belles pages physiologiques et morales *sur la mort* ; mais comme c’est le contraire du point de vue chrétien ! »

L’auteur vient de nommer la mort. La mort, avec l’ensemble des considérations qui s’y rattachent sur la destinée humaine, tel est, en effet, le dernier retranchement de cette théologie que M. Sainte-Beuve déclare insuffisante, retranchement abrupt et formidable, derrière lequel le prédicateur reprend vite ses avantages et se plaît à défier les arguments de la sagesse mondaine. Il est donc naturel que notre écrivain cherche à tourner une position malaisée à emporter de front. « La mort ! s’écrie-t-il, on s’accommode encore de la regarder de profil ; le difficile est de l’envisager en face. » Eh bien, il n’y a qu’à s’en tenir au profil ! « On a remarqué que souvent la mort elle-même semble moins pénible à supporter que la pensée de la mort. La plupart des gens meurent assez aisément, à condition de ne pas trop s’en apercevoir et de n’y pas songer. » Montaigne n’aurait pas dit mieux. Tout ce troisième volume rappelle souvent ainsi les *Essais*. On ne peut s’y tromper, le véritable adversaire de Pascal, ce n’est ni Voltaire, ni Buffon, c’est précisément Montaigne, c’est la sagesse modérée, l’équilibre heureux, la curiosité sceptique, la bonne humeur narquoise, c’est l’esprit que le spectacle du monde intéresse plus qu’il ne l’émeut, qui se défie de la phrase, sur lequel l’enthousiasme ne mord guère, qui, sans avoir rien d’héroïque, suffit à faire ce qu’on appelait autrefois l’honnête homme. Tel que nous venons de le voir, M. Sainte-Beuve représente assez bien ce que pourrait être aujourd’hui le philosophe bordelais, un Montaigne avec des connaissances plus vastes, plus d’amour de l’art, une expérience qui s’est accrue, et toute la différence que trois siècles peuvent faire entre deux hommes.

Quoi qu’il en soit, nous voilà bien loin de l’époque à laquelle M. Sainte-Beuve s’asseyait avec M de Lamartine « au pied d’un marronnier ou sous quelque tilleul, » où le plus jeune des deux poètes enviait à l’autre ses chants et ses prières, où l’auteur des *Harmonies*, enfin, fier d’une si touchante conquête, la célébrait avec toute la pompe de son langage.

Tu tombais ! je criai ! le Seigneur te sauva !

Tu repris ton élan vers la céleste porte !

Honneur en soit rendu, non à cette voix morte,

Mais au Dieu qui donna la vie à mes accents,

Qui met le trait sur l’arc, et la flamme à l’encens,

Fait un écho vivant de nos lèvres muettes,

Et dans nos cœurs fêlés verse ses eaux parfaites !

Ton cœur était l’or pur caché dans le filon,

Qui n’attend pour briller que l’heure et le rayon.

Tout cela, aujourd’hui, fait involontairement venir le sourire sur les lèvres. On a peine à croire que les deux poètes aient vraiment conversé ainsi. On se demande si le lecteur de ce temps-là n’a pas été dupe de quelque mystification. Mystification, le mot est dur ; illusion serait plus juste. Il est clair, en effet, que M de Lamartine et M. Sainte-Beuve ont eu l’un et l’autre leurs jours de zèle pieux et de ferveur véritable. Il y a toutefois une distinction à faire ici entre le maître et le disciple.

La réaction contre les enseignements du xviiie siècle, l’empire exercé de nouveau sur les âmes par tout ce que le catholicisme contient de séduisant pour l’imagination, de consolant dans les douleurs, et même de fortifiant dans les difficultés et les repentirs ; bref, un certain ébranlement religieux des esprits, reste comme l’un des traits caractéristiques de la Restauration. Le catholicisme fut, d’ailleurs, en France comme en Allemagne, l’un des éléments du romantisme. Ajoutons, enfin, qu’il se rattachait naturellement à la doctrine de la légitimité. Il y eut alors à tous les égards, dans tous les sens, retour au passé et à sa poésie. Les aspirations, ne sachant où se prendre, s’attachaient à ce qui avait été. On croyait aux mystères comme au droit divin. On célébrait la foi et le crucifix comme on chantait la naissance du duc de Bordeaux, sans trop se rendre compte des choses, sans trop aussi se croire engagé par-là, mêlant aux pieux soupirs bien des notes mondaines et discordantes. On était, ce qui arrive souvent, très sincère sans être très conséquent ; et il ne faut point douter de la bonne foi, ni même du sérieux de MM. de Chateaubriand, de Lamartine et Victor Hugo, parce qu’ils ont vu plus tard fondre au premier soleil le zèle royaliste et la ferveur catholique de leur jeunesse.

Il n’en a pas été tout à fait de même de M. Sainte-Beuve. Dans un passage souvent cité, page mémorable arrachée à un journal intime, il nous a donné le vrai mot de son histoire morale. Il a commencé, dit-il, par le xviiie siècle, par Tracy, Daunou, Lamark, et « là est son fond véritable. » Il a tout traversé, tout côtoyé ; mais, ajoute-t-il, « dans toutes ces traversées, je n’ai jamais aliéné ma volonté et mon jugement ; je n’ai jamais engagé ma croyance. Mais je comprenais si bien les choses et les gens, que je donnais les plus grandes espérances aux sincères qui voulaient me convertir et qui me croyaient déjà à eux. Ma curiosité, mon désir de tout voir, de tout regarder de près, mon extrême plaisir à trouver le vrai relatif de chaque chose et de chaque organisation, m’entraînaient à cette série d’expériences qui n’ont été pour moi qu’un long cours de physiologie morale. »

Voilà donc quelle serait la différence : les poètes que j’ai nommés plus haut auraient commencé, en toute sincérité, par les croyances impétueuses et naïves ; mais leur foi politique et religieuse ayant peu de racine, elle n’aurait pas tardé, comme la semence de la parabole, à sécher sur pied ou à disparaître sous les ronces du chemin. M. Sainte-Beuve, au contraire, a commencé par des conclusions empruntées aux sciences naturelles, et, comme on dit maintenant, à une philosophie positive ; il est parti, dès le début, du point auquel nous le voyons revenu aujourd’hui ; il n’aurait même jamais cessé d’y tenir, et les diverses métamorphoses par lesquelles il semble avoir passé ne devraient être regardées que comme des complaisances ou des expériences scientifiques.

Je n’ai garde de contester une explication aussi précise. Toutefois, je ne puis oublier non plus combien, en ces opérations d’analyse intime et personnelle, il est facile de se tromper soi-même. Ce qui est certain, c’est que la lecture des ouvrages de M. Sainte-Beuve conduirait à un jugement un peu différent de celui qu’il a porté, à un jugement qui, sans renfermer des conclusions précisément opposées, gagnerait en vraisemblance psychologique et paraîtrait plus équitable pour l’auteur. Nul de nous n’est aussi un, aussi simple que M. Sainte-Beuve se flatte de l’être. J’ai peine, je l’avoue, à me le représenter aussi peu engagé qu’il le dit dans les croyances et les écoles qu’il a successivement traversées. Je ne le crois point naïf, mais je me l’imagine volontiers sincère. Si je me fie à mes impressions, il y a assurément, chez lui, un premier fond de xviiie siècle, comme aussi de vive et sensuelle nature, et c’est bien là ce qui a fini par reparaître : mais cela n’empêche pas, ce semble, qu’il n’ait eu bien des velléités réelles de spiritualisme et même de dévotion. Il en serait comme de la littérature, où il a toujours porté un sens critique droit et sûr, ce qui n’empêche pas que la fantaisie, la curiosité, les admirations ne l’aient entraîné en bien des voies détournées et bizarres. Je ne crois donc pas qu’il faille tenir les pages les plus graves de notre écrivain pour de simples essais ou pour des gageures. Il est plus conforme à la nature des hommes et des choses de se représenter le poète comme se livrant, au contraire, s’abandonnant tour à tour à chacun ; passant par bien des transformations sans jamais perdre entièrement son fond primitif, ni même un secret instinct de sa vraie tendance ; s’efforçant d’être croyant, d’être romantique, d’être républicain ; y réussissant autant que la volonté peut y réussir ; s’enrichissant ainsi peu à peu de bien des expériences précieuses ; fouillant tous les secrets de la vie, rapportant de ses excursions dans toutes les régions mille découvertes, et se trouvant ainsi, au jour où il revient à lui-même et se possède enfin tout entier, se trouvant pourvu de tout ce qui lui est nécessaire pour devenir le plus exercé des critiques, le mieux rompu à la réalité, le plus doué de dextérité et de souplesse, le plus versé dans les choses de la littérature et du monde, le plus désenchanté des penseurs et le plus équitable des juges.

## II

Dussé-je au bout de tout ne trouver presque rien.

Nous voici arrivés aux *Causeries du lundi*. L’auteur s’est essayé dans tous les genres, il a achevé toutes ses métamorphoses ; il a, sans avoir l’air d’y toucher, abordé les problèmes les plus hauts, les plus graves ; il est arrivé à l’âge où la maturité commence, sans que la force ait encore diminué. On est à la fin de 1849 ; les esprits se remettent peu à peu des ébranlements de l’année précédente, et retrouvent de l’attention pour les choses du goût et de l’intelligence. C’est alors que M. Sainte-Beuve revient à la critique ; il va parler désormais chaque semaine, à jour fixe ; il trouvera ainsi l’occasion de parcourir de nouveau et en tout sens le champ de la littérature, de revenir sur ses jugements passés, d’entrer davantage dans le vif des questions, d’adopter aussi une manière plus alerte. M. Sainte-Beuve a eu cette bonne fortune, qui n’arrive qu’aux talents vrais, mais qui ne leur arrive pas toujours, l’occasion de se déployer tout entier, de se livrer dans une œuvre considérable et définitive.

L’histoire des *Causeries* formera un chapitre dans l’histoire de notre littérature. Commencées au *Constitutionnel,* elles se continuèrent au *Moniteur,* et se suc-, cédèrent sans intervalle jusqu’en janvier 1855. Pendant cinq ans, l’auteur a donné chaque lundi un article long, nourri, charmant, sur les sujets les plus divers : passant de la critique à l’histoire, mêlant les anciens aux modernes et les étrangers aux Français, associant aux noms les plus illustres bien des renommées secondaires, également à l’aise dans tous les genres, dissertant de Saint-Martin après avoir parlé de Beaumarchais, aussi familier avec Bourdaloue ou Daguesseau qu’avec Stendhal ou Musset, toujours prêt, toujours compétent, ayant tout lu, tout vu de près, inépuisable en réflexions, ne se répétant jamais. Qu’on veuille bien réfléchir un instant à tout ce que suppose un travail de ce genre, l’étendue des connaissances acquises et des recherches nouvelles, la fécondité de l’esprit, la force même du tempérament, et l’on conviendra que les *Causeries* sont une œuvre extraordinaire, et que M. Sainte-Beuve est le seul de nos contemporains qui pût mener à bien une pareille entreprise.

L’abondance de M. Sainte-Beuve n’a de mérite que parce qu’elle a sa source dans de vastes connaissances ; mais cette érudition, à son tour, ne tire tout son prix que d’une exactitude extrême. Il n’est personne qui, ayant été appelé à contrôler les renseignements de toute nature dont abondent les volumes de notre écrivain, ne soit prêt à joindre son témoignage au mien. Je me rappelle avoir été conduit à le suivre dans les chemins les plus étrangers à ses recherches habituelles, les plus détournés, les plus inconnus, et être resté singulièrement surpris en voyant sur toutes choses des informations si complètes, et non seulement l’absence de toute erreur matérielle, mais, ce qui est plus rare, l’exactitude jusque dans les derniers détails, jusque dans la nuance.

M. Sainte-Beuve est, parmi nous, le créateur d’une nouvelle école de critique. Aux comptes rendus exacts des Bayle, des Basnage, des Leclerc, avait succédé une manière moins sévère, dont les anciens *Débats* sont restés le meilleur exemple, celle des Hoffmann, des Dussault, des Feletz. On avait appris à amuser le lecteur, tout en le tenant au courant des ouvrages du jour. Celui qui, le premier, agrandit décidément le genre, qui le renouvela, ce fut M. Villemain. L’auteur des *Leçons sur le dix-huitième siècle* eut l’idée de faire entrer la littérature dans le cadre de l’histoire, de la mettre en rapport avec les institutions, les grands événements, le mouvement général des esprits. La critique devint ainsi plus large et plus vivante. M. Sainte-Beuve lui a ouvert une autre voie encore. Il amis l’étude de l’homme dans l’étude des ouvrages de l’esprit humain ; il a cherché l’auteur sous ses écrits ; il s’est appliqué à signaler dans les livres l’empreinte à la fois du caractère individuel et des circonstances, les mille traces d’une humanité tout ensemble éternellement la même et éternellement diverse. M. Sainte-Beuve ne généralise guère et ne prêche jamais ; nul n’est plus loin de ces travers, si travers il y a ; mais quelque sensible qu’il soit aux œuvres de l’art, quelque vivement qu’il jouisse des créations du génie ou des grâces du talent, ce qui l’intéresse le plus dans un livre c’est l’écrivain ; dans cet écrivain, c’est le mystère même de la personnalité, le spectacle de la nature créatrice, et ce je ne sais quoi d’étrange et de fascinant qui, pour toute intelligence attentive, s’attache à la contemplation de la vie et de l’esprit.

Si j’avais à déterminer ce qu’il y a d’essentiel en M. Sainte-Beuve, je nommerais sans doute la vive et souple intelligence ; mais j’ajouterais aussitôt : une intelligence que ne voile aucune passion. Voilà, en effet, qui est fondamental. Il ne manque pas d’esprits pénétrants, dont la pénétration est comme tenue en échec par des préjugés de toute sorte, des engagements de parti, des antipathies ou prédilections instinctives. Quant à M. Sainte-Beuve, ses qualités éveillent assurément d’autres idées que celle de la grandeur, et cependant il a quelque chose de grand, quelque chose de royal : l’équité. Seulement l’équité, chez lui, n’est point à l’état de vertu ; elle est moins affaire de générosité que de raison, et-le caractère, chez lui, tient encore au talent. L’auteur est si avide de voir les choses telles qu’elles sont, dans leur fond à la fois et dans leurs nuances, qu’il semble n’avoir aucune peine à écarter les considérations étrangères à la question qui l’occupe. Il n’a besoin d’aucun effort pour être juste. Il l’est, parce que la justice fait un avec la vérité, et parce qu’il ne se soucie d’autre chose que de savoir. On peut le blesser, mais non fausser son jugement. Il a des susceptibilités, mais point de rancunes. Je défie que dans ses nombreux ouvrages, qui traitent de tant de choses et prononcent tant de noms propres, on rencontre la trace d’une rivalité littéraire. Où trouver une admiration plus cordiale de tous les mérites, un hommage plus spontané rendu à toutes les supériorités ? On pourrait presque taxer de faiblesse l’indulgence qui s’y montre pour tout ce qui manifeste quelque sève, ou promet quelque avenir. « Je ne saurais admettre, a-t-il dit, que le meilleur moyen de redresser un talent qui se produit soit de lui lancer d’abord un écritoire à la tête. » Et ailleurs, dans un beau passage que M. Sainte-Beuve avait seul peut-être le droit d’écrire : « Je suis resté un peu effrayé de voir à quel point la critique littéraire devient difficile, quand on n’y veut mettre ni morgue ni injures, quand on réclame pour elle une honnête liberté de jugement, le droit de faire une large part à l’éloge mérité, de garder une sorte de cordialité jusque dans les réserves. » Voilà qui est noble, et qui le paraît doublement, lorsqu’on voit ailleurs l’élévation du talent s’accorder si bien avec les petitesses de la jalousie et de l’esprit de parti.

En cherchant à déterminer le tempérament moral de la critique de M. Sainte-Beuve, j’ai anticipé malgré moi sur ce que je voulais dire des qualités d’intelligence qui la distinguent : « Si Diderot, fait observer notre auteur, n’était rien moins qu’un poète dramatique, s’il n’était nullement suffisant à ce genre de création souveraine et de transformation tout à fait impersonnelle, il avait en revanche, au plus haut degré, cette faculté de demi-métamorphose qui est le jeu et le triomphe de la critique, et qui consiste à se mettre à la place de l’auteur, et au point de vue du sujet qu’on examine, à lire tout écrit selon l’esprit qui l’a dicté. » Il n’est personne à qui ces lignes s’appliquent mieux qu’à celui même qui les a écrites.

M. Sainte-Beuve n’est pas un théoricien. Il ne défend aucune thèse. Il ne se préoccupe nullement de l’honneur d’agir sur ses semblables. Son ambition est de dégager, sur chaque sujet, l’opinion générale, ce que chacun pense à son insu, ce que tout le monde finira par penser. Il n’apporte à sa tâche qu’une pénétration et une flexibilité sans égales. Nul n’a poussé plus loin la souplesse d’une intelligence qui se défie d’elle-même, qui reste en garde contre ses plus vives impressions, qui redoute de se montrer plus affirmative que les faits, qui ne croit pas arriver jamais à rien de définitif, qui ne se lasse point de repasser sur un trait, de mettre un glacis sur un ton ; qui semble, en un mot, avoir pour principal souci de ne pas trop s’engager dans ses propres conceptions. D’autres ont l’impartialité ; M. Sainte-Beuve est complice, il le devient tour à tour de chacun. C’est trop peu de dire qu’il est versatile : il n’a point de substance propre. Son esprit est comme un liquide transparent qui, versé successivement dans plusieurs vases, prend la forme et réfléchit la couleur de tous.

Omnia transformat sese in miracula rerum.

Il ne lui manque qu’une faculté, celle qui manquait à Gœthe, la faculté de l’émotion. Il n’a rien qui sente l’âme. Dans ses approbations même, il jouit, il goûte, plutôt qu’il n’admire. On ne montrerait pas de lui une page trempée de larmes ou frémissante de colère. Il a trop d’expérience pour s’étonner beaucoup de rien. Il excuse tout, parce qu’il comprend tout. Il a quelque chose de l’indifférence, j’allais dire de l’immoralité de la nature elle-même. Oh ! qu’il est peu doctrinaire, celui-là ! Qu’il est le contraire de la sagesse gourmée, des systèmes, des étiquettes ! Qu’il est souple aux faits ! Qu’il a pris la mesure des hommes et fait le tour des choses !

Je ne puis oublier cependant que la sérénité de M. Sainte-Beuve a eu son jour d’éclipsé. Bien des lecteurs se rappellent un article de 1852, intitulé les *Regrets* ; et dont le moindre inconvénient était de porter les questions politiques sur un terrain où la discussion n’était absolument pas libre. L’article manquait de générosité. Il était naturel, je le veux, que le droit bon sens de l’écrivain fût choqué de bien des efforts puérils dans la Conduite du parti vaincu : c’est l’un des malheurs de la défaite, qu’il soit difficile de la soutenir avec une entière dignité ; mais des fautes de goût et de sens n’excusaient point d’aussi cruelles représailles. Rien ne donnait à M. Sainte-Beuve le droit de supposer que les regrets de ses adversaires fussent étrangers aux nobles illusions et à l’idéal élevé. D’ailleurs, si c’était un tort de regretter l’irréparable, n’en était-ce pas un autre de se montrer si complétement satisfait ? Le critique, très dégagé d’ordinaire, et qui là même croyait faire acte d’indépendance, n’a-t-il pas vu qu’il épousait, lui aussi, une cause, et qu’il se livrait sans réserve ? Au reste, l’article dont je parle s’explique par la position que l’auteur a prise en politique depuis la dernière révolution. Il a cru jadis à la liberté ; il a même dépassé, si je ne me trompe, dans ses désirs et ses réclamations, la mesure des droits exercés par le pays sous le règne de Louis-Philippe. Mais le bouleversement de 1848 semble avoir modifié ses vues sur la nature humaine, et en particulier sur la nation française. Il professe hautement aujourd’hui ces doctrines pessimistes, d’après lesquelles les hommes ont surtout besoin de gouvernement. Regardant plus au tempérament acquis et à la tradition historique qu’aux modifications et aux progrès possibles, il croit que la France, faite pour la gloire et l’autorité, ne saurait prétendre aux mâles vertus des nations libres. En un mot, frappé de ce qu’il y a de faux dans les théories politiques trop générales, il ne voit plus dans la condition des peuples que le relatif et la diversité. Il arrive parfois que l’extrême souplesse aboutit ainsi à une espèce de roideur ; Le scepticisme, gardons-nous de l’oublier, tend constamment à devenir dogmatique à son tour. On prétend croire à la seule expérience, et l’on ne s’aperçoit pas que les idées, les droits, les abstractions sont des faits aussi, les plus réels peut-être, parfois les plus puissants.

Il est temps de revenir au caractère littéraire des *Causeries*. Le style de M. Sainte-Beuve est bien celui de sa pensée, ne faisant qu’un avec elle, en suivant toutes les ondulations, sans luxe ni magnificence, — à tout prendre, le style le moins ambitieux de l’époque. Je dis le moins ambitieux, ce qui ne signifie pas nécessairement le plus simple. L’auteur, qui nous a fait l’histoire de ses opinions, nous a aussi raconté celle de sa plume. « J’avais une manière, dit-il ; je m’étais fait à écrire dans un certain tour, à caresser et à raffiner ma pensée ; je m’y complaisais. La nécessité, cette grande muse, m’a forcé brusquement d’en changer ; cette nécessité qui, dans les grands moments, fait que le muet parle et que le bègue articule, m’a forcé, en un instant, d’en venir à une expression nette, claire, rapide, de parler à tout le monde, et la langue de tout le monde ; je l’en remercie. » C’est bien ainsi, en effet, que l’aventure s’est passée. Toutefois, il reste quelque chose des *Portraits* dans les *Causeries*, une trace de la manière première dans le style définitif. De même qu’il faut un peu d’effort pour très bien voir, il en faut aussi pour très bien montrer, et M. Sainte-Beuve met trop de prix à rendre toutes les nuances de sa pensée pour ne pas recourir à toutes les nuances de l’expression : de là quelque chose de cherché. Du reste, nulle rhétorique, aucune solennité, pas même de nombre et d’harmonie. Notre écrivain n’a point de périodes, point de mots, rien qui, pris en soi, paraisse très heureux, qui semble gravé, et qui se grave dans l’esprit. Il ne burine pas, il esquisse et estompe. Ce qui n’empêche pas que çà et là le crayon ne marque, et, d’un trait, ne relève et n’accentue. Ainsi, il dira de Buffon que c’est « un génie qui manque d’attendrissement. » Il dira de Carrel : « Son expression luit rarement et ne rit jamais. Il a une propriété de termes exacte et forte, et qui enfonce ; mais il reste rarement, quand on l’a lu, des traits marquants, isolés, et comme des fragments de javelot, dans la mémoire. » On voit comment M. Sainte-Beuve sait vivifier l’expression. Il y aurait une foule de passages semblables à citer. En voici un encore, dans lequel l’auteur trahit involontairement ses propres préoccupations d’artiste. « … Éteindre des tons trop bruyants, détendre çà et là des roideurs, assouplir, alléger sa langue dans les intervalles où le pittoresque continu n’est aucunement nécessaire ni même naturel ; se pacifier par places, sans se-refroidir au cœur ; garder tout son art en écrivant et s’affranchir de tout système. » Peut-on mieux dire et, en même temps, mieux exprimer l’art discret et consommé dans lequel excelle l’auteur des *Causeries* ?

Un mot encore. Ce qu’il y a d’insolite et de tourmenté dans le style de M. Sainte-Beuve, ce qu’il a de peu limpide et d’étranger peut-être à la vraie tradition nationale, ne doit pas nous rendre insensibles à ce qu’il a en même temps de sûr dans sa liberté, de correct et de français dans son fond. L’auteur, qui offre tant de disparates, conserve ici encore son aspect paradoxal : on lui trouve je ne sais quel air de néologisme, et cependant il est tout trempé aux sources les plus pures de la langue. Il n’a eu garde de tomber dans le travers du pastiche ; il a laissé à d’autres la laborieuse imitation du xviie ou du xviiie siècles ; il a compris que chaque temps doit avoir son langage, et chaque auteur son style, et, d’un autre côté, il a horreur de l’innovation brutale et du terme doctrinaire. Si sa diction n’a pas d’éclat, elle n’a rien de terne. On n’y rencontre jamais de ces vilains mots abstraits qui nous sont devenus comme indispensables, *rapports*, *éléments*, *tendances*, et combien d’autres encore, dont le journalisme contemporain nous inonde. M. Sainte-Beuve demande à la langue tous ses secrets, mais sans la forcer ; il n’est pas simple, mais il est sain ; il est novateur, mais en homme de science et de goût.

Nous avons reconnu en M. Sainte-Beuve l’un des princes de la critique. Qu’est-ce à dire ? Et que faut-il penser du genre même dans lequel il excelle ?

L’importance que la critique a prise de nos jours peut paraître exagérée ; ce rôle répond néanmoins à un besoin de nos temps ; La critique a d’ailleurs bien changé. Nous voulons aujourd’hui qu’elle nous explique les hommes, les choses ; les faits. La critique n’est plus une simple réflexion sur les ouvrages de l’esprit ; elle est devenue l’un des nombreux instruments, ou, si l’on veut, l’une des applications de la science moderne. Aussi tend-elle chaque jour à agrandir sa sphère. Nous avons vu qu’elle s’est transformée entre les mains de M. Villemain et de M. Sainte-Beuve ; elle ne s’arrêtera pas là. Rien ne frappe plus l’homme attentif que l’élargissement continuel de l’horizon scientifique, que l’exhaussement, si j’ose ainsi parler, du sol intellectuel, et, comme conséquence, le déplacement incessant du point de vue. C’est une révolution dont une phase nouvelle passe chaque jour sous nos yeux, et qu’on ne distingue cependant qu’à la condition de s’en isoler un moment et de prendre un point de repère dans le passé. On peut déjà prévoir le moment où la critique actuelle, malgré ses merveilleuses aptitudes, deviendra à son tour insuffisante, où l’on demandera au littérateur plus de connaissances positives, plus de familiarité avec la science de la nature, avec l’histoire, la critique religieuse et les grandes spéculations philosophiques.

Il n’en est pas moins vrai que l’intérêt de toutes les recherches reste concentré sur l’homme et la société, c’est-à-dire sur nous-mêmes. Voilà le point auquel reviennent sans cesse nos pensées, et voilà ce qui assure un attrait permanent à l’œuvre de M. Sainte-Beuve. Il nous a représenté sous bien des aspects divers cet objet de notre éternelle étude. Il a ajouté à notre connaissance de la nature humaine. Il s’est montré peintre fidèle et sincère. Il n’a pas été, pour me servir de sa propre expression, l’avocat d’une cause, mais un observateur inexorable. Sa conception des choses pourrait être plus élevée, mais serait-elle encore aussi vraie ? Sa manière de considérer la vie pourrait être plus héroïque, mais ne risquerait-elle pas en même temps de devenir plus étroite ? Je ne suis pas insensible, il s’en faut de beaucoup, à la noblesse des grands partis-pris, à l’intérêt dramatique de la lutte morale, au spectacle de l’homme qui, seul sur son rocher, oppose à la nature et à la destinée l’inflexible énergie d’un principe. Et, pour en revenir à ce Port-Royal qui se présente aussitôt à l’esprit comme le type de la vertu austère, et, dans Port-Royal même, à celui qui, par ses rigueurs implacables contre lui-même, en personnifie le mieux l’esprit : qui ne serait touché de la grandeur d’un Pascal avec son abnégation, sa pauvreté, son cilice, la maladie si pleinement acceptée, un détachement si complet des plus légitimes affections ? Mais qui ne tremble aussi tout en admirant ? Qui ne voit que si cela est beau, cela est en même temps forcé et excessif ? Qui n’étouffe dans un espace si resserré ? Qui ne se dit que le monde, ainsi vu de la lucarne d’un cloître, n’est pas après tout le monde authentique et tel que Dieu l’a fait ? Pascal résout les problèmes, mais en en simplifiant les termes et en éliminant une partie des faits. Il est un âge, je le sais, où l’on aime à prendre ainsi les questions par leur côté absolu, à les trancher par quelque acte sublime de volonté. Plus tard, on apprend à redouter cette simplicité comme un piège : on a senti tout ce qu’il y a de démonstration insensible dans le simple contact avec une réalité ; on a soif de connaître l’univers dans toute sa plénitude, toute sa complexité, et alors on est disposé à pardonner beaucoup à l’écrivain qui, comme M. Sainte-Beuve, se montre simple, sincère, et qui, dans ses pages, reproduit quelque chose de l’infinie variété, comme aussi de l’imperturbable sang-froid de la nature.

M. Sainte-Beuve a très bien senti ce grand et triste caractère de son œuvre. « J’ai eu beau faire, a-t-il dit dans une conclusion encore inédite de son histoire de Port-Royal, j’ai eu beau faire, je n’ai été et ne suis qu’un investigateur, un observateur sincère, attentif et scrupuleux. Et même, à mesure que j’ai avancé, le charme s’en étant allé, je n’ai plus voulu être autre chose. Il m’a semblé qu’à défaut de la flamme poétique, qui colore mais qui leurre, il n’y a point d’emploi plus légitime et plus honorable de l’esprit que de voir les choses et les hommes comme ils sont, et de les exprimer comme on les voit, de décrire autour de soi, en serviteur de la science, les variétés de l’espèce, les diverses formes de l’organisation humaine, étrangement modifiée au moral dans la société et dans le dédale artificiel des doctrines. »

L’auteur a été plus loin encore. Il n’a pas seulement accepté son rôle : par un second effort, effort suprême, il s’en est détaché. Il faut ici transcrire un passage d’une saveur pénétrante, et dans lequel sa manière contenue finit par atteindre à l’éloquence : « J’ai été, à ma manière, un homme de vérité, aussi avant que je l’ai pu atteindre. Mais cela même, que c’est peu ! que notre regard est borné ! qu’il s’arrête vite ! qu’il ressemble à un pâle flambeau allumé un moment au milieu d’une nuit immense ! Et comme celui qui avait le plus à cœur de connaître son objet, qui mettait le plus d’ambition à le saisir et le plus d’orgueil à le peindre, se sent impuissant et au-dessous de sa tâche, le jour où la voyant à peu près terminée, et le résultat obtenu, l’ivresse de sa force s’apaise, où la défaillance finale et l’inévitable dégoût le gagnent, et où il s’aperçoit à son tour qu’il n’est qu’une illusion des plus fugitives au sein de l’illusion infinie ! »

Fugitive illusion, qui se dessine un instant sur l’océan de l’illusion universelle ! Est-ce donc en ces termes que se résume l’expérience des siècles ? L’humanité répétera-t-elle à jamais le *vanitas vanitatitin* du sage antique ? Amants passionnés de la vérité, qui l’avez poursuivie avec tant d’ardeur, par tant de chemins divers ; artistes, qui vous êtes efforcés de saisir l’insaisissable beauté ; hommes du monde, qui avez : cherché le bonheur dans l’éclat et la tendresse : est-ce donc dans ce soupir que vous vous réunissez à la fin ? Est-ce là le dernier mot de tout ? Et osez-vous bien nous exciter à des efforts qui doivent être récompensés d’une si pâle couronne ?

Et pourquoi non ? S’il y a quelque grandeur dans le roseau qui sent sa faiblesse, n’y en a-t-il aucune dans la vanité qui se comprend ? Quelqu’un a-t-il jamais savouré sans une secrète joie l’amertume qu’on éprouve à aller jusqu’au fond des choses ? L’illusion qui se connaît est-elle d’ailleurs une illusion ? Ne triomphe-t-elle pas en quelque sorte d’elle-même ? N’atteint-elle pas à la souveraine réalité, celle de la pensée qui se pense, celle du rêve qui se sait rêve, celle du néant qui cesse de l’être pour se reconnaître et s’affirmer ?

# XIX. À propos de l’exposition de Londres.

Une exposition universelle de l’industrie vient de s’ouvrir à Londres. Grâce à la facilité des communications, les étrangers s’y rendent en foule. On raconte que les paquebots transportent chaque jour quelques centaines de voyageurs de nos ports à ceux de l’Angleterre. Pour beaucoup de ces voyageurs, l’Angleterre est un pays nouveau ; bien des surprises les y attendent ; deux heures de traversée, et les voilà au milieu d’une société qui diffère à mille égards de celle qu’ils viennent de quitter. On ne peut, quand on a fait soi-même l’expérience de ces contrastes, s’empêcher de se demander quelles impressions nos compatriotes rapporteront de leur voyage.

Ces impressions, nous le reconnaissons, pourront, dans bien des cas, flatter légitimement l’amour-propre national. Le premier aspect de Londres charmera peu des regards habitués à l’élégance de Paris, à nos brillants boulevards, au style correct de nos monuments, à l’éclat que la lumière, dans les beaux jours, jette sur tout ce beau spectacle. Londres est triste, sombre, enfumé, dépourvu de quais, défiguré par une foule d’édifices laids ou bizarres ; ville mal faite, d’ailleurs, sans centre, sans circonférence, sans artères. On ne peut imaginer d’opposition plus complète que celle des deux villes, et tous les avantages semblent réunis et comme accumulés d’un seul côté. Plus tard, cette première impression se modifie un peu. Il est difficile que l’étranger ne soit pas bientôt frappé de la grandeur, en quelque sorte morale, qu’offre la prodigieuse population de Londres, et non seulement le nombre des habitants, mais leur activité, leur empressement, le travail qui produit tant de richesses, les richesses que le travail répand de tous côtés. Quels flots de peuple ! quel encombrement de voitures ! Cette Tamise n’a pas de quais, mais elle est bordée de magasins qui renferment les marchandises de cent pays, et elle est couverte de navires dont les agrès se confondent à l’horizon avec les cheminées des toits et les flèches des églises ! Au bout de quelque temps, cette ville prend sinon de la beauté, au moins de l’intérêt ; elle revêt une physionomie ; à défaut de régularité, elle a du caractère, et nous ne serions pas étonné si plus d’un étranger finissait par lui trouver un attrait que n’ont pas toujours la ligne droite la plus majestueuse et la plus irréprochable symétrie.

Le Français qui va à Londres y verra moins d’uniformes qu’à Paris, et les militaires qu’il y rencontrera, pacifiquement armés d’une simple baguette, lui sembleront presque méprisables à côté de nos belles troupes, de nos chasseurs à la marche élastique, de nos zouaves à la fois terribles et pittoresques. Ici encore, cependant, la réflexion, sans rien diminuer de l’admiration que mérite une armée incomparable, ne peut manquer de modifier la vivacité des premières impressions. Lord Palmerston portait l’autre jour le nombre des troupes qui défendent le royaume uni à un sixième tout au plus de celles qui, en France, maintiennent l’ordre et protègent le territoire. Qu’est-ce à dire ? Et quel est des deux peuples le plus favorisé ? Celui qui par sa position géographique est obligé de maintenir une grande armée permanente, ou celui qui, protégé par l’Océan, peut laisser à l’agriculture et à l’industrie les centaines de milliers de bras que nous lui enlevons ? J’ignore si notre force militaire est susceptible de réductions considérables ; mais la nécessité où nous sommes de priver chaque année nos champs et nos manufactures de quatre-vingt mille hommes à la fleur de l’âge, est une nécessité qu’il faudrait regretter alors même qu’on se résignerait à la reconnaître ; ce n’est pas une cause de supériorité et d’orgueil.

Nous serions surpris si l’institution des volontaires, après avoir peut-être inspiré au spectateur étranger de ces plaisanteries que nos voisins eux-mêmes n’épargnent pas à leur milice bourgeoise, si, disons-nous, cette armée sortie par enchantement des rangs d’un peuple industriel, n’excitait pas dans le cœur de nos compatriotes un respect mêlé d’admiration. C’est un beau mot et digne d’une civilisation avancée, que la devise adoptée par les volontaires : *Defence not Defiance*, c’est-à-dire : *Non pour l’offense, mais pour la défense !* Après le spectacle de la France révolutionnaire se soulevant en masse pour courir à ses frontières menacées, après le souvenir de ces trois cent mille hommes qui,

Pieds nus, sans pain, sourds aux lâches alarmes,

firent reculer sur tous les points l’Europe conjurée, nous ne savons s’il est un plus bel exemple que celui donné par les volontaires anglais. Il ne s’agit pas ici, en effet, d’une simple garde nationale telle que celle que nous avons eue, d’un service de faction ou de corps de garde. Les volontaires forment une véritable armée ; ils s’assujettissent aux exercices militaires ; ils apprennent la manœuvre ; ils deviennent d’habiles tireurs. Qu’on réfléchisse un peu aux dégoûts et aux fatigues d’un pareil service, au temps qu’il prend, au dérangement qu’il apporte dans les affaires, à la persévérance qu’il exige, et l’on reconnaîtra que l’institution dont l’Angleterre a donné l’exemple au monde suppose de grandes vertus civiques.

Les Anglais ont plus que nous peut-être les matériaux d’une armée de ce genre, parce qu’ils sont plus adonnés aux exercices du corps. C’est là une des différences nationales qui frappent l’observateur attentif. Tout Anglais qui se respecte commence sa journée par se plonger dans l’Eurotas, nous voulons dire par des bains d’eau froide qui fortifient l’âme aussi bien que la constitution. Il croirait se manquer à lui-même s’il ne donnait deux ou trois heures à une promenade à travers champs. Pour peu que sa fortune et ses occupations le lui permettent, il montera à cheval, il chassera le renard, il maniera la rame. Il a appris à se battre au besoin, non pas comme nous, en fermant les yeux et en jetant au hasard ses bras autour de son corps, mais d’une manière raisonnée, en se servant de ses poings pour parer à la fois et pour attaquer. Il sait que la science et le savoir-faire peuvent suppléer ici à l’inégalité des forces corporelles. Il est persuadé que, dans un combat contre un cocher ou un crocheteur, il aura le dessus parce qu’il est le plus habile, et il porte ainsi partout l’assurance paisible d’un homme qui se confie en lui-même. Nous avons souvent pensé que le plus noble présent à faire à notre France, le moyen le plus efficace de régénérer et de retremper notre jeunesse, serait l’introduction parmi nous de quelque jeu national tel que le cricket des Anglais, d’un exercice propre à passionner, plein d’émulation, exigeant la force et l’adresse, déployant toutes les aptitudes physiques, invitant à la saine fatigue et au grand air, préparant ainsi des corps vigoureux pour des âmes vigoureuses. « Sans franchise, disait Walter Scott, point de vertu, et sans courage point de franchise. » Il aurait pu ajouter : et sans force point de courage. Nous le disons en toute assurance : l’Anglais est un magnifique exemplaire de l’humanité, et c’est le *cricket* qui fait l’Anglais.

L’Angleterre est un pays où l’aristocratie est encore puissante et honorée. Cette aristocratie a beau avoir rendu de grands services à la nation, notre passion pour l’égalité a de la peine à accepter ces distinctions nobiliaires. Il est facile de se représenter quels seront les sentiments de ceux de nos compatriotes qui, allant à Oxford ou à Cambridge, verront la robe même de l’étudiant porter les insignes de la différence des rangs ; de ceux qui, en passant d’un salon dans la salle à manger, verront un lord imberbe prendre le pas sur des hommes âgés et des personnages à l’illustration desquels il ne manque que des titres. Nous ne prétendons pas qu’il n’y ait rien de naturel et de fondé dans l’impression pénible que nous fait éprouver la vue de ces inégalités de convention. Pour être équitable, cependant, il faudrait que ce sentiment fût tempéré par les deux réflexions suivantes, La première, c’est que l’inégalité de rangs n’entraîne point, en Angleterre, d’inégalité devant la loi : le premier pair du royaume peut être traîné devant un tribunal de police aussi bien qu’un marchand d’allumettes chimiques. En second lieu, l’inégalité de rang n’est pas seulement compatible en Angleterre avec la liberté ; l’aristocratie anglaise, dès les temps les plus anciens, et de nos jours encore, s’est constamment montrée le soutien et le défenseur des libertés de la nation. Or si la liberté et l’égalité ne s’excluent point, il est certain toutefois que, de ces deux conquêtes des sociétés modernes, la première est encore la plus grande, la plus pressante, la plus indispensable. Un peuple qui à sa passion d’égalité sacrifierait jusqu’à la liberté, aurait assurément lâché la proie pour l’ombre.

L’Angleterre est la terre classique de la liberté, et c’est pourquoi elle est une terre sainte, une terre que plus d’un proscrit a baisée avec reconnaissance. Nous ne parlons pas ici seulement des institutions politiques, mais avant tout de la liberté civile, du respect des droits de tous, de l’indépendance des mouvements, de l’espace laissé à l’initiative individuelle, de la réserve des lois, de la sobriété des règlements. Ailleurs, la réglementation c’est la règle, et la liberté n’est permise que là où elle est expressément stipulée ; en Angleterre, c’est la liberté qui est partout supposée. Ailleurs, la vie civile est entourée d’un réseau invisible, mais insurmontable, de restrictions : là, les citoyens parlent, enseignent, impriment, se réunissent, s’associent, bâtissent, voyagent, exercent leur industrie et leur négoce, remplissent toutes les professions, poursuivent tous les desseins, sans jamais être gênés par autre chose que par le droit égal du prochain. Nous en appelons sans crainte ici à tous ceux qui ont passé la Manche : on peut trouver l’Angleterre monotone, son climat triste, ses villes laides, ses habitants roides, ses institutions gothiques ; on peut tout fronder, tout maudire, mais il est une chose qu’on ne saurait nier : c’est que là du moins l’homme qui aime la liberté peut respirer à pleine poitrine.

La France et l’Angleterre sont deux grandes écoles ouvertes pour l’instruction du monde : dans l’une, on regarde plus à la perfection du produit ; dans l’autre, on attache plus d’importance au développement et au bonheur de l’ouvrier lui-même. En France, une, action plus savamment combinée arrive avec plus de précision à des résultats mieux coordonnés ; en Angleterre, les forces sont moins concentrées, mais elles sont plus énergiques et plus vivantes. Ce qui est grand, chez nous, c’est la chose : chez nos voisins, c’est l’homme. Ici, l’État est tout et le citoyen n’est rien : c’est le contraire qu’on voit en Angleterre.

Mai, 1862.

# XX. Des études classiques

La réorganisation de l’instruction publique semble être l’une des plus humbles entre les questions dont les journaux ont à se préoccuper ; en réalité, il n’en est pas de plus grave.

Dans tous les siècles de l’histoire, l’état de l’instruction a correspondu à l’état de la société, et, à bien des égards, il a influé sur ce dernier, consacrant à la fois et modifiant les tendances de l’époque. La scolastique, la renaissance, la réformation ont eu des écoles faites à leur image et interprètes de leurs idées.

Il est impossible que notre époque, elle aussi, n’ait pas un enseignement qui réponde à ses instincts tout ensemble obscurs et puissants, à ses besoins nouveaux, à ses aspirations diverses.

L’Université de France, il faut l’avouer, n’a pas encore reconnu toute la grandeur de sa tâche. Napoléon lui a donné une organisation réglée, savante, mais il n’a pas réussi à lui donner l’esprit et la vie. Le corps enseignant créé par la loi de 1806 n’a guère fait que ressusciter les vieilles méthodes et même réimprimer les vieux livres.

L’enseignement public, en France, suit encore les errements du xviiie siècle, on pourrait dire du xviie. Nous en restons toujours à Lhomond, Rollin et Port-Royal.

On a quelquefois été injuste envers M. Fortoul. M. Fortoul n’était certainement pas un grand ministre ; ses créations ne sauraient assurément passer pour heureuses, et cependant on peut se demander si l’auteur de la loi de 1852 n’avait pas un sentiment confus des questions que notre siècle est appelé à résoudre en matière d’instruction publique.

Le ministre actuel s’est vu obligé de revenir sur les mesures de son prédécesseur ; mais il a compris qu’il fallait en respecter le principe. À en juger par le discours qu’il a prononcé dernièrement à la distribution des prix du concours, M. Rouland, tout en proclamant la nécessité de fortifier à la fois l’enseignement industriel et l’enseignement classique, ne croit pas devoir étendre à tous l’obligation d’apprendre le grec et le latin.

Nous ne craignons pas de nous ranger à cet avis. Personne ne saurait être plus persuadé que nous des avantages des études classiques. Nous y voyons la condition de toute éducation libérale. Nous tenons l’antiquité païenne pour l’une des plus grandes écoles de l’art et de la sagesse. Nous sommes convaincus que l’esprit français, déjà si impatient des traditions, ne saurait rompre avec celle-là sans perdre quelques-unes de ses plus précieuses qualités. Et cependant, nous ne pouvons nous empêcher de reconnaître que le temps n’est plus où les études classiques formaient la base nécessaire de toutes les autres.

De nouveaux faits ont pris place dans l’histoire. La société s’est insensiblement transformée. L’avènement de la démocratie a changé toutes les conditions de la vie moderne. Ceux qui avaient le loisir d’étudier étaient jadis en petit nombre ; ils formaient une élite, et pouvaient s’adonner à des études d’élite : tout le monde aujourd’hui aspire à prendre sa part des bienfaits de l’instruction, et tout le monde cependant n’a pas le temps ou l’aisance nécessaires pour l’acquisition des connaissances de luxe. Il y a plus : les objets d’études étaient peu nombreux autrefois, et il n’en était aucun pour lequel les langues classiques ne fussent une préparation nécessaire ; aujourd’hui, des sciences nouvelles ont surgi tout entières, sciences assez étendues pour exiger tous les efforts de l’aspirant, sciences, d’une autre part, assez indépendantes de la connaissance de l’antiquité pour que le grec et le latin ne leur soient pas d’un secours indispensable.

Il faut que l’instruction publique moderne réponde à cet état nouveau de la société, et, pour cela, il faut que, à côté de l’enseignement classique, l’Université offre un enseignement français et industriel.

Ce ne sera là, toutefois, que la moitié de sa tâche, et la nouvelle création ne servira qu’à abaisser l’esprit national et ces lettres qui ont jadis été notre honneur, si l’Université, tout en fondant un enseignement industriel, ne trouve pas le moyen de régénérer les études classiques, La division des études que M le ministre a annoncée ne sera bienfaisante qu’à une condition, c’est qu’elle profitera à la fois aux deux enseignements ainsi séparés ; c’est que l’étude du latin et du grec, en cessant d’être imposée à des élèves qui n’en ont que faire, deviendra pour les autres une réalité.

Tout le monde sait comment les choses se passent aujourd’hui. L’élève traîne pendant sept ou huit ans sur les bancs d’un lycée, livré à des méthodes routinières, apprenant toujours et ne sachant jamais, découragé par cela même qu’il ne se sent point avancer. Puis vient le baccalauréat. On a beau faire : telles ont été les études, tel sera l’examen. Avec la meilleure volonté du monde, il est impossible de soumettre à une épreuve sincère des jeunes gens dont les études n’ont été qu’une fiction. On ne peut renvoyer sur les bancs une génération entière, et lui fermer les écoles professionnelles dont le baccalauréat est la clef. Le baccalauréat soulève tous les ans des réclamations ; tous les ans, on se récrie sur la faiblesse d’un examen qui cependant est encore trop fort pour la plupart des candidats qui l’affrontent. Ce dont on ne se rend pas suffisamment compte, c’est que cette faiblesse du baccalauréat est un effet autant qu’une cause : si un examen insuffisant consacre en quelque sorte l’insuffisance des études, il n’est pas moins vrai de dire que l’examen restera fatalement illusoire aussi longtemps que les études elles-mêmes resteront nulles.

Le mot n’est pas trop fort. Les études classiques sont actuellement mortes en France. On n’y sait plus le grec ni le latin. Il est peu d’élèves qui, deux ans après leur sortie du lycée, n’en aient pas oublié jusqu’aux éléments. On perd huit ans à apprendre très péniblement des langues qu’on ne sait jamais bien, et qui finissent par ne laisser aucune trace dans la mémoire. Nous ne connaissons rien sur l’état des études en France de plus significatif que les chiffres suivants. Il s’est présenté 455 candidats au dernier examen du baccalauréat à Paris : sur ces 455, un seul a obtenu la note *très bien* ; deux la note *bien* ; 31 ont été admis avec la mention *assez bien* ; 179 n’ont eu que *passable* : 260 ont échoué.

Nous empruntons ces chiffres à une excellente brochure de M. Frédéric Dübner. M. Dübner, nous n’avons pas à l’apprendre à nos lecteurs, est un helléniste distingué, et tel que l’Allemagne seule en produit encore. Il a publié, avec toute la science et la patience que demandent des travaux de ce genre, quelques-uns des auteurs qui font partie de la *Bibliotheca Græca* de MM. Didot. M. Dübner s’est en même temps préoccupé de l’enseignement des lettres classiques parmi nous, et il a exprimé sur ce sujet, dans plusieurs écrits, des vues qui se font remarquer par l’expérience et le bon sens [[29]](#footnote-29).

Nous croyons avec M. Dübner qu’on peut apprendre le latin et le grec, et les apprendre de manière à les savoir aussi bien qu’une langue moderne étrangère, de manière à les lire couramment et avec profit. Tel doit être le but de l’enseignement ; s’il vise à moins, s’il ne parvient pas à ce résultat, il faut se hâter de supprimer des études qui ne sont plus qu’une perte de temps.

Nous croyons, en second lieu, avec M. Dübner, que l’enseignement classique pourrait être beaucoup plus rapide qu’il ne l’est aujourd’hui ; bien plus, que sa rapidité est une des conditions de son efficacité. On n’apprend bien une langue qu’en l’apprenant vite. Le sentiment du progrès est d’ailleurs le seul stimulant suffisant pour animer l’élève dans des études qui ont leur côté rebutant. On pourrait, en quatre années, faire à la fois infiniment plus et infiniment mieux qu’on ne fait dans nos lycées en huit ans.

Il est vrai que ce changement ne peut être que la conséquence d’un autre : on serait forcé de commencer par changer les livres, les méthodes et les professeurs.

Les grammaires en usage dans l’Université sont au-dessous de toute critique. Il faut les avoir pratiquées, il faut avoir cherché à s’orienter dans le dédale de leur syntaxe, pour savoir combien elles sont obscures, irrationnelles, rebutantes. Mais ce n’est pas là le pire de leurs défauts au point de vue de l’enseignement. Nos lycées enseignent trois langues, le français, le latin et le grec, trois langues qui ont en commun de nombreux principes grammaticaux. Le croirait-on ? les lycées se servent, pour chacune de ces langues, de grammaires qui reproduisent chacune de nouveau toute la partie générale de la grammaire, qui la reproduisent sans s’accorder sur l’ordre, les termes ou les définitions, et qui ne diffèrent pas moins entre elles dans tout le reste de leur arrangement. Il en résulte que l’étude d’une première langue, au lieu de servir à l’étude d’une autre, ne sert qu’à jeter la confusion et l’embarras dans l’esprit de l’élève.

Ce n’est pas seulement la méthode écrite qu’il importe de modifier, c’est plus encore peut-être le système même des éludes. Nous avons déjà indiqué en quoi ce changement doit surtout consister. Il faut donner plus d’heures d’étude aux langues classiques pendant les années où on les étudie, quitte à diminuer le nombre de ces années elles-mêmes. Il faut éviter de s’éterniser sur des textes lentement expliqués. Il faut, en un mot, apprendre les langues mortes comme on apprend les langues vivantes étrangères. On n’apprend les mots qu’en les revoyant souvent et à de courts intervalles. La rapidité d’ailleurs est la condition de l’intérêt, et l’intérêt, dans les études, est le *sine qua non* de l’émulation et du succès.

Il est inutile, enfin, d’ajouter que les professeurs devraient être formés à l’exercice de l’enseignement que nous venons de décrire. On ne désapprend pas la routine en un jour. Les professeurs d’aujourd’hui sont les élèves d’hier, et ils portent naturellement dans la chaire les méthodes qu’ils ont pratiquées sur les bancs. Ils n’ont jamais appris les langues sur un plan unique ; ils n’en ont jamais ramené les principes à leur unité ; ils n’ont que des connaissances syntactiques éparses et confuses ; enfin, on peut, sans leur faire injure, douter qu’ils soient tous en état de diriger l’explication rapide, cursive des auteurs, en y joignant tous les éclaircissements critiques, historiques et philologiques, sans lesquels cette lecture serait vaine.

Les vœux que nous formons pour la réforme de l’enseignement classique peuvent se résumer en quelques mots ; séparation de l’enseignement industriel et de l’enseignement classique, mais séparation qui profite à ce dernier, et qui, en lui rendant sa force, permette aussi de rendre l’examen du baccalauréat plus sérieux ; — changement de méthodes, qui permette d’apprendre les langues anciennes comme on apprend les langues modernes, rapidement, en peu d’années, au moyen d’une lecture cursive des auteurs. Nous le disons avec une entière conviction : le sort de l’enseignement classique en France est attaché à ces changements.

Octobre 1862

FIN

1. Œuvres inédites et Correspondance [↑](#footnote-ref-1)
2. ) Silas Marner the weaver of Raveloe [↑](#footnote-ref-2)
3. La Mer. [↑](#footnote-ref-3)
4. À propos d’un cheval, *Causeries athéniennes*, par Victor Cherbuliez [↑](#footnote-ref-4)
5. *La Vie politique de Royer-Collard, ses discours et ses écrits*, par M de Barante, de l’Académie française. [↑](#footnote-ref-5)
6. Voy l’ouvrage de M de Barante, t. II, p. 343 [↑](#footnote-ref-6)
7. De Barante, *Vie politique de Royer-Collard*, t. II, p. 380 [↑](#footnote-ref-7)
8. Mémoires pour servir à *l’histoire de mon temps*, par M. Guizot ; t. IV [↑](#footnote-ref-8)
9. On m’a reproché d’avoir mis de la malice dans le choix du passage qu’on vient de lire, et de la rigueur dans l’analyse il laquelle je l’ai soumis. M. Sainte-Beuve lui-même a pris la défense du style de M. Guizot. Puisqu’on insiste, j’insiste à mon tour et je rouvre les Mémoires. Voici ce qu’un y lit, tome Ier, p. 190 :

   « Un autre mal, résultat non pas incurable, mais naturel, de ses institutions mêmes, pesait aussi sur la Restauration. Le régime représentatif est, en dernière analyse, un régime île sacrifices mutuels et de transactions entre les intérêts divers qui coexistent dans la société. En même temps qu’il les met en présence et aux prises, il leur impose l’absolue nécessité d’arriver à un certain terme moyen, à une certaine mesure d’entente et de tolérance réciproque qui puisse devenir la base des lois et du gouvernement. Mais en même temps aussi, par la publicité et l’ardeur de la lutte, il jette les partis dans une grande exagération de bruit et de langage, et il compromet violemment les uns contre les autres l’amour-propre et la dignité personnelle des hommes ; en sorte que, par une contradiction pleine d’embarras, il rend de jour en jour plus difficile cet accord ou cette résignation qu’au dernier jour il rend indispensables. Grande difficulté de ce système de gouvernement, qui ne peut être surmontée que par une large dose de tact et de mesure dans les acteurs politiques eux-mêmes, et par un grand empire de bon sens public, qui ramène, en définitive, les partis et leurs chefs à ces transactions ou à cette tranquille acceptation de leurs échecs dont l’emportement de leur rôle tend constamment à les écarter. »

   Il en est de cette page comme de la précédente : elle manque de lumière. Les images s’y confondent. Les mots y sont impropres. Il n’est pas jusqu’à des solécismes qui n’y offensent le lecteur. C’est à chaque ligne quelque tache, à chaque pas quelque cahot. Qu’est-ce qu’un *résultat incurable* ? Comment une *certaine mesure d’entente* peut-elle devenir une *base* ? Et cette difficulté qui est *surmontée* par une *dose* ! Cet emportement qui *écarte* d’une *acceptation* ! L’emploi des pronoms relatifs dans la dernière phrase en fait un chef-d’œuvre de pesanteur et d’amphibologie. Quant à *compromettre* des gens les uns *contre* les autres, c’est tout simplement un attentat contre la grammaire. Je n’ignore point que l’incorrection n’est pas toujours incompatible avec certaines qualités de l’écrivain et même du grand écrivain, mais j’estime que les défauts du style de M. Guizot sont précisément ceux qui trahissent l’ignorance de la langue et de son génie. [↑](#footnote-ref-9)
10. *Chateaubriand et son groupe littéraire sous l’Empire*, par M. Sainte-Beuve [↑](#footnote-ref-10)
11. *Histoire du Consulat et de l’Empire*, t. XIXe, 1861. [↑](#footnote-ref-11)
12. *Edinburgh Review*, vol CVII, p. 358 ; vol CVIII, p. 32 ; vol CXII, p. 237 [↑](#footnote-ref-12)
13. Voyez *Revue française*, 1829, n° 12, p. 197. M. Littré s’est trompé en attribuant ce morceau il Carrel et en le faisant entrer dans les œuvres de ce publiciste. [↑](#footnote-ref-13)
14. Le 22 novembre 1861 [↑](#footnote-ref-14)
15. Quatre vol in-8° [↑](#footnote-ref-15)
16. *Histoire du Roman et de ses rapports avec l’Histoire, dans l’antiquité grecque et latine,* par A. Chassant. 1861. [↑](#footnote-ref-16)
17. *De l’Apologétique chrétienne au IIe siècle ; saint Justin, philosophe et martyr*, par M. Aubé. 1861 [↑](#footnote-ref-17)
18. *Le dénie philosophique de saint Augustin,* par M. A. Théry, recteur de l’Académie de Caen. — 1861 [↑](#footnote-ref-18)
19. Je profite de l’occasion que je trouve ici pour annoncer une autre publication de M. Théry. La deuxième édition de son Histoire de l’Éducation en France a paru en même temps que son Saint Augustin. Je ne suis pas de l’avis de l’auteur sur tous les points ; je ne le suis pas surtout sur les principes. Je n’admets pas que, «  l’État sincèrement chrétien et l’Église sincèrement libérale, » soit une formule bien propre à résoudre le problème de l’enseignement public, à une époque où l’État s’est émancipé de l’Église, et où l’Église a prouvé une fois de plus combien elle est par essence étrangère au génie de la liberté «  C’est dans la France catholique et libérale, proclame M. Théry, que l’éducation a jeté ses véritables assises, » assertion singulièrement paradoxale, puisque la France n’a jamais encore été libérale sans rompre avec le catholicisme, ni catholique sans cesser d’être libérale. Au reste, les principes ne sont peut-être pas ce qu’il y a de plus important dans une histoire, et l’ouvrage de M. Théry offre, indépendamment des théories au service desquelles il est écrit, un recueil précieux de faits relatifs à l’enseignement dans la France ancienne et moderne. [↑](#footnote-ref-19)
20. *Le Parfum de Rome* ; par Louis Veuillot. 1862, 2 vol. [↑](#footnote-ref-20)
21. Madame Swetchine ; *sa vie et ses œuvres*, publiées par le comte de Falloux. 2 vol.

    *Lettres de madame Swetchine*, publiées par le comte de Falloux. 1862, 2 vol [↑](#footnote-ref-21)
22. *L’Histoire romaine à Rome*, par J.-J. Ampère. 1862, 2 vol [↑](#footnote-ref-22)
23. *Essais de politique et de littérature*, par M. Prévost-Paradol, 2e édit.

    *Quelques pages d’histoire contemporaine* ; *lettres politiques* ; par M. Prévost-Paradol. [↑](#footnote-ref-23)
24. Lire le beau morceau qui termine l’article sur Tacite. [↑](#footnote-ref-24)
25. Ce volume a paru. Voy. *Les Nouveaux essais de politique et de littérature*, 1862. [↑](#footnote-ref-25)
26. *Poètes du siècle de Louis XIV*, par A. Vinet. 1862.

    Esprit d’Alexandre Vinet : *pensées et réflexions extraites de ses ouvrages*, par Astié. 1861, 2 vol. [↑](#footnote-ref-26)
27. *Le Gouvernement représentatif*, par M. J. Stuart Mill ; traduit et précédé d’une introduction, par M. Dupont White. 1862. [↑](#footnote-ref-27)
28. *Poésies de Sainte-Beuve*, première partie ; Joseph Delorme, nouvelle édition très augmentée ; 1861.

    *Causeries du lundi*, par Sainte-Beuve, tome quatorzième ; 1861 [↑](#footnote-ref-28)
29. Voyez en particulier la brochure intitule : *les Humanités et l’enseignement secondaire français,*1862 [↑](#footnote-ref-29)